U d'/ of Ottawa
39003002714748

Bibliot

23/4/64

Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
University of Toronto

http://www.archive.org/details/unempirerussochi00ular

21129

Un
Empire Russo-Chinois

Tous droits de traduction et de reproduction réservés pour tous pays, y compris la Suède, la Norvège, la Hollande et le Danemark.

ALEXANDRE ULAR

UN EMPIRE
Russo-Chinois

Université d'Ottawa
BIBLIOTHÈQUES
LIBRARIES
University of Ottawa

PARIS
Félix JUVEN, Editeur
122, Rue Réaumur, 122

Universitas
BIBLIOTHECA
ttaviensis

DS
740.5
.S65
U424
1902

PRÉFACE

A Monsieur Georges Clemenceau.

Cher Monsieur,

Si je tiens à placer les pages suivantes sous l'égide de votre nom, je me laisse guider par deux ordres de raisons. Les unes sont personnelles, les autres politiques.

Depuis mon retour de la Haute-Asie, où j'ai observé, de derrière les coulisses, le développement de la question chinoise, vous n'avez cessé d'encourager la campagne que j'ai faite pour stigmatiser la barbarie et l'incohérence des méthodes politiques occidentales à l'égard du grand empire d'Extrême-Orient. Je ne saurais donc ne pas vous dédier un volume qui a la prétention de démontrer définitivement, par l'exposé du développement logique des événements, avec quelle inconscience l'Occident a travaillé, non pas, il est vrai, pour le roi de Prusse, mais pour l'autocrate russe.

Un livre n'est cependant pas comparable à une série d'articles. La somme des parties ne fait pas le tout, dit Lao-tse. Et si j'ai repris, par endroits,

des données que j'ai déjà publiées isolées, c'est uniquement pour leur donner, dans l'ensemble d'une fresque historique, leur vraie signification qui se dégage difficilement des faits divers politiques, dont elles ont eu, jusqu'à présent, l'apparence.

Il y aura des hommes politiques — intéressés directement, ou par leurs relations — qui chercheront à considérer cet exposé sur les origines et perspectives d'un « Empire russo-chinois » comme un plaidoyer personnel en faveur de l'authenticité de certains documents (reproduits à la page 250) que j'ai, il y a quelques mois, publiés dans le *Times*. Ces écrits démontrent l'existence, antérieure à la récente intervention européenne en Chine, antérieure aussi à la révolution des Boxers, d'une convention confidentielle entre la Russie et la Dynastie mandchoue, dont le but était de régler la question chinoise au mieux de leurs intérêts particuliers, et dont l'effet ne pouvait être que de faire travailler l'Occident entier à la réalisation d'un projet d'expansion russe dont l'Occident est précisément le seul à souffrir.

La publication de ces documents eut pour résultat un effarement général, suivi d'efforts non moins généraux tendant à infirmer la portée de leur divulgation en contestant leur véracité. La Russie, voyant son jeu découvert, et l'Occident voyant sa politique ridiculisée, agirent d'un commun accord. M. de Blowitz lui-même, en remettant au *Times* le texte des papiers, n'avait pas prévu l'orage qui éclatait quoique, dans les milieux politiques de tous les pays, on eût pu savoir que, depuis longtemps, les événements avaient de-

vancé ces écrits. Et le *Times* qui, comme moi, voulut provoquer le rire, mais suscita la fureur, se vit amené, pour des raisons restées obscures, à reculer, prétextant que lui-même n'avait pas la certitude de l'authenticité des documents.

Le grand journal de la Cité, il est vrai, s'était très adroitement réservé une sortie pour masquer cette retraite. Il avait impliqué dans l'affaire le prince Oukhtomski en le désignant comme le négociateur de cette fameuse convention de Canton. Le *Times* n'y était nullement autorisé. Il est vrai que moi-même j'ai pu croire un instant reconnaître cet homme politique remarquable sous la vague désignation chinoise : *Ou-ouang, dignitaire Ou*, ou aussi *dignitaire Russe ;* mais cela s'explique par l'impossibilité absolue où je me trouvais, au fin fond de la Mongolie, de vérifier les dates d'un voyage dont je n'eus de nouvelles que par ouï-dire. Et plus tard, rentré en Europe par la Sibérie, je n'eus plus l'occasion de procéder à une enquête sur ces négociations, enquête qui n'aurait pu se faire qu'à Canton ou dans certains milieux pékinois. En tout cas, au moment des publications du *Times*, je n'aurais jamais pu commettre une aussi extraordinaire bévue que d'imputer à un homme d'Etat des actions pour lesquelles il pouvait instantanément et à l'aide de données *accessibles à tout le monde* prouver un alibi personnel incontestable. La mise en cause de ce personnage important donna au *Times* la possibilité de transformer l'affaire politique en une affaire personnelle, de me laisser aux prises avec le prince Oukhtomski, de faire supposer — en spéculant sur la superficialité du public — que

la convention existait ou disparaissait avec le rôle effectif du diplomate en question, et de clore le débat en déclarant ne pas vouloir se mêler d'affaires devenues personnelles.

Il resta ainsi sur moi le poids d'une ridicule suspicion. Pourtant la question de l'existence de la convention était, et est entièrement indépendante de celle de la personne de ses négociateurs. Il est bien vrai que je me suis trouvé hors d'état d'éclaircir cette dernière question. Il est vrai aussi que le *Times* n'a jamais eu en mains des documents originaux. Il est même vrai que moi-même je ne possède pas ces originaux. Mais ceux qui connaissent l'extrême complexité de la politique asiatique confirmeront que, pour inventer de toutes pièces des documents aussi subtils, il faudrait le génie d'un Richelieu doublé d'un Li-hong-tchang... Il était plus facile de les avoir que de les faire. L'amitié de hauts fonctionnaires des télégraphes chinois y suffisait amplement.

Avouerai-je qu'au moment où j'eus l'occasion de les copier, je ne me rendis aucun compte de leur importance ? Ce fut en novembre 1900, en Mongolie, à un moment où, toute communication avec le monde civilisé interrompue, je n'avais aucune connaissance de ce qui se passait en Europe ou à Pékin. A titre de curiosité, plutôt que pour faire de la haute politique, j'envoyai mes papiers au *Journal*, à Paris, où ils furent reçus en janvier 1901. La preuve qu'à Paris on ne comprit pas plus l'importance de l'affaire qu'en Mongolie, c'est qu'on garda la copie dans le tiroir, et qu'à mon retour, on me la restitua purement et simplement, avec tous les autres documents,

considérés comme aussi peu intéressants, sur lesquels j'ai plus tard échafaudé ma campagne...

Les deux coups de... maître en journalisme qui me frappaient ainsi, de la part du *Journal* d'abord, du *Times* ensuite, me montrèrent que, pour faire la lumière, les documents ne valent plus rien de nos jours.

C'est alors que je résolus de faire la synthèse simple des faits historiques pour prouver que, l'authenticité des documents reconnue ou contestée, la marche véritable des événements est la même. Et ce développement est tel que, si les documents concernant la convention de Canton n'existaient pas, on pourrait dire, tout comme Voltaire de son Dieu, qu'il faudrait les inventer...

Mais ce livre sur l'origine d'un Empire russo-chinois signifie, avant tout, bien autre chose qu'une mesquine et prétentieuse justification *pro domo*. Je les oppose à la fois aux sycophantes de la suprématie indo-européenne et aux agoraphobes du « péril jaune » ; et je le fais, non pas négativement, en insistant sur les fautes, ou sur les possibilités futures de l'Occident, mais en exposant les péripéties positives de la gigantesque évolution politique qui se poursuit en Asie.

Ainsi, chose inusitée pour un livre français, je ne parle pas de la France. Car malheureusement elle ne participe pas à cette évolution. Elle pourrait cependant y prendre part.

C'est ici, cher Monsieur, la seconde raison qui me pousse à mettre votre nom en tête de ces pages. Vous avez, avec une autorité et une vigueur sans pareilles, combattu pour la mise en pratique des principes grâce auxquels on a pu dire avec

raison que la France « marche à la tête de la civilisation ». Et s'il est vrai, comme l'histoire politique et économique des dernières vingt années semble le prouver, que ce dicton, universellement reconnu comme exact autrefois, est devenu une phrase; qu'au point de vue économique, la France s'est laissée distancer par des rivaux plus audacieux, et qu'au point de vue politique, elle a abdiqué, en faveur d'un allié habile, une situation devenue intenable par suite d'une malheureuse prépondérance de questions intérieures, vous avez été celui qui, avec le plus d'intransigeance, a défendu les bases sur lesquelles s'est élevée la vieille France civilisatrice.

Or, l'incontestable amoindrissement de la situation de la France dans le monde, me semble précisément, et uniquement, imputable à l'abandon des principes qui ont donné à la nation son prestige particulier.

La France peut être le cerveau de l'Europe; elle ne sera plus jamais son estomac ou son bras.

Rien n'est plus erroné que de croire — comme le font tant de Français qui ne connaissent pas l'étranger — que le prestige de leur nation dans le monde repose sur sa gloire guerrière ou sur sa richesse commerciale d'autrefois. La véritable force de la France est son intellectualité.

Il est plus important que jamais d'insister sur ce point à un moment où, de toutes parts, des peuples dont la force réside surtout dans les succès guerriers ou économiques, se trouvent entraînés, par le délire de la fièvre impérialiste, à de curieuses et peu intelligentes extravagances. L'impérialisme, plus justement appelé la manie

de l'expansion, et dont vous avez toujours été un ennemi irréductible, travaille jusqu'à présent avec les seuls moyens grossiers dont l'emploi caractérise les castes qui l'ont inventé, le capitalisme et la force militaire. De tous les pays qui sont actuellement contaminés par cette singulière épidémie internationale, la Russie seule obéit, comme je le montrerai, à des idées de grande envergure. L'Angleterre, l'Allemagne, l'Amérique, et même le Japon, semblent dans leur rôle. Dans cette cohue vers l'expansion, territoriale et militaire sous prétexte d'être économique, seule la France paraît curieusement déplacée, et cela précisément à cause du caractère autrement affiné de son autorité morale.

C'est pour cette raison que son action, parallèle à celle des autres, semble souvent fausse, dictée par des raisons de déférence diplomatique plutôt que par l'argument de l'utilité, et de façon générale, inspirée par la maxime du petit bourgeois qui veut qu'on hurle avec les loups. Si déjà l'on tenait à faire partie de l'orchestre peu lyrique de ce concert, il fallait du moins tâcher d'y occuper, si j'ose dire, le pupitre du premier violon. Or, la France ne saurait le faire, parce que son rôle serait absolument factice, comme ses vélléités impérialistes elles-mêmes. Les raisons politiques et économiques qui ont engendré chez d'autres peuples l'aberration impérialiste, n'ont tout simplement pas pour la France le caractère catégorique qui est nécessaire pour imposer aux masses l'enthousiasme des entreprises lointaines.

Il ne faut pas oublier, en effet, que l'impérialisme n'est que l'exagération d'une ligne de con-

duite qui, en principe, est le propre de toute nation bien portante. L'expansion est en réalité la manifestation immédiate de la force d'un peuple. Seulement l'expansion qui ne se fait pas d'elle-même, ne mérite plus ce nom. Elle n'est plus alors la détente naturelle d'un corps élastique comprimé, mais une véritable extension artificielle qui l'affaiblit, quand elle ne le désarticule pas...

Il n'y a donc que deux méthodes d'expansion que j'ose appeler naturelles, l'exportation d'hommes et l'exportation de marchandises, ou, si l'on veut, l'infiltration et le commerce. On peut dire que la première est la méthode essentiellement russe, la seconde celle anglo-saxonne... On pourrait en imaginer une troisième, intellectuelle celle-là, qui consisterait, non pas à créer des émigrants ou des marchés, mais des intelligences, des états d'esprit, des civilisations. C'était un peu le cas de la France du XVIIIe siècle. De nos jours, cette méthode n'existe plus en tant que moyen d'expansion, et elle serait facilement, quoique injustement, considérée comme quelque peu platonique.

Une quatrième méthode, celle qui a dominé en France, la méthode militaire, est essentiellement maladive. Elle réalise précisément l'extension au lieu de l'expansion. Conséquence d'une jalousie nationale qui survit à d'autres âges ; résultat de la conception naïve qui, malgré l'exemple d'Athènes, mesure la grandeur des nations en kilomètres carrés et leur civilisation en adversaires tués : elle draine la force nationale au profit d'un préjugé inepte ou d'une caste inconsciente; elle afflige le pays d'une hypertrophie territoriale

funeste à l'intensité de sa vie propre ou à celle de ses sphères d'expansion ; elle immobilise d'innombrables forces individuelles dans le but de conserver ce qu'il était inutile d'acquérir ; elle charge le contribuable sans lui donner l'occasion, sans même lui suggérer la volonté, de se dédommager par l'exploitation de ce qu'il a contribué à obtenir; bref, elle étend le champ d'action sans qu'il y ait accroissement d'activité.

Les défenseurs de cette méthode, laquelle est le véritable agent de l'impérialisme, invoquent la théorie des *colonies de domination*, qui, en effet, ne laisse pas d'être belle... en théorie. L'Inde immense, dominée et drainée au profit de l'Angleterre par un nombre infime d'Anglais, c'est séduisant, et cela excite l'esprit d'émulation. Seulement, ce qui règne dans l'Inde, ce n'est précisément pas le militaire ou le politique, mais le négociant ; ce qui l'a conquise, n'est point la guerre, mais d'abord le commerce ; ce qui la gouverne n'est point l'Angleterre, mais l'initiative économique de citoyens anglais.

L'inquiétant spectacle des colonies de domination françaises montre assez que la domination politique, et même l'organisation administrative parfaite, ne comportent nullement pour la Métropole les avantages d'importance prétendue vitale, que l'on sous-entend quand on préconise la « politique d'expansion ». Ainsi l'Indo-Chine, quoique organisée de façon admirable, ne sera jamais l'Inde française ; car le monopole commercial n'y sera pas détenu par les Français ; les colons particuliers, l'initiative privée française, y manqueront ; et il y aura impossibilité d'évincer l'ingé-

rence économique de hardies entreprises étrangères ; le pays sera donc peut-être prospère, mais non au profit de la France. Madagascar, acquis, on ne sait que trop comment, ne sert pas la France, mais servira peut-être... les Boers. Et l'immense Soudan avec son splendide appendice saharien, constitue de son côté l'expression idéale de la désastreuse méthode impérialiste; ses interminables étendues territoriales, conquises grâce à d'énormes sacrifices, ne valent que la griserie que d'aucuns éprouvent en voyant sur les cartes une grosse tache colorée, compacte, barrée des lettres magiques : « Empire colonial français. »

Or ce qui, chez certaines autres puissances, peut sembler une exaspération lamentable et ridicule d'une tendance expansive inconsciente mais réelle, devient malheureusement pour nous, en France, de la pure incohérence. Un peuple qui ne fait que maintenir sa natalité, se laisse bien guider par des considérations philosophiques fort belles... et fort commodes, en préférant le bien-être facile d'un petit nombre à l'âpreté plus grande d'une lutte pour la vie qu'entraîne l'augmentation rapide de la population ; il peut bien montrer une durée de la vie moyenne supérieure à celle qui s'observe dans le reste du monde, et se croire de ce chef, non sans raison, comme supérieurement civilisé dans un certain sens ; mais il ne pourra d'aucune façon faire de l'expansion par infiltration, quand même l'intervention militaire préalable aurait fait le vide et éliminé les obstacles qui s'y seraient opposés. Et le principe même dont découle sa pratique repopulatrice, avec son idéal mesquin de la vie tranquille et assurée, ce

principe de la médiocrité, de la nullité triomphante, et de la force individuelle suspecte, ce fond racial semble assez peu compatible avec l'énergie impétueuse, l'initiative décidée, la hardiesse sciemment aveugle pour les difficultés, qui est la base psychologique des véritables conquêtes commerciales: car c'est l'âpre nécessité économique, la concurrence acharnée, l'émulation individuelle exaspérée, et non pas l'idée d'une patrie plus grande et plus glorieuse, qui envoie par delà les mers les divins aventuriers qui font de nos jours la richesse et la splendeur matérielle, d'où dérive l'expansion économique des nations...

C'est cette constatation qui nous oblige à considérer un impérialisme français comme une imitation illogique de peuples qui vivent sur d'autres bases dynamiques.

Et comme l'imitation est incapable d'atteindre à la perfection du modèle, l'action expansive de la France, et par conséquent sa politique extérieure générale, se trouve très souvent empreinte d'une apparence d'incertitude et de timidité qui est hors de proportion avec le rôle moral du pays.

Jamais la réalité de cet état de choses ne s'est révélée plus évidente qu'au cours de l'intervention occidentale en 1894 et en 1901 dans la mystérieuse politique de l'Extrême-Orient. N'ayant pas à défendre des intérêts commerciaux qui, malheureusement, n'existent presque pas ; n'ayant à protéger contre la révolution nationaliste chinoise que des fonctionnaires diplomatiques, et des missionnaires qui sont la peste du pays ; n'ayant que le prestige douteux d'être limitrophe de l'Empire chinois, mais le désavantage perti-

nent de ne jouer aucun rôle important économique dans cet Empire, la France n'a eu d'autre mobile pour participer à une action ridicule et odieuse, que d'imiter ceux qui n'avaient attendu qu'un prétexte pouvant excuser une expansion devenue indispensable pour eux.

La France — par bonheur — n'a déjà qu'imparfaitement réussi à imiter le côté extérieur, guerrier, de cette équipée impérialiste; ses soldats ont montré une notable infériorité dans le vol, le viol, le pillage et le meurtre ; et jusque dans la haute direction de l'escapade, on a pu constater un mauvais vouloir manifeste dès qu'il s'est agi de s'enthousiasmer pour les glorieux procédés du « nouvel Attila ». Mais, à part tout cela, ce qui montre bien le caractère fantasque de la participation française au *run* sur la Chine, c'est que la France n'a même pas trouvé le courage d'imiter aussi, ou avant tout, la tendance secrète de tout ce branlebas : l'expansion territoriale ; de sorte que cette expédition héroïque n'est même pas gaie (car pour cela elle aurait dû être sciemment farce), mais piteuse, parce qu'elle a été entreprise sans arrière-pensée...

On peut affirmer que jamais étonnement n'a été plus grand, chez les politiciens des Puissances impérialistes, qu'au moment où ils ont constaté que, pendant le dérivatif des négociations pékinoises, la France n'avait pas fait la même chose au Yun-nan que la Russie en Mandchourie. Rien, en effet, n'aurait été plus naturel, plus facile, plus sûr, et plus amusant. Mais, toute l'entreprise ayant été décidée, non pas pour faire œuvre utile (ou plu-

tôt inutile), mais pour faire... comme tout le monde, en singeant simplement des gestes extérieurs, il n'est guère surprenant qu'on n'y ait jamais voulu penser, et même qu'on ait, par tous les moyens possibles, empêché d'aboutir ceux qui s'obstinaient à y penser.

Le fait n'est certes pas très regrettable en lui-même, mais le principe qu'il dévoile peut être stigmatisé comme un signe évident de l'incapacité politique. Un service diplomatique où gouvernaient la couardise, l'ahurissement et l'ignorance ; une direction politique où dominaient la peur des responsabilités, l'horreur de l'initiative, la joie de l'abdication, et l'ambition de... suivre ; un procédé d'organisation et d'information dirigé par les missionnaires, véritables fauteurs de troubles, et à l'unique profit des missions ; un effort financier en disproportion avec le but poursuivi; un effort militaire stérilisé par la diplomatie, et dégénérant en brigandage, à l'instigation et sous la conduite des prêtres plus forts que les généraux; un laisser-aller d'autant plus répréhensible que l'Allié agissait; une docilité souriante, en barbarie et diplomatie simpliste, inspirée par la seule peur de dépareiller le concert de fauves des Puissances impérialistes; enfin, une action de vaste envergure entamée dans la ferme intention de ne la mener à aucun but; et tout cela en désaccord manifeste avec les traditions morales, les principes politiques, les raisons d'utilité, les possibilités de prestige de la France : n'est-ce pas la déviation la plus complète des voies naturelles où se développe l'énergie française ; n'est-ce pas l'aberration la plus funeste de la loi naturelle du « moindre effort », qui veut que pour

atteindre un but, on emploie, dans le chemin le plus court, la force dans son mode d'émanation le plus actif.

Or, l'énergie française, en tant qu'elle est supérieure à l'énergie d'autres nations, se manifeste uniquement comme force intellectuelle. Si donc la France veut augmenter son domaine dans le monde, elle doit le faire en créant l'expansion intellectuelle. Avec tous les autres modes d'expansion possibles la France restera, de par la nature des choses, inférieure à des rivales, et leur faciliterait des ingressions, fatales d'autant qu'elle subirait les conséquences affaiblissantes de l'extension qui se substituerait à l'expansion.

C'est cette vérité, ressentie depuis longtemps en théorie, qui est venue se démontrer de façon évidente dans notre participation à l'expédition de Chine. C'est là, même, son principal enseignement.

Cette constatation n'a, d'ailleurs, rien de pénible. La situation de la France, dans l'ensemble des Puissances impérialistes, n'est point inférieure ; elle est simplement distincte — tout comme celle de la Russie. La France et la Russie sont actuellement incapables de faire de l'expansion économique comme leurs rivales. Mais il ne faudrait pas croire pour cela que, d'une façon générale, elles soient hors d'état d'augmenter leur bien-être et leur prestige national, et de se mettre en garde contre le débordement dangereux des énergies de leurs compétiteurs. Malgré la fréquente apparence du contraire, les valeurs économiques ne sont pas de nos jours les maîtresses absolues du monde. Et si, comme je l'explique dans les chapitres qui suivent, la Russie a pu utiliser adroi-

tement son prestige militaire et diplomatique actuel, pour assurer, dès à présent, le succès d'une expansion économique et raciale qui ne se fera que dans un avenir lointain, il n'y a aucune raison qui empêche de demander que la France, de même, se prévaille dès maintenant de sa qualité dynamique dominante, pour se garantir, en vue de l'avenir, la possibilité d'une domination qui forcément ne sera pas de l'expansion économique ou raciale, mais qui soudera à la France, et les richesses, et les populations de contrées lointaines.

La force sur laquelle nous pouvons compter dans ce but, est, encore une fois, l'intellectualité française. Elle n'inondera pas, bien entendu, des pays exotiques de denrées françaises ; elle ne drainera pas non plus, vers le gouffre centralisateur du capitalisme français, la production de peuples soumis, affamés ; elle ne fera pas le vide de la mort dans les centres populeux pour faire de la place à l'irruption d'inexistants Français ; elle n'entamera même pas les blocs nationaux par un des multiples moyens qui minent la force, désagrègent l'unité, épuisent la vitalité des peuples colonisés, et ouvrent d'imperceptibles voies au poison corrosif — que nous ne distillons plus — de l'infiltration raciale. Mais elle créera des Frances...

Des Frances, non en chair et os, peut-être même pas en paroles et écrits, mais en idées, conceptions du monde, civilisation, vie cérébrale. Il est évidemment malaisé de faire sentir la possibilité, et surtout l'utilité d'un « empire colonial cérébral » à un moment où l'on se plaît, entraîné par

l'idée de nationalité, à insister sur le « tour d'esprit national » et à substituer aux races anthropologiques, par trop vagues, des groupes psychologiques. Mais même si les individus qui montrent la plus haute culture intellectuelle possible trahissent invariablement les atavismes d'une race physiologique, peut-on nier pour cela que les éléments de culture moderne reposent partout sur une même base précise, voire sur un certain nombre de connaissances concrètes, reliées entre elles par une même connexité causale ?

Les idées ne se transforment point, dans leur ensemble, de façon continue. Elles se superposent. Et chaque épisode de l'histoire des idées en est la preuve. C'est une des couches intellectuelles superposées qui donne le cachet caractéristique à la vie psychique d'une époque, à une civilisation. Et la nation qui réussit à superposer chez une autre nation et à consolider, sur le fond psychique qu'elle y rencontre, la couche intellectuelle qui la caractérise, ne lui donnera pas seulement une civilisation qui ressemblera à la sienne propre, mais encore gardera sur elle, en première ligne, un ascendant moral, qui équivaut, et qui peut même être supérieur en valeur, à une domination politique ou économique. Car il ne faut plus qu'un concours de circonstances extérieures pour transformer l'ascendant moral en prestige politique ou en contrôle économique. Cela deviendra encore plus manifeste au fur et à mesure que la politique et l'échange dépendront moins de la force brutale du nombre et des ressources matérielles, mais des qualités, des procédés psychiques, des méthodes, de l'ingéniosité des appli-

cations, de la supériorité intellectuelle. Autrefois, cette action se faisait inconsciente, comme par hasard, mais rien n'empêche de l'entreprendre consciemment en vue d'un but préconçu ; toute la civilisation ne consiste-t-elle pas à rendre consciente et à donner un but à toutes les manifestations dynamiques qui, à d'autres âges, se développaient sans raison ni sens ?

Ainsi, pour ne discuter que le cas précis qui, dans les circonstances actuelles de la politique internationale, doit nous intéresser avant tout autre, la perspective d'une France en Chine, sans Français, est infiniment moins fantastique qu'elle ne le semble de prime abord. Que ce soit la France qui se charge d'étendre sur une partie de l'immense nation chinoise le miroir de son niveau intellectuel : et elle sera pour ces populations la France-mère à un titre autrement juste, autrement profitable aussi, qu'en les gratifiant de son administration, de ses impôts, de ses apéritifs ou de ses articles de Paris.

Certainement, la civilisation moderne est, à de petites différences près, la même à travers l'Occident entier, et le danger serait grand, si la France ne prenait pas les devants, qu'elle n'eût point le monopole d'expansion intellectuelle. Mais d'une part, toutes ses rivales possibles se trouvent en pleine période économique et travaillent en Chine à la création d'un péril jaune social qui les engloutira : d'autre part, la France seule est arrivée à se libérer le cerveau, à un degré suffisant, d'un certain nombre de préjugés, superstitions et survivances spécialement sémitiques ou indo-européennes, qui pèsent encore, en de vastes do-

maines, sur le niveau intellectuel de ses compétiteurs ; survivances dont l'importation en Chine, avec la culture moderne, mettrait en question, rendrait impossible même l'expansion de l'intellectualité française dans cette partie du monde. Nettoyée des scories, restes de couches intellectuelles antérieures, la civilisation française est l'expression la plus pure et la forme la mieux assimilable de l'esprit moderne; et c'est là le suprême atout que la France a dans son jeu pour opposer à l'impérialisme des canons et des écus, l'impérialisme des idées.

Vous savez, cher Monsieur, que ce projet d'expansion me hante... et qu'il m'obsède depuis que l'esprit le plus affiné de la Chine contemporaine, le fils de Li-hong-tchang, confirme la facilité de son exécution. Aussi, avant d'expliquer par ce livre, dans quel esprit, de quelle façon, par quels moyens la Russie poursuit son œuvre de monstrueuse expansion assimilatrice, tenais-je à indiquer quelle possibilité reste à la France, de soutenir une action parallèle d'expansion intellectuelle.

Certes, à une action aussi nouvelle, il faut créer un commencement nouveau ; et ce commencement sera petit et lent. Mais l'action lente, continue, paraît, en l'espèce, infiniment préférable à l'invasion brusque et bruyante des chercheurs de marchés. C'est ainsi que je n'hésite pas à opposer à la colossale combinaison de forces politiques et morales que révéleront les pages suivantes, le faible embryon d'expansion française qui, une fois mis au monde, peut atteindre à la grandeur suprême et conquérir dans la paix et par la seule force de l'idée ce qui aura résisté à la guerre et à la force. Cet embryon prodigieux, vous le savez, je crois

l'avoir découvert dans la forme, d'apparence ridiculement modeste, d'une grande Ecole normale franco-chinoise qui formerait des instituteurs chinois. Les détails d'organisation d'un moyen d'expansion aussi singulier ne sauraient manquer d'intérêt, mais ils importent peu, ici, à côté du principe de diffusion d'intellectualité que ce moyen met en pratique.

Agir indirectement, silencieusement ; faire agir inconsciemment sur l'âme du peuple ceux d'entre ses membres qui se seront saturés de culture française : ce semble, dès l'abord, l'unique voie rationnelle pour créer, sans résistance, parce qu'imperceptiblement, le point de vue général, le courant populaire, la conception de la vie qui est l'avant-stade de l'affiliation intellectuelle. Et quand même, ce genre d'affiliation ne collaborerait pas à la grandeur nationale aussi immédiatement que l'autre, dont la mise à l'œuvre fait le sujet de ce volume, il importe de constater que la France est moins barbare que la Russie, que le royaume des idées est plus glorieux que l'empire du knout, que le rôle du civilisateur est plus beau et souvent plus rémunérateur que le rôle de l'envahisseur et de l'exploiteur, qu'enfin, développer les hommes est plus précieux que les soumettre.

En face du drame monstrueux tramé en Extrême-Orient par l'esprit de domination russe, nous pourrions vivre l'épopée plus calme, mais non moins grande d'une conquête libératrice par l'esprit civilisateur français. De cet esprit, cher Monsieur, vous êtes le protagoniste autoritaire. Peut-être, donc, prêcherez-vous la croisade moderne que je ne puis que rêver.

Alexandre ULAR.

INTRODUCTION

L'Histoire contemporaine de l'Extrême-Orient septentrional n'est que l'histoire de l'expansion russe.

C'est une histoire fort complexe et considérée jusqu'à présent comme essentiellement impénétrable à cause de la variété de ses aspects. En Occident, le régime parlementaire, qui croit devoir soumettre toute action de politique extérieure à la discussion publique, a eu pour conséquence que toute entreprise de longue haleine est devenue impossible, que les relations internationales se règlent un peu au jour le jour, qu'on ne discerne plus entre l'action immédiate et le but véritable, et qu'enfin on identifie l'aspect avec le principe. Ainsi l'on a pu arriver à dire que la politique, et plus spécialement la politique d'expansion russe, est de nature extrêmement variable, qu'elle procède de cas en cas, et qu'elle ne se souvient que rarement d'un principe fondamental régnant.

Rien n'est plus erroné. En suivant attentivement, et en connaissance de cause, l'évolution de la puissance russe, on y découvre au contraire

une continuité sans exemple dans l'histoire moderne, une action patiente, puissante, animée d'un esprit de suite dont aucun autre Etat de notre temps n'est capable, une stabilité de principes stupéfiante, et, par-dessus tout, une indépendance dans l'emploi de moyens temporaires qui ne s'explique et qui ne s'excuse que par ses résultats, et par la logique rigoureuse qui dirige la vie de ce gigantesque organisme vers un but préconçu unique et invariable.

Voilà donc la raison pour laquelle on comprend généralement si mal les procédés du gouvernement russe. On oublie que c'est une oligarchie. On oublie que c'est un nombre infime d'individualités, se manifestant, à quelques rares exceptions près, comme véritablement supérieures au point de vue de la volonté, de l'intelligence et de l'intuition, qui préside aux gestes de l'Empire, et que celles-ci ont la mémoire assez forte pour pouvoir suivre des détours, des chemins de traverse, d'apparentes impasses, sans jamais perdre de vue la route droite qui mène au but imaginé par l'instinct de la puissance.

C'est l'immense avantage de l'oligarchie russe par comparaison aux gouvernements de tous les autres Etats dits civilisés.

Les courants d'opinions, nécessairement éphémères qui règnent si souvent en Occident, s'y trouvent remplacés par un système séculaire, basé non sur la mentalité ou la sentimentalité défectueuses des foules, mais sur une logique rigoureuse. Et cette logique semble assez forte pour permettre de déterminer longtemps d'avance, et dans des formules d'allures presque mathéma-

tiques, la route à suivre vers un but lointain, but donné sans doute par une vaste intuition propre aux véritables hommes d'Etat.

Par opposition à la mesquinerie qui se manifeste dans la vie extérieure des nations d'Occident, les gestes d'un petit groupe d'hommes se sentant assez forts pour agir « sub specie æternitatis », et même pour en assumer la responsabilité, offrent un spectacle si étrangement magnifique, si délicieusement monstrueux, qu'ils semblent, par moment, appartenir à l'imagination romantique plutôt qu'à la réalité de l'Histoire. Et à les raconter dans leur invraisemblable enchevêtrement, ils paraissent d'autant plus extraordinaires qu'ils ne se reflètent point au grand jour des événements que le public européen aime tant à discuter, mais dans le clair-obscur d'intrigues, d'actions secrètes, de missions confidentielles, de négociations mystérieuses, et d'évolutions fines jusqu'à l'imperceptibilité, qui ne dépendent que des oligarches eux-mêmes, et qui n'arrivent à la connaissance des peuples que par accident.

Cet essai d'un exposé des origines et du but de l'action internationale qui, depuis 1895 jusqu'à ce jour, a constitué ce qu'on appelle la question chinoise, peut être considéré comme un relevé de tels accidents.

Un Empire Russo-Chinois

I

Origines et développement des relations russo-chinoises jusqu'au traité d'Aïgoun (1860).

La politique asiatique de la Russie est la conséquence indirecte de la guerre de Crimée. Le désastre de Sébastopol avait enseigné aux chefs de l'Empire que jamais les nations occidentales ne consentiraient à ouvrir au monde slave la porte vers la mer, qui a été le rêve de tous les hommes d'Etat russes depuis Pierre le Grand. Refoulé dans la steppe aride, les grandes artères de communication bouchées par les forts des Dardanelles et du Sund, le peuple russe, malgré toute la bonne volonté civilisatrice de ses chefs, devait rester un peuple à la vie indolente : tels les Mongols qui, depuis des siècles, répètent invariablement les mêmes fonctions conservatrices et... les mêmes chansons où l'on glorifie l'Océan, comme les cantiques évoquent les délices d'un royaume céleste.

Nicolas Ier, la volonté la plus forte de son temps, se brisa en même temps que le rêve séculaire de

sa dynastie. Il mourut de la douleur de voir définitivement anéanties ses aspirations vers les mers d'Occident.

Il fallut une tête plus jeune, plus audacieuse, plus romantique, pour oser imaginer ce que la logique pure demandait peut-être, mais ce que la raison pratique stigmatisait comme une chimère : abandonner l'Ouest, pour conquérir l'océan de l'Est.

Ce fut d'abord une idée prétentieuse, ensuite une obsession, enfin un système politique. Cinq ans après l'écroulement de Crimée, ce système fonctionnait.

L'Empire, déjà immense, déjà redoutable par la seule force de son poids inerte, commença à graviter vers l'océan Pacifique.

Déjà des côtes d'une étendue fantastique démarquaient là-bas la terre russe. Cependant, ces côtes étaient bloquées par la glace, stériles, majestueusement vides, et ridicules. Mais au plus fort de la déroute de Crimée, ces pauvres parages s'étaient fait rappeler à la mémoire du Tsar par un acte que l'on interpréta dans les hautes sphères de la société russe hantée par le romantisme, comme le symbole émouvant d'une grandeur future.

Ce fut sur ces côtes lointaines, où un amas de deux cents cabanes figurait comme capitale, que l'Empire a vu les seules journées de succès pendant sa guerre contre la coalition occidentale. Le petit port de Pétropavlofsk avait été attaqué par une respectable escadre franco-anglaise, et on l'avait forcée à renoncer à un débarquement sur la terre russe à l'aide de cent cinquante soldats improvisés et huit canons grotesques.

Alexandre II, homme extrêmement impressionnable, y vit une indication mystique; et, du jour au lendemain, la Sibérie orientale passa du dernier

rang parmi les possessions du Tsar, à un des tout premiers.

Le comte de Mouravieff, appelé plus tard, en récompense de ses services, Mouravieff-Amourski, avait été nommé gouverneur général de la Sibérie orientale, en 1847, avec les condoléances de la société de Saint-Pétersbourg; ses supérieurs avaient parlé de lui comme du « drôle de bonhomme » qui même dans ce pays où il n'y avait rien, ne pouvait pas se tenir tranquille; et maintenant, du coup, il devint le fonctionnaire « bien avisé et extraordinairement doué » qui organisait des provinces appelées, dans un avenir rapproché, à jouer un rôle capital dans l'histoire de l'Empire.

Le fait est que Mouravieff avait prévu la nécessité d'acquérir à la Russie un débouché libre sur l'océan Pacifique; mais aussi longtemps que vécut le Tsar Nicolas, cette idée l'avait rendu la risée des mondains, le désespoir du monarque, et l'épouvantail du ministre des Affaires Etrangères, qui craignait des conflits avec l'immense Chine mystérieuse beaucoup plus peut-être que la conflagration avec l'Occident...

Car il ne faut pas oublier que depuis deux siècles déjà, la Russie et la Chine, limitrophes sur une longueur de plus de six mille kilomètres, avaient été en relations constantes et... assez peu aimables.

Ce fut en 1644 que pour la première fois une bande de cosaques contourna la mer Baïkal et se dirigea vers l'Amour, semant l'horreur, faisant main basse sur la personne et la propriété des Bouriates et Tongouses, se croyant les maîtres du pays, comme cela leur avait réussi partout, depuis le Volga jusqu'à l'Angara.

En vérité ils furent, un peu malgré eux, les pionniers de la grande route commerciale entre la Russie et la Chine. Le célèbre bourg de Kiakhta fut fondé à cette époque. Mais le contact avec la puissance chinoise, si fertile au point de vue économique, ne tarda pas à se montrer fort dangereux au point de vue politique.

Les cosaques, superstitieux et féroces, apeurés par le savoir supérieur des Chinois, sentaient bien qu'ils dépendaient de leur seule force guerrière ; et ils évitaient, par conséquent, d'entrer en relations amicales avec la population.

Un exemple très significatif de cet état de choses fut précisément la fondation de Kiakhta, devenu maintenant le centre le plus fort de l'influence russe en haute Asie et, en même temps, un emporium commercial de tout premier ordre. Cette ville a été établie par les cosaques à un endroit aussi peu favorisé de la nature que possible, tandis qu'à droite et à gauche, à quelques lieues, des fleuves majestueux leur offraient des possibilités agricoles et commerciales. Leur raison était que la Kiakhta, un petit ruisseau qui tarit tous les étés, sur lequel ils s'établirent, provenait d'une source derrière eux, dans leur domaine. Leur appréhension était grande, en effet, que, pour les anéantir, les savants lamas bouddhistes n'empoisonnassent les grandes rivières, la Selenga et le Tchikoï, qui viennent de loin, du centre de la Mongolie.

Ici, l'admirable influence pacificatrice de la civilisation chinoise, l'occasion d'acquérir des richesses par le commerce au lieu du pillage, faisait vite de la tourbe sanguinaire des envahisseurs de simples petits bourgeois. Et, depuis ce moment lointain, les relations russo-chinoises à Kiakhta n'ont jamais cessé d'être des plus amicales.

Ceux des cosaques, cependant, qui avaient pris le chemin de l'Amour, se trouvant environnés de peuplades pauvres et malveillantes, ne pouvaient subsister que par la terreur de la force brutale.

Les Tongouses, soumis à la Dynastie mandchoue depuis près d'un siècle, s'adressèrent à leur souverain. Mais ce dernier venait de renverser la dynastie Ming en Chine et se trouvait complètement absorbé par l'organisation nouvelle de son immense empire qui, aujourd'hui encore, est gouverné par ses descendants.

Pendant quarante ans, les cosaques qui étaient installés sur la Chilka purent se livrer en toute liberté à leurs instincts féroces. Mais aussi, quand enfin le gouvernement chinois se décida à intervenir, le désastre fut complet, et ce désastre mit naturellement en cause le gouvernement de l'empire moscovite lui-même, qui ne pouvait désavouer des émissaires se réclamant de lui et travaillant à sa gloire.

Sous la pression de la Chine qui menaçait de réoccuper toute la Transbaïkalie où déjà Kiakhta était devenu un important centre commercial d'une utilité considérable pour la Russie, le Tsar conclut, en 1689, le désastreux traité de Nertchinsk, qui rendit tout le pays de l'Amour à la Chine. La route vers l'Est où se trouvait l'Océan, inconnu alors, semblait définitivement barrée.

Après cette détestable expérience, le gouvernement eut, pendant plus d'un siècle et demi, une aversion prononcée contre tout ce qui pouvait le remettre en contact diplomatique avec la Chine.

Les nombreux documents mandchous qui relatent l'échange de vues entre le gouvernement chinois et les gouverneurs sibériens, montrent l'extrême déférence de la Russie envers son redoutable voisin. L'on appréhendait de rouvrir la

question de l'Amour, agitée à différentes reprises par des généraux ambitieux, et l'on y renonçait d'autant plus facilement que le rôle de l'Empire en Europe offrait déjà trop de péripéties difficultueuses.

Quand, en 1847, Mouravieff prit le gouvernement de la Sibérie orientale pour en faire un champ d'activité digne de son envergure aventureuse, il procéda tout de suite à une expédition vers l'Océan, entreprise d'autant plus téméraire que le traité de Nertchinsk n'avait jamais été aboli.

Il explora l'embouchure de l'Amour et écrivit tranquillement à son empereur qu'il croyait pouvoir considérer tout le pays parcouru, c'est-à-dire toute la rive gauche de l'Amour comme faisant partie de l'Empire.

Le Tsar fulmina, les chancelleries tremblèrent, mais Mouravieff ne fut pas atteint par les messages gouvernementaux.

Ce ne fut qu'en 1855 que l'Empereur changea d'avis, en voyant que la flotte anglo-française allait menacer la côte de la mer d'Okhotsk. Force fut alors au gouvernement de donner raison à Mouravieff qu'il chargea, en même temps, d'entamer des négociations avec la Chine au sujet d'une délimitation exacte de la frontière.

La victoire de Pétropavlofsk, enfin, fut décisive pour la politique russe en Asie. En établissant des colons russes le long de l'Amour avant qu'une conclusion des pourparlers avec la Chine ne fût survenue, on mit cette dernière devant un fait accompli.

Et cette audace, loin de provoquer les complications redoutées pendant des siècles, amenait, en réalité, les premiers pas dans la voie des relations russo-chinoises pacifiques qui devaient bientôt offrir le spectacle extraordinaire d'une entente

amicale, et même d'une liaison clandestine entre les empereurs Jaune et Blanc.

Une des particularités les plus significatives de la politique extérieure des Tsars est, en effet, la dextérité à se poser en sauveur du plus faible de deux antagonistes pour gagner, par là, la reconnaissance de l'un et infirmer le prestige de l'autre. Cette habileté qui, depuis Pierre le Grand, ne s'est jamais démentie, n'est en réalité que la mise en valeur bien entendue de la situation géographique de l'Empire ; cette situation est centrale ; dans toute les questions internationales, la Russie est toujours le « hinterland » de quelqu'un qui a besoin de sa bienveillance ou, du moins, de sa neutralité.

Dans le cas en question, c'est bien exactement ainsi que la Russie a procédé.

Au moment précis où la Russie commençait à agiter la question de l'Amour, la Dynastie mandchoue se trouvait dans une situation qui était loin d'être satisfaisante.

La guerre contre la coalition franco-anglaise et la révolution des Taï-pings ébranlaient en même temps sa puissance. Tien-tsin était (1858) aux mains des Européens, Nan-king était occupé par les révolutionnaires. La Dynastie avait à compter avec l'éventualité de quitter Pékin et de s'enfuir en lieu sûr, dans son pays d'origine, en Mandchourie. Mais la Mandchourie n'avait pas de frontières délimitées du côté de la Russie; le pouvoir de chacun des empires allait aussi loin que ses postes militaires...

L'intérêt de la Dynastie demandait impérieusement que la Russie, « hinterland » de la Mandchourie, observât une neutralité bienveillante.

Dans ces conditions, le comte Mouravieff réussit, au mois de mai 1858, au moment où les forces coa-

lisées de l'Occident bombardaient les forts qui protègent la ville impériale, à conclure le traité d'Aïgoun qui inaugurait une nouvelle phase de l'histoire de l'Extrême-Orient. Dorénavant, la Russie et la Chine avaient un intérêt commun à s'opposer à l'activité des puissances maritimes. La rive gauche de l'Amour fut acquise à la Russie qui devint ainsi une puissance du Pacifique.

Cet immense succès matériel assuré, grâce à l'inconsciente collaboration des puissances occidentales, un succès moral bien plus grand encore entrait dans le domaine du possible : gagner l'amitié de la Dynastie mandchoue et montrer la suprématie russe aux Occidentaux qui la tenaient en échec.

Sous le prétexte de faire ratifier à Pékin le traité d'Aïgoun, le comte Ignatieff y fut envoyé en 1859 par voie de mer. Il arriva à Tien-tsin au moment où les alliés assiégeaient la capitale chinoise. Il lui était, par conséquent, impossible d'entrer dans la ville qui subit la famine, pendant de longs mois encore avant de se reconnaître vaincue.

Enfin, au mois de septembre 1860, un beau jour, la porte méridionale du colosse assiégé s'ouvrit soudainement. Mais les commandants européens, fort perplexes, et ne sachant guère s'ils avaient affaire à une ville qui se rend ou bien à un piège dangereux, n'osèrent utiliser cette voie. D'autre part, l'immobilité aurait été interprétée comme un signe désastreux de faiblesse.

C'est alors qu'entra en scène le comte Ignatieff qui, envoyé par son Empereur pour ratifier un traité, se disait sûr de pouvoir pénétrer dans la ville sans danger. Il le fit, escorté des quelques cosaques de sa suite, fut reçu avec de grands honneurs par le prince Kong qui représentait son frère, l'Empereur en fuite, et engagea le gouver-

nement chinois à entrer en pourparlers avec l'ennemi.

Son conseil fut naturellement suivi, et... la Russie avait rendu un service important à la fois à la Chine et à la coalition anglo-française.

Par comparaison avec avantages quelque peu équivoques qui, de ces événements, résultaient pour l'Angleterre et la France, ceux de la Russie se montraient absolument remarquables.

Non seulement les missionnaires jésuites qui, à peu près seuls, à cette époque, cherchaient vainement à propager l'Evangile chez les Chinois, comblaient de louanges la diplomatie russe, mais de même chez les grands dignitaires bouddhiques qui voyaient, avec beaucoup de perspicacité, dans l'intervention russe, l'intention de débarrasser la Chine de l'ingérence occidentale, la joie se manifesta par l'envoi d'une délégation de remerciements du Bogdo Guiguen Khoutouktou, vicaire du pape bouddhique, résidant à Ourga, en Mongolie.

Et à tous ces succès moraux : reconnaissance de la Dynastie, amitié des bouddhistes, bienveillance des chrétiens, et dénigrement de la puissance occidentale, Ignatieff put enfin ajouter un succès matériel, de la plus haute importance. Il fit faire à la Russie le pas décisif dans la gravitation vers l'océan Pacifique, en la dotant d'une nouvelle province qui offrait la possibilité d'exercer pratiquement le rôle de puissance maritime en Extrême-Orient.

Il conclut, en novembre 1860, avec le prince Kong, un traité qui ne confirmait pas seulement celui d'Aïgoun, mais cédait, en outre, au Tsar, toute la côte du Pacifique, depuis l'Amour jusqu'à la frontière de la Corée : la province de l'Oussouri, qui devait bientôt faire naître le grand port stratégique de Vladivostok.

A partir de ce triomphe déjà amical, les relations russo-chinoises n'ont jamais cessé d'être intimes, malgré certaines apparences contraires.

Et cette intimité devait porter, avec le temps, des fruits magnifiques. En toutes circonstances nouvelles, la diplomatie russe sut se rendre plus aimable à la chinoise. La patience, la lenteur, la délicatesse dans l'échange d'idées qui caractérisent communément les hommes d'Etat des deux pays ; la conformation stricte de la Russie aux usages chinois ; la prudence extrême avec laquelle on évitait la lourde faute des diplomates occidentaux, de traiter la Chine de très haut : tout cela ne pouvait qu'engendrer, du côté de la Dynastie mandchoue, une confiance profonde dans l'amitié et dans l'honorabilité des hommes politiques russes.

II

Caractère économique de l'expansion russe. — Sa perspective finale. — Gravitation de l'Empire vers la Chine. — Les chemins de fer transasiatiques.

A travers toutes les péripéties des relations diplomatiques russo-chinoises depuis ce temps, la tendance vers la puissance maritime en Extrême-Orient s'accentua de plus en plus; mais aussi elle changea de caractère.

Au lieu de rester la simple expression de la nécessité où se trouvait la Russie, après la guerre de Crimée, de chercher d'autres champs de manœuvres pour ses vagues désirs de domination, cette tendance devenait, de plus en plus ouvertement, le ressort du développement économique de la Russie d'Europe.

Tandis qu'en Occident, la puissance politique tendait à s'identifier avec la force économique, la Russie se trouvait encore dans un état de profond marasme social.

Il n'y avait pas, évidemment, décadence économique parce que la vie économique, dans le sens occidental, n'avait jamais existé.

Le régime séculaire patriarcal suffisait peut-être pour assurer aux seigneurs et aux innombrables serfs l'existence tranquille, mais, avec un ordre social pareil, toute grande initiative d'expansion

devait aboutir à un non-sens ; il fallait, comme le montrait l'exemple de l'Angleterre et de la France, du capital, de l'industrie et du commerce.

Alexandre II pensa en faire naître par l'émancipation des serfs. Le résultat fut désastreux parce que le moyen avait été artificiel.

Il y eut des capitaux, mais avancés par l'Etat.

Il y eut un commerce, mais utile à l'étranger.

Il y eut une industrie, mais utile à personne, et il y eut surtout un prolétariat incapable de travailler, et souffrant.

La Russie, en voulant forcer l'imitation économique de l'Europe, eut aussitôt l'apparence de la pauvreté.

Pauvreté irrémédiable.

D'une part, l'insouciance des seigneurs devenus capitalistes à la suite de leur expropriation lucrative, et la paresse du paysan devenu libre, mais resté ignorant, créaient des famines incessantes, et déprimaient la force économique du pays. D'autre part toute expansion vers l'Occident était impossible, à cause même de la supériorité de ces pays, qui tenaient la Russie, pour ainsi dire, enfermée chez elle.

Les soubresauts du baromètre de la vie économique en Russie se trouvaient exactement représentés par les fluctuations désordonnées du change sur l'argent russe. Et la formidable catastrophe financière de 1878 montra, à la longue, que la voie où s'était lancée la vie économique était une impasse.

C'est alors que se fit jour une nouvelle tendance économique rendue possible par l'acquisition des provinces extrême-orientales, et devenue nécessaire par l'impitoyable barrage de l'Occident. On se sentit de nouveau en pays continental, on se sentit presque redevenu Mongol. De tout temps, d'ail-

leurs, les peuples pauvres de l'intérieur du grand continent ont gravité vers la Chine. On ne s'en rendit pas compte en Russie, car on ne se rend pas compte des évolutions naturelles.

Mais tout concourait à faire envisager l'Extrême-Orient comme point de départ d'un nouvel essor économique. La force qui, en Europe, avait succombé contre la supériorité de la civilisation occidentale, avait beau jeu en Asie contre des organisations de tous points inférieures. Et l'idée de mettre pratiquement en valeur les immenses étendues de terrains, acquises d'un bout de l'Asie à l'autre, était certes audacieuse, mais absolument logique.

C'est ainsi que, naturellement, la question de la puissance sur le Pacifique devint une question économique.

Et les relations russo-chinoises, de politiques, devinrent commerciales.

Ce développement comportait un certain nombre de conséquences graves.

D'abord, au point de vue commercial immédiat, l'établissement de voies de communications à la hauteur des besoins modernes s'imposait impérieusement.

Puis, au point de vue économique en général, la possession de centres, non pas simplement commerçants, mais encore plus productifs relativement que les contrées stériles que l'Empire avait à sa disposition, devenait une inéluctable nécessité.

Ensuite, au point de vue de la puissance russe, l'extension de la domination du Tsar sur des pays immenses et riches, qui, par leur production, tiendraient en équilibre le colosse russe singulièrement anémié en Europe, passa de l'état d'un rêve mégalomane à celui d'un projet politique. La

domination anglaise dans l'Inde devint une obsession en Russie; on commença à penser à la Chine septentrionale.

De plus, au point de vue de la civilisation, le contact pacifique et intime entre Russes et Chinois fit surgir le problème inattendu d'une lutte ethnique dans laquelle on vit bientôt un danger non pas pour l'Empire, mais pour la nationalité russe.

Enfin, au point de vue politique, l'entrée de la Russie dans la phalange des puissances mercantiles, en fit une rivale des puissances maritimes européennes, en première ligne de l'Angleterre.

La plus grave de ces nouvelles conceptions, celle qui bientôt dominait les autres au point de les rendre de simples moyens pour sa propre réalisation, ce fut l'idée de l'expansion de la sphère de puissance. Mais il ne faudrait pas s'y tromper : au fond de cette idée, il y a des motifs purement économiques.

Personne ne sait mieux que les dirigeants du sort de la Russie que l'Empire souffre depuis longtemps d'une véritable hypertrophie territoriale.

Même, abstraction faite du nombre respectable de millions de kilomètres carrés qui résume l'existence et presque la vie des districts septentrionaux de la Sibérie, le trop de territoire se dénonce partout par le trop peu de moyens d'exploitation, et surtout par l'absence presque complète de la vie populaire intense qui fait le charme enivrant de l'Inde, de la Chine et de l'Occident. Augmenter sans y être contraint cette hypertrophie dangereuse pour la vitalité de l'Empire, ce serait de la folie: — et le vertige n'a jamais eu prise sur les cerveaux forts et froids qui pensent pour cet organisme démesuré.

Le remède à l'hypertrophie territoriale ne sau-

rait être pour la Russie que dans l'intensification de la vie, la précipitation dans la circulation, l'augmentation des éléments vivifiants, la création d'une inébranlable base sur laquelle l'Empire puisse vivre sans avoir à craindre les accidents imprévus. Cette base doit être de nature économique. Et cette base que l'on a cherché à trouver en Europe, et que l'on y a perdue d'une façon probablement définitive, vaut d'être recherchée en Asie.

C'est ici que revient à l'esprit l'histoire si souvent répétée dans le courant des siècles, d'autres peuples qui, en cherchant une base économique stable, se sont tournés vers l'Est, ont convoité et finalement conquis cette inépuisable source de richesses et de bien-être : la Chine, et qui, l'ayant conquise, se sont laissé absorber par elle.

Quatre fois, dans le courant de l'histoire, pareille aventure est arrivée, et non pas aux premiers venus.

Si l'absorption des Naïmans par la Chine est restée un peu obscure, si celle du peuple qui a donné à la Chine la dynastie Léao ne semble pas encore trop extraordinaire, la troisième, la disparition absolue de la force mongole dans l'océan humain de l'Empire du Milieu, laisse absolument rêveur. Voilà des empereurs, les individus peut-être les plus forts que les chroniques de tous les temps nous montrent, disposant des ressources réunies de l'Asie entière, tout-puissants, si jamais on a pu appliquer ce mot à des hommes, et qui, après des luttes interminables, dominent cette immense et immortelle nation, pour l'utiliser au gré de leur volonté, et en faire une annexe, l'annexe économique de leur empire, destinée à lui fournir les moyens nécessaires à la réalisation d'autres desseins : et voilà que lentement, irrésis-

tiblement, cette nation tranquille, d'apparence abêtie, étreint par les tentacules de sa supériorité économique, toutes les autres parties de l'empire et les héros les plus forts avec elle. Ni la force, ni la ruse, ni les lois, ni les chicanes n'arrêtent ce mouvement centralisateur!

La Chine, sans cesser d'être elle-même, attire tout, noie tout en elle, et voici l'évolution stupéfiante à laquelle l'histoire nous fait assister :

Djinghiz-Khagan attaque et vainc la Chine ; Euguétaï l'organise depuis sa nouvelle résidence, Karakoroum en Mongolie ; Khoubilaï est forcé, pour exercer utilement son pouvoir, non seulement d'apprendre le chinois, mais encore de résider à la frontière immédiate de la Chine ; son fils ne parle plus que chinois, ne s'habille plus qu'en Chinois, et ne réside plus qu'à Pékin ; et ses successeurs, devenus complètement Chinois, devenus nuls en tant qu'individus, ne sont plus que les descendants dégénérés d'une grande race, se voient investir et déposer, au gré de leurs ministres. Enfin, symbole profond, un paysan chinois, incarnation de toutes les qualités de sa race, en une révolution d'agriculteurs, balaie la dynastie et le peuple qui, cinquante ans plus tôt, commandait sur les mers Noire et Jaune et aux océans Indien et Glacial...

La même tragédie se répète actuellement avec la dynastie Tsing, de mandchoue devenue chinoise avec son peuple tout entier, au point que sa langue primitive est passée à l'état de langue morte. Et ce peuple n'en prétend pas moins gouverner le tiers de l'humanité.

Le même danger, à des degrés différents, bien entendu, attend quiconque cherche en Chine l'annexe économique d'un empire hypertrophique.

Or, la Russie l'y cherche, tout sciemment à

l'heure actuelle, après une longue période de tâtonnements défiants.

Elle ne saurait faire autrement. Ce n'est pas la séduction naïve, qui autrefois a mené l'empire mongol à la ruine, c'est la nécessité logique, reflet de la nécessité économique.

Mais la réalisation d'un tel projet est lointaine. De par des raisons économiques impitoyables, le drainage des immenses trésors de la Chine septentrionale ne sera pas possible à la Russie avant très longtemps ; et, d'un autre côté, elle ne peut pas déraisonnablement se lancer sur cette proie avant d'être sûre de pouvoir l'utiliser ; on ne conquiert pas de vive force un pays dont on voudrait faire une partie intégrante d'un système ; on l'acquiert.

Le but immédiat, essentiel de la Russie, ne pouvait donc être que de maintenir en Extrême-Orient des forces imposantes qui aplaniraient les obstacles à l'exécution de ses projets d'expansion.

Il importe d'insister sur ce point que ce n'est pas du tout une conquête commerciale que la Russie va chercher en Extrême-Orient, une conquête semblable à celle que la Grande-Bretagne a faite dans l'Inde.

Le véritable mobile de l'activité russe en Asie est, au fond, l'incorporation des provinces Tchi-li, Chan-si, Chen-si, Kan-sou, et Sze-tchouan, à l'empire du Tsar. Ce sont des pays qui ne nourrissent pas seulement le peuple le plus industrieux du monde entier, mais qui sont, en outre, détenteurs d'énormes, d'inépuisables quantités des trois matériaux qui feront encore pendant longtemps la richesse et la puissance des nations : la houille, le fer, et le bois pour la fabrication du papier.

Il serait oiseux de discourir sur l'épuisement probable de l'Occident et de l'Amérique. Il suffit

de se rendre compte que tôt ou tard cet épuisement se produira, pour comprendre le sens de l'activité russe inaugurée « sub specie sœculorum. »

De même que Li-hong-tchang, interrogé en 1895 sur les raisons qui empêchaient l'exploitation des immenses richesses minérales de son pays, répondit sèchement : « Nous attendons que vous n'en ayez plus », les quelques hommes d'Etat russes qui ont osé concevoir le but lointain qui est le point de mire de leur politique, se disent que leur conduite d'apparence déraisonnable pour le présent, assurera à l'Empire la domination universelle dans un avenir lointain : domination économique en première ligne.

Un tel mobile est totalement différent de celui que la politique officielle actuelle de l'Empire semble indiquer.

Il est presque le contraire de ceux qui guident les autres Puissances occidentales en Extrême-Orient.

La Russie n'espère point trouver en Chine de nouveaux débouchés pour les produits de son industrie, mais au contraire de nouveaux centres de productivité industrielle.

Le premier et le plus urgent besoin en ce sens était l'établissement de communications directes entre la métropole et les nouveaux centres futurs de l'activité nationale. L'Angleterre avait enseigné que le commerce vient d'abord, que l'industrie naît ensuite et que la domination politique est la fin. C'est ainsi que germa l'idée du Transsibérien, futur canal de drainage de la Chine septentrionale. Car pour arriver peu à peu à l'amalgamation de l'industrie chinoise avec l'agriculture russe, il fallait d'abord une grande route commerciale qui, plus tard, deviendrait comme la colonne vertébrale de l'empire transformé.

Il le fallait mettre ce projet à exécution d'autant plus vite que l'essor commercial rapide des puissances occidentales menaçait de distancer la Russie dans la sphère même qu'elle convoitait.

Voici donc un nouveau motif qui entra dans la configuration des raisons dont la Russie avait à tenir compte dans sa politique : la rivalité avec l'Occident, motif secondaire, certes, mais qui la forçait à précipiter l'exécution des entreprises provisoires destinées à lui préparer pour l'avenir des voies sûres vers le but véritable qu'elle se proposait.

On procéda avec une hâte, inconnue jusque-là dans la gestion des affaires russes, à la construction du Transsibérien.

En évitant, autant que possible, toutes les constructions d'art, en contournant avec habileté toutes les difficultés du terrain, en autorisant des détours meilleur marché que les tracés directs, en ne posant qu'une seule paire de rails, presque sans ballast, et suffisant juste pour conduire sans trop de danger, et à une vitesse dérisoire, des trains de peu de poids, enfin, en donnant à toute la construction un caractère provisoire, auquel il resterait à remédier à un moment plus favorable, on établit la voie ferrée en peu de temps et à très peu de frais, sur une distance de plus de cinq mille kilomètres, jusqu'à Irkoutsk.

Mais, pour le tronçon presque aussi long, du Baïkal à l'océan Pacifique, et plus spécialement à Vladivostok, on ne semblait pas aussi pressé. C'est que l'exécution de cette partie, la plus importante de la ligne, était impossible pour des raisons de politique internationale, pour des raisons de jalousie occidentale.

On ne pouvait en effet penser à établir une ligne que sur territoire russe.

Or la frontière russe touchait au fleuve Amour qui coule à travers un immense pays stérile, presque inhabité, sans utilité économique aucune, et dont les rives constituent, pendant des centaines de kilomètres, un défilé ne permettant qu'un sentier à l'usage des bêtes de somme.

Construirait-on cette ligne inutile et coûteuse, alors surtout que Vladivostok, le terminus naturel, se trouve à mille kilomètres de l'Amour, vers le sud ?

Le détour, comme le montre la carte, aurait été énorme. Mais, pour faire croire à la sincérité du projet, plutôt que pour subvenir à un besoin économique; pour masquer surtout de secrets espoirs qui un jour devaient nécessairement se réaliser, on établit au moins la ligne de l'Oussouri, allant de Vladivostok à Khabarovsk sur l'Amour; et l'on fit croire à l'Europe que, pour le moment, l'Amour suffisait comme route pour le reste de la distance.

En réalité, il existait deux autres projets.

C'est eux qui révèlent le plus ouvertement possible les intentions expansives de la Russie. Leur mise à exécution constitue un des épisodes les plus intéressants de l'histoire contemporaine de l'Extrême-Orient.

Leur principe est beaucoup plus ancien.

L'un consistait en la construction de la ligne mandchourienne achevée en ce moment. Ce projet n'a jamais été qu'un pis-aller. Ni le gouvernement, ni les intéressés, les commerçants sibériens, ne l'ont jamais considéré comme une entreprise d'importance économique. Cette ligne n'est que d'un intérêt stratégique provisoire. Ses terminus sur l'océan Pacifique et sur la mer Jaune, sont à peu près sans communication avec les centres de l'industrie chinoise : ce n'est point là

le canal de drainage rêvé. Les produits chinois à transporter en Europe par cette ligne devraient être transbordés deux fois avant même d'atteindre le terminus : de wagon en bateau, et de bateau en wagon, ce qui occasionnerait des pertes de temps et d'argent considérables.

Le second projet consiste pour la Russie à posséder une ligne à elle, reliant son réseau mandchourien avec les provinces centrales de la Chine, ou du moins avec Tien-tsin. Et même dans ce cas, les difficultés économiques subsisteraient. Car le transport par mer de Tien-tsin en Europe coûterait, même en supposant un tarif minimum sur le chemin russe, à peu près la moitié du prix du transport par voie de terre et ne durerait pas beaucoup plus longtemps que l'immense promenade des marchandises par la Mandchourie et la Sibérie, en faisant un détour de trois mille kilomètres et en traversant six mille kilomètres d'un pays qui ne sera jamais un marché de vente. La route mandchourienne est d'une importance commerciale si infime que même les plus intéressés, les grands négociants de Kiakhta, en font complètement abstraction. Ils ne comptent pas procéder au moindre changement dans l'organisation de leur commerce. Les frais de transport, par chemin de fer, seraient si considérables, les difficultés d'amener les marchandises, surtout le thé, du Canal impérial au terminus de la ligne seraient si grandes, et le gain de temps si petit (à peu près quinze jours) qu'il y aura toujours un immense avantage à faire transporter les marchandises des provinces centrales, par voie de canal et de rivière, en djonque, jusqu'à Kalgan et de là, à dos de chameau ou en chariot à bœufs, à travers la Mongolie, par Ourga, à Kiakhta, d'où on les dirige directement vers le Baïkal. Le che-

min de fer de Mandchourie n'a jamais voulu être qu'une base d'influence politique en Chine, et un prétexte pour évincer toute compétition d'autres puissances.

Le projet définitif, conçu le premier, mais dont l'exécution est loin d'être achevée, est celui de la ligne transmongolienne du Baïkal à Pékin, par Kiakhta, Ourga et Kalgan, et qui traverserait les contrées les plus industrieuses et les plus riches de la Chine. Voilà le canal de drainage rêvé. Et le seul fait de sa conception démontre les intentions générales du gouvernement russe.

En Asie, cependant, la première condition pour la construction d'un chemin de fer d'un intérêt efficace, est la possession incontestée du pays. Et c'est ici la raison évidente pour laquelle la Russie a dû procéder dans ses entreprises ainsi qu'elle l'a fait.

Le caractère de l'action russe en Extrême-Orient se trouve par là nettement établi. C'est l'expansion économique dans le but de trouver dans la Chine septentrionale la base économique de l'Empire. N'étaient les faits qui le prouvent, on hésiterait à croire aux paroles des hommes d'Etat qui n'ont pas hésité, eux, à le déclarer avec une nonchalance exquise.

Ce qui est cependant encore plus étonnant que d'avoir entrepris l'exécution d'un projet aussi vaste et aussi épineux, c'est cette constatation vraiment stupéfiante que l'empiètement continuel et pour ainsi dire forcé de la Russie sur les droits du gouvernement chinois, n'a jamais pu troubler les relations amicales entre les deux gouvernements et les deux peuples.

III

Raisons de l'intimité russo-chinoise. — Intimité populaire aux frontières : atavisme, commerce. — Intimité politique : situation intérieure difficile de la Dynastie mandchoue. — L'ennemi commun : l'Occident.

Ce phénomène curieux est d'une importance capitale pour la compréhension de l'histoire d'Extrême-Orient en général ; aussi croyons-nous devoir donner ici un exposé de ses causes.

On peut dire, d'abord, que l'étrange intimité des relations populaires russo-chinoises est la conséquence toute naturelle du caractère ethnique des deux grandes nations.

On a tellement accoutumé en Occident de compter les Russes et avec eux les Grands-Russiens, la branche dominante de la famille, parmi les peuples européens, qu'eux-mêmes ont fini par y croire, et qu'on s'expose à être la risée des ignorants, quand on soutient le contraire et que l'on ose tirer de sa constatation des déductions d'ordre historique.

Nonobstant, les Grands-Russiens sont plus mongols que slaves, le mot slave signifiant tout au plus, si l'on veut qu'il y ait des Slaves, une race dans le genre des Petits-Russiens, qui diffèrent des Grands-Russiens autant que les Français des Anglais.

En outre, l'histoire de l'Europe orientale enseigne que, pendant plus de trois siècles, les Mongols n'ont pas seulement habité mais aussi dominé le pays ; et il serait inepte de supposer qu'avec la chute de la domination politique, ce peuple, sédentaire, mélangé depuis dix générations aux aborigènes, ait disparu.

De multiples autres peuples de race finno-mongole, à commencer par les anciens Bulgares de l'Oural, se sont amalgamés avec les Russes; des peuplades turques ont fait de même, et jusqu'aux cosaques qui sont encore de nos jours turcs de type, d'intelligence, de mœurs, de métier, d'organisation, et russes, uniquement par le langage imposé par le seigneur. Enfin, d'innombrables mélanges de races, accomplis à travers des siècles, ont fait, du Grand-Russien, tout autre chose qu'un Européen pur.

Et l'on sait que le Chinois tient autant du Mongol que ce Russe aux atavismes multiples.

Il peut sembler téméraire d'en conclure une analogie de caractère. Il est certain, cependant, que cette analogie existe.

La conception placide de la vie qui caractérise les deux peuples, — comme, du reste, la plupart de ceux dont la fusion les a formés, — était particulièrement faite pour faciliter les relations entre eux. Et il ne faut pas oublier que ce sont des cosaques, hommes de race turco-mongole, aux traits quelque peu familiers aux Mongols d'Extrême-Orient qui, les premiers, ont établi des liens durables entre les deux nations.

Les liens profonds de parenté qu'on peut rechercher entre Russes et Chinois ont, du reste, souvent servi aux hommes d'Etat et même aux simples bourgeois des deux côtés pour exprimer,

avec quelque coquetterie, la nécessité de bonnes relations mutuelles.

Ainsi, quand Li-hong-tchang se trouvait, en 1895, à Moscou, un prince russe fit, après dîner, un petit discours, où il exprimait sa joie de voir d'intimes relations établies entre les deux peuples.

Et Li-hong-tchang de répondre textuellement :

« Je suis très sensible aux félicitations de Votre Excellence. Et je n'hésite pas à voir dans les liens mystérieux d'une ancienne parenté, la garantie d'une amitié perpétuelle entre nos peuples... »

De telles paroles sont un peu plus qu'une simple politesse, surtout si elles se répètent d'innombrables fois, quand des Russes et des Chinois instruits discutent des questions générales ou se rendent des visites de félicitations.

Elles tendent, en tout cas, à prouver qu'on croit à cette parenté. .

Mais il est évident que le développement des relations populaires, dans le cours du temps, a fait bien plus encore que cette parenté pour engendrer la bonne entente mutuelle qui s'observe maintenant.

Ces relations, depuis qu'elles existent, c'est-à-dire depuis deux siècles et demi, n'ont jamais cessé d'être dominées par un fait d'apparence négligeable, mais qui acquiert une importance capitale, par la constatation qu'il n'a jamais existé dans les relations des Chinois avec aucun autre peuple européen.

Le Russe a toujours communiqué avec le Chinois par voie de terre et jamais par voie de mer.

Par voie de terre, la pénétration mutuelle est infiniment plus considérable, le contact infiniment plus intime, l'infiltration mutuelle tout de suite possible.

Et voici que, pour des raisons ethniques ou autres, le Russe, comme le Chinois, ne connaît

comme méthode d'expansion, comme méthode d'émigration, comme méthode de colonisation, que l'infiltration.

Quand les cosaques de Transbaïkalie eurent été une fois apprivoisés — chinésifiés plutôt que russifiés — par la force assimilatrice d'un échange lucratif, les Russes qui venaient après eux d'un côté, et les Chinois qui les rencontraient de l'autre, commençèrent aussitôt le commerce intense qui cherche les bonnes affaires et conduit à l'intimité.

Le travail constant en commun ou à proximité l'un de l'autre, l'habitude de se voir, de se parler, de traiter des affaires d'une nation à l'autre, toutes différentes qu'elles semblent de prime abord ; la sécurité et la confiance découlant de ce fait que le voisin se trouve établi à côté d'une façon définitive, qu'il est devenu sédentaire, qu'il a les mêmes intérêts locaux — car les intérêts locaux font des liens plus forts que la patrie, la nation et l'humanité, — tout cela concourait à créer des populations russo-chinoises, où chaque nation gardait ses particularités, mais où chacune traitait avec l'autre d'égale à égale sur la base des intérêts communs.

Il faut ajouter que la nécessité de se comprendre, force dans les relations continentales, à apprendre la langue des voisins, à trouver des terrains d'entente, à faire (comme c'est le cas à Kiakhta) une langue intermédiaire qui tient de celles des deux peuples en contact, bref, à mettre les mentalités en harmonie.

Ainsi la connaissance mutuelle des habitudes, croyances, préjugés, institutions, usages, langues et besoins, tend à créer une espèce d'harmonie interpopulaire qui devient de la plus haute im-

portance quand les relations ne restent plus bornées à la seule zone des frontières.

Le Russe, qu'il soit de Kiakhta, d'Arkhangelsk ou de Sébastopol, sera, pour le Chinois de Maïmatchin (la ville chinoise de Kiakhta), de Canton ou de Pékin, toujours le Russe, lequel s'identifie avec son ami russe à Kiakhta : il sera donc toujours l'ami.

Que les Russes de Saint-Pétersbourg haïssent ou méprisent les Chinois de Pékin, que les Chinois de Soutchéou haïssent ou méprisent les Russes d'Odessa, c'est absolument indifférent chez des peuples sains, non encore pourris par les bienfaits des relations internationales à l'européenne.

Ici, en effet, la France et l'Allemagne n'ont de relations populaires qu'entre Paris et Berlin, relations artificielles, agrandies, boursouflées grotesquement par les faux microscopes de la presse, tandis que de vraies relations populaires entre Allemands et Français, celles qui ont lieu à la frontière, n'existent presque pas.

En Asie, c'est tout le contraire. C'est par les frontières que se touchent les peuples et non par les deux bouts d'un fil télégraphique d'autant plus menteur qu'il n'est utilisé que par les intéressés.

Voilà pourquoi l'exemple de quelques bourgs, perdus le long d'une frontière de six mille kilomètres, a pu influencer de la façon la plus heureuse la mentalité d'énormes masses populaires.

C'est, outre ces conditions naturelles, le degré de civilisation intérieure, sensiblement identique des deux côtés, qui a contribué pour beaucoup à la surprenante amitié russo chinoise.

Dans les différentes branches de commerce, les uns ont appris des autres. Les moyens de transports, les moyens de communication étaient à peu près les mêmes. Les Chinois qui voyageaient

sur territoire russe, les Russes qui voyageaient sur territoire chinois avaient les mêmes désagréments à supporter, et les mêmes plaisirs à ressentir. L'égalité manifeste des conditions extérieures ne pouvait qu'engendrer l'égalité morale, l'estime. Et l'estime, devenue ici la base même de la vie en commun, devint la source la plus puissante et la plus précieuse de l'amitié.

Russes et Chinois qui, pour se rencontrer, franchissent seulement une frontière commune en ne faisant qu'un pas, s'entendent, doivent s'entendre, et finiront toujours par s'entendre, en voisins. Leur intimité est naturelle, forte, et, avec leur caractère débonnaire, en quelque sorte inébranlable, ils ne sont, ni assez violents, ni assez susceptibles pour se brouiller sérieusement.

Si cette amitié populaire russo-chinoise est plausible, et, en tout cas, facilement explicable par le développement naturel du commerce international sur la frontière, l'incontestable amitié diplomatique qui, depuis le traité d'Aïgoun en 1860, ne s'est jamais démentie, semble bien plus étrange.

L'expansion rapide et irrésistible de la sphère de puissance russe sur des territoires autrefois tributaires de l'Empire chinois aurait dû plutôt provoquer un antagonisme sourd, mais violent, entre les deux gouvernements.

Le fait que le contraire s'est produit tient à deux causes : d'abord, la situation chancelante de la dynastie mandchoue dans son pays principal, la Chine, ensuite, la nécessité commune de faire face à un ennemi commun : l'Occidental.

La première de ces deux causes s'explique par la nationalité de la Dynastie régnante, les Tsing.

C'est une Dynastie usurpatrice et étrangère. Elle est arrivée, par une série de compromissions qui

seront caractérisées plus loin, à dominer le corps des fonctionnaires.

Son influence directe sur la nation est minime ; et rien n'est plus erroné que de croire que la Dynastie tienne actuellement en Chine un pouvoir semblable, par exemple, à celui des Tsars en Russie.

En Chine, la cour mandchoue est une chose, la vie nationale chinoise en est une autre ; et le corps des fonctionnaires, intermédiaire entre les deux, ne se soumet à la Dynastie qu'en tant que celle-ci dispose de l'avancement par la complicité de l'immense nombre des arrivistes.

La Dynastie repose administrativement sur l'intrigue, comme elle repose historiquement sur l'usurpation guerrière appuyée par un clergé intéressé.

Il ne faut pas, pour cette raison, l'identifier avec la Chine. Elle pourrait disparaître, et l'énorme machine administrative, dont elle semble le ressort, continuerait à fonctionner sans que l'on ait à constater le dérangement du rouage le plus infime. Elle pourrait être renversée, et, sauf les pleurs des courtisans et des chefs d'intrigues, qu'on appellerait en Europe membres du gouvernement, nul bouleversement ne serait à craindre dans le sort, les habitudes, les opinions, l'activité des Chinois.

Car la Dynastie n'a pas d'attaches dans le peuple chinois. Elle est devenue chinoise d'usages, d'esprit, de coutumes, et presque de race et de langue; mais son peuple d'origine l'est devenu avec elle. Les Mandchous ont disparu ; le mandchou est une langue morte, ou à peu près. Et ainsi la puissance de la Dynastie manque de toute base solide.

Or il faut qu'aux yeux de la nation elle paraisse puissante ; il faut que la nation croie à son irrésistible force et soit amenée à se convaincre

qu'elle doit les bonnes conditions de sa vie intérieure à l'activité de la Dynastie : sans cela, celle-ci ne résisterait pas à la moindre secousse.

Et comme la Dynastie voit très clair dans cette situation précaire (toute sa politique intérieure, qu'il serait oiseux d'exposer ici, en témoigne), elle se trouve logiquement conduite à sacrifier une partie de la gloire, de la grandeur et de la richesse de l'Empire chinois à sa propre existence d'arriviste mandchoue.

Elle peut d'ailleurs procéder à des sacrifices de cette nature avec une facilité d'autant plus grande qu'en Chine les intérêts locaux et économiques prévalent absolument sur les considérations générales que nous appelons patriotiques ou politiques ; la Dynastie, et avec elle la politique de l'Empire, planent si haut au-dessus des choses de la vie susceptibles d'émouvoir les foules, que les transactions les plus graves, les décisions les plus fatales, les actions les plus importantes peuvent être perpétrées sans que la nation s'en aperçoive... à la seule condition de maintenir la stabilité de son bien-être économique.

La situation de la Dynastie mandchoue en Chine est donc un peu celle du bon bourgeois qui joue l'arrogance à la bourse et au café et qui, dans son intérieur, s'efface complètement devant la suprématie inavouée, mais effective d'une épouse courroucée ou fine.

Dans ces conditions, l'amitié du grand voisin septentrional devait être d'autant plus précieuse que les événements de 1858 pouvaient toujours se reproduire et que, d'un autre côté, le gouvernement russe, depuis le traité Ignatieff, s'était montré d'un désintéressement peu ordinaire.

L'acte le plus habile de la Russie pour captiver la Dynastie mandchoue fut sans doute la politique

suivie au moment des révoltes mulsumanes du Turkestan chinois, en 1879. A ce moment, les exactions des mandarins du district de Kouldja, limitrophe du Turkestan russe, avaient provoqué des soulèvements sanglants contre lesquels les troupes chinoises avaient été impuissantes ; et les habitants, désireux de jouir de la liberté relative de leurs voisins, et de se soustraire aux représailles chinoises, offrirent au Tsar le protectorat sur leur pays. Ce dernier ne pouvait guère qu'accepter : le refus aurait été interprété comme un signe de faiblesse. Pendant près de deux ans, la Russie administra le district de Kouldja. Mais la population était difficile à guider, l'utilité de l'augmentation du territoire pouvait sembler nulle, et quand enfin le gouvernement chinois fit des démarches pour régler la situation de la province, la Russie offrit de la restituer à la Chine, offre qui fut naturellement acceptée avec empressement et ajouta à la cordialité des relations réciproques.

A la même époque, la Russie envoya sa première grande mission commerciale officielle en Chine. Soutenue et protégée par le gouvernement chinois, elle traversa non seulement la Mongolie, mais aussi le Ho-nan et le Kan-sou, et rentra en Sibérie par l'ancienne route dite impériale, qui mène de Lan-tchéou à Kouldja, par Khami et Ouroumtchi. La mission tenta de conclure un traité commercial ; mais ce dernier restait inexécutable par le fait du manque de moyens de communication suffisants, en dehors de la route des caravanes de Kiakhta à Kalgan.

Tandis qu'ainsi les deux gouvernements travaillaient à se rapprocher (pour des causes très différentes il est vrai), il y avait une autre raison, indirecte, mais bien plus forte, qui les obligeait à s'entendre : les progrès de l'adversaire com-

mun : les Puissances maritimes de l'Occident, auxquelles allait bientôt s'adjoindre le Japon.

La Russie devait regarder l'importance croissante des relations entre la Chine et l'Occident d'un œil non seulement jaloux, mais encore inquiet.

Les Puissances maritimes n'étaient pas, à son point de vue forcément égoïste, des sœurs chrétiennes, des parentes d'Europe qui portaient en Extrême-Orient leurs marchandises, leur religion et leur civilisation d'Occident ; c'étaient des rivales, qui se mettaient à exploiter un domaine que la Russie aurait aimé à se réserver jusqu'au moment où elle-même aurait pu s'astreindre à cette profitable besogne.

C'étaient plus que des rivales. Car la Russie poursuivait en Extrême-Orient des buts autrement grands, des entreprises autrement importantes, des actions autrement essentielles pour son sort futur, que les Etats commerciaux de l'Occident.

Ces derniers cherchaient le commerce, l'industrie, somme toute l'argent, et ils ne s'efforçaient d'acquérir l'influence civilisatrice, religieuse ou politique que dans la mesure nécessaire pour assurer aux affaires la plus éclatante réussite réalisable. Mais la Russie ne pouvait chercher ni le commerce ni l'argent en général, et son influence civilisatrice devait être d'autant plus nulle qu'en présence de l'égalité séculaire établie, à son point de vue, entre les deux empires, aussi bien qu'entre les deux peuples, le gouvernement n'aurait jamais pensé à l'utiliser en vue de la réalisation de ses projets.

Elle cherchait toujours l'infiltration, ce procédé de colonisation lent mais irrésistible qui lui semble le propre de sa nation : il lui fallait, en un mot, gagner du temps, et encore du temps, c'est-à-dire

évincer l'activité occidentale du domaine qu'un jour elle coloniserait elle-même.

Les Occidentaux en Chine étaient non seulement des rivaux, mais des ennemis dont le succès éventuel mettait en danger, sans qu'ils s'en doutassent, d'ailleurs, l'avenir de la combinaison russe.

Et ce qui était le plus terrible, c'est que la Russie ne pouvait pas, avant plusieurs décades d'années, faire montre de son inquiétude à cet égard. Les Occidentaux ne s'en seraient que plus dépêchés de s'assurer en Chine des avantages économiques qui auraient rendu illusoires les lointaines espérances des Russes.

Mais (et ce fut le salut de la Russie et de la Chine et la défaite de l'Occident) la Russie pouvait opposer à l'Occident l'immense force de résistance de l'Empire chinois lui-même.

Pour cela, elle n'avait qu'à prouver à la Dynastie qu'en s'appuyant sur elle, elle trouverait une base plus stable qu'en achetant à coups de graves concessions la bienveillance momentanée des Occidentaux, qui se changeait en avidité insatiable, aussitôt que la Dynastie rencontrait des difficultés intérieures.

Ce n'était pas difficile à démontrer.

Depuis que des Occidentaux venaient en Chine, c'étaient eux qui toujours avaient été l'appui le plus puissant, le plus habile, le plus perfide, de tous les mouvements anti-dynastiques qui s'étaient soulevés contre les Ta-Tsing mandchous. A chaque difficulté nouvelle, leurs prétentions avaient augmenté. S'étant prévalus de la révolution Taï-ping, ils étaient venus assiéger la capitale, et avaient forcé la Dynastie à laisser imposer au peuple chinois l'importation de l'affreux poison, de l'opium, qui était défendu, mais dont le débit pouvait enri-

chir de centaines de millions par an les Anglais qui le cultivaient dans l'Inde. Et la révolution Taï-ping elle-même n'était au fond que l'œuvre des Occidentaux, œuvre qu'on devait tenter de renouveler en 1896 sous l'égide du prince traître Kang-you-ouei! Des prêtres chrétiens, qui avaient enseigné l'écriture chinoise à des populaces immondes, leur fournirent jusqu'au titre de leur nouvel empire « Tien-kouo, Empire Céleste » (titre qui n'a jamais existé que dans l'imagination de chrétiens, qui est inepte en chinois, et qui n'a jamais désigné l'Empire chinois, lequel s'appelle Tchong-kouo, Empire du Milieu, ou, à l'occasion, Tien-hsia, Sous-Ciel).

En outre des désagréments multiples causés directement à la Dynastie, il y avait cet autre phénomène, d'une gravité bien plus immédiate, qui consistait dans la discorde croissante entre la Dynastie mandchoue et le peuple chinois.

Plus la Dynastie, assaillie par la diplomatie occidentale, se voyait forcée d'accorder de privilèges aux missionnaires commerciaux et religieux de l'Europe, et plus elle était exposée à être accusée par le peuple d'impuissance et d'antipatriotisme, accusation d'autant plus plausible que la Dynastie était non-chinoise. Car le peuple chinois considéra, dès le commencement, les Occidentaux comme ses pires ennemis.

Et ici, nous touchons au second ressort qui anime la gigantesque machine du drame qu'on appelle « la question chinoise ». Le premier, le plus puissant et le plus durable avait été le besoin d'expansion de la Russie, le second, le plus véhément, est la xénophobie des Chinois.

La Dynastie mandchoue doit compter avec l'européophobie du peuple chinois. C'est évidemment pour elle une question de vie ou de mort, et il

y a des raisons pour croire qu'elle aimerait bien mieux l'amitié encombrante des cabinets occidentaux et la tranquillité à l'intérieur que les incessants conflits occasionnés par les différends entre le peuple chinois et les Européens.

Etant obligée, en tout cas, de défendre les Chinois dans le sens de leurs sentiments, elle est en butte, du fait de la xénophobie de ses sujets, à l'hostilité des gouvernements européens, hostilité immédiate, palpable, qui n'étonne personne.

L'hostilité du gouvernement chinois contre l'Occident ne pouvait évidemment que servir l'empire russe, et ce dernier, dans son propre intérêt bien plus que dans celui de la Dynastie Ta-Tsing, devait raisonnablement, tout en restant bon Européen avec les autres, être bon Asiatique avec la Chine.

D'une façon générale donc, il y eut pour la Russie et la Chine un intérêt commun à se méfier de l'Occident. Et cet intérêt devait se manifester par une action commune, dès que l'Occident mettrait en danger et l'existence de la Dynastie mandchoue, et la réalisation des projets d'expansion russe.

Or un tel moment devait fatalement se produire avec les progrès rapides de l'ingérence occidentale dans l'économie chinoise.

L'expansion des missions commerciales et religieuses devait inquiéter la Russie ; l'intensité croissante des sentiments xénophobes du peuple devait mettre la Dynastie en demeure de choisir entre la déférence envers les étrangers et la déférence envers les désirs du peuple.

En Chine, en effet, quoi qu'on en dise, le peuple est tout et le gouvernement n'est rien. Et la haine de l'Occidental est par conséquent la véritable source de toutes les difficultés qui constituent la

question chinoise, en tant qu'elle concerne les aspirations des peuples européens. Ce phénomène psychique curieux, qui est d'une importance aussi générale pour l'avenir de l'Europe que pour celui des Chinois, doit être nécessairement expliqué, d'autant plus que, sans cette étude préalable, la marche de l'affaire chinoise resterait totalement incompréhensible.

IV

Les principes de la civilisation chinoise. — Production coopérative. — Le système créditaire. — Syndicats d'ouvriers. — L'empire comme coopérative des coopératives.

Il est évident qu'il existe une différence capitale entre l'Occidental et le Chinois. Mais cela n'explique pas l'absolue incompatibilité de leur façon de penser, d'agir, de sentir, de vivre ; cela n'explique pas la haine qui du côté de l'Européen est presque aussi forte que du côté chinois et qui, de part et d'autre, s'assaisonne encore d'une forte dose de ce poison qu'est le mépris injustifié.

On peut voir une cause de cette haine dans les conditions géographiques qui président aux relations sino-occidentales, et qui sont totalement différentes de celles qui régissent les relations russo-chinoises.

Si l'on se rappelle de quelle façon la curieuse amitié populaire entre Russes et Chinois s'est formée sur la frontière sibérienne, on peut s'imaginer que le contraire de ces conditions doit amener le contraire de l'amitié.

Un point sans doute essentiel est que l'Occident s'est mis en relations avec la nation chinoise, non pas par voie de terre, comme la Russie, mais exclusivement par voie de mer. Ainsi, il n'y a eu ni pénétration mutuelle, ni même infiltration.

Celui qui arrive par mer reste en tout état de cause l'étranger, l'étranger qui vient dans d'inavouables intentions, car il n'est pas naturel d'accoster au rivage d'un pays inconnu. L'étranger qui vient par mer veut quelque chose ; celui qui franchit une frontière terrestre peut le faire par des circonstances fortuites : d'ailleurs une frontière terrestre n'est pas une limite sérieuse. Mais la mer sépare, et celui qui la franchit a des raisons pour cela. Ou bien il est exilé de son pays et n'y trouve plus les moyens de vivre, ou bien il vient dans un but de brigandage. Dans le premier cas, arrivant pacifiquement, humblement, il est au moins suspect, car il est chassé de chez lui. Dans le second cas, c'est un ennemi qu'il faut rejeter.

Mais il y a une troisième possibilité : l'étranger arrive pacifiquement, mais non humblement ; il cherche donc des avantages dans les relations pacifiques parce qu'il est trop faible pour faire la guerre.

Ce raisonnement est appliqué par tous les peuples aux colonisateurs qui s'établissent chez eux ; il a pour l'Européen de notre temps le désavantage d'être absolument juste.

Ces étranges amis veulent donc quelque chose ; et ils le veulent au détriment du pays envahi, car celui qui arrive par mer s'en va aussi par mer; il ne reste presque jamais ; il s'en retourne et envoie d'autres amis : la connaissance mutuelle des peuples est ainsi impossible.

Et dans les cas rares où cette connaissance est recherchée, elle reste superficielle ou erronée, car les étrangers qui vont et viennent constituent la classe la moins stable, la classe aventurière de leur peuple ; et ces mêmes étrangers, venus dans des intérêts spéciaux, sont par là même induits à

interpréter la vie, les habitudes, les civilisations, l'âme du peuple qu'ils visitent au point de vue de leurs intérêts, et d'une façon d'autant plus injuste qu'ils ne sont aucunement qualifiés pour ce travail purement scientifique.

Les jugements que les Occidentaux portent généralement sur la Chine sont tous entachés de cette tare constitutionnelle.

Des missionnaires, enchaînés dans les préjugés les plus forts et les intérêts les plus férocement puissants ; des commerçants, inféodés aux préjugés, aux habitudes bourgeoises de l'Occident et guidés par le souci primordial des affaires ; des diplomates, à l'esprit retors même en Occident, et qui ont mission de représenter, d'*être* les étrangers : voilà les principales sources d'information de l'Occident.

Et le fait que les jugements russes sur la Chine sont, dans l'immense majorité des cas, étrangement différents de ceux d'autres Européens, milite absolument en faveur de l'opinion d'après laquelle les relations exclusivement industrielles rendent l'intimité à peu près irréalisable.

Si déjà du côté européen, où l'on se pique pourtant d'impartialité et d'esprit scientifique, ce fâcheux état de choses se montre aussi crûment, il n'est pas difficile de se représenter l'état d'esprit chinois en face du « Transocéanien ».

Ce sera, en première ligne, une méfiance extrême qui, dans les cas de mauvaise expérience, se changera bientôt en haine. Ce sera, en seconde ligne, la comparaison qui, si elle est en défaveur de l'étranger (et c'est naturel), créera un mépris mitigé uniquement par l'intérêt.

Or les Chinois, qui appellent les Occidentaux Si-yang-jen, gens de l'Océan occidental (terme qui ne s'est jamais, avant ces dernières années, ap-

pliqué aux Russes), expriment par là même qu'ils observent en face d'eux ce double point de vue de la méfiance et de la comparaison. Et les relations suivies depuis plus d'un demi-siècle ont amené, chez les Chinois, par une interminable série de mauvaises expériences avec les Si-yang-jen, la haine ; et, par suite d'une comparaison de la civilisation des envahisseurs avec la leur, un profond mépris à l'égard des nations chrétiennes et commerciales de l'Occident.

Pour comprendre à fond cette xénophobie, il importe donc de se rappeler d'abord les grandes lignes de la civilisation chinoise, et ensuite les mauvaises expériences qu'elle a faites en subissant le contact, surtout religieux et commercial, de la civilisation occidentale. On trouvera ainsi les causes immédiates qui ont amené la crise de l'heure actuelle.

A l'encontre de la civilisation occidentale, qui aboutit à l'organisation politique, la civilisation chinoise se résume à peu près entièrement dans la création d'un système social établi sur une base économique. Et comme l'Occident, en se mettant en contact avec la Chine, a agi surtout dans des buts économiques, il s'est trouvé de suite en face du fond même de la civilisation chinoise.

Cette dernière est le produit d'un développement social continu. Notre histoire occidentale ne nous paraît intéressante que par les innombrables catastrophes, les chocs pernicieux, les cataclysmes palpitants, les épopées grandioses et ridicules qui ont affligé, qui ont presque rempli la vie des peuples qu'on appelle civilisés.

Or, en Chine, rien de tout cela ne semble être arrivé, ou plutôt, les quelques révolutions consignées dans les annales des empereurs ont à peine

effleuré l'inaltérable continuité de l'évolution sociale.

Et voilà pourquoi, en Occident, on est convaincu que l'histoire chinoise est vide et dénuée d'intérêt. C'est qu'on n'ose comprendre que la grande nation d'Extrême-Orient possède une histoire sociale et presque pas d'histoire politique, tandis que nous autres, nous n'avons qu'une histoire politique et tout au plus un embryon d'histoire sociale.

Il est malaisé de donner une formule explicative de cette différence capitale. Mais il suffira, du moins, pour voir clair dans l'enchevêtrement de la vie sociale chinoise, de se rappeler le fait qu'en Occident la vie sociale dépend à chaque moment des hasards de la vie des Etats, tandis qu'en Chine elle dépend uniquement, et d'une façon continue, d'un principe philosophique dont elle n'est que la manifestation concrète.

C'est à ce point que siège la supériorité sociale des Chinois : le principe se manifeste de façon naturelle ; il n'est pas *appliqué* par des législateurs. On ne sent même pas qu'il existe, tellement il est entré depuis des milliers d'années dans la mentalité du peuple.

Il serait à croire, par conséquent, que rien ne doive être plus facile que de le rechercher, de l'expliquer, et de suivre ses manifestations à travers l'organisation sociale de cette race unique. Mais les préjugés sur la Chine sont si bien enracinés que tout le monde est encore persuadé que la nation chinoise est morte parce qu'elle est basée sur un principe d'immuable et ridicule autorité familiale.

Or c'est faux.

Le système patriarcal, qui a certainement existé chez les Chinois comme ailleurs, s'est transformé

depuis trois douzaines de siècles déjà ; d'abord, en prenant le caractère du capitalisme individuel tel qu'il règne en maître chez nous, puis en se développant, par suite de la nécessité de l'association des petites fortunes, dans la voie de la production coopérative telle qu'on l'observe chez eux à l'heure actuelle.

Cette transformation aurait évidemment été impossible si, comme se l'imagine obstinément la majorité des Européens, la famille et l'organisation familiale gouvernaient ou plutôt immobilisaient le système de la civilisation chinoise.

En réalité, le principe philosophique qui symbolise chez eux la vie sociale est d'une envergure autrement considérable.

Car le Chinois est symboliste. Sa langue, sa syntaxe, son écriture le forcent à l'être; ou plutôt, s'il ne l'était pas, il n'aurait ni sa langue, ni son écriture, ni, à plus forte raison, sa tournure d'esprit.

Ainsi, la famille patriarcale ou matriarcale, comme elle a existé autrefois, association primitive et naturelle, lui est apparue comme le symbole d'un principe universel, comme le symbole des relations possibles en général à l'intérieur de groupes d'individus.

Or, dans la famille réduite à sa plus simple expression, dans le groupe qui se compose de l'homme, de la femme et de l'enfant, le Chinois observe trois relations : celle entre les parents et l'enfant, celle entre l'homme et la femme, et celle entre celui qui à un moment donné dirige et celui qui se laisse diriger.

D'une façon plus générale, il observe trois catégories dans le système familial, qui, par élargissement, deviendra système social : celle d'asso-

ciés par logique naturelle, celle d'associés par sentiment, celle d'associés par coopération de volontés. Ces trois relations : créateurs et créatures, amis et amis, dirigeants et dirigés, contiennent toutes les positions qu'un individu peut occuper dans un groupe. Et la position de chaque individu sera en réalité définie dans le groupe par ces catégories ; chaque individu a sa place à la fois dans chacune d'elles. Tout le monde a des créateurs, tant physiques qu'intellectuels ; tout le monde a des affections ; tout le monde se trouve dans l'engrenage du dirigeant-dirigé. Bien plus, en dehors de tout cela, personne n'a rien et n'est rien.

Et voici que, inspiration sublime, le Chinois voit dans cette triple déterminante le corollaire des trois dimensions de l'espace physique ; et il constate, métaphysicien exultant, que la vie sociale remplit un espace social, comme les objets matériels remplissent l'espace tridimensionnel qui nous entoure.

Les Trois Relations acquièrent ainsi une valeur presque mathématique, et un philosophe d'il y a vingt-cinq siècles qui avait déjà conçu, soixante générations avant Descartes, les principes de la géométrie analytique, ose exprimer cette idée prodigieuse que les Trois Relations constituent les coordonnées qui fixent la place de l'homme dans l'espace social.

De cette conception précise de la société à la construction d'un idéal déterminé, il n'y a même plus un pas. L'idée de la perfection en elle-même devait suffire à mettre en évidence cet idéal.

L'homme parfait au point de vue social ne peut être que celui qui ne favorise pas une des Trois Relations au détriment des autres ; ou, en d'autres termes, qui sait se tenir en parfait équilibre au mi-

lieu de la foule d'obligations logiques, sentimentales ou dynamiques qui l'assaillent.

(Et si tous les membres de la société atteignaient ce degré suprême, leur ensemble formerait, les trois coordonnées restant toujours égales pour chaque membre, exactement une sphère et... voilà bien l'organisme parfait!)

Ce qui est curieux avant tout, c'est que cette théorie n'est point, comme c'est la règle pour les philosophismes européens, un jeu spirituel destiné à fournir à d'autres métaphysiciens matière à discussions oiseuses, mais qu'elle est en vérité la formule abstraite symbolisant l'ensemble de forces qui vivifie, à l'heure actuelle ainsi qu'il y a trente siècles, l'admirable et gigantesque organisme coopératif de la société chinoise.

Le Chinois ignore jusqu'à la possibilité de ce que nous appelons la politique. Pour lui, tout ce qui a trait à la vie de la société revêt un caractère économique, et les associations secrètes qui de temps à autre paraissent jouer en Chine le rôle de nos partis révolutionnaires, ne poursuivent jamais de but social, mais exclusivement la réalisation d'idées individuelles insufflées par des personnages intéressés à la marche des affaires dynastiques, et capables de suggestionner les foules.

Il est permis d'ériger en loi sociologique l'observation que, chez tous les peuples, l'intensité des instincts grégaires est en raison directe de la suggestibilité moyenne de leurs membres.

La force parfois irrésistible des sociétés secrètes chinoises, basées uniquement sur un entraînement mystique et nullement sur la logique ou l'intérêt personnel de leurs membres, prouve qu'en Chine, la suggestibilité des foules est incomparable, quand même on se refuserait à reconnaître dans toute l'organisation sociale de la na-

tion, et notamment dans la doctrine des Trois Relations, une expression de cette particularité nerveuse de la race.

Il est donc évident que dans les cas où les considérations économiques, qui en réalité résument l'esprit social chinois, seront secondées par la suggestion grégaire, il naîtra des associations économiques d'une cohérence intérieure sans exemple en Occident.

L'intérêt commun associé aux instincts grégaires se manifeste comme solidarité économique; et c'est, en effet, ce phénomène qui est à la fois l'origine, la raison d'être et le but des syndicats économiques dont la société chinoise n'est que l'ensemble.

Ces organisations immenses et puissantes ne sont point, comme on se l'imaginerait facilement d'après le lamentable exemple de l'Occident, des associations de classe. Elles embrassent à la fois ce que nous appelons ouvriers, patrons et intermédiaires. Il n'y a pas entre leurs membres d'essentielles différences de condition sociale. Chacun est à la fois employé et employeur ; chacun a moralement le même droit que n'importe quel autre membre : chacun, enfin, est propriétaire et salarié au même titre.

Bref, le syndicat est, en conformité avec le principe des Trois Relations, une famille artificielle créée dans des buts économiques, comme la famille consanguine existe apparemment dans le but de la conservation de l'espèce en général.

C'est, en un mot, la famille du travail, comme l'autre est la famille du sang.

C'est cette organisation quasi familiale du travail national qui constitue en réalité l'indomptable force du peuple chinois.

Il serait facile de pousser l'analogie entre le

syndicat et la famille jusque dans les plus petits détails. Mais ce qui importe avant tout, c'est de dégager les quelques points qui ont une valeur instructive, et, si j'ose dire, définitive pour l'étude des conditions dans lesquelles peuvent s'établir des relations fertiles entre la Chine et l'Europe.

Ce qui, au point de vue européen, sinon à celui des Chinois, est dans l'organisation de ces syndicats l'avantage principal, c'est la non-existence du salariat dans le sens occidental du mot.

Il faut dire que cette absence n'est pas absolue dans toute la Chine. Il y a des exceptions à toutes règles. Et, dans les ports de mer, par exemple, qui ont été jusqu'à présent à peu près les seuls endroits de la Chine bien observés (et encore par des Européens peu préparés à une tâche si complexe), dans les districts de la côte, où, en Chine comme partout, le pays déverse la lie et le trop-plein de la population, où par suite de l'instabilité de la vie populaire règne, en un mot, une perpétuelle situation anormale, les syndicats ne jouent souvent qu'un rôle difficile à apprécier, et le capitalisme égoïste, lequel se nourrit surtout de l'instabilité des conditions économiques, sévit toujours.

L'association chinoise remporte tout naturellement ses plus beaux triomphes dans l'organisation de la production... mais la vie des côtes se résume presque entièrement dans l'échange.

En réalité, aux endroits qui sont seuls essentiels, non pas bien entendu pour les négociants européens, mais pour le peuple chinois, c'est-à-dire partout où l'on produit et où l'on échange, dans l'agriculture, l'industrie et le commerce intérieurs, l'association règne en maîtresse.

L'Européen le remarque rarement, d'abord parce qu'il n'est pas au courant des institutions,

ni généralement de la langue du pays, et puis parce que chaque membre d'une association semble agir, envers ceux qui n'en font point partie, comme un capitaliste individuel.

Et ceci est la preuve la plus concluante de l'extraordinaire supériorité de la civilisation chinoise sur la nôtre. La solidarité, la bonne foi, l'honnêteté règnent dans la vie économique de là-bas, comme elles règnent chez nous tout au plus dans les précis de morale. Chaque associé, et il y en a parfois des milliers, agit comme pour son propre compte et engage, en réalité, la responsabilité du syndicat entier. Et, ce qui plus est, jamais le syndicat n'est frustré des bénéfices qu'un membre a pu réaliser individuellement tout en faisant partie de la société !

C'est le principe de la réciprocité poussé à l'extrême limite du réalisable. Le salariat se trouve virtuellement remplacé par la participation.

C'est la coopération de tous au profit de tous.

Chacun a, de ce chef, un intérêt vital à ce que tous les autres travaillent, produisent le maximum. Lui-même en profitera. Il n'a donc pour gagner le maximum que le seul moyen de produire le maximum en son pouvoir, d'autant plus que la trahison envers la société s'expie tout naturellement d'une façon terrible. La confiance perdue, c'est le crédit perdu, et comme, en l'absence d'argent monnayé, le crédit est le numéraire courant (ce qui sera expliqué plus loin) le manque d'honnêteté se punit sur-le-champ par la pauvreté la plus atroce, par la mort économique.

La participation dans les bénéfices se règle de façon très précise, d'une part, d'après les apports de chaque membre au capital social (si l'on peut appeler capital l'ensemble des moyens de production à la disposition de l'ensemble des membres),

d'autre part, d'après l'intensité du travail de chacun, dans la mesure où on peut l'apprécier. (C'est surtout possible dans le commerce, l'importance ou le nombre des marchés conclus étant facile à vérifier pour chaque sociétaire.)

Il ne faut pas croire, du reste, que ce soient les plus gros capitalistes, initiateurs de la raison sociale, qui dirigent l'affaire et qui en profitent le plus.

Dans la plupart des cas, la majorité des sociétaires n'a, au moment de l'affiliation, pas le moindre capital, ou plus exactement, pas le moindre moyen de production. Ces prolétaires sont alors considérés, ou se considèrent entre eux, comme emprunteurs de moyens de production. Au commencement ils sont payés en nature : ils sont entretenus par la société. Leur travail est calculé comme celui des autres membres. Le rendement de ce travail, ou plutôt la quote-part du rendement général du travail social qui revient à chacun est, en tant qu'elle excède les frais d'entretien, retenue par la société et constitue dorénavant la part du prolétaire dans le capital social. Celui qui n'avait rien est maintenant co-propriétaire.

Ce truc de prestidigitation sociale serait impossible en Occident, d'abord à cause de la morale toute différente — oserai-je dire inférieure... — de l'Européen ; mais encore pour une autre raison qui tient aux habitudes séculaires qui régissent le travail occidental.

L'Européen a la prétention de se placer hors et au-dessus du reste de la nature.

Au lieu des résultats de ses actions, qui seuls importent, il se regarde lui-même. Il se met au centre de l'univers et calcule le temps, c'est-à-dire la dépense de vie qu'il lui a fallu pour arriver à un résultat, au lieu d'évaluer exclusivement

ce résultat même. D'abstraction en abstraction, il est enfin arrivé, par un cercle fatal, au-dessous du point d'où il est parti. Il est redevenu esclave. Car il se vend lui-même, il vend son temps, au lieu de vendre le produit de son temps. Il est arrivé à cette abomination (au point de vue chinois) qu'il cherche à se faire payer le maximum de salaire pour le minimum de temps employé à réaliser un minimum de résultats ...

C'est notre esclavage du salariat.

Son trait caractéristique est, comme tout le monde le sait, la rémunération, non du travail, mais de la bête humaine, et la séparation absolue de l'individu du produit de son travail.

Cet état de choses, qu'on ose à peine stigmatiser en Europe comme étant contre nature, semble, dans sa généralité, si horriblement absurde aux Chinois qu'ils se refusent à croire à son existence, et qu'il leur est à peu près impossible de comprendre les différends entre patrons et ouvriers qui créent en Occident ce phénomène hybride, et intraduisible en chinois, que nous appelons grève.

Fort du principe de la participation, le Chinois ne saurait comprendre qu'il puisse être dans l'intérêt de quelqu'un d'abréger les heures de travail et de réglementer la production des ouvriers. Il ne sort pas de cette pensée que moins on travaille et moins on doit gagner, et il est incapable, l'heureux être, de croire à la réalité de ce fait odieux que celui qui en trois heures peut accomplir le travail qu'un autre fait en six doit également passer six heures pour gagner autant...

Rien ne saurait rendre l'indignation et la pitié avec lesquelles les hommes remarquables qui dirigent les syndicats en Chine parlent de notre ignominieuse organisation économique. On peut passer des heures entières à leur expliquer ce

que c'est qu'une grève et à leur faire comprendre les raisons du mécontentement des ouvriers européens. Quand, à l'occasion, on leur a dit que les ouvriers chez nous se sont syndiqués pour mieux défendre leurs intérêts contre les patrons, et qu'ils s'adressent même aux gouvernements dans ce but, ils ont littéralement bondi :

— Comment! Mais alors, au lieu de travailler, ils veulent piller! Mais ils font des sociétés secrètes! Ils sont fous. Pourquoi ne travaillent-ils pas, s'ils veulent améliorer leur situation? Ils demandent l'aumône. Ils n'auraient qu'à augmenter l'intensité de leur travail pour que le rendement soit plus considérable.

On a toutes les peines du monde à les convaincre que ce rendement profiterait exclusivement aux patrons, qui, dans la plupart des cas, ne travaillent même pas dans la même affaire, mais prêtent simplement leur argent.

— Si c'est comme vous dites, répondraient-ils enfin, le mode de paiement des ouvriers constitue chez vous une véritable prime à la paresse. Et l'on pourrait même imaginer que, poussés par une espèce de solidarité à rebours, les ouvriers se concertent entre eux non seulement pour se faire payer toujours d'après leur temps et non d'après leur production, mais encore pour ne jamais excéder, dans un temps donné, une certaine somme de production : ce serait alors la prime à l'infériorité associée à la prime à la paresse.

Quand on leur a démontré que leur hypothèse exhilarante et utopique se trouve déjà réalisée chez nous, ils restent bouche bée. Et on les a entendus prononcer des conclusions de ce genre :

— Vous êtes tout de même d'ignobles barbares. J'ai vraiment pitié de vous. Supposez, ce qui ar-

rivera, que nous utilisions vos moyens techniques : comment voulez-vous exister contre nous ? Vous avez de l'argent, nous n'avons pas de monnaie. Mais en faut-il? Il faut trouver ses moyens de subsistance ; on ne mange pas de l'or. Si je produis, si je travaille, je vaux quelque chose, et l'on me fait subsister ; on n'a pas besoin d'or pour cela. La valeur de mon travail suffit. Chez nous on paie en travail, et l'on est payé en crédit. Pour cela il faut de l'honnêteté, évidemment. Or vous n'en avez pas, puisque chez vous on cherche à subsister le mieux possible par le minimum de travail. Chez vous on lutte, chez nous on travaille ensemble. Chez vous, c'est du vol ; chez nous, du produit. Pourquoi chez vous s'abaisse-t-on à se faire payer soi-même, et non pas à faire payer ses produits ? Et vous parlez de science sociale et de supériorité !

A quelques rares exceptions près, les sociétés coopératives occidentales se bornent à organiser la consommation.

Leur principe est de réduire au minimum le nombre des intermédiaires entre le producteur et le consommateur, et de faire revenir à ce dernier les bénéfices qui ne sont pas absorbés par les besoins de l'administration. Les liens qui unissent les sociétaires de ces associations sont relativement très faibles. Ils ne consistent qu'en la certitude commune de trouver dans les magasins de la société les mêmes marchandises à meilleur marché qu'ailleurs. Il est même parfois malaisé d'y découvrir de la coopération; les membres individuels n'y coopèrent en général qu'en jouant le rôle de client ; et quand ils ont en partie contribué à la création du capital social primitif, ils l'ont en réalité fait en simples capitalistes actionnaires,

qui espèrent des intérêts sans avoir personnellement travaillé à faire fructifier le capital.

Le fait d'acheter des marchandises n'est pas du travail, c'est donc encore moins de la véritable coopération : ou alors le détenteur d'une action de chemin de fer qui prendrait un billet pour utiliser sa ligne pourrait dire qu'il travaille, et même qu'il coopère dans l'intérêt et pour la prospérité de sa compagnie.

En somme, les sociétés coopératives de consommation ne sont pas coopératives; ce ne sont pas même des associations, et encore moins des syndicats ; car il faut entendre par ce mot des *organisations qui embrassent plusieurs individus dans le but de les faire travailler ensemble à la réalisation de tâches dont l'accomplissement doit profiter à chaque membre individuellement.*

Or c'est à cette définition que correspondent exactement les syndicats de production chinois.

Les sociétés de consommation occidentales sont forcées d'avoir à leurs gages des employés salariés : c'est la négation absolue de la coopération ; c'est une simple substitution d'un ensemble de capitaux à un capital individuel, mais qui agit exactement comme ce dernier.

Dans une coopération du type pur, les employés, c'est-à-dire ceux qui administrent les affaires sociales, sont justement les membres eux-mêmes ; ils n'ont pas besoin d'un salaire avilissant qui serait l'équivalent de leur dépense en vitalité, car ils gagneront exactement le produit de leur travail par leur participation dans les bénéfices sociaux.

Ils risquent bien aussi, si les bénéfices arrivaient à faire défaut, de ne gagner rien du tout ; mais dans ce cas, tout le monde partagerait la mésaventure, le président de l'association aussi

bien que le plus insignifiant des membres ; et tout le monde aura de même un intérêt égal à faire prospérer de nouveau la raison sociale, tout le monde modifiera sa coopération conformément aux nouvelles circonstances... Demandez donc cela à des salariés qui se font payer leur temps perdu, indifféremment, que les affaires marchent ou non ; bien mieux, qui ignorent même la situation et jusqu'au fonctionnement intérieur de l'établissement auquel ils se sont vendus !...

Les coopératives du type pur, telles qu'elles dominent dans la vie économique de la Chine et dans les... rêves de quelques sociologues européens, ne peuvent évidemment exister que sous deux conditions préalables.

D'abord, elles seront nécessairement productives, tous les membres coopérant effectivement, gagnant leur vie en y coopérant ; et s'ils y coopèrent aussi en achetant, ce n'est pas ce travail à l'européenne qui leur garantira la vie. Car, d'autre part, ces coopératives sont nécessairement solidaires ; elles constituent la réunion de *toutes* les forces actives de *tous* les membres ; et l'action intentionnellement égoïste d'un de ces membres à l'encontre ou même en dehors de la corporation devient une offense commune à tous les autres.

Et voici pourquoi de telles coopératives pures sont impossibles chez nous : les trahisons ne peuvent être empêchées par des mesures de rigueur, à moins que la société n'entretienne un corps d'espions aussi nombreux que les sociétaires ; c'est le sentiment de solidarité seul qui peut maintenir la coopérative sans défaillance individuelle.

Cette solidarité, absolue en quelque sorte, comment est-elle possible?

Il est vrai que chez le Chinois, l'horreur de la solitude, voire l'instinct grégaire, dominent toute

la vie psychique. Il est vrai aussi que l'esprit familial qui, surtout dans la branche essentielle de l'activité chinoise, dans l'agriculture, devient déjà de l'esprit coopératif, est l'expression la plus forte et la plus vivante du divin principe des Trois Relations. Il est vrai enfin que la coopérative pure, telle qu'elle vient d'être caractérisée, n'est en réalité qu'une famille artificielle, créée dans un but spécial, et que, de ce chef, la solidarité qui y règne peut, tout au moins au point de vue chinois, être assimilée à celle qui existe dans la famille élargie par des mariages.

Mais tout cela n'explique pas comment toute une forme d'organisation sociale basée sur des questions d'intérêts individuels peut subsister sur le sable mouvant de sensations qui semblent devoir varier d'individu en individu.

L'énigme se résout par le fait que la solidarité des Chinois est le fruit d'une évolution séculaire des conditions matérielles de l'échange.

En Chine, l'argent n'existe pas ; il n'y a pas d'unité de valeur, instituée, imposée et garantie par l'Etat ou le gouvernement... pour la simple raison déjà qu'un Etat ou un gouvernement qui en aurait le pouvoir, n'existe pas non plus. Il n'y a aucun étalon de valeurs.

Si après les récents événements le parti européophile à la cour chinoise a, dans des termes dénués de sens précis, publié un édit introduisant un étalon monétaire, c'est une simple farce, bonne à berner les diplomates européens ignorants ; il s'agit là simplement de la fixation d'un taux d'échange qui servira à calculer en termes chinois des sommes indiquées en monnaie étrangère. La dynastie chinoise s'engage simplement à admettre pour l'échange international le cours de l'argent non monnayé sur les marchés occiden-

taux. La répercussion de cette mesure purement administrative, et prise au profit entier de la cour chinoise, ne peut être qu'absolument nulle dans le pays.

L'étalon métallique est superflu dans l'échange intérieur. La Chine a dans cette question devancé l'Occident d'une manière vraiment stupéfiante.

Tandis que chez nous l'autorité doit forcer le peuple à accepter certains morceaux de métal ou des fiches officielles comme valeurs fixes, le Chinois se refuse à reconnaître à n'importe quel objet une valeur stable et absolue.

Chez lui, le produit du travail seul a de la valeur, et l'équivalent de ce produit ne saurait être du métal, mais uniquement la reconnaissance publique du fait qu'un tel a été capable de produire telle chose et que l'équité veut qu'il ait droit à d'autres produits d'une valeur qui semble égale dans le moment donné.

En d'autres termes, l'équivalent de la production est le crédit.

Et, de fait, l'argent se trouve remplacé par le crédit ; le numéraire, par la parole d'honneur ; le capital, le crédit accumulé, par le mérite en matière économique.

Le crédit suffit au fond pour régler l'échange. Même chez nous, on peut supposer qu'un salarié, par exemple, lequel se sera fait payer ses appointements en pièces d'argent qui n'ont, comme valeur intrinsèque, que la moitié de leur valeur nominale, achète, en réalité, non pas avec de l'argent, avec de la valeur vraie, mais avec le crédit que lui procure son travail d'un mois.

Que l'on s'imagine maintenant un patron qui, au lieu de donner à son salarié quarante pièces de cinq francs, lui remet une fiche signée consta-

tant qu'il a travaillé chez lui pendant un mois et que le profit de ce travail vaut qu'on lui fournisse telle quantité de telles marchandises, et l'on aura par à peu près le schéma théorique du système d'échange chinois.

Que ces marchandises d'échange consistent en thé, soie, laine, argent, or, pierreries, bétail ou autre chose, est évidemment d'importance nulle. Ce qui est essentiel, c'est que le public apprécie quelle foi l'on peut accorder à la signature du patron de notre exemple (d'ailleurs purement schématique).

C'est la confiance personnelle qui régit donc l'échange, et non pas des valeurs prétendues absolues. L'unique étalon est le travail, et l'unique argent, le crédit.

Ce principe une fois mis en pratique, un dernier pas audacieux reste à faire pour atteindre la perfection du système.

Si déjà le crédit, la confiance dominent tout, on peut écarter les pièces écrites constatant l'acceptation du crédit : la parole doit suffire comme engagement entre gens honnêtes, entre gens qui vivent sur leur honnêteté, en ce sens que le crédit demandé doit pouvoir être justifié à tout instant par le produit de leur travail.

L'engagement verbal est, en effet, la forme ordinaire de l'échange en Chine. Il y a, si j'ose dire, des traites en paroles ; une simple note dans un calepin (faite rarement du reste, et seulement en présence de nouveaux amis d'affaires) en justifie la valeur. Et ces traites sont payables en... crédit, soit en crédit verbal de nouveau, soit, dans les affaires où ce crédit est à employer comme monnaie à des endroits éloignés, en assignation écrite, soit même en véritables traites escomptées par des banques qui n'ont d'autres fonctions que de

garantir par leur renommée l'honnêteté de l'émetteur de la traite.

On voit que dans ce système l'argent à étalon universellement garanti est inutile.

Ce qu'en Occident on considère souvent comme unité monétaire en Chine, le tael, ou plus justement le liang, est un poids et non une valeur. Le métal constitue toujours une simple marchandise, et un tael ou un liang d'argent a aujourd'hui une valeur et demain une autre, absolument comme une livre de viande ou un kilo de farine. Et, comme la parole d'honneur d'un négociant chinois, sa traite, son assignation, enfin le produit de son travail aura dans l'échange la valeur chancelante de n'importe quelle autre marchandise, métal ou denrée, l'absence d'un étalon monétaire ne signifie heureusement que l'absence d'un intermédiaire superflu dans la comparaison des valeurs.

Mais ce système créditaire, basé exclusivement sur des valeurs relatives et appréciables de façon différente, ne saurait subsister que si ces valeurs, souvent purement morales, peuvent du moins toujours être regardées comme existantes, ou, en termes plus simples, si le crédit peut toujours, d'emblée, être regardé comme acceptable; un crédit accepté et qui aurait été accordé à quelqu'un qui n'a pas de crédit bouleverse le principe même du système, et la méfiance généralisée rendrait tout échange impossible.

L'acheteur se trouve donc virtuellement pris dans un engrenage qui l'écrase dès qu'il cherche à en sortir.

Il *doit* travailler. Il *doit* avoir du crédit ; s'il n'en a pas, il n'a plus rien. S'il ne tient pas ses engagements, ou, de façon plus générale, s'il perd la confiance des autres, il perd le crédit. Et en de-

hors du système créditaire, il n'est plus d'existence économique possible. Le fait d'avoir accumulé des marchandises, du métal, ou autres valeurs, ne lui sert de rien. Tout cela sera confisqué pour dédommager la confiance trompée des autres. Et, ce qui est plus grave, il ne retrouvera jamais, sauf dans des cas exceptionnels, la confiance qui lui permettra de se relancer. En somme, ce n'est pas un capital qui donne la force économique, mais l'escompte de la force active de l'homme.

On voit donc qu'il y a, en quelque sorte, une contrainte matérielle à observer la solidarité économique universelle.

Cette contrainte primordiale est devenue imperceptible dans le courant des temps : la contrainte extérieure constamment répétée finit par se montrer comme contrainte morale. Et si cette contrainte morale régit le commerce en général, même entre individus qui n'ont aucun lien d'attache, il est facile de concevoir avec quelle intensité elle doit se montrer dans les relations de gens qui sont, dans toute leur existence économique, liés les uns aux autres, comme dans les syndicats coopératifs.

On peut donc dire que l'absence de l'argent garanti, l'absence d'étalon reconnu constituent en dernière ligne la véritable force de la Chine.

Le plus riche, comme le plus pauvre, dépend non de ce qu'il possède, mais de ce que les autres lui reconnaissent. Et ce principe extraordinaire a son triomphe définitif dans la coopérative, où, indépendamment de l'apport, indépendamment du rang social de chaque membre, c'est le plus capable en matière économique qui régnera et qui disposera, à l'occasion, de toutes les forces concentrées de l'association.

Presque toutes les grosses maisons chinoises connues des Européens, et jusqu'aux entreprises dites de Li-hong-tchang, sont des établissements coopératifs, et leur force et leur cohérence extrêmes se reconnaissent bien à ce fait que leurs présidents apparaissent aux Occidentaux comme capitalistes individuels d'une richesse et d'une habileté surprenantes : ce ne sont que les administrateurs du produit collectif du travail accompli en commun par des individus solidarisés.

Mais si, dans ce système de coopération pure, toutes les valeurs deviennent relatives, liées à la confiance qu'inspirent des personnes ou des associations de personnes, il semble bien qu'il n'y ait plus de place pour ce phénomène économique essentiellement stable qui s'appelle la propriété. La propriété ne serait même plus le vol : elle n'existerait tout simplement pas.

Les faits ne disent-ils pas le contraire?

Non, car en Chine, la propriété, c'est... la dette.

Dans le système économique chinois, régi par le principe de la coopération, le problème de la propriété prend nécessairement un aspect tout autre que dans l'économie occidentale et capitaliste, régie par le principe du loyer des valeurs. Car des valeurs immuables, garanties et imposées, n'existent pas ; le produit du travail, apprécié comme tel par le public, constitue directement la base de l'échange, sans l'intervention de l'intermédiaire stable que nous appelons argent.

Il est donc parfaitement naturel qu'il n'y ait que le produit du travail qui puisse être regardé comme propriété. Que ce produit du travail soit déjà apprécié et, par suite, échangé ou non, c'est sans conséquence ; pourvu qu'il existe, il pourra devenir *valeur* par l'échange ; sinon à l'ins-

tant même, en tout cas dans l'avenir : il est en quelque sorte un capital virtuel.

En dehors de ce genre tout spécial de propriété virtuelle, la possession de capitaux, la concentration de valeurs sont impossibles.

On possède ce que l'on crée.

Ce principe s'applique aux individus séparés, comme aux associations dans leur ensemble. Mieux encore : le membre de l'association ne possède même pas ce qu'il crée. Le produit de son travail appartient d'abord à l'ensemble des membres et ne lui revient que sous la forme symbolique de l'assignation qui lui confère sa part dans le bénéfice obtenu par l'échange du produit social. Il ne possède que ce qui a déjà été apprécié ; c'est-à-dire, il ne possède rien du tout. Il ne dispose de rien, il n'existe économiquement que par l'appréciation du public survenue dans des conditions en dehors de son influence personnelle. Cette abdication lui épargne, du reste, tout le labeur, tous les soucis, toute la dépense d'activité que le producteur individuel doit employer pour faire apprécier le produit de son travail.

Jamais la division du travail n'a été plus intelligemment comprise que dans ce cas ; la mise en valeur de la production de centaines d'individus se fera peut-être par trois ou quatre, chargés spécialement de cette tâche ; et le résultat du travail concentré chez ces quatre sera sans doute supérieur, et profitera d'autant plus à chaque membre individuellement.

C'est le syndicat qui possède ce que crée l'ensemble de ses membres ; c'est lui, en d'autres termes, qui dispose de la production collective, en ce sens qu'il peut choisir le moment, l'endroit et en général les circonstances les plus favorables

pour créer par l'échange une valeur au produit du travail accumulé.

Mais le syndicat, lui aussi, ne dispose en réalité que du produit, comme le particulier isolé. Il ne possède pas de propriété stable qu'il fait fructifier, ou d'où le produit est tiré par la force active des membres, car les matières premières, base indispensable de toute production, ne sont pas créées par le travail humain, et ne sauraient être, pour cette raison, la propriété absolue de quelqu'un ou d'un groupe.

Les moyens de production primordiaux ont donc cette particularité, au point de vue chinois, que, existant en dehors de l'activité humaine, ils ne peuvent pas, en principe, être à un individu plutôt qu'à un autre.

Tout le monde a le même droit aux trésors de la nature ; et, par conséquent, les matières premières sont propriété sociale. Le particulier, voire le syndicat, peut les prendre à sa disposition sous certaines conditions, à titre d'emprunt, en en faisant profiter la société, propriétaire.

Ce dédommagement ne consiste pas toujours en le paiement d'un impôt au gouvernement, qui serait alors le représentant officiel de la Société. Dans la plupart des cas le fait que le travail transforme les matières premières d'une façon utile à la Société est considéré comme suffisamment méritoire pour autoriser l'exploitation de la nature.

Cette conception de la propriété est tellement supérieure à la nôtre, et par cela même si difficile à comprendre pour nos cerveaux de sociologues embryonnaires, qu'il paraît utile de décrire en un exemple précis le fonctionnement pratique du système théorique qui vient d'être exposé. Prenons pour cela la coopération agricole, la plus

parfaite de toutes, puisqu'elle doit d'abord disposer d'une matière première, du sol, qui est propriété sociale empruntée ; ensuite, exploiter cette matière ; la transformer industriellement ; l'écouler commercialement ; en tirer des valeurs financièrement; en faire profiter ses membres économiquement ; et leur fournir la possibilité de relever leur situation sociale.

On sait que dans aucun pays du monde l'agriculture n'est exercée avant autant d'amour et de science qu'en Chine. C'est la profession sainte, en quelque sorte; l'agriculteur est, par l'exercice de sa profession, le bienfaiteur de la nation. Et voici pourquoi, sans y être poussé par la nécessité ou par une disposition perverse de l'esprit, personne ne quitte volontairement une profession noble entre toutes.

Depuis des temps immémoriaux, la culture d'un morceau de terrain s'est transmise de père en fils, d'ami en ami, et le travail séculaire et intense, voué à la production de ce qui est la condition primordiale de la vie, consacre aux yeux de la Société le fait en apparence inadmissible que des individus ou des groupes d'individus disposent de morceaux d'un sol qui appartient à l'ensemble de la nation.

C'est le bail à éternité tacitement établi entre l'agriculteur et la Société. Mais ce n'est qu'un bail à forfait. Si le terrain reste inculte ; si l'agriculteur héréditaire n'accomplit pas son devoir, lequel est de justifier le bail gratuit par l'exploitation la plus consciencieuse et intense du sol, il perd son privilège de libre disposition, le bail se trouve virtuellement résilié, le terrain retombe directement à la Société ; et celle-ci le louera à d'autres ; mais cette fois-ci, non plus seulement contre l'obligation de l'exploiter, mais contre un

loyer à payer à la Société, représentée par l'administration gouvernementale, loyer que l'Occidental est facilement tenté de considérer comme un impôt foncier.

Il n'est pas étonnant que les baux à éternité, qui, à première vue, ressemblent fort à la propriété foncière européenne, soient encore de nos jours l'immense majorité. Ils le sont, avant tout, parce que l'agriculture individuelle a été de plus en plus remplacée par l'agriculture coopérative ; car la coopérative trouve toujours moyen d'exploiter la totalité de ses terrains, et elle ne tombera, par conséquent, pour ainsi dire jamais sous le coup de la confiscation sociale.

En réalité, la coopérative agricole est très complexe ; plus elle renferme de membres qui jouissent de leurs baux à éternité, et plus elle forme une espèce de coopérative des coopératives. Car chaque exploiteur nominal et héréditaire est au fond lui-même l'administrateur d'une coopérative plus petite, soit que cette dernière se compose exclusivement des membres de la famille, soit qu'elle embrasse d'autres travailleurs, c'est-à-dire d'autres participants qui collaborent, et qui, pour cela, ont droit à une part dans le rendement total.

Dans la grande coopérative, qui embrasse souvent tout un village, même tout un district, le détenteur d'un bail à perpétuité se réserve presque toujours la direction de l'exploitation particulière de son patrimoine et reçoit aussi, logiquement, une part de bénéfices plus considérable à cause de son apport plus précieux, que par exemple les membres de la coopérative qui travaillent en sa compagnie sur son patrimoine et qui ne disposent pas eux-mêmes de propriétés à forfait du même genre.

Voici donc déjà une première base de différen-

ciation économique dans la coopérative ; elle est en faveur des anciens propriétaires, dira l'Européen ; non, dit le Chinois, elle est la récompense de l'accomplissement séculaire du devoir sacré, car si les ancêtres de ceux qui n'ont plus de patrimoine avaient rempli leur tâche agricole, ils ne l'auraient pas perdu, et, la famille constituant une unité symbolique à travers les générations, il est parfaitement admissible et même d'une nécessité morale, utile pour l'avenir, que le descendant soit, par une participation moindre, puni pour le manque au devoir commis par ses ancêtres. C'est donc une différenciation expliquée par un principe spécial aux Chinois, et moins jésuite qu'on ne croirait.

Mais d'autres principes de différenciation ne manquent pas, et surtout la différenciation par la capacité.

Supposons, par exemple, qu'un village tout entier se soit organisé en coopérative pour se livrer à l'agriculture. Il se trouve alors à sa tête, comme surveillant responsable envers la Société (représentée par l'autorité gouvernementale), un triumvirat élu, composé de vieillards, agriculteurs émérites, qui, pour la durée de leur mandat, en reconnaissance du caractère social de leurs fonctions, sont élevés au huitième rang des fonctionnaires d'Etat. Ces censeurs, qui sont placés en dehors de l'engrenage de la coopération, mais participent aux bénéfices en récompense de leur contrôle salutaire, exercent par leurs rapports verbaux ou écrits, adressés aux autorités administratives, une influence énorme sur la gestion des affaires syndicales. Ils peuvent à tout instant soulever des interventions judiciaires pour punir la négligence, la paresse, l'infraction aux principes de la coopération, la mauvaise conduite

et la soustraction de moyens de production ou de produits qui font logiquement partie de l'actif du syndicat.

Les véritables administrateurs de la coopérative ne sont cependant pas ces surveillants qui ne coopèrent pas, mais ceux qui organisent la répartition des moyens de production et la répartition des bénéfices parmi les membres. Ce ne sont jamais, quelque incroyable que cela paraisse aux Occidentaux, ceux qui pourraient jouir d'un prestige spécial à cause de l'importance de leur apport matériel au syndicat : ce sont, d'une façon générale, vraiment les plus capables. Aussi peut-on dire qu'en Chine chaque crève-la-faim porte dans sa tête l'autorité qui un jour disposera d'incalculables richesses. C'est que le Chinois suit souvent d'une façon tout instinctive les principes évolutionnistes que nous sommes arrivés à dégager seulement au prix d'immenses efforts intellectuels et moraux ; pour lui, c'est un axiome qu'il est présomptueux et stupide à la fois de vouloir entraver la marche de la sélection naturelle.

Ainsi, pour les administrateurs du syndicat, il ne se fait même pas de campagne électorale, tellement on est sûr que, dans tous les cas, ce sera le plus capable de diriger des hommes qui saura s'imposer. Et ce n'est jamais le plus fort économiquement : ce n'était pas le tout puissant Li-hong-tchang dans les nombreux syndicats dont il faisait partie ! Quelle merveille de bons sens ! Car le plus fort, personnellement, en crédit, sera soupçonné de poursuivre des intérêts particuliers ; il n'aura pas la confiance de tous, et alors on ne se pliera pas à ses décisions ! Donc le plus puissant n'est pas le plus capable pour diriger, et... la grande majorité des administrateurs de syndicats sont des hommes d'une énergie, d'une intelligence

et d'une intégrité morales extraordinaires : ce sont, en un mot, des gentlemen jusqu'au bout des ongles... et ils les portent longs.

Il excéderait les dimensions de cette étude d'exposer en détail le fonctionnement de ces administrations : un exemple, peut-être le plus curieux, en donnera une idée. C'est l'organisation du fumage des terres, considéré à juste titre comme la tâche presque la plus importante de l'agriculteur. On sait que, abstraction faite de l'organisation syndicale, la véritable force de la production agricole chinoise siège dans l'emploi ingénieux de l'engrais humain. Aussi voilà un moyen de production qui, plus que tout autre, est dans la coopérative une propriété sociale dont la soustraction ou le gaspillage négligent est inadmissible. Le syndicat possède des réservoirs spéciaux destinés à recevoir les dépôts collectifs des membres et de leurs familles. Il n'est pas besoin de surveiller étroitement cette partie intéressante de la coopération, parce que personne ne peut avoir un intérêt à s'y soustraire, et que, d'ailleurs, il faut une science toute spéciale pour surveiller la fermentation et l'emploi du précieux ingrédient. Les membres chargés, par la confiance générale, de cette tâche difficile, établissent de véritables cadastres de fumage, et arrivent, en dosant l'engrais d'après les besoins du sol, à réaliser le maximum de résultats par le minimum de dépenses.

C'est ce même idéal qui est poursuivi et souvent atteint par le labeur des autres comités administratifs. Et l'on peut en conclure que ceux qui sont considérés comme incapables de faire partie des comités ont au fond le travail le plus léger, si même c'est le plus machinal.

Ainsi ce n'est pas seulement l'ancienne pro-

priété foncière, déchéant dès qu'elle ne se justifie plus par le labeur, qui constitue une dette sociale, mais aussi la propriété intellectuelle, qui se rembourse en ingéniosité administrative au profit de la communauté...

Il est évident que le syndicat agricole, assez vaste, peut en réalité produire tout ce qu'il faut pour satisfaire aux besoins de ses membres et que, par conséquent, il n'est presque pas mis dans la nécessité de se livrer à l'échange extérieur ; il acquiert une indépendance considérable. Il est, si j'ose dire, autonome. Que l'on imagine maintenant une innombrable foule de telles organisations plus ou moins autonomes, et l'on aura ce qui constitue non seulement la Société, non seulement la nation, mais aussi l'Etat chinois. C'est une énorme et complexe coopérative des coopératives ; c'est l'Etat-Association.

L'ensemble de la Société chinoise constitue, au point de vue économique, un système très vaste et très compliqué d'associations coopératives qui se pénètrent, qui s'associent de nouveau entre elles, qui s'englobent les unes les autres, qui élargissent ainsi leurs sphères d'activité dans des proportions que l'Occidental est incapable de comprendre chez des organisations d'ordre foncièrement économique, qui, en un mot, dominent dans leur inextricable ensemble toute la vie en commun, au même titre qu'en Europe les conceptions nébuleuses, et peu utiles au bien-être des foules, qu'on appelle avec une vénération mystérieuse Etat, Patrie et Nation. Ces conceptions n'ont pas d'équivalent en Chine ; ou plutôt, elles se résument dans celle, unique, de l'association économique. Cette différence primordiale entre l'idée européenne de l'Etat et la notion chinoise

de la Société, une fois reconnue, éclaircira bon nombre de mystères et de particularités curieuses qui, dans l'Etat chinois et dans sa politique, intriguent et amusent les observateurs européens.

Chez les Chinois, la vie sociale coïncide, en quelque sorte entièrement, avec la vie économique. Dans toutes les autres catégories des intérêts et de l'activité de l'homme, le Chinois est essentiellement individualiste. La communauté religieuse, si puissante parfois en Europe, n'existe pas, toutes les croyances, tous les rites, tous les systèmes de morale et de métaphysique étant reconnus au même titre. La communauté du tempérament n'existe pas... celle qui chez nous est devenue le signe de la race ; rien de plus différent, en effet, que les gens vifs et insouciants du midi, le peuple lourd et tranquille des plaines de l'est, les hommes méfiants mais foncièrement bons du nord, et les peuplades vigoureuses alertes et légèrement grossières des Alpes Occidentales chinoises. Même l'unité linguistique des Chinois n'existe que dans l'imagination des Européens ; en étudiant bien, on constate qu'il y a en Chine à peu près autant de langues différentes qu'en Europe ; ce n'est que l'ingénieuse écriture, qui se lit également bien en tout idiome, qui supplée à cette énorme difficulté peu connue chez nous. Il ne reste donc, comme lien rattachant les Chinois à ce que nous appelons leur nationalité, que les relations économiques, car, comme il a déjà été dit, la communauté apparente de gouvernement ne signifie rien au point de vue politique européen. C'est ce dont, malgré toutes les dures leçons, malgré l'envoi de missions scientifiques et autres, malgré les innombrables occasions de l'apprendre, l'Europe n'a jamais voulu convenir.

Ce que l'Europe s'obstine à considérer comme gouvernement au même titre que ceux qui affligent l'Occident, c'est-à-dire comme une institution qui dispose des moyens financiers, économiques, militaires et autres, n'est en vérité qu'une espèce de suprême conseil de surveillance d'un immense système d'associations, conseil qui contrôle, mais qui ne gouverne pas. Cette institution de contrôle se trouve en dehors de la vie nationale : en un mot, elle ne coopère pas au développement du bien-être général. La véritable vie nationale (et économique) se déroule dans l'association coopérative qui est assez vaste pour ne pas dépendre absolument de l'échange extérieur : c'est-à-dire, dans celle où l'on produit en somme, coopérativement, tout ce que la force consommatrice de l'ensemble des membres peut absorber. Une telle association ne pourra être que l'organisation en commun, d'après les principes de la coopération, d'un certain nombre de coopératives professionnelles qui, de leur côté, se composeront très probablement d'autres coopératives plus restreintes et plus spéciales. Il y aura ainsi peut-être une association de coopératives qui régissent, les unes les différents genres d'agriculture, les autres les différents métiers d'artisans, d'autres encore les différentes branches de l'industrie, du commerce et du transport, enfin d'autres qui s'occupent de choses financières. Toutes celles-ci ensemble produisent manifestement à peu près la totalité des objets dont leurs membres peuvent ordinairement avoir besoin.

Si donc les membres, associés tous ensemble, consomment simplement ce qu'ils ont produit dans leur ensemble, l'organisation entière, prise comme unité, se suffira à elle-même et sera économiquement indépendante de l'extérieur. Or

ceci arrivera forcément quand tout ce système se trouvera nettement localisé sur une étendue de territoire permettant à tous les membres de procéder sans transport intermédiaire à un échange direct, et, d'autre part, assez isolée pour faire sentir aux habitants l'esprit local. Ces conditions se trouvent remplies, d'une façon générale, dans le district local pris comme unité économique. Mais ce district local, le hsien, est aussi l'unité administrative ou gouvernementale.

La quasi-autonomie économique entraîne la quasi-autonomie administrative, gouvernementale et politique ; et le hsien est si bien le prototype de la forme d'Etat chinoise, qu'il est, par principe, officiellement et historiquement, considéré comme base de l'Empire, et que les unités administratives plus vastes, telles que le tchéou, le fou, et surtout la province, sont en théorie, ainsi que dans la pratique, une exacte répétition élargie du hsien.

La Chine, comme unité administrative, offre donc le spectacle curieux d'une fédération sur base économique avec décentralisation autonomiste poussée à l'extrême.

Les conséquences politiques et administratives de ce système ne semblent pas, dans le contexte de cette étude, aussi intéressantes que les conséquences économiques. Ces dernières peuvent se résumer presque complètement dans l'observation que, pour le bonheur du peuple mais pour la détresse de l'ignominieuse idole occidentale, l'Etat, *le peuple est riche et le gouvernement pauvre...*

En Occident, c'est le contraire ; le dire, c'est juger.

Centraliser, c'est, dans la vie des peuples, sacrifier le bien-être général aux apparences extérieures qui réjouissent quelques-uns. La Chine l'a

compris dès le commencement. L'Europe l'ignore encore. Et voilà pourquoi les Etats de l'Occident commettent des erreurs et des faux pas, dès qu'ils se trouvent en contact avec l'institution centrale de contrôle administratif de la société chinoise, que l'on s'obstine à qualifier et à traiter comme gouvernement. Cette incompréhensible persévérance dans l'erreur ne s'est jamais aussi lamentablement révélée qu'au cours des derniers événements. L'Occident coalisé s'est attaqué à une organisation qui pourrait disparaître, sans que pour cela la marche de la vie chinoise doive se trouver changée de la moindre façon. Car le soi-disant gouvernement chinois plane au-dessus de la nation sans posséder le pouvoir de disposer de ses forces, militaires, financières ou autres. On dit donc, avec quelque raison, que la Chine est faible ; mais on parle alors de ce que nous appelons l'Etat, et cela n'existe pas en Chine. La Chine comme unité populaire n'en est que plus forte. Car elle est d'autant plus riche. Seuls les Européens envoyés sur place pour se renseigner l'ignorent.

Il en existe un exemple fort caractéristique ; il a trait à la fixation de la somme d'indemnité extorquée en ce moment même au soi-disant gouvernement chinois par les hordes occidentales qui ont envahi les terres des Chinois. On a en effet calculé la somme de 450 millions d'onces d'argent d'après le soi-disant budget de la Chine, qui n'est que le budget de la suprême institution de contrôle du pays! C'est à peu près comme si chez nous on regardait la somme de 1.200.000 fr., le traitement du Président, comme le budget de la France. On s'est dit alors que l'indemnité demandée excédait déjà les ressources de la Chine ; et la logique rudimentaire de ceux qui

dirigent les Etats dits civilisés a trouvé dans la suite cette combinaison merveilleuse. Une crise économique est à craindre en Occident : donc il faut trouver de nouveaux débouchés. *Pour ouvrir ces débouchés*, on fait la guerre à la Chine. Cette guerre coûte : donc il faut trouver de l'argent. On voudrait en prendre à la Chine de suite, de force, sans l'astuce lointaine de l'exploitation des débouchés ouverts. Mais, manifestement, le gouvernement chinois (c'est le seul organe de la vie chinoise auquel l'Occident ait su s'adresser) n'a pas d'argent. Il veut cependant payer, si on lui en donne les moyens. Donc il faut procurer au gouvernement chinois de l'argent. On lui en procure en établissant des douanes, c'est-à-dire *en se fermant à soi-même les débouchés pour lesquels on était tout d'abord entré en action*. Voici donc des dépenses formidables, engagées, en réalité, pour empêcher de se réaliser le but dans lequel elles étaient engagées. Le cercle vicieux est monstrueux.

Tout ceci est du reste fort bien, et pour le peuple chinois qui apprendra à utiliser les moyens techniques de l'Europe tout en se moquant d'elle, et pour les Occidentaux qui sont punis quoique insuffisamment de l'insolence dont ils usent, à la façon de véritables sauvages, envers ceux qu'ils croient plus faibles... et qui les roulent.

Car la Chine pourrait facilement payer des valeurs dix fois plus fortes que celles que l'Europe lui demande et... lui paye préalablement. Seulement, comment trouver tant de métal précieux dans un pays qui se passe de l'argent monnayé? Comment retirer de la circulation créditaire les richesses formidables, mais virtuelles, dont disposent particuliers, coopératives, associations de coopératives, voire districts autonomes, départe-

ments autonomes et enfin provinces autonomes? Et même s'il était possible de monnayer cette extraordinaire prospérité, que celui-là seul peut connaître qui a vécu à l'intérieur des grandes associations, le gouvernement ne pourrait point en profiter. Il n'a aucun pouvoir de disposer des forces des groupements autonomes dont les plus vastes, comme nous l'avons vu, sont les unités administratives de l'Empire elles-mêmes. Et la plus importante de ces unités est ce qu'on appelle en Europe la province.

Le gouvernement central, la Cour, l'administration de l'Empire ne reçoit des provinces qu'une espèce d'excédent du budget provincial, celui-ci, de son côté, ne fait état que des excédents du budget départemental ; et ce dernier vit sur les excédents budgétaires des districts, lesquels enfin s'équilibrent, non pas d'après les exigences de l'administration d'Etat, mais simplement d'après le système économique qui règne dans la localité. Il est évident que, de cette façon, les frais d'Etat doivent être réduits au minimum ; car les excédents des budgets locaux et autonomes ne seront jamais considérables. Ils ressemblent quelque peu aux contributions dites matriculaires qui, fournies par les Etats allemands séparément, alimentent le trésor de l'Empire allemand, sans que ce dernier ait qualité pour s'occuper des sources où les Etats puisent pour les fournir. En d'autres termes, le gouvernement central ne peut intervenir dans l'établissement des budgets locaux, dont les excédents alimentent pourtant son propre budget. Les innombrables budgets locaux sont naturellement établis en prévision d'un certain excédent qui peut être, sans danger pour le district, remis à l'administration supérieure.

Mais il ressort clairement qu'avec ce système,

il y a une quasi-impossibilité pour le gouvernement central de se procurer des fonds qui excèdent de façon considérable ceux qui lui reviennent en temps ordinaire. Il ne peut que faire appel à la générosité de l'administration provinciale, qui, de son côté, doit chercher à faire rentrer des sommes plus considérables en faisant appel au bon vouloir des administrations inférieures. En fin de compte, le trésor impérial demande l'augmentation de revenus à l'amabilité de chaque membre de la gigantesque organisation économique que nous appelons Empire chinois. Et le bon sens du peuple est assez robuste pour se moquer irrespectueusement et avec vigueur de toutes les considérations dynastiques, politiques, militaires, monétaires ou autres, qui ne le regardent pas.

Cet état de choses, une fois mis en lumière, éclaircit nombre d'énigmes qui rendent perplexes les économistes, les politiciens et enfin le public occidental. Convenons que ce système budgétaire est admirable, en ce sens qu'il met le bien-être du peuple au-dessus de tout.

Il est inutile d'ajouter que son équivalent serait absolument impossible en Europe. Il faut pour cela un peuple qui s'est radicalement défait de toutes les conceptions abstraites dont l'Occident tire vanité, telles que patrie, patriotisme, Etat, gloire etc. Il faut un peuple qui cherche son bonheur dans la vie terrestre et qui considère l'art, la science, le jeu des idées, la foi et le rite pour ce qu'ils sont, un luxe destiné à embellir la vie, et rien d'autre. Le peuple chinois, par son système d'éducation et d'organisation coopérative, qui embrasse toutes les branches de l'activité humaine d'une façon plus ou moins visible, s'est rapproché de l'idéal économique plus qu'aucune

autre nation. Peu importe si cet idéal, essentiellement grégaire, est différent du nôtre, ou si l'Occident en érige un autre qui lui semble supérieur.

Il n'aurait pas fallu ignorer la leçon sociale de la Chine, car cette leçon subsiste, et c'est la présomption de l'Occidental, en face de cet étrange spectacle, qui est coupable d'avoir suscité la lutte opiniâtre, là où l'émulation aurait été bienséante.

Universitas BIBLIOTHECA Ottaviensis

V

La xénophobie en Chine. — Contact hostile des deux civilisations.

En face d'une organisation sociale de cette nature, quel pouvait être le rôle de la civilisation occidentale apportée là-bas, en première ligne, par le commerce, et plus spécialement par le commerce anglais?

Elle devait paraître d'autant plus inférieure et méprisable que les commerçants européens se refusaient à observer les habitudes des Chinois. Faire en Chine comme les Chinois, ç'aurait été une politesse et en même temps un avantage ; mais, au commencement, les mœurs chinoises étaient inconnues, et plus tard, la concurrence européenne, et le système capitaliste qui demande un roulement de fonds rapide, même dans les grandes affaires, empêchaient de s'assimiler les usages commerciaux qui régissent le trafic intérieur avec une sûreté remarquable, mais avec une lenteur désespérante pour des Européens. Cette lenteur est évidemment une conséquence du principe fondamental de l'échange en Chine, à savoir que l'échange n'a lieu que par relations personnelles et sur crédit, habitude avec laquelle

le commerce anglais offre le contraste le plus absolu.

Or la différence des mœurs commerciales est toujours restée aussi profonde qu'au commencement. Dans les relations mutuelles, les Anglais commettaient une série de graves offenses à l'étiquette et à l'esprit chinois, et de même la conduite des Chinois ne pouvait qu'inspirer de l'étonnement aux Anglais et exciter leur impatience. Ce fut bientôt pour chaque peuple une question d'orgueil national, ou plutôt de foi en la supériorité de sa civilisation, que de ne pas céder à l'influence de l'autre ou de ne pas soumettre sa conduite aux règles étrangères.

Aussi longtemps qu'une telle incompatibilité de vues pratiques ne se manifestait que dans les formes extérieures des relations, le mal n'était peut-être pas irrémédiable, au moins du côté européen, quoique, comme on sait, le Chinois voie dans l'observation de ses lois de bienséance millénaires la preuve primordiale d'un esprit cultivé. Mais à ce point de vue extérieur déjà dont les Européens n'ont jamais voulu reconnaître l'importance pour les Chinois, l'opiniâtreté, d'abord inconsciente et engendrée par l'ignorance, ensuite voulue, et surtout l'habitude, mauvaise en toutes circonstances, de vouloir donner des leçons de bienséance à un étranger, ne pouvaient que porter des fruits détestables.

La faute en était évidemment aux Européens ; car le visiteur doit, en général, se conformer aux habitudes de l'hôte et non inversement, sauf dans le cas rare où la condition du visiteur est infiniment supérieure à celle de l'hôte. Or ceci n'est point le cas des Occidentaux en Chine. L'étiquette, les manières, la finesse d'esprit, la culture intellectuelle que le commerçant ou le marin

apportaient en Chine, étaient certes d'un ordre considéré comme inférieur même en Europe; et c'est à peine si la plus haute culture d'esprit européenne peut faire pâlir la haute culture chinoise. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le Chinois des classes supérieures se soit instinctivement refusé à recevoir le commerçant étranger en égal, et surtout à considérer sa civilisation, la civilisation du peuple dont il est le représentant, comme supérieure au système chinois. Les Européens ne pouvaient que paraître incultes aux Chinois au point de vue de la civilisation extérieure, et arriérés ou, en tous cas, dangereux au point de vue économique. Les Européens ne tardaient pas à le sentir. Ils s'en vengeaient en méprisant doublement les institutions chinoises. Bref, ils se conduisaient en colonisateurs. Ce type de petit conquérant brutal et stupide qui a pour premier dogme sa supériorité immense n'était certes pas pour inspirer de la sympathie aux Chinois. Il ne pouvait que gêner les rapports fertiles. Une façon de procéder qui est non pas bonne, mais au moins possible, en présence de Cafres, de Papous ou de Peaux-Rouges, est une véritable folie en face d'un peuple qui a sa propre organisation sociale, qui est civilisé. Car, enfin, la simple force ne pouvait servir à rien dans les relations commerciales avec le Chinois ; il fallait négocier : le brigandage colonial était impossible. Et le négoce suppose la bonne volonté de part et d'autre ou (ce qui vaut mieux) des besoins réciproques. Or, l'Européen avait bien besoin du Chinois, mais le Chinois n'avait pas besoin de l'Européen. Si donc ce dernier voulait faire prospérer le travail de son pays, il s'agissait avant tout de créer de nouveaux besoins aux Chinois ; si, d'un autre côté, il ne voulait que faire prospérer ses affaires person-

nelles en faisant le commerce local ou en exportant les produits chinois, il avait absolument besoin du bon vouloir du producteur chinois. En tout cas, des relations basées sur une confiance mutuelle semblaient indispensables. Mais cette intimité de relations ne s'est vue que bien rarement entre commerçants occidentaux et chinois. Et ainsi la méfiance était à la base des relations.

Il est fort intéressant de constater à ce sujet que la froideur des relations extérieures additionnée d'une forte dose de mépris, s'est observée presque dès le commencement du commerce sino-européen et que ce phénomène fâcheux était totalement absent dans les formes des relations entre commerçants chinois et russes. Peïssovitch, en poursuivant la mission commerciale officielle dont il a été question, en remontant le Yang-tse, en fut tellement frappé à Han-kéou qu'il sentit le besoin de le décrire minutieusement et d'étudier les causes de cette différence. Han-kéou, le grand centre du commerce de thé au confluent du Yang et du Han, est à peu près le seul endroit à l'intérieur de la Chine où il existe un groupe de Russes à côté d'une société occidentale (anglaise). Déjà en 1879, Peïssovitch remarqua, sur quel pied différent se fait le commerce russo-chinois et celui anglo-chinois. Tandis que les Russes observaient volontiers l'usage chinois qui veut qu'une visite d'affaire soit une visité privée et ne montre pas son caractère intéressé, les Anglais firent tout pour froisser le sentiment chinois à cet égard. Et c'est plus important qu'on ne le croirait à première vue.

Avec le système d'échange chinois qui vient d'être exposé, avec, avant toute autre chose, l'habitude dangereuse des traités verbales, il paraît aux Chinois de toute première nécessité de

connaître l'ami d'affaire personnellement et aussi intimement que possible ou du moins d'une façon suffisante pour pouvoir se former un jugement fondé sur son caractère. Avant donc de conclure des affaires avec un nouvel ami, on parcourt de part et d'autre toute une série de démarches préparatoires, échange de politesses, visites, discussions et autres procédés propres à faire connaissance, qui ne servent qu'à donner à chacune des parties l'occasion de se former une opinion de l'autre. Quand enfin des relations d'affaires s'inaugurent, on se connaît déjà si bien qu'on en est arrivé à se considérer et à se traiter mutuellement en ami. (C'est juste le contraire de ce qui a lieu en Europe, où l'on ne devient, à de rares exceptions près, ami personnel que par les relations d'affaires ou, tout au moins, de profession.) Quand alors de tels amis ont besoin de causer affaires, ils le font nécessairement à titre amical, ils se rendent visite, causent de choses et d'autres et n'abordent qu'incidemment, ou vers la fin du temps prévu pour la visite, le véritable objet de leur démarche. Il en résulte que les visites d'affaires qui se font en France en dix minutes, en Allemagne en cinq, en Angleterre en une, demandent en Chine un minimum d'une demi-heure pour la chose la plus futile. Et il n'est pas rare de voir l'échange d'opinions ou de politesses se prolonger entre bons amis pendant la moitié d'une journée. Une visite qui ne servirait qu'à discuter l'affaire et qui mettrait au second plan l'intérêt qu'on prend à la personne de l'interlocuteur et à ses qualités, semble, dans ces conditions, un manque grave à la bienséance, une insolence, un affront. Et il va sans dire que le Chinois, soucieux d'être considéré comme faisant partie des classes bien élevées, soucieux aussi de se maintenir en bons

termes avec ses amis d'affaires, fera tout pour éviter ces reproches, et s'astreindra à recevoir chez lui les visiteurs, et surtout ceux dont il a besoin, de la meilleure grâce possible.

Le Russe, avec sa proverbiale *chirokaya natoura*, sa nature large, se plie aisément à cette façon de voir; il aime à causer, il aime à s'épancher sur une foule de choses à côté, il aime aussi à offrir à boire, à manger et à fumer à ses visiteurs, aussi bien qu'il adore être bien et largement reçu quand il rend visite. Sa conduite dégagée qui prend facilement une tournure de tendresse propre à faire croire à la profondeur de son attachement, n'est pas mal vue des Chinois ; elle ressemble à une étiquette, à un système de courtoisie, bien différent de celui du Chinois, mais enfin suffisant pour montrer le désir de plaire. Ainsi à Han-Kéou et à Ou-tchéou (la capitale provinciale en face, sur l'autre rive du Yang-tse) Russes et Chinois étaient dans des relations constamment amicales qui, au dire même des témoins, étaient somme toute identiques, comme forme et esprit, à celles qu'on observe à la frontière russo-chinoise, notamment à Kiakhta.

Avec les Anglais, c'était tout autre chose. Le commerce rondement mené, les relations tout extérieures qui caractérisent le négoce anglais, et surtout les prétentions de chaque partie qui voulait que l'autre adoptât sa maniere de procéder, tout cela concourait à faire des visites d'affaires des corvées, à semer la haine et la méfiance, à engendrer nécessairement la mauvaise volonté, le désir de désavantager l'autre, partant, les contestations, les disputes et finalement une véritable hostilité mal dissimulée sous la nécessité de faire des affaires : bref le commerce anglo-chinois fut une lutte sournoise où, à chaque moment

celui qui avait besoin de l'autre avait à subir des humiliations de toutes sortes, des avanies tantôt ridicules, tantôt odieuses, et même de véritables atteintes criminelles. Les négociants anglais, par exemple, avaient fini, à Han-kéou, par ne plus laisser entrer leurs amis d'affaires chinois dans leurs maisons. Ils les faisaient attendre dans la rue, au soleil ou dans la boue. Ils les recevaient alors devant la porte d'entrée, l'Anglais assis sous la porte tandis que le Chinois, indifféremment, qu'il fut un gros personnage ou un petit employé, un homme du peuple ou un membre de la classe instruite, restait dehors, debout, attendant, dans cette posture ridicule et humiliante, la fin de la conversation. Il est évident que les Anglais n'étaient pas, à l'occasion, beaucoup mieux reçus chez les Chinois.

Le résultat d'une telle guerre à coups d'impolitesses ne pouvait être que l'exaspération des Chinois contre les Occidentaux insolents et l'exaspération des Occidentaux outrecuidants contre leurs hôtes qui ne se laissaient pas traiter en sauvages ou en esclaves. Et il est assez curieux qu'il y ait plus de vingt ans que le Russe, qui décrit pour la première fois cet état de choses (les Occidentaux n'en ont jamais parlé jusqu'à ce jour), exprime déjà cette opinion, plus sacrilège aujourd'hui que jamais, que la prétendue xénophobie des Chinois dont parlent les Occidentaux, n'existe en réalité que dans la mesure où l'Occidental se refuse à traiter le Chinois en homme civilisé. Cette observation que font partout en Chine ceux qui sont capables de se placer à un point de vue impartial, était certes plus facile à faire à Han-kéou qu'ailleurs, parce que l'étrange juxtaposition des relations russo-chinoises et de celles anglo-chinoises ne se trouve qu'à cet endroit. Mais dans

tous les autres ports et villes commerciales où le négoce anglo-chinois existe, la situation est sensiblement la même : la xénophobie chinoise est en raison directe des prétentions civilisatrices des Occidentaux. Par contre elle n'existe pas là où un Européen vit seul parmi les Chinois sans prétendre leur imposer les mœurs et les idées des envahisseurs chrétiens.

VI

Bases et difficultés du commerce entre la Chine et l'Occident. — L'exterritorialité judiciaire et ses suites funestes. — La justice chinoise.

Ce genre de xénophobie, cependant, qui ne repose au fond que sur la conception différente des formes extérieures et de leur importance dans les relations sociales, est plutôt un entêtement qu'une véritable source de désagréments sérieux. Malheureusement, dans les relations anglo-chinoises (les autres étaient négligeables) il se montra assez tôt des points de litige bien plus graves. La haine, qui avait été celle de l'homme bien élevé contre celui qui lui manque de respect, devint celle de l'homme honnête contre le malfaiteur qui reste impuni et qui, par dessus le marché, le met en état d'accusation. Ce développement fâcheux était devenu possible, sinon fatal, avec l'établissement de relations diplomatiques suivies entre les Puissances européennes et la Dynastie mandchoue.

Tandis qu'entre Puissances se traitant en égales, les relations officielles sont d'ordre purement politique et que le rôle des diplomates consiste exclusivement à défendre les intérêts généraux de

leurs pays en tant qu'unités administratives, les relations officielles avec le gouvernement chinois ont été d'ordre plutôt économique, et le rôle des diplomates accrédités auprès de la Cour de Pékin consistait surtout à s'occuper des intérêts particuliers des négociants de leur pays, et cela non pas en observant la conduite défensive, mais en montrant une énergie agressive qui, aux yeux des Chinois, les firent apparaître plutôt comme agents commerciaux que comme représentants de nations. Du moment que l'on considérait en Occident la Chine comme un pays à coloniser, à civiliser, à exploiter, à dominer, à peu près au même titre que l'Inde, les diplomates ne pouvaient qu'avoir l'air de résidents cherchant à imposer leur volonté à un gouvernement regardé presque comme vassal. Et comme, d'autre part, la question du commerce dominait absolument la politique européenne en Chine, il n'y a pas lieu de s'étonner si la diplomatie occidentale, et avec elle les Puissances européennes, ont été considérées par les Chinois comme de vastes et très puissantes entreprises d'exploitation.

Les conflits au sujet de l'opium avaient été la plus forte preuve du caractère économique de l'invasion européenne. Le fait d'entreprendre des expéditions aussi coûteuses et aussi féroces dans le seul but d'imposer aux Chinois une denrée dont ils ne savent que faire, était considéré par ces derniers comme folie pure ou comme la manifestation d'une bassesse de vue bien faite pour inspirer le mépris et la colère. En tout cas, la série interminable de petites difficultés diplomatiques ne surgissait jamais qu'au sujet d'avantages ou de désavantages commerciaux : car les complications soulevées par les procédés des missions destinées officiellement à christianiser la

population chinoise se réduisaient en dernier lieu, comme on le verra, à la même question commerciale.

La supériorité militaire de l'Occident, montrée à différentes reprises, pesait naturellement d'un poids très lourd sur les relations diplomatico-commerciales. Elle tendait, tout naturellement, à créer aux Européens venant en Chine une position d'exception propre à leur assurer toute facilité de mener à bien leurs entreprises, sans égards pour les habitudes ou institutions chinoises. Ce fut une politique agressive dans le but de contraindre le gouvernement chinois à accorder des privilèges commerciaux de plus en plus importants aux Européens. Et la Dynastie qui, aux yeux des Occidentaux, représente à elle seule toute la Chine, ne pouvait, sous peine d'être entraînée dans des complications désastreuses pour sa situation, refuser la place extraordinaire, la place d'envahisseurs autorisés, que l'on réclamait. Les Européens, quoique établis en Chine, restaient Européens au point de vue du droit civil et pénal, tout aussi bien qu'au point de vue de la nationalité. C'est une exception qui ne s'est encore vue chez aucun autre peuple civilisé sauf, pendant une vingtaine d'années, au Japon. Et ce ne fut évidemment pas de plein gré que la Dynastie mandchoue accorda aux Occidentaux cette mise au-dessus des lois ; ce fut une usurpation des étrangers qui se croyaient maîtres du pays, étant vainqueurs de la dynastie.

Les Européens restaient justiciables des autorités de leur pays d'origine. C'était, aux yeux des Chinois, consacrer un état de choses inadmissible, où, dans le cas de litiges, une juridiction exceptionnelle travaillant au su de tous au profit d'une des parties, pouvait non seulement donner tort

au demandeur, mais encore le dénoncer comme suspect.

L'exterritorialité judiciaire des Européens était en premier lieu une grave offense au peuple chinois, qui possède des lois, une juridiction minutieusement réglée, et des institutions garantissant à un haut degré l'impartialité des jugements. En passant outre, les Européens faisaient apparaître le système chinois comme inférieur, méprisable, indigne d'eux. A leur point de vue de conquérants, ils avaient peut-être raison ; c'était certes fort simple que d'appliquer, dès que les intérêts européens étaient en jeu, des lois inconnues des Chinois, dans une langue non moins énigmatique. Mais la raison, avancée pour motiver devant les Chinois et leur gouvernement l'exterritorialité, n'en était pas moins hypocrite.

On stigmatisa la juridiction chinoise comme vénale, partiale, corrompue et irrégulière ; et l'on se basa, pour appuyer cette opinion, sur le fait que les mandarins chargés des affaires de justice acceptent souvent des paiements de leurs clients.

Or, la juridiction chinoise n'est nullement si corrompue que les Européens, généralement intéressés, la représentent. Elle a un grave défaut d'organisation ; c'est qu'elle n'est pas séparée de l'administration, du moins dans les instances inférieures. Dans les villages, le maire est en même temps commissaire de police et juge de paix. Mais on exagérerait d'une façon monstrueuse, si l'on identifiait tous les défauts qui inhèrent à l'administration civile avec les procédés étranges qui se montrent parfois dans l'application des lois.

Les fonctionnaires, comme représentants du gouvernement central, sont responsables du paiement des impôts, et l'on a vu par quel mécanisme compliqué, depuis le village-coopérative jusqu'à

la province, les impôts doivent être fournis. Dans ces conditions, le rôle des fonctionnaires administratifs est en quelque sorte analogue à celui des anciens fermiers. Et les défauts de ce système résident tout entier dans la nécessité de constituer des excédents suffisants pour alimenter les budgets des instances supérieures. Une partie de ces excédents restera facilement dans la caisse privée des fonctionnaires.

C'est surtout sous le régime de la Dynastie mandchoue que cet état de choses fâcheux s'est développé. Les Ta-Tsing, de race guerrière, mal préparés, au commencement, à l'administration d'un si vaste ensemble social, ont, par cupidité, et dans le but d'économiser des impôts, organisé le pays de façon à accorder aux fonctionnaires des appointements souvent insuffisants, en leur laissant pratiquement, d'après la vieille habitude des administrations nomades tartares, toute liberté de s'indemniser sur le dos large des contribuables. Ce système, entièrement au profit des fonctionnaires arrivés, n'a jamais pu être amendé parce que, comme il a été expliqué, le corps des fonctionnaires intéressés constitue la seule prise que la Dynastie ait sur le peuple. Des fonctionnaires forcés à renoncer à leur autonomie presque absolue au point de vue administratif, abandonneraient simplement la Dynastie ; et comme le peuple même hait les fonctionnaires et reste, d'autre part, indifférent en face de la Dynastie qu'il ne connaît pas, la réforme serait la fin des Ta-Tsing.

Mais ceci ne prouve pas que la juridiction soit en général une simple farce jouée pour le compte et au profit du plus offrant. Car tous les fonctionnaires de l'administration ne sont pas corrompus, et tous les magistrats n'ont pas à s'occuper de l'administration des impôts. Si dans les

sous-préfectures par exemple, le sous-préfet est *eo ipso* le plus haut magistrat, et que le mot *yamen*, qui désigne son siège officiel, signifie en même temps « tribunal », ce n'est certes pas lui seul qui dirige les innombrables affaires judiciaires qui se présentent dans son district. Chez nous la place d'un premier président à une Cour d'appel est facilement regardée comme une situation politique en même temps que judiciaire, et un premier président ou un procureur général ne siègent que rarement, et dans les affaires les plus importantes ou les plus sensationnelles. De même en Chine les nombreux fonctionnaires chargés tout spécialement de la juridiction chinoise, à côté de l'administration politique, représentent beaucoup plus directement le système que les gros personnages. La division du travail a nécessairement rendu les magistrats plus ou moins indépendants les uns des autres : et téméraire serait celui qui, acceptant comme vérités démontrées les affirmations d'observateurs intéressés, croirait que la juridiction se trouve centralisée en Chine chez les fonctionnaires politiques de façon à la rendre illusoire. Les Européens, d'ailleurs, considérés comme étrangers, étaient les derniers à connaître le système chinois ; ils n'ont jamais eu affaire qu'aux représentants du gouvernement, dont les attributions judiciaires ne se mettent en avant dans la pratique que dans les cas extraordinaires.

Théoriquement, l'application de la loi est absolument gratuite et accessible même aux plus pauvres. Ce principe qui, il faut en convenir, est souvent assez mal observé dans les procès civils, rend cependant la juridiction pénale extrêmement précise, rapide et impartiale. Là où les magistrats n'ont pas besoin, ou ne peuvent tout simplement

pas, à cause de leur situation, vivre sur des pourboires, et c'est l'immense majorité des cas, leur intérêt, si l'on veut absolument qu'ils jugent par intérêt, concorde absolument avec celui de la justice. Un autre avantage est que les avocats et les avoués n'existent pas. On se défend soi-même, assisté d'amis s'il y a lieu. Dans les causes civiles c'est un peu différent. Cependant, là non plus, les procès longs et compliqués n'existent. Mais le tribunal prend dans ce cas l'aspect d'une assemblée d'arbitres. Et tandis que la juridiction pénale n'est au fond qu'un système de police élargi, celle civile devient, en laissant de côté toute assistance policière, une institution que l'on comparerait plutôt à une étude de notaire qu'à un tribunal ; et très souvent les procès civils prennent alors l'allure d'un arrangement amiable où la faveur de l'arbitre penche naturellement vers celui qui lui est le plus agréable. Cet état de choses fait du reste que les procès civils sont relativement rares — sûr que tout le monde est que, sans l'intervention des arbitres officiels, on s'arrangera dans la pluralité des cas beaucoup mieux qu'en se soumettant à leur opinion. Mais il ne faut pas, d'un autre côté, perdre de vue que beaucoup de litiges que l'on qualifierait chez nous comme ressortissant du tribunal civil ou même commercial, sont pratiquement considérés en Chine comme cas soumis aux lois pénales.

Avec l'organisation économique de la Société, telle qu'elle a été caractérisée, c'est absolument naturel. Celui qui ne reconnaît pas une dette contractée même verbalement, celui qui n'exécute pas ses engagements financiers, celui qui se met dans l'impossibilité de maintenir son crédit, ou qui, frauduleusement ou naïvement, usurpe dans la circulation créditaire une place qu'il ne peut

soutenir, ne commet pas seulement un acte propre à porter dommage à d'autres personnes particulières, mais il attaque la forme de la Société dans sa base, il contrevient à la loi fondamentale qui régit la vie en commun des Chinois : il est criminel.

Or, même avec l'organisation administrative défectueuse de l'Empire, les magistrats autres que représentants directs du gouvernement central, n'ont dans les trois quarts de l'Empire pas besoin de percevoir de droits sur ceux impliqués dans les procès correctionnels. Et si quelquefois la police qui dépend de l'administration et obéit au fonctionnaire, procède d'une façon répréhensible, en découvrant, en appréhendant et en déférant à la justice de présumés criminels, la juridiction elle-même est presque totalement libre des défauts énormes qu'on lui attribue généralement en Europe. En dehors des fonctionnaires politiques et policiers, l'organisation juridique est, au point de vue des garanties aux inculpés, certainement l'égale de la nôtre. Dans presque toutes les petites villes, il y a un tribunal correctionnel composé de trois juges. Dans les villages, il est vrai, le fonctionnaire administratif, le maire, fait fonction de juge de paix. Mais la véritable force du système réside justement dans la hiérarchie des tribunaux. Dans tous les cas sans exception, on peut faire appel d'une instance à celle immédiatement supérieure, mais les appelants qui encombrent les tribunaux d'affaires injustes et manifestement perdues, sont punis. Quant aux affaires criminelles, et surtout quand il s'agit de méfaits pouvant entraîner la peine de mort, la justice chinoise montre une prudence extrême. L'institution dangereuse des jurés n'existe naturellement pas : mais toute affaire criminelle doit passer par cinq et même six ins-

tances. La plus importante est peut-être celle de la Cour provinciale, présidée par le Ngit-thaï, cour assez éloignée de tous les intérêts particuliers pour exclure toute partialité, et dont le président avec ses émoluments mensuels d'environ 7500 fr. serait difficilement corrompu par des gens qu'il ne connaît pas. La plus haute instance est le San-fat-sze, Cour des Trois Tribunaux, se composant des membres du Ministère de la Justice, du Tou-tcha-yuan, Cour des Censeurs, et du Ta-li-sze, Cour de Cassation. Ce haut tribunal instruit l'affaire de nouveau en présence de l'accusé et de la partie civile. Néanmoins, les condamnations à mort, avant d'être soumises à l'Empereur, sont encore une fois renvoyées d'office à une haute commission de neuf membres, composée d'un membre de chaque ministère et des trois Chambres du San-fat-sze. Elles sont exécutées après signature de l'Empereur, sur son ordre, à une certaine date qui est la même pour tout l'Empire. Tous les débats criminels sont sténographiés.

Cette organisation juridique n'est certes pas parfaite. Et même beaucoup de Chinois n'en sont que médiocrement satisfaits. Mais elle forme un tout avec l'administration, avec les habitudes, les principes et aussi les données économiques de la vie chinoise. Feindre de l'ignorer, ou la déclarer inférieure et inutilisable, c'était de la part des Européens tout au moins une imprudence qui devait encore rehausser le caractère inamical des relations réciproques.

Ce fut cependant une démarche bien plus grave que d'imposer même aux Chinois en litige avec des Européens la juridiction de ces derniers. Qu'une colonie d'étrangers établie dans un pays fasse entre ses membres ce qu'elle veut, et que notamment elle s'arroge le droit de juridiction

quand il ne s'agit que de ses membres, c'est compréhensible, c'est même tout à fait admissible au point de vue chinois qui est bien le plus large, le plus tolérant en matière religieuse et nationale qui s'observe chez un peuple organisé. Mais que cette colonie montre la prétention de dicter ses lois étrangères aux autorités qui les hospitalisent et d'imposer aux hôtes la façon de voir des visiteurs, c'est outrecuidant même pour la placidité extraordinaire du Chinois. Voilà donc le Chinois qui chez lui se trouve désavantagé, forcé de chercher son droit chez le protecteur officiel de cet étranger même, lequel se prononcera d'après des principes de droit qu'il ignore et qu'il n'est certes pas tenu de savoir, qui l'interroge dans une langue inconnue, et qui juge non seulement d'une façon foncièrement arbitraire, la lumière ne pouvant jamais être faite complètement dans ces conditions, mais encore dans l'intérêt de son protégé, avec une partialité d'autant plus inévitable que le prestige de la nation étrangère représentée souffrirait désastreusement par rapport à celui de ses rivales si un de ses membres venait à avoir tort.

La partialité dans ce genre d'affaires n'a pas seulement le caractère de l'odieux qui inhère à toutes les caricatures de la justice ; elle montre avec une impudence aussi crue qu'imprudente que c'est la force qui prime le droit, que c'est la suprématie militaire, l'influence de l'étranger sur la Dynastie mandchoue qui rend possible ce simulacre d'organisation pacifique qui porte tous les stigmates de l'administration d'un peuple vassal par un ennemi victorieux. Les Chinois ne tardèrent pas à pénétrer les abus de cette institution hybride. Et la sourde colère éprouvée par ceux qui s'étaient laissé prendre dans l'engrenage de cette autonomie colonisatrice, se dirigeait au com-

mencement, d'une façon toute spontanée, bien moins contre la Dynastie qui avait autorisé et conservé cet état de choses révoltant, que contre les étrangers qui avaient su l'imposer. Il y a de fortes raisons de croire que les Chinois se seraient à la fin habitués à la partialité des tribunaux extraterritoriaux comme ils se moquent des arbitrages de leurs propres magistrats, en les évitant, s'ils en avaient eu la possibilité. Mais ils avaient beau ne pas porter plainte contre les étrangers, même quand ils étaient dans leur droit, il se trouvait toujours des Européens pour porter plainte contre les Chinois, même et surtout quand eux-mêmes avaient tort ; et ils portaient plainte chez leur représentant, et citaient les Chinois, incapables de comprendre ce dont il s'agissait, devant un tribunal où l'on jugeait le litige sans le connaître, et en appliquant rigoureusement les stipulations des codes occidentaux créés pour une vie sociale essentiellement différente de la vie chinoise.

VII

Exploitation criminelle du privilège d'exterritorialité par le commerce occidental.

Les divergences entre les codes européens et les mœurs chinoises furent bientôt le véritable champ de manœuvres des « pionniers de la civilisation » sans scrupules, qui remplacent la force brutale des brigands du moyen-âge par une astuce lâche se dérobant aux responsabilités. Le système créditaire de l'échange chinois, l'absence d'étalon fixe, l'habitude de l'engagement verbal et du chèque à signature parlée... tout ce qui domine la vie économique chinoise et ce qui n'existe pas pour la juridiction occidentale, pouvait servir pour traiter avec le Chinois au point de vue chinois, avec l'espoir de le faire juger, après, au point de vue européen. Ainsi la juridiction extraterritoriale n'était pas seulement une offense et une insolence : elle devint le crime organisé. L'Européen prenait des engagements verbaux, et ne les exécutait pas. Le Chinois avait beau alors offrir de prêter serment sur la tête fraîchement coupée d'un coq, comme c'est l'habitude en pareille circonstance, les autorités chinoises ne pouvaient que se déclarer incompétentes, et con-

seiller à leur compatriote de porter son cas devant les tribunaux consulaires. Mais ici on lui demandait les pièces documentaires établissant le bien-fondé de ses réclamations, telles qu'on les demande en Europe ; et comme le Chinois ne s'était naturellement pas avisé de prendre chez lui les précautions, d'ailleurs inconnues, que l'Européen ne manque pas d'observer en pareil cas, sa plainte, si bien fondée qu'elle fût, était juridiquement irrecevable.

L'erreur des Chinois, en croyant les institutions étrangères régies par des principes analogues aux leurs, était d'autant plus facile qu'à certains autres points de vue, les Européens avaient, dans l'espoir de gains plus faciles et plus considérables, affecté de faire des concessions à l'esprit chinois. C'était une habitude assez générale que de transformer les noms d'une façon agréable aux oreilles chinoises, en tenant compte du fait que la prononciation exacte de la plupart des noms propres européens est chose impossible pour le Chinois du peuple. Parfois, on se contentait d'abréviations, en ne laissant que la première syllabe simplifiée ; parfois on terminait chaque syllabe tant bien que mal et faisait de Meyer Meï-li-tse, de Smith Si-meï-tse et de Dubois Ti-pou-a. Très souvent les Chinois donnaient, et les Européens acceptaient tacitement, des appellations qui n'avaient plus aucun lien avec le nom original. Quand il s'agissait de grosses maisons de commerce, de raisons sociales, ce devenait un nouveau titre universellement connu, qui faisait état aussi bien dans les registres européens que dans les rapports chinois ; dans ces cas, il n'y avait pas d'inconvénients. Mais quand un étranger isolé se trouvait sous-entendu dans une appellation créée de toutes pièces, c'était tout simple-

ment exclure toute possibilité d'identification ultérieure. Et ce devenait une nouvelle source de déboires pour les Chinois. Un nommé Martin, par exemple, connu chez les Chinois de son entourage sous le nom arbitraire de Ta-ti-kong restera forcément introuvable quand on se plaindra de lui. On offrirait de prêter serment que c'est lui, mais est-ce une preuve ? Tout le monde peut être appelé Ta-ti-kong. Et quand même les autorités chinoises (qui s'en garderaient bien dans leur crainte de difficultés diplomatiques) témoigneraient que, par exemple, le nommé Martin a signé une traite, Ta-ti-kong, les tribunaux consulaires ne seraient nullement tenus de le croire. Un Européen Ta-ti-kong est inconnu, tout simplement. Et le Chinois qui oserait insister sur la véracité de sa dénonciation, risquerait fort d'être incriminé pour chantage par fausse imputation. Les noms européens chinisés ne sont qu'un moyen très fallacieux pour captiver la bienveillance des Chinois. Il en est à peu près de même de certaines autres concessions que les Européens font extérieurement à la civilisation chinoise, concessions plus ou moins nécessaires pour réussir, surtout dans les contrées éloignées des grands centres du commerce international et aux endroits où un nombre minime d'Occidentaux réside au milieu des foules chinoises.

L'habitude adoptée par beaucoup de ceux qui ont besoin de maintenir des relations aussi étroites que possible avec la population chinoise, et qui consiste à porter la tresse et à se vêtir de costumes chinois, fait involontairement penser à la fable du loup vêtu d'une peau d'agneau. Ceux qui procèdent ainsi ne peuvent même pas, pour leur activité, invoquer le principe civilisateur qui veut qu'on propage les idées, les habitudes et les

supériorités techniques chez les peuples moins avancés, dans le but de relever leur condition. Ils font juste le contraire, ils feignent de se mettre au niveau de ceux qu'ils ont l'intention d'exploiter. L'idée de la civilisation occidentale entre dans les gestes de ces colonisateurs uniquement en tant qu'elle peut permettre de justifier extérieurement leurs procédés, et que la technique moderne, appliquée aux richesses naturelles du pays, mais non point mises à la disposition des producteurs indigènes, peut faire entrevoir des rendements industriels et commerciaux particulièrement brillants. Ce n'est pas la civilisation qu'on répand, c'est le gain qu'on cherche, et tout ce que font les civilisateurs européens pour augmenter ce gain sert en même temps à amoindrir le prestige de la civilisation.

Quand les convoitises assez communes de ces pionniers de l'européisme se montrent encore à découvert, on peut les détester, mais on se les explique par l'esprit d'affaires qui se trouve simplement transplanté d'Europe en Extrême-Orient. Mais ce qui est plus grave, c'est que ces convoitises, avec leur horrible suite de procédés répréhensibles, odieux et bas, se font jour le plus violemment non pas chez ceux qui s'en vont à l'aventure coloniale dans l'espoir avoué de s'enrichir par l'exploitation, mais chez ceux qui se donnent hypocritement l'air de répandre des idées qui sont le juste contraire de l'esprit d'affaires : des idées chrétiennes ; qui s'arrogent, de ce chef, une autorité, une importance, des prérogatives sur les missionnaires laïques et commerciaux ; qui, habilement appuyés par les gouvernements occidentaux, s'imposent aux Chinois, et trahissent en même temps leur prétendue religion, la confiance de leur patrie, la bienveillance de leur nouvel en-

tourage, et le succès de leurs compatriotes laïques.

Les conséquences si graves de l'exterritorialité juridique des Européens en Chine ne se sont jamais manifestées avec une aussi aveuglante clarté que dans certaines affaires véreuses menées par des missionnaires chrétiens.

Il y a dans l'histoire des missions des exemples si typiques, si beaux (au point de vue de l'étude) qu'ils résument la situation mieux que l'exposé théorique le plus minutieux. Le cas suivant qui pourra servir de prototype, date du commencement de l'année 1900. Son héros, un nommé S..., protestant et Américain, serait trop content d'être nommé.

Chef d'une grande mission au Chen-si, cet Américain eut l'idée de s'enrichir d'un seul coup. Comme, au su de tout le monde, il disposait de grands moyens financiers, il put acheter, sans difficultés, de la soie pour environ deux cent mille francs. Cette soie, il l'acheta d'après l'usage chinois, c'est-à-dire sur engagement verbal à trois mois. La soie livrée, il l'envoya à Tien-tsin, la fit transporter à San-Francisco et la vendit, avec au moins cinquante pour cent de bénéfices. Les trois mois de ses traites verbales écoulés, il omit de payer. Les créanciers proposèrent une prolongation de trois mois, au taux relativement bas en Chine de un et demi pour cent par mois. Le bon chrétien accepta, ce qui ne l'empêcha point de ne pas payer à l'échéance.

Aux demandes réitérées des créanciers, il opposa un refus net. Eux, s'adressèrent au tribunal, et s'engagèrent à établir, par témoignages, serments et le reste, ce que tout le monde savait.

Le tribunal ne pouvait que se déclarer incompétent, du fait de l'exterritorialité des missions : c'était devant le tribunal consulaire de Tien-tsin que l'affaire devait être portée. Le missionnaire eut la prudence de rester enfermé dans l'enceinte de sa concession ; et de cette façon, il échappa à l'assassinat qui, dans tant d'autres cas, est justement venu suppléer à la justice officielle. Les créanciers, exhortés par le tribunal de leur ville à se tenir tranquilles, expédièrent leur plainte à Tien-tsin (C'est-à-dire à huit cents kilomètres de là).

Le tribunal consulaire demanda aussitôt, en défenseur de la véritable civilisation, les signatures du missionnaire. Celles-ci n'existant pas, il débouta les créanciers de leur demande, et fit contre eux, auprès du Ministère de la Justice chinois, une dénonciation en tentative de chantage.

Les malheureux étaient définitivement volés; ils jurèrent qu'on ne les y reprendrait plus. La conséquence fut que la mission fut plus ou moins boycottée ; les affaires ne marchaient plus, et l'hostilité de la population contre les civilisateurs chrétiens était manifeste. Que faire ?

Le missionnaire adressa à son ambassade une plainte, disant que le respect de la population envers la mission faisait absolument défaut, que la mission était boycottée et presque assiégée, que l'achat des marchandises se heurtait à un non-vouloir obstiné des commerçants chinois, bref, que la situation était critique. L'ambassade somma le gouvernement d'intervenir, et celui-ci, sous la pression diplomatique, ne put qu'envoyer une missive énergique au gouverneur du district en question, le déclarant responsable de la situation, au cas où cet état de choses se perpétuerait. D'où reprise forcée des brigandages

de la mission, et dépêches triomphales de Pékin, annonçant que l'énergie des diplomates avait réussi, une fois de plus, à sauver une importante mission en danger d'être attaquée par des voleurs chinois.

Le missionnaire fit fortune.

Quand les troubles des Boxers éclatèrent, il se sauva à temps en emportant tous ses trésors, tua un mouton, enduisit de sang son manteau de soie bleue, s'écorcha la tête pour faire croire à une blessure, et s'en alla à travers la Mongolie, en préparant un émouvant récit de fuite, qu'il se proposait de faire publiquement dans les principales villes des Etats-Unis, contre dix sous d'entrée.

Il faut insister sur le fait que des événements de ce genre ne sont point uniques ni même rares. Et il importe avant tout d'évaluer l'intensité de l'impression fâcheuse que de tels cas ne sauraient manquer de faire sur la population chinoise ; et cela à plus forte raison, s'ils sont imputables, non pas à l'esprit aventureux des marchands exploiteurs, mais à l'hypocrisie de prêtres chrétiens qui prétendent répandre la religion et la civilisation occidentale par esprit de charité envers les païens...

VIII

Les missions chrétiennes comme agents religieux. — La tolérance religieuse chez les Chinois. — Les morales chrétienne et chinoise. — Impossibilité du dogme chrétien en Chine. — Chinésisation des cultes chrétiens. — Rivalités entre les sectes chrétiennes.

On s'est pendant très longtemps refusé en Europe à croire au caractère peu élevé de l'activité chrétienne en Extrême-Orient.

Quand, avant le développement trop rapide de l'industrie occidentale, la question des exportations transocéaniques n'existait pas encore comme question d'existence pour les grands Etats européens, l'idée de propager la foi chrétienne pour des raisons désintéressées pouvait avoir encore quelque possibilité de surgir dans la tête de fanatiques. Et aussi longtemps que des missions chrétiennes ont exercé leur activité en Chine dans le domaine purement spirituel, aussi longtemps que les prêtres ont agi là-bas comme ils agissent ici quand ils cherchent à faire des prosélytes, leur action n'avait rien de répréhensible en elle-même au point de vue chinois. Ils cherchaient à influencer l'état d'âme du peuple, en tant qu'il n'est pas soumis aux préoccupations pratiques de tous

les jours. Le sentiment, et même l'exaltation religieuse ne sont jamais qu'affaire personnelle, et la millénaire sagesse de la politique chinoise laisse à ce point de vue une liberté absolue à toutes les velléités de l'état d'âme populaire.

La tolérance religieuse est absolue en Chine ; absolue aussi longtemps qu'elle ne comporte pas des suites néfastes pour la marche des affaires économiques et politiques. Et il n'y a pas de pays au monde où, en fait, les systèmes de croyances les plus disparates aient su vivre l'un à côté de l'autre avec autant de paisible considération mutuelle qu'en Chine. Depuis les superstitions populaires les plus grossières jusqu'aux rêves de métaphysique athée les plus sublimes, depuis les cultes les plus ineptes, jusqu'à l'esthétisation symbolique la plus raffinée de la vie, l'on observe tous les degrés de qualité et d'intensité du sentiment religieux, dominant la vie psychique d'individus qui, dans la vie sociale, montrent invariablement le caractère stéréotype de l'âme des foules. Et, d'autre part, les grands systèmes religieux qui prétendent, en érigeant cette chose absolument personnelle qui s'appelle le sentiment religieux, en dogme définitif, former des communautés jalouses et rivales telles que le Kongfoutsisme, le Bouddhisme, le Judaïsme, l'Islamisme et aussi le Christianisme, ont pendant de longs siècles si bien su restreindre leur influence au domaine sentimental, que la Chine offre le spectacle unique d'un pays où toutes les religions ont vécu sans difficulté aucune, l'une à côté de l'autre, pendant d'immenses périodes qui se sont caractérisées dans tous les autres pays du globe par les guerres religieuses les plus terribles et les plus insensées.

Cette tolérance, bien faite pour étonner et pour

rendre honteux les Indo-Européens, tient évidemment à une disposition naturelle de la race; disposition qui, cependant, est bien différente de celle que les Européens lui attribuent volontiers en constatant l'insuccès de leur propagande chrétienne. Le Chinois n'est nullement incapable de se pénétrer d'idées supraterrestres ou de ressentir la beauté suggestive des mystères, des symbolisations, des abstractions et des transsubstantiations qui sont le propre des religions indo-européennes. La preuve absolue, palpable, même s'il n'y en avait pas de psychologique, est que le Bouddhisme, le système le plus compliqué à ce point de vue, et plus tard l'Islamisme, qui demande une discipline abstraite rigoureuse, comptent des dizaines de millions de partisans.

Le Chinois est, au contraire, supérieur à l'Européen quant à la possibilité d'extases sentimentales. Le trait nerveux qui le caractérise est la suggestibilité sur laquelle, comme on l'a vu, repose entièrement son système social. Il subit, avec une facilité étrange, l'ascendant inconscient de son milieu. Il est la matière parfaite pour remplir le cadre d'une communauté. Il est le prototype de l'homme grégaire. Comme tel il est le sectaire parfait, comme dans d'autres conditions il est le citoyen parfait ou l'homme d'affaires parfait. Car il a cet avantage considérable, commun aux hallucinés et à ceux qui sont souverainement maîtres d'eux-mêmes, d'avoir l'esprit à compartiments indépendants, et de pouvoir passer d'une occupation à une autre, d'un domaine d'idées à un autre, et d'un système de jugements à un autre, non seulement sans aucune difficulté, mais encore en se sentant à chaque moment libre de tous liens avec des états psychiques différents.

C'est ainsi que son sentiment religieux se ma-

nifeste facilement de façon toute différente à différentes occasions. La force de la conviction dont l'Européen se glorifie et dont il se martyrise, est pour lui chose totalement incompréhensible. Il se laisse aller à l'inspiration momentanée réglée par la suggestion du milieu qu'il subit.

Or, sans force de conviction il n'y a plus d'intolérance possible. Partant, l'attachement à l'un ou à l'autre système religieux n'a jamais pu devenir en Chine une question qui influençât les relations plus ou moins amicales entre individus ou groupes différents.

Voilà pourquoi la propagande chrétienne entreprise par des missionnaires européens n'a en elle-même jamais rien porté qui eût pu soulever la haine du Chinois. Si cette propagande n'a eu malgré tous les efforts qu'un succès fort médiocre, c'est que, chez le Chinois, le besoin sentimental de s'approprier les croyances chrétiennes ne s'est pour ainsi dire jamais fait sentir. La raison en est assez facile à constater.

Les missionnaires chrétiens ont, de tous temps, fait ressortir, pour convertir des populations capables de penser tant soit peu logiquement, la supériorité de la morale chrétienne pour faire accepter, par là, la foi dont, à les en croire, la morale découlerait ; et tous les succès que la propagande chrétienne a obtenus, dans le courant des siècles, se sont basés sur ce sophisme qui promettait aux païens les bienfaits d'une morale faite par les humbles pour les humbles, et qui leur faisait entrevoir un bonheur au delà d'une vie où il n'y en avait guère. Mais des succès de ce genre étaient *a priori* impossibles chez les Chinois. Ayant subi l'enseignement de Lao-tse, de Kong-tse et de Bouddha, depuis des milliers d'années, ils n'avaient pas besoin d'un système moral qui n'en

était qu'une adaptation à l'usage spécial des humbles. Le Christianisme devait vaincre par la force de suggestion de sa foi, par son dogme — ou bien il devait se résigner à jouer le rôle des innombrables sectes qui végètent en Chine, comme partout où la tolérance religieuse est absolue.

Or, le Christianisme, superflu en tant que morale de l'amour, devait apparaître impossible, ridicule, odieux comme dogme. Le dogme principal, quoique peu explicite dans les Ecritures canoniques, est le principe anarchique : l'égalité absolue de tout individu devant le Seigneur suprême. C'est ce principe que la dogmatique chrétienne sert à appuyer. Il est bien entendu qu'en Europe c'est cette dogmatique qui est restée et le principe qui a disparu : mais il est difficile de nier que le Christianisme, en tant qu'organisation, n'a pu se développer à son origine que par suite de l'adoption du principe égalitaire par l'immense majorité de *coulies* qui peuplaient l'Empire romain. Et il est à remarquer que le succès des missions modernes chez les peuples dits sauvages repose exclusivement sur l'espoir de ces naïfs de voir le principe égalitaire hypocritement prêché se réaliser dans leur milieu, généralement régi par la brutalité du principe de la force maîtresse.

Or, en Chine, le dogme égalitaire est condamné d'avance à rester une hypothèse vague, considérée avec autant de méfiance par le peuple tout entier qu'il l'est en Europe par les seuls dirigeants : la théorie antichrétienne du surhomme de Nietzsche ne soulève pas autant de colères et de rires stupides en Europe, que le principe chrétien en Chine. Car c'est la négation pure et simple de la base de toute la vie sociale des Chinois, laquelle

se caractérise par le principe des Trois Relations. On a habitude de stigmatiser comme crime tout ce qui se dirige contre les bases de l'ordre social. Et c'est ainsi qu'en Chine le principe chrétien ne saurait être considéré que comme immoral, subversif et criminel. Le respect des hiérarchies, la confiance des supérieurs, l'organisation familiale avant tout, et aussi l'association économique, se trouvaient outrageusement discrédités par le Christianisme.

Une doctrine qui donne aux hommes l'exemple des lys des champs qui ne travaillent pas, ne pouvait que soulever l'indignation légitime d'une nation pour laquelle le travail est comme le sacrement suprême, et qui, dans son réalisme sain et vigoureux, envisage directement la vie sans regarder par les lunettes d'une décadence fatiguée. Une doctrine dont le fondateur divinisé ose proférer à l'adresse de sa mère cette imprécation ignoble : « Femme, je ne te connais pas. » et dont les apôtres, ou renversent pratiquement toutes les lois sacrées de la nature par leur célibat, ou n'observent pas les conséquences immédiates du dogme en se mariant et se multipliant : une telle doctrine, contre nature, obscène, inepte et blasphématrice devait engendrer le mépris de tous les bien pensants, et l'hilarité meurtrière des lettrés ; car elle était la négation de la famille, base et symbole de toute vie sociale possible. Une doctrine qui admet l'immortalité de l'âme individuelle et qui ne craint pas de condamner, malgré cela, le culte des ancêtres, pour le remplacer par l'adoration non moins concrète d'âmes d'étrangers; une doctrine qui nie les différenciations morales sur la terre et établit des hiérarchies dans le ciel ; qui eut l'audace de déconsidérer, de punir, de torturer par les feux d'un enfer basse-

ment conçu, les parents, les amis, les grands, vénérés dans le peuple, de déchirer les liens délicats et indispensables qui relient l'individu au monde des exemples et des idéals qui le guident ; une doctrine qui eut l'immonde cynisme de vouloir arracher chaque individu au système millénaire d'affections et d'influences dont les innombrables fils le soutiennent sur la scène de la vie, pour pouvoir le repêcher ensuite de son désespoir, pour pouvoir le recueillir avec des manières de sauveur, quand il s'est mis hors de tout ce qui a constitué sa vie mentale, quand il s'est fait criminel en niant la base même de la socialité de son peuple ; une doctrine, enfin, qui est l'évangile des déclassés, et qui cherche à arracher les individus à leur classe pour les réduire à l'obéissance exclusive envers ceux qui prêchent ou qui prétendent prêcher cet évangile; une religion anarchiste dans le système social le plus stable ; une sentimentalité nivelée à zéro par le principe de la charité égale envers tous, dans la nation douée de la plus merveilleuse différenciation sentimentale qui s'observe au monde ; une morale égalitaire dans le peuple qui a plus que tout autre le sens des mesures pour la valeur des individus ; et, pour finir, le principe d'éthique altruiste issu de la Chine, et réimporté stupidement comme suprême justification de l'activité des missionnaires: cet ensemble de monstruosités psychologiques et méthodologiques, enfin ne pouvait qu'épouvanter le peuple, indigner les instruits, inquiéter les patriotes, et dérouter les mystiques qui se seraient plu dans le monde extranaturel de l'imagination chrétienne.

Les contes bibliques, jolis et impressionnants même pour l'imagination vive du Chinois, furent grossièrement défigurés, enlaidis par la préten-

tion de vouloir en faire découler ou y appuyer les absurdités sociales caractérisées ; de poésies belles et réconfortantes, panacées contre les soucis et contre les dangers de l'ennui, ils devinrent des mensonges destinés à rendre suspects les idéals séculaires; au lieu d'art, ce voulait être de la philosophie, et comme philosophie c'était inutile et stupide ; car, en dehors de toutes raisons sociologiques, ce fut incompréhensible. Le canon chrétien est intraduisible en chinois quant à sa partie métaphysique — et quant à sa partie traduisible, il fait double emploi avec le canon bouddhique.

On peut aller plus loin et constater d'une façon générale que tout ce qui est religion y est luxe au point de vue social et néologisme au point de vue émotion ; le principe social, celui des Trois Relations est un principe moral empirique, se basant sur l'observation pure, exempt de toute accointance religieuse; et quant au point de vue sentimental, la religion, dans le sens occidental du mot, est si peu chinoise qu'il est absolument impossible de rendre en chinois la notion religieuse primordiale, celle de Dieu.

C'est là encore une des raisons profondes du fabuleux insuccès des missions chrétiennes au point de vue idéal, et de la déconsidération populaire qui les poursuit. Au contraire, l'infiltration du Bouddhisme, il y a quelque mille ans, s'est faite avec une merveilleuse facilité, quoique la difficulté des néologismes fût à peu près la même. Mais, à cette époque, c'est le peuple chinois lui-même qui, par besoin d'anthropomorphiser des principes éthiques, cherchait le Bouddhisme et transcrivait lui-même, à l'aide de multiples calembours, la terminologie indienne en caractères monosyllabiques. Aujourd'hui, par contre, le peuple

Chinois ne ressent nullement le besoin d'anthropomorphiser des mystères, issus en grande partie d'antinomies linguistiques spéciales à la famille indo-européenne. Il repousse donc avec mépris le Christianisme, incompréhensible à son esprit, puisque intraduisible en sa langue, et contraire à sa vie, puisque non conforme à ses besoins d'organisation sociale.

Rien de plus absurde que de vouloir convertir à une foi une nation où le raisonnement a, dès longtemps, établi les préceptes qu'on prétend dériver de cette même foi. En l'espèce, il est éhonté d'enseigner la foi chrétienne aux Chinois, sous prétexte d'en faire découler une morale civilisatrice dont les principes étaient, en Chine, établis *logiquement*, un demi millenium avant que le Christianisme ne fût né. Les principes éthiques du peuple Chinois ne diffèrent en rien des principes de la morale chrétienne, au point que de savants jésuites ont pu entreprendre *ad majorem Dei gloriam* de prouver par des faits et des citations que le Décalogue existe chez les Chinois. Si l'on se refuse en Europe à reconnaître cette identité des principes éthiques, c'est par oubli de l'immuable vérité, vraie pour la Chine comme pour l'Europe, que de tels principes généraux ne sont là que pour donner le contre-poids idéal aux manifestations moins agréables de la vie pratique.

Comme ceux qui ont la foi ne voient que ce qui en découle, ils tombent facilement dans l'épouvantable erreur de croire, d'abord, que ces principes doivent être conscients ; ensuite, qu'ils ne peuvent s'établir sans la foi ; et enfin, qu'ils sont essentiels au bonheur de l'homme.

L'égoïsme fatal qui anime ceux qui se croient détenteurs de la vérité les rend alors pitoyable-

ment aveugles. Les missionnaires chrétiens étaient dans les premiers temps sans doute guidés encore par l'idéalisme de l'intolérance, et non encore par les considérations plus basses, mais aussi féroces, de la politique. Et c'est cette conviction religieuse qui les a réduits à attaquer un problème dont le caractère d'insolubilité était évident pour tout observateur impartial. On s'attachait à montrer Dieu aux Chinois, et l'on s'obstina dans ce but à chercher, à construire, à transformer, à inventer, à déduire des termes qui (d'après l'opinion peu concluante des missionnaires eux-mêmes) devaient suggérer l'idée du Dieu chrétien.

La notion n'existant pas, on voulut bien se contenter d'un à peu près. Mais cet à peu près changeait avec l'idée que chacun des propagateurs se faisait de Dieu. L'un optait pour Tien-tchou, maître du ciel ; d'autres croyaient en Dieu Chang-ti, l'empereur en haut ; les troisièmes, impatientés et n'y regardant pas de si près, l'identifiait avec Yésou, et employaient, quand l'Ecriture fait une différence entre Dieu et Jésus tantôt une expression, tantôt une autre qui pouvait évoquer l'idée d'un être suprême — expression toujours si mal choisie cependant, que l'idée suggérée était plutôt celle d'un vieux gouverneur général ou d'un grand sorcier que celle d'un principe universel anthropomorphisé pour pouvoir l'approcher par le sentiment. Enfin, la discipline qui règne dans les sectes bien constituées du Christianisme, décréta l'usage constant d'une expression — dans le but évident d'établir une distinction nette entre les Eglises différentes; et ce fut alors la rivalité des Dieux comme c'était la rivalité des Eglises. Au cri de guerre de Tien-tchou, les catholiques combattaient avec énergie, et perfidie, non seulement le

paganisme chinois (combat tout illusoire) mais surtout les protestants anglais qui se rallient au cri de Yé-sou. La rivalité entre les missions des différentes sectes chrétiennes ne se rapportait cependant qu'aux avantages concrets que peuvent comporter le nombre plus grand des adeptes et le prestige chez la population non convertie. D'antagonisme au point de vue de la doctrine, on n'en a guère observé ; ce ne fut point une guerre de religion entre les missions, mais une guerre d'intérêts. On serait enclin à croire le contraire, n'était l'opinion des Chinois eux-mêmes qui ont subi l'effet de la propagande de côté et d'autre.

La différence entre le catholicisme et le protestantisme en général ne siège point, d'après d'innombrables témoignages naïfs, dans une différence de dogmes ou de principes ; elle ne siège pas non plus dans une différence d'organisation, pourtant palpable, l'un constituant une hiérarchie imposante avec le Pape à sa tête, l'autre affectant des allures libertaires se basant sur une prétendue force d'âme individuelle ; les rites de l'un n'étant seul qui, aux yeux des foules, fait la différence des cultes, d'ailleurs tout extérieure, n'était pas probante. C'est le genre de vie des missionnaires seul qui aux yeux des foules fait la différence véritable entre les sectes dont on sent bien l'antagonisme féroce, mais dont on ne perce point les caractères distinctifs. Les prêtres protestants sont mariés, ceux catholiques non. Ou, comme on l'entend souvent dire, *les prêtres protestants ont leur femme, ceux catholiques doivent prendre celle des autres.*

Cette observation militerait absolument en faveur d'une sympathie plus grande pour les protestants. Or, l'expérience montre que c'est au contraire le catholicisme qui a pour lui le

plus grand nombre d'adeptes et la plus grande influence en Chine. Ce serait cependant une erreur grossière que de croire, comme c'est encore la conviction de bon nombre d'Occidentaux, que ce succès de quantité profite à la puissance de la religion chrétienne.

Les propagandes catholique comme protestante, n'ont jamais servi le christianisme, à cause justement de leur rivalité acharnée. Cette lutte intérieure dans une religion qui prétend être l'expression de la vérité suprême, a montré aux populations réalistes de la Chine que cette « vérité suprême » varie avec les intérêts de chaque clan se réclamant d'elle; et elle a de cette façon ôté toute force probante aux principes chrétiens généraux.

Les Chinois ont été forcés par les missions mêmes de faire une distinction rigoureuse entre les sectes chrétiennes. Les catholiques leur ont dit que seule la doctrine du Tien-tchou, Seigneur du Ciel, était la bonne. Les protestants ne manquent pas de les mettre en garde contre cette erreur; ils prétendent que seule la doctrine du Yé-sou, Jésus, est la vraie. Les Russes orthodoxes, malins, répondent à ceux qui les interrogent que Tien-tchou et Yé-sou, c'est la même chose, que leurs sectes sont schismatiques, qu'elles ne savent pas ce qu'elles veulent et que ce sont des « Hsi-kiao », doctrines d'Occident qui ne valent rien puisqu'on les réfute mutuellement jusqu'aux principes primordiaux.

Cet état de choses désastreux ne date d'ailleurs pas de nos jours. Il y a cinq siècles, une situation analogue a fait perdre au Christianisme l'empire de l'Asie, non seulement en fait, mais encore en droit : car il aurait pu devenir la religion d'Etat de l'immense empire des empereurs mongols qui gouvernaient plus de la moitié de l'hu-

manité, depuis la mer Jaune jusqu'à la mer Noire, depuis les îles de la Sonde jusqu'aux plaines neigeuses de Russie. Quand, en effet, le grand Djinghiz-Khagan, célèbre surtout pour les instincts sanguinaires que ses ennemis lui ont attribués à tort, eut réuni sous son sceptre la totalité des pays entre Pékin et Trébizonde, on constata que les populations répandues le long de la grande route commerciale qui reliait ces deux villes depuis des siècles, avaient en commun des croyances religieuses caractéristiques : le long de cette « route impériale » régnait le Christianisme des Nestoriens. Le Nestorianisme, disparu aujourd'hui, était, par opposition à la doctrine des patriarches romains (d'où sont nés le catholicisme et les sectes protestantes) et des patriarches de Byzance (d'où est née l'orthodoxie gréco-slave), la doctrine des patriarches primitifs d'Antiochie, qui étaient à l'origine, égaux en rang à ceux de Rome et de Byzance. Cette forme curieuse du Christianisme, qui abandonnait d'ailleurs peu à peu le fond de la religion pour ne cultiver que des extériorités tantôt ridicules, tantôt fantastiques, se trouvant barrée dans son développement vers l'Ouest, avait appliqué toute sa force à s'étendre à travers l'Asie le long des routes commerciales. Et l'Asiatique, et surtout le Chinois, montrant en matière religieuse une tolérance dont l'Européen, en général, s'est jusqu'à présent montré totalement incapable, il n'est pas trop étonnant, qu'au treizième siècle, il y eût, à Pékin même, une nombreuse communauté chrétienne qui possédait sa cathédrale à elle, et des prêtres de race chinoise ; qu'à la cour mongole, les Pères de Syrie eussent joui d'une influence considérable ; qu'à un moment donné le plus grand ennemi de Djinghiz-Khaghan, Ouang-Khan, connu par l'extraordinaire

légende du « Roi-prêtre Jean », ait été réellement chrétien, et, qu'enfin Siourkoukténi, la mère du plus grand monarque que l'histoire connaisse, Khoubilaï, ait pratiqué avec ferveur le culte nestorien (qui, s'il faut en croire certains chroniqueurs, se bornait à ce moment-là à des fêtes de communion interminables où l'on buvait le vin sacré en quantités formidables jusqu'à complète extase plus ou moins religieuse). Enfin, ce qui est sûr, c'est que depuis Grégoire IX, les papes romains, aveuglés par la splendeur de leur puissance, envoyaient des missionnaires en Asie, non pas pour s'appuyer sur l'influence des Nestoriens et pour englober ainsi prudemment, et ce Christianisme déchu, et les foules hésitantes entre le Bouddhisme et le Christianisme, mais pour prêcher, on ne le devinerait jamais, contre le Christianisme nestorien lui-même. Ce fut pire que de lâcher la proie pour l'ombre. Le clergé bouddhique eut ainsi une arme nouvelle et irrésistible. Il ne traînait pas seulement dans la boue (où était du reste sa place) le culte ultra-épicurien, et sale en même temps, des nestoriens, mais il pouvait, avec un plein droit, ajouter que les chrétiens eux-mêmes ne savaient pas ce qu'ils devaient considérer comme vrai : ils se battaient entre eux. Un siècle plus tard, on avait oublié jusqu'au seul nom de chrétien.

Or, dans la récente période d'activité chrétienne en Chine, les conditions étaient beaucoup moins favorables. Les principes anarchistes de la religion du Christ avaient, à différentes reprises, inquiété la Dynastie mandchoue au point de faire interdire rigoureusement les pratiques chrétiennes comme n'étant pas seulement religieuses, mais encore politiques, et de faire dissoudre et poursuivre les communautés chrétiennes comme

constituant des groupes ne se conformant pas aux lois primordiales de la société chinoise. Le Christianisme rendu ainsi suspect à un moment où, en vérité, il n'avait encore que des prétentions religieuses, devait apparaître directement subversif, quand il se mettait en avant, appuyé par les Etats occidentaux avides de débouchés commerciaux, comme agent conscient de la civilisation européenne en général.

IX

Les Missions chrétiennes comme agents du commerce européen. — La lutte pour les convertis. — Les communautés comme sociétés secrètes. — Avantages illégaux des convertis. — La lie du peuple, chrétienne.

Ce fut là, il est vrai, pour le Christianisme, une nouvelle source de force au moment où l'inutilité de sa morale et l'ineptie de son dogme, reconnues par les Chinois, menaçaient de faire disparaître complètement les rares disciples des missionnaires. Cette source de force lui était offerte, cependant, à condition d'abandonner la prétention de vouloir être un but en lui-même. Tous les autres systèmes de croyances en Chine sont des buts, des panacées sentimentales, qui accomplissent leur œuvre en augmentant le bien-être intérieur des individus; elles sont des religions. Le Christianisme, au contraire, fut simplement identifié avec l'européisme (combien différent pourtant!) ; au lieu de rester, dans le sens ancien, le suprême but à atteindre, il devint un simple moyen de l'occidentalisme. D'une religion, il devint une politique. D'une foi, une loi ; et d'une morale, un métier. Et, dès ce moment, les Missions chrétiennes devinrent, de centres d'une propagande spirituelle, les repaires d'une agitation politique

ou économique ; et les missionnaires, au lieu de rester les propagateurs austères d'idées, descendirent, inconsciemment d'abord, mais plus tard avec toute la bassesse éhontée qui caractérise notre époque, au rang d'agents de l'européisme et de la civilisation dans le sens le plus superficiel du mot.

Quand les Missions chrétiennes commencèrent à jouer leur nouveau rôle elles ne tardèrent pas à être considérées par les Chinois comme l'avant-garde de l'invasion économique ou politique de l'Europe, et leur tâche religieuse, ou prétendue telle, se trouva réduite à une pratique hypocrite du culte qui n'avait plus rien de commun avec les manifestations, même les plus superficielles, de la religion, telles qu'on les observe chez d'autres peuples païens soumis au régime des missions. La religion chrétienne fut une forme spéciale de commerce, et le commerce des missionnaires et de leurs adeptes, comme celui des autres Occidentaux exterritorialisés, une forme spéciale de la fraude. De ce fait, le Christianisme perdit en Chine la réputation, peu considérable, d'ailleurs, qu'il avait acquise en tant que secte religieuse pour exercer une puissance énorme comme agent politique.

Ce fut le salut des Missions et de leurs adhérents, car ils eurent l'appui diplomatique des Puissances européennes. Le rôle d'agents politiques les absorbait cependant complètement. S'ils avaient voulu encore travailler à la gloire du Christianisme, ils auraient maintenant eu à lutter non seulement contre toutes les difficultés d'ordre psychologique exposées plus haut qui s'opposaient à sa propagation, mais encore contre la légitime méfiance d'une nation qui observe l'empiètement économique graduel d'un envahisseur, d'appa-

rence pacifique, il est vrai, mais d'autant plus dangereux pour l'avenir de sa civilisation. Dans ces conditions, il est tout naturel que, malgré l'appui politique, le succès religieux des missions chrétiennes soit devenu à peu près nul. On dit, mais ce sont les calculs les plus favorables, faits par les chefs des missions eux-mêmes, que le nombre des convertis s'élève à plus d'un million. Ce chiffre, quelque considérable qu'il paraisse à première vue, est cependant la preuve absolue de l'impossibilité où se trouve la Chrétienté d'englober peu à peu la nation chinoise. Aujourd'hui personne ne se fait plus d'illusion sur ce point. Tout au plus invente-t-on dans les milieux ecclésiastiques des causes auxquelles on peut attribuer cet échec séculaire, le plus sensible qui ait atteint les diverses confessions chrétiennes.

Si, en effet, après un travail acharné de près de deux siècles, entrepris avec tout l'appui financier, politique et moral que l'Occident pouvait mettre en avant, on s'aperçoit que les innombrables établissements religieux en Chine, tous ensemble, ont converti tout au plus la cinquième partie d'un pour cent de ce peuple immense, on ne peut se soustraire à l'idée que les considérations qui font croire comme indispensable aux Eglises et aux Etats occidentaux la subsistance des Missions, doivent être d'une nature autre que religieuse.

Le Christianisme n'a jamais, dans les temps modernes, pris pied d'une façon assez ferme pour que des communautés aient pu exister sans la tutelle des prêtres européens. Il y a bien un certain nombre de Chinois convertis qui ont reçu l'ordination de prêtre catholique, il y a même eu deux ou trois prédicateurs protestants chinois ; mais aucune communauté chrétienne n'a jamais été dirigée effectivement par un Chinois ; jamais

une communauté chrétienne n'a eu l'autonomie dans la direction de ses affaires autrement que sous l'administration directe d'un Européen. Le Christianisme n'existe pas sans Européen : le Christianisme n'existe que comme agent européen. Et c'est ici la véritable raison pour la concurrence âpre et implacable que les Missions d'une secte font à celles d'une autre : ce n'est pas la rivalité de religions, de vérités, de principes, c'est la concurrence, entre Européens, d'intérêts divergents.

Il faut reconnaître que dans cette lutte pour les prosélytes (dont le but véritable sera exposé plus loin), les missions catholiques ont remporté des succès singulièrement plus grands que les protestantes. Ces dernières, en effet, n'ont pour seul moyen de circonvenir l'esprit des convertissables que l'exposé raisonné de la doctrine, l'appel à la conscience, et la force suggestive de considérations qui supposent déjà une disposition psychique favorable aux généralisations de haute envergure. Toute considération pratique qui pourrait militer en faveur de la conversion, mise de côté, c'est peu tentant pour le Chinois. Le catholique a plus de moyens d'attraction à mettre en avant ; mais, par contre, les succès remportés de ce fait diffèrent étonnamment en caractère de ceux qu'on lui attribue en Occident. Les succès des uns comme des autres, d'ailleurs, ne sont nullement, même dans leur sphère effective, pour fortifier l'influence occidentale par la diffusion tout imaginaire d'idées européennes. Leur véritable rôle d'agents des Etats occidentaux se manifeste exclusivement par leur activité économique dans les communautés une fois formées.

Le secret qui donne aux missions catholiques

l'avantage dans la formation de ces communautés est bien simple.

Les missionnaires catholiques sont devenus simplement beaucoup plus chinois que les protestants. Dans la majorité des cas ils parlent fort bien chinois. Ils ont encore cet avantage énorme sur leurs rivaux que le culte catholique qui, comme on sait, est entièrement emprunté aux anciens rites bouddhiques, offre une ressemblance frappante avec certaines pratiques religieuses du pays. La vénération des saints, l'emploi de l'encens, l'existence d'icônes que l'on adore, la non participation de la commune à l'office même, le caractère fastueux du culte qui impressionne surtout par le côté extérieur et ne demande rien à l'assistant, la confession enfin, et jusqu'à l'idée de la transsubstantiation empruntée tout entière au Bouddhisme : tout cela devait, non pas, bien entendu, faire adopter plus aisément par les Chinois la religion chrétienne, mais leur rendre plus facile l'adhésion à la communauté chrétienne, d'autant que les catholiques faisaient des concessions très larges, si larges qu'elles devraient convaincre les plus fervents défenseurs européens de l'Eglise que leurs missions ne sont plus chrétiennes. On adoptait dans la confection des icônes les principes du symbolisme chinois, et l'on arrivait à peupler les églises de saints à gros ventres (le ventre symbolise l'âme chez les Chinois), d'emblèmes bouddhiques et chinois, d'attributs expliquant aux croyants chinois les pouvoirs spéciaux des idoles d'après la conception chinoise. Saintes-Céciles jouant de la mandoline chinoise, Saints-Jeans à longues tresses, Dieux-Pères à gueule et ventre fabuleux, Dieux-Fils accroupis comme des grenouilles,

Saints-Esprits à bras multiples, voilà qui est tout à fait catholique en Chine. Les églises deviennent des pagodes, les prêtres des bonzes. Ils portent presque toujours le costume des ecclésiastiques chinois, et souvent la tresse.

Ce sont là, dirait-on peut-être, des expédients tout extérieurs, adoptés pour inculquer plus facilement au peuple l'esprit chrétien, et l'on prétendrait alors que c'est le baptême qui rend chrétiens les adhérents des Missions, et que le reste importe peu. Fort bien ; mais on fait semblant d'ignorer que la cérémonie même du baptême est d'invention bouddhique, d'ignorer qu'une cérémonie de ce genre est pour le Chinois la cérémonie d'adhésion à n'importe quelle société secrète. C'est cette cérémonie justement qui fait la ressemblance pour les Chinois d'une communauté chrétienne avec toutes autres sociétés secrètes, lesquelles poursuivent toutes des objets incompatibles avec le droit chinois et, *mutatis mutandis*, tiennent en Chine l'emploi des congrégations ou, si l'on veut, des ordres maçonniques en France.

On feint de croire, surtout, que les missions cherchent à faire vivre l'idée chrétienne dans l'âme des convertis. Or, comment serait-ce possible ? Le culte est tout extérieur. Si l'on convertit le Chinois, on lui fait accepter le culte ; mais là s'arrête l'activité psychologique du missionnaire. Pour le reste, le Chinois ne le comprendrait même pas. Le missionnaire lui dira-t-il la splendeur de l'amour du prochain, le Chinois lui récitera mille vers de ses classiques qui ne le cèdent en magnificence à aucun passage de l'Evangile. Si on lui expose la dogmatique de l'église romaine, le Chinois, ou bien demandera des preuves, ou bien simplement à quoi elle lui servira. Qu'on veuille

lui démontrer qu'il faut appliquer le principe de la charité chrétienne, le Chinois ouvrira la main... Nous voici au point essentiel.

L'entrée du Chinois dans la communauté est une affaire tout extérieure. Mais cette entrée comporte le désavantage, d'être affilié à une association qui, par l'exterritorialité des Missions, étendue à leurs adeptes, est en dehors de la loi chinoise. Ce désavantage doit être compensé. Il l'est par l'appui financier et par l'injuste protection des ambassades, qui permet de perpétrer tous les méfaits sans avoir à redouter l'intervention de la justice chinoise.

La propagande chrétienne n'a trouvé de succès en Chine, que là où la manifestation grossière, palpable, de l'amour du prochain, a pu ménager les voies à l'enseignement du dogme. Ce fut une question d'argent ; les conversions ne se firent nombreuses et stables que dans les cas où l'appui économique fourni par les chrétiens pouvait raisonnablement faire admettre l'efficacité de la foi chrétienne. Ce ne fut pas précisément l'achat des âmes, mais le contre-coup psychologique de cette idée chrétienne que la foi produit la morale. Mais tous ceux qui raisonnent froidement, et la plupart de ceux qui se livrent docilement à l'impression des choses, verront ici la preuve absolue que ce n'est pas la foi qui est contagieuse mais l'intérêt économique. Sans doute, par cette action en retour, il s'est formé en Chine un certain nombre de chrétiens qui, pensant que l'action découlait de la foi, ont embrassé celle-ci pour l'amour de celle-là ; mais bien souvent aussi, quand l'action palpable ne se manifestait plus, la foi tombait en disgrâce. Le Christianisme n'a guère existé en Chine que comme caisse de se-

cours. Il n'a jamais profité aux âmes, mais il a soulagé quelques-uns de ceux qui souffraient du système social environnant.

Ces indications aident à découvrir où réside l'intérêt des Eglises chrétiennes à appuyer leurs missions en Chine. Que ce soit véritablement la propagation de la foi, on peut le croire à Rome, Paris, Berlin et Londres et peut-être même dans les ambassades de Pékin qui sont les endroits les moins renseignés du monde sur tout ce qui concerne la Chine. On peut même, à la rigueur, imaginer un jeune missionnaire, nouveau venu, plein de préjugés, et ignorant, qui croit travailler à la plus grande gloire du Dieu des catholiques ou des protestants. Mais les véritables missionnaires et leurs directeurs ne sauraient arguer de leur bonne foi. La Mission, en tant qu'elle revêt encore un caractère religieux, ne fait au plus que chasser au prosélyte, surtout en présence des rivaux d'autres sectes.

Alléchés par la perspective de faire partie d'une société puissante et riche qui manifeste son amour du prochain (s'il est affilié) dans la forme la plus concrète, séduits en outre par la facilité de s'assimiler les pratiques de cette société qui ne demande même pas de serments terribles et pouvant entraîner des responsabilités graves, des personnes pauvres qui ne demandent qu'à se lancer, des banqueroutiers qui voudraient relever leur crédit grâce au prestige de la Mission au-dessus de la justice, des individus sans aveu, enfin tout ce qui vit en marge de la société, se laisse facilement convertir. Tout naturellement, cette communauté (en Chine rien n'est possible autrement) devient, d'après le principe de la coopération exposé plus haut, une association, solidaire bien plus en matière économique qu'en

matière religieuse. Quant aux missionnaires, ils deviennent presque malgré eux les chefs de cette association ; ils en sont les conseillers d'administration, et font œuvre de commerçants.

Le mot *société* et non *communauté* dont on se sert pour désigner dans la plupart des cas, les groupements chrétiens en Chine, n'est point *tzin-hsiang* qui est employé dans le sens *paroisse*, mais bel et bien *kong-sze*, *association*, employé toujours dans le sens commercial, comme on le trouve par exemple dans *pao-hsian-kong-sze*, *société d'assurances*, etc. Les Chinois chrétiens que les politiciens européens voudraient prendre sous leur protectorat, ne sont en vérité que des individus dans une situation financière désespérée, qui, avec l'appui de l'argent chrétien, cherchent à se relever. C'est du reste un fait connu de tous les Chinois. Les missionnaires eux-mêmes reconnaissent cet état de choses.

Il a pu se produire ainsi des cas, monstrueux au point de vue de la foi chrétienne, mais propres à édifier sur les résultats de la propagande. En voici un que je tiens d'un missionnaire connu, qui s'est, au moment des troubles de 1900, échappé de Pékin, pour semer la panique jusqu'à Kiakhta.

Peu avant son départ, il passait devant un temple ; une troupe de rebelles pousse des cris de mort, sans pourtant l'attaquer ; il s'en va sans broncher, après avoir vu parmi les insulteurs un homme qui ne lui était pas inconnu. Le rencontrant le lendemain, il lui dit : — « Comment peux-tu faire cause commune avec ces meurtriers, ennemis du Christ, toi, qui es chrétien, toi, que j'ai sauvé trois fois de la faillite et, par mon témoignage, une fois de la torture ? Est-ce là ta foi et ta gratitude? » — Et le Chinois de répondre :

« Vieux père, tu as raison, dix mille fois raison ; mais que veux-tu que j'y fasse ? Bientôt, quand les étrangers ne seront plus chez nous, à quoi la foi chrétienne me servira-t-elle ? Je ne puis agir autrement, c'est plus fort que moi... »

On voit par là que pour un Chinois, la différence entre un missionnaire européen et un marchand de même race ne saurait être bien grande. Ce fait, aussi fâcheux pour l'influence du Christianisme que pour celle de l'Europe, montre, d'autre part, à quel point les phénomènes religieux dépendent, en Chine, des phénomènes sociaux.

Si les missionnaires perdaient leur action financière, le Christianisme n'y résisterait point. Et, s'il y a des faits qui montrent comment, avec une fidélité touchante, les chrétiens chinois ont protégé des missionnaires, il ne faut y voir qu'un trait général du caractère chinois : l'attachement presque filial du subordonné au supérieur, lequel est, du reste, une loi fondamentale de la société chinoise et fait partie du système des Trois Relations.

C'est ainsi que se marque la qualité de l'intérêt porté par les Eglises aux missions chinoises... Du commerçant à l'exploiteur, il y a peu de distance. De l'association à la bande de conspirateurs, il n'y en a pas davantage. De l'exploiteur au criminel, il n'y a qu'un pas. De la conspiration à la bande de criminels, c'est la même chose. Si, par surcroît, il est avéré que ni le grand criminel ni la bande de criminels ne sont justiciables de la justice du pays, et que, pour comble d'ignominie, il soit décrété publiquement que l'un comme l'autre ne sont justiciables que de la justice appliquée par les criminels chefs eux-mêmes, qu'on imagine ce qu'un peuple européen ferait. Il se ferait justice

lui-même. La situation des missions en Chine est celle de ces criminels chefs.

Leur caractère a d'ailleurs été mille fois dépeint. Il est le même pour les protestants que pour les catholiques, avec cette différence, toutefois, que les protestants, qui ne sauraient assimiler leurs pratiques aux habitudes chinoises autant que les catholiques, se voient obligés de travailler avec un peu moins d'hypocrisie. La façon de procéder et la nature des associations chrétiennes en Chine une fois définies, on s'explique les excès extrêmes de xénophobie auxquels se sont portés récemment les Boxers ; ils sont comme le contre-coup des excès ecclésiastiques. Ces derniers sont, quant à leur genre, suffisamment résumés dans les deux documents qui suivent.

X

Deux documents sur les agissements des missions.

Lettre personnelle expédiée de la ville de Tchang-tzia-kou, le 2 février 1901 à Monsieur Ou-sse-kong, représentant de la maison Pao-tchouan-chang au Maï-maï-tcheng d'Ourga.

« Vénérable beau-père !

« Au moment où j'écris cette lettre vous aurez sans doute reçu mes deux précédentes (1), et vous aurez ainsi appris quels lamentables événements ont frappé votre famille et tout le peuple chinois. Que le ciel vous donne la force de supporter ces revirements du destin !

« Il s'est produit dans tout l'Empire du Milieu d'innombrables faits semblables à ceux qui ont affligé votre famille. Tout est à l'anarchie, et la situation du peuple est telle qu'il n'est même pas possible d'observer le deuil d'après les règles du rite. Il faut s'occuper comme à l'ordinaire de ses affaires pour ne pas être affligé de nouveaux désastres et pour sauver ce qui reste à sauver.

« Les affaires commerciales sont nécessairement nulles. Les troubles militaires continuent

(1) Ces deux lettres se rapportent au rôle militaire des Occidentaux pendant la campagne de 1900 ; elles sont reproduites à la page 263.

encore. Mais les Ous (ce sont les Russes), se rapprochent vite, dit-on, venant du Nord-Est pour rétablir l'ordre. Nos affaires domestiques vous sembleront cependant d'une importance plus grande.

« Ce qui reste ici de votre famille va bien, quoique tout le monde se trouve maintenant réduit à la pauvreté et même à la mendicité. La nouvelle la plus importante cependant que moi, votre petit gendre, j'ai à vous communiquer, est que j'ai reçu des nouvelles relativement bonnes de votre lumineux fils. C'est à lui que se rapportent les deux feuilles qui se trouvent ajoutées à cette lettre.

« Il y a quelques jours, j'ai reçu de sa part une lettre datée de Khouang-yuan-hsien. Il est impossible de vous envoyer cette lettre parce que j'ai dû la remettre à M. Yu, le comptable de la banque Pao-cheng. Mais je vais vous raconter, vénérable beau-père, ce qu'écrit votre lumineux fils dans cette lettre d'affaires. Ensuite vous verrez pour quelles raisons d'affaires je m'adresse à vous.

« Votre lumineux fils dit dans sa lettre qu'il vous a fait le récit de ce qui lui est arrivé à Taï-yuan. Mais comme vous n'aviez pas encore de ses nouvelles au mois de novembre, il est probable que son écrit ne vous sera pas parvenu. Donc il était resté à Taï-yuan jusqu'au moment où la Cour impériale, chassée de la résidence, se retira dans cette ville. Malgré les lettres de recommandation qu'il avait prises à son départ de Pao-ting, il n'a pu trouver d'occupation à Taï-yuan. Car il était membre des Grands-Poings, comme vous le savez, et les banques étant en relation d'affaires avec les missionnaires, qui ont résolu d'exterminer la Grande-Société et peuvent dé-

chaîner les hordes sanguinaires des barbares, tout le monde avait peur de l'occuper. En effet, les armées des Transocéaniens allaient suivre la route que la Cour avait prise. L'Empereur, en outre, avait fait afficher un manifeste disant que les membres de la Société devaient être traités comme des rebelles. Ce manifeste qui, d'après la lettre de votre fils, jeta le désarroi dans la Société, fut heureusement révoqué, mais votre fils jugea prudent de s'en aller, muni de lettres de recommandation pour Khouang-yuan, où, comme vous le savez peut-être, il y a un établissement affilié à la société Yu-laï, lequel est dirigé par M. Tsien-taï-tchang. M. Tsien l'acueillit avec bienveillance et l'occupa comme comptable. La situation de la maison, cependant, devint de plus en plus difficile par suite de la stagnation générale des affaires. Or, votre fils avait mis dans la maison, comme commanditaire, la somme de mille onces qu'il avait pu retirer à temps à Pao-ting, et il s'aperçut bientôt que la maison allait faire faillite, et même de telle façon que les créanciers n'auraient pu être payés intégralement. M. Tsien qui jouissait d'un crédit considérable, même sur le marché de Tchang-tzia-kou, est un homme au-dessus de tout soupçon. Il n'était certainement pas responsable du mauvais état des choses et n'eût sans doute pas survécu à la suprême honte de ne pouvoir payer le passif. Votre fils, dans la lettre annexe dont je vous envoie une copie, montre qu'évidemment la maison était bien dirigée et qu'elle aurait supporté la crise avec un fonds de réserve qui eût permis de payer les échéances courantes et d'attendre quelques mois avant d'entreprendre autre chose. Un fonds d'environ cinq mille onces aurait suffi. Or, ce fonds existait.

« La copie du chèque ci-jointe le prouve, et

montre aussi de quelle façon infernale les missionnaires en ont frustré la maison.

Traduction du chèque :

« *Chèque*. Je, émetteur de ce chèque, Tsien-taï-tchang, par suite d'extrême nécessité, demande instamment au bureau de la banque Pao-cheng, sur le compte courant que je possède chez elle, soit sur les six mille onces d'argent qui m'appartiennent, de payer comptant à M. Ta-li-kong, missionnaire catholique, la somme de cinq mille onces d'argent.

« Donné à Khouang-yuan-hsien en Chan-si, an 26 de Kouang-sou, troisième mois, cinquième jour.

« L'émetteur de ce chèque : Tsien-taï-tchang.

« Signé : Tsien-taï-tchang, banquier. »

« Cet ignoble chantage avait été perpétré de la façon suivante. Les missionnaires et leur chef, M. Ta-li kong, avaient pour leur commerce de soie un compte courant ouvert chez M. Tsien. Mais, depuis que les Grands-Poings avaient donné l'assaut aux Transocéaniens, le commerce allait assez mal. Les missionnaires prévoyaient probablement qu'ils allaient être tués, comme il était juste. Aussi avaient-ils réussi à transporter vers la mer beaucoup de marchandises qu'ils payaient avec des traites sur la maison Tsien-taï-tchang. Mais leur compte dans cette maison était épuisé.

« Les créanciers de M. Ta-li-kong se présentaient en nombre chez M. Tsien. Ce dernier leur déclara que le compte courant était épuisé.

« Ils répondirent que c'était sur le crédit de Tsien qu'ils avaient vendu à crédit à M. Ta-li-kong, et que, par conséquent, M. Tsien était responsable des pertes qu'ils éprouveraient, si M. Ta-li-kong refusait de payer lui-même les traites. Ce dernier naturellement refusa. On alla porter l'affaire de-

vant le juge. Mais le juge déclara que cette affaire était du ressort des juges du pays de M. Ta-li-kong. M. Tsien, ne voulant pas payer pour M. Ta-li-kong, établit véritablement que le compte des missionnaires était épuisé. La population s'indigna contre ceux-ci. Aussi M. Ta-li-kong et les autres Transocéaniens prirent-ils la décision de partir ; les Grands-Poings commençaient en effet la guerre, et il n'était pas possible de porter l'affaire devant le tribunal occidental. Les missionnaires rendirent visite au préfet, et lui imputèrent la responsabilité de tout; ils déclarèrent qu'ils se plaindraient à leurs généraux et que la ville serait punie. Ils allèrent voir aussi M. Tsien, et lui dirent que si l'armée des Transocéaniens venait, elle détruirait tout, et qu'ils prendraient soin de le faire punir de toute façon, s'il ne leur donnait pas l'argent qu'il fallait pour payer les créanciers. M. Tsien, craignant les hordes barbares et la terrible justice occidentale, déféra à leurs désirs et donna le chèque de cinq mille onces. Il eut tort, car les Transocéaniens ne sont pas venus en Chan-si ; mais est-ce qu'il pouvait savoir? Cependant M. Ta-li-kong alla toucher l'argent de M. Tsien chez Pao-cheng. Mais au lieu de payer les traites des créanciers, il le chargea sur des chariots avec le contenu de ses maisons et partit.

« Votre fils dit qu'on n'a plus eu de leurs nouvelles. Cette affaire avait ruiné M. Tsien avant que votre fils n'arrivât. Mais ce qui a empêché la maison de se relever, c'est que le public, indigné, et surtout les créanciers des marchands-missionnaires, non payés, tournaient leur dépit contre la maison Tsien. Il n'y eut plus ni crédit, ni affaires. L'argent de votre fils qui, avec son habileté, espérait relever l'affaire, y passa comme l'autre.

« Comme il n'y a plus possibilité de faire des affaires sans autre appui, votre fils m'a écrit pour que je fasse dans l'établissement Pao-cheng, ici, des efforts pour faire ouvrir à la maison Tsien un crédit dans notre ville. Comme Pao-cheng ont ici une place prépondérante, leur appui relancerait l'affaire à Khouang-yuan aussi. Votre appui, mon vénérable beau-père, serait cependant décisif. Je crois que votre excellent fils ne trouvera pas le courage de vous exposer sa mauvaise situation. Je me fais donc son porte-paroles auprès de vous. Et moi-même étant dans une situation très précaire maintenant, j'ose vous proposer, pour votre honorable fils, de faire ouvrir ici, chez Pao-cheng, un compte courant pour que l'affaire de Khouang-yuan soit consolidée, même si Pao-cheng refusent de s'engager dans l'affaire. Votre exemple les déciderait sûrement. Un compte de mille onces suffirait, je crois, pour entraîner la chose dans la bonne voie. Et j'ose attendre votre prompte réponse à ma proposition, car les demandes de crédit qui, de toutes parts, arrivent aux banques, sont nombreuses. Et presque tous les cas sont analogues à celui de votre lumineux fils.

« Pourquoi le Ciel permet-il ces méfaits à ceux qui disent propager la doctrine du Seigneur du Ciel ?

« Mais tout vient du Ciel, tout rentre au Ciel.

« Les malheurs sont si nombreux qu'on ne saurait les décrire. La détresse est sans fin.

« Notre ami Hsi-fo envoie en même temps une lettre à M. Ta-li, votre estimable compagnon. Ce qu'il dit montre que les mêmes malheurs frappent tout le monde. Le Ciel fait ainsi pour consoler. Car, « c'est de voir la différence entre moi et les autres qui fait que je suis triste ». Je prie pour votre bien-être. »

« TSIEN-LAO-KONG. »

Lettre personnelle expédiée de la ville de Tchang-tzia-kou, le 2 février 1901, à M. le licencié Ta-li, co-administrateur de la compagnie Pao-tchouan-chang, au Maï-maï-tcheng d'Ourga.

« Très respectable Monsieur et Cousin !

« Que les liens de la famille soient plus forts que les malheurs. J'ose vous citer ce vers avant de vous exposer le but de cette lettre. Et quoique je craigne que ce but ne vous semble dépasser les prétentions que le degré éloigné de notre parenté me permet, j'ose m'adresser à vous parce que vous serez d'autre part heureusement surpris.

« Mon frère cadet n'est pas mort. Nous nous sommes trompés en le croyant. Il est arrivé chez moi, il y a à peine dix jours. Il était sain et sauf. Mais dans quel état il est arrivé ! Dénué de tout, affamé, presque sans vêtements, et après avoir tout perdu. Son sort et celui de ses compagnons étaient épouvantables. Après plus de quatre mois de fuite ténébreuse, il a pu se sauver jusqu'ici. Et moi, appauvri au milieu de mon deuil, ruiné, privé de tout par l'action infernale des « Pous (1) » m'est-il possible de le secourir?

« Mais, avant de vous dire ce que j'ose vous proposer, lisez pour savoir que les malheurs de mon frère sont immérités. Pourquoi, cependant, Fo peut-il permettre que ses serviteurs pâtissent sous les abominables crimes des hommes qui propagent la doctrine du Seigneur du Ciel ? Ces immondes menteurs, usuriers, rompeurs de contrats, voleurs, et qui sont en dehors des lois, comment le Ciel juste ne les punit-il pas ?

(1) Le mot « Pou » est l'abréviation de « Pou-lou » qui traduit en chinois le mot « Prussien ». Par extension il désigne ici tous les Allemands.

« Si mon frère a échappé à la mort, c'est qu'il est distingué par le Destin. Le couvent de Liang-hsien, en effet, a été détruit et tout le monde a péri, comme on l'avait déjà annoncé. Mais tout cela ne serait pas arrivé sans ces animaux carnassiers de missionnaires. Il y avait, à proximité de l'endroit, des protestants et des catholiques, gens riches et dont le commerce prospérait. Ils avaient réussi à faire entrer dans leur société beaucoup de Chinois qui trouvaient par là un gain considérable et qui profitaient des malversations de leurs patrons transocéaniens. Les dignes moines, en fervents adorateurs de Fo, s'en affligeaient, conseillaient au peuple d'éviter ces commerçants peu scrupuleux et donnaient l'exemple comme il sied.

« Quand la société des Poings de l'Equitable Harmonie procéda à la punition des criminels transocéaniens, le couvent devint pour l'endroit le temple de la bonne cause. Les moines, comme il sied, ne voulaient pas de meurtre. Ils voulaient chasser ces usuriers par la seule menace.

« Leur bonté leur devint poison. Les armées transocéaniennes arrivèrent. La fureur du peuple augmenta et les missionnaires partirent. Mais avant de se mettre en route, ils rendirent visite au vénérable prieur du couvent, et au dire de mon frère, à beaucoup de gens aisés; ils exprimèrent au prieur leur reconnaissance de ce qu'il eût calmé le peuple et lui promirent de protéger le couvent de leur côté, quand plus tard l'armée occidentale viendrait punir la Grande-Société ; mais ils ajoutèrent que pour lui assurer la sécurité, il leur fallait dix mille onces d'argent, de quoi corrompre le chef des troupes de leur pays. Le prieur donna l'argent. Le même jour, vinrent les autres, les catholiques, qui répétèrent la même chose, en

ajoutant que, leur pays étant différent, il leur fallait de leur côté la même somme dans le même but. Le prieur, sachant que les hordes occidentales sont irrésistibles, donna. Chez beaucoup de gens des scènes analogues se produisirent.

« Tout le monde, donc, bien qu'inquiet, se crut garanti contre les horreurs de la guerre. On resta, et personne ne cacha son avoir. Le couvent contenait, en outre de la vénérable bibliothèque, l'avoir personnel de chaque moine. Ils étaient quatre-vingt-sept.

« Quand les barbares eurent occupé la résidence, et qu'ils ravagèrent le pays, ils arrivèrent jusqu'à Liang-hsien. Deux des missionnaires les accompagnaient comme interprètes. Une fois entrés dans la ville, ils assassinèrent tout le monde, pillèrent et incendièrent les maisons.

« Voyant cette horreur, le prieur, à la hâte, fit fermer la porte du couvent. On le somma de la faire ouvrir. Mon frère dit que si l'on avait ouvert, tout se serait peut-être bien passé, les missionnaires ayant donné leur engagement. Hélas ! il ne voulait pas croire que les barbares savaient qu'il y avait de l'argent au couvent. Le prieur ne fit pas ouvrir. Les barbares tirèrent, puis enfoncèrent la porte. Et les saints hommes sans armes furent abominablement assassinés. Mon frère, qui est faible de cœur, s'évanouit. Ils ont dû le croire mort.

« Ils ont brûlé le couvent. Le dépôt d'argent avait naturellement disparu. Mon frère s'est réveillé par la chaleur. La fumée était dense. Il pouvait sortir, les barbares ayant quitté la rue. Il rencontra des citoyens qui fuyaient et les suivit à Tso, où les barbares n'étaient pas encore arrivés. Il lui fallut mendier. Il tomba malade. Il rendit visite au maire de Tso et lui raconta son histoire.

Le magistrat lui répondit qu'un arrangement semblable avait été pris par lui, et que les missionnaires avaient voulu le dénoncer comme membre de la Société.

« Quand les barbares arrivèrent à Tso, ce digne magistrat prit la fuite avec mon frère. Eux et beaucoup d'autres sont restés plus de deux mois près de Choui-laï, dans les montagnes. Puis, plusieurs étant morts de froid, ils sont redescendus. Ils ont erré. Mon frère, désespéré, prit la charge d'un muletier ; ainsi, par combien de détours et de dangers ! il est arrivé ici. Il faut lire les anciens romans de maîtres pour savoir ce qu'il a enduré.

« Très respectable cousin, vous voyez quel est le malheur de mon frère, qui est honorable comme prêtre. Il voudrait partir pour So-ping pour y entrer dans le couvent. Or, lui et moi, nous sommes dépourvus de tout. Aussi osé-je vous demander, vu l'affreuse situation où nous nous trouvons, de prêter deux cents onces aux conditions usuelles, que je rembourserai à la reprise des affaires. Votre chèque sauvera la vie et la dignité de mon frère. Je vous vouerai toute ma reconnaissance.

« Je suis heureux de ce que vous ne souffrez pas des malheurs qui nous affligent, et je prie pour votre santé.

« Hsi-fo. »

XI

Les missions comme principales provocatrices de la xénophobie.

On peut tirer du sens de ces lettres deux conclusions importantes. D'abord, en tant que documents, elles ne concernent pas des événements uniques, ne constituent pas une exception ; elles sont plutôt l'expression de la moyenne de très nombreux faits analogues. Puis, au point de vue politique, elles prouvent le défaut inhérent à l'existence des missions, et font voir les mesures indispensables à prendre pour sauver le petit reste du prestige compromis par elles, prestige que les gouvernements occidentaux pourraient encore sauver.

Il serait téméraire de mettre en doute la bonne foi de l'immense majorité des chrétiens d'Europe et d'Amérique, dont les sympathies vont aux missionnaires. De même, les diplomates, les gouvernants et les grands industriels et commerçants, qui tous ne se préoccupent que d'intérêts plus ou moins matériels, sont convaincus sans doute que l'œuvre des missionnaires était indispensable pour préparer l'influence économique ou politique de leurs pays respectifs.

Mais tout le monde a été trompé, trompé par le

préjugé de la supériorité européenne ; trompé par la peur aveugle de n'avoir plus bientôt assez de débouchés pour l'industrie occidentale ; trompé par la vanité nationale qui, à tout prix, appuie tout ce qui, dans un sens ou dans un autre, peut reléguer un rival au second plan ; trompé, enfin, par les diplomates européens de Pékin qui, ne connaissant ni la langue, ni les institutions, ni la situation du pays où ils se trouvent, se laissent, avec une bienheureuse simplicité, éclairer par les missionnaires eux-mêmes. Voilà la source du mal. Il faut envoyer à Pékin non pas de petits chefs de cabinet ou d'anciens sous-lieutenants de dragons, mais des savants : avant tout, ne plus considérer Pékin comme une des premières étapes de la carrière, mais comme le poste le plus élevé, le plus difficile et le plus honorable : tout serait là. Mais peut-être est-il déjà trop tard.

Il est faux que les missionnaires aient propagé l'influence de leur mère patrie en Chine. Pour exister, même, les missionnaires sont forcés d'abandonner leur costume, leur langue, leurs habitudes, au point que le Chinois ne sait presque jamais de quelle nationalité ils sont. D'ailleurs, il ne connaît même pas les nations européennes. Répandre, par exemple, l'influence française, ne serait-ce pas faire que la France soit plus respectée que d'autres ? Mais si l'on ne connaît pas plus la France que les autres nations occidentales ?... L'œuvre des missions pour le prestige de leur mère patrie est nulle.

Il est faux que les missions aient propagé en général l'influence pacifique de l'Occident en Chine. De quelque nationalité qu'elles fussent, elles n'ont jamais su faire respecter les institutions européennes, parce que celles-ci laissaient à désirer plus que les institutions chinoises. Le

droit européen ne garantissait que l'impunité aux criminels ; les habitudes occidentales ne faisaient voir que grossièreté, brutalité, ignorance de barbares ; les hommes d'Occident ne satisfaisaient que des appétits peu respectables; la foi d'Occident n'était que la foi dans la réussite d'affaires véreuses ; la science d'Occident ne servait qu'à exploiter le peuple ; les langues d'Occident ne servaient qu'à discuter des affaires et à mentir.

Il est faux que les missions aient propagé le Christianisme en Chine. Le Chinois, héritier des sublimes pensées d'un Kong-tse et d'un Lao-tse, n'a pas besoin d'une morale fondée sur une foi. Il n'a pas besoin de dogmes incompréhensibles. Il ne veut pas non plus d'une morale qui permet d'agir contre les notions qu'il a du droit, ni davantage de dogmes qui l'inféodent à une association qui est en marge de la société. Les chrétiens de Chine leur semblent des traîtres qui vendent la morale pour un profit temporaire et illicite.

Il est faux que les missions aient préparé la voie à l'invasion économique que souhaite le capitalisme occidental. Elles l'ont fermée. Elles ont voulu garder pour elles-mêmes le profit de cette invasion. Ce faisant, elles ont discrédité complètement les procédés commerciaux de l'Occident. Leur exterritorialité judiciaire, qui les a amenées à s'enrichir frauduleusement, a fait naître cette conviction populaire profonde qu'aucun Occidental ne mérite confiance; or, en Chine, la confiance dans la parole domine le commerce. Mais elles ont fait connaître aux Chinois, en partie, les moyens techniques de notre civilisation. Elles ont précipité ainsi le développement inévitable qui, un jour, fera de l'Europe le débouché de l'industrie chinoise. Seuls, des commerçants

pacifiques, travaillant individuellement (comme les Russes dans le Nord), auraient pu faire œuvre utile : les commerçants, professionnels, auraient plus facilement résisté à la tentation de l'exterritorialité, et ils n'auraient pas eu assez d'influence sur leurs gouvernements pour se faire mettre à l'abri de la justice chinoise.

Il est faux que les missions aient relevé le niveau intellectuel en Chine. S'il y a des Chinois qui, grâce à elles, ont appris à lire et à écrire (le chinois ! bien entendu), c'étaient, il y a cinquante ans, les gens sans aveu qui ont fait la révolution des Taï-ping ; ce sont, à présent, dans un pays où l'instruction publique est à peu près aussi bien organisée que chez nous, des gens qui sortent on ne sait d'où, qui vont on ne sait où et qui, comme quantité aussi bien que comme qualité, sont négligeables.

Il est faux que les missions soient l'armée d'occupation pacifique. Ce sont elles, elles seules (en dehors de la ténébreuse conspiration russo-thibétaine, dont je parlerai plus loin), qui ont préparé l'invasion guerrière des hordes européennes en 1900. L'histoire le prouve.

Il est faux que les missions soient pour l'avenir les agents indispensables de l'influence occidentale. Le contraire est vrai. Ce sont elles, qui, aux yeux du peuple, ont fait naître les désastres des dernières années. Dans l'avenir, elles incarnent plus que jamais le crime. Mais, leur passé fût-il plus irréprochable, l'état d'esprit du peuple devrait, dans l'intérêt même de l'Occident, amener les gouvernements non seulement à ne pas appuyer, mais à interdire, du moins pour quelque temps, les missions chinoises.

Or, en présence des faits historiques qui font des missions le véritable obstacle au commerce

pacifique entre l'Occident et la Chine, cette mesure est de toute première nécessité. Si elle n'est pas prise, les gouvernements protecteurs des missions se verront, et ce sont les Chinois qui le disent, d'ici peu forcés à se lancer dans de nouvelles entreprises militaires d'envergure colossale, qui les mettront aux prises avec le nouveau protecteur officiel du bouddhisme thibétain, le Tsar.

Celui qui laissera le protectorat des missions à un rival sera sûr de l'emporter sur lui.

Il est faux que les missions doivent être maintenues dans l'intérêt de l'humanité pour ne pas abandonner les chrétiens chinois. Ces chrétiens, massacrés en nombre, non pour leur foi, mais pour avoir profité de l'injuste exterritorialité des missions, ont abandonné le Christianisme plus facilement que les missionnaires leurs affaires. Les preuves en abondent. Et ceux qui restent chrétiens de conviction, s'il y en a, n'ont besoin ni de prêtres étrangers, ni de la protection exterritoriale.

La religion d'Etat n'existe pas en Chine. Toutes les religions y vivent côte à côte. La tolérance est absolue. Mais la religion ne doit pas dispenser de se soumettre à la loi. Si les missionnaires n'avaient poursuivi d'autres objets que la propagation de la foi, jamais la population ne se serait levée contre eux. Mais, de l'aveu même des personnages officiels (croit-on peut-être qu'on ne lise pas en Chine ?) les missionnaires sont les pionniers de la civilisation occidentale.

Qu'on les remplace dorénavant, d'abord par des savants, puis par des commerçants qui soient renseignés sur tout ce qui concerne leur difficile entreprise.

Il est faux que les missions doivent être maintenues et protégées officiellement parce que leur abandon constituerait une perte matérielle énorme.

Les bénéfices de l'exploitation des missions ont été fabuleux. Les chantages et les pillages des derniers temps s'y ajoutent. Elles reçoivent, en outre, à coups de mensonges et d'abominables machinations, il est vrai, des indemnités fantastiques.

Qu'on les leur donne, sous la condition expresse qu'elles ne retournent plus en Chine ; l'argent ainsi dépensé porterait de gros intérêts moraux, matériels et politiques, au pays qui oserait le faire.

Il est faux que la dignité européenne demande que les missions soient maintenues. La dignité demande qu'on ne se solidarise point avec une institution qui, à l'insu de ses protecteurs, a commis d'innombrables méfaits et amené une crise mondiale.

Il est faux, enfin, que les missions chrétiennes aient, à quelque degré que ce soit, accompli une des tâches que leurs mandataires occidentaux leur ont imposées. Religion, civilisation, activité et conception de vie ont été déconsidérées, calomniées, désarmées, ridiculisées, par ces pionniers peu glorieux qui ont fait perdre un demi-siècle à l'expansion des idées et de la puissance chères au capitalisme occidental.

Il est certain, par contre, que, en dehors de l'incompatibilité des civilisations et des multiples ennuis et désavantages que les Chinois ont eu à subir de la part des colonisateurs européens, ennuis qui se seraient peu à peu effacés avec une pénétration mutuelle plus intime si l'Occidental avait dû vivre en Chine par sa propre force et non pas par la protection constante de pouvoirs publics peu sympathiques, il est certain que les missions ont été la véritable, la dernière et la plus forte cause de la xénophobie en Chine.

Une seule condition *sine qua non* aurait dû être remplie pour éviter la naissance et la croissance de cet état d'âme funeste pour l'Occidental : l'abolition de l'exterritorialité, la soumission de tout le monde — missionnaires, commerçants, voyageurs, tous, à l'exception des personnages diplomatiques — à la juridiction chinoise. C'est alors qu'on aurait vu si les missions religieuses sont religieuses, si les missions commerciales font le commerce, et si l'Europe est capable de l'emporter sur la Chine par la force de son travail. Dans l'histoire des civilisations, les victoires d'Etats signifient la plupart du temps les défaites par la civilisation des vaincus.

La xénophobie chinoise n'est donc point, d'une façon générale, imputable à un trait peu sympathique du caractère populaire. L'existence et les aspects de l'intimité populaire entre les Chinois et de nombreux autres peuples d'Asie, mais surtout celle qui s'est établie (comme il a été décrit), entre les Chinois du nord et les Russes, le prouvent surabondamment. La xénophobie, que l'on représente volontiers comme inhérente d'une façon inextinguible au tempérament des Chinois, se manifeste ainsi comme n'étant que la haine profonde, mais juste, de l'envahi contre l'envahisseur, de l'exploité contre l'exploiteur, du respectueux contre le profanateur : autant de titres de sympathie pour le Chinois et d'antipathie contre l'Occidental. La xénophobie, ou mieux la haine de l'Occidental, constitue chez le Chinois d'à présent une des forces idéales qui, agrémentées de noms ronflants, patriotisme, nationalité, conscience de race, âme nationale, font, à ce qu'on dit, la puissance et la grandeur morale de l'Occident.

XII

L'instrument russe en Chine : le clergé bouddhique.

Le drame énorme qu'on appelle la question chinoise, partant, l'épisode tragi-comique de ces dernières années, est tout entier le produit de la collaboration des deux éléments qui viennent d'être analysés : l'expansion russe vers le Pacifique et la résistance populaire chinoise contre l'invasion économique de l'Occident. Entre ces deux éléments, exposée de façon égale à l'action de chacun d'eux, se trouvait une institution impuissante en elle-même, mais ayant acquis une importance capitale par le ricochet de ces deux actions : la Dynastie mandchoue des Ta-Tsing.

Il a été exposé que cette Dynastie doit compter avec l'européophobie du peuple, que, par conséquent, elle doit affecter une hostilité plus forcée que convaincue à l'égard de l'Occident, et que, d'autre part, l'amitié intéressée de la Russie était assurée à la Dynastie aussi longtemps qu'elle tiendrait l'Occident éloigné des futures sphères de l'activité russe. Le fait que l'empiètement continuel de la Russie sur les droits territoriaux de la Chine n'a en rien empêché la bonne entente entre le Tsar et le Hoang-ti a trouvé son explication : d'une part dans la fidélité chance-

lante du peuple chinois envers la Dynastie mandchoue, d'autre part dans la méfiance commune envers l'Occident.

Etant donnée la position entièrement passive de la Dynastie mandchoue entre l'influence russe et l'influence chinoise nationaliste, la Russie risquait fort, à l'occasion, d'avoir pour elle la Dynastie et contre elle toute la Chine. C'est le contraire qui était souhaitable au point de vue de l'impérialisme russe. Gagner les Chinois, cependant, cela signifiait faire travailler la xénophobie et le nationalisme antidynastique pour la Russie : idée monstrueuse jusqu'à la folie, mais qui, comme les événements le montrent, était parfaitement réalisable. Et plus : il y avait une possibilité de conserver en même temps l'amitié de la Dynastie mandchoue, de l'entraîner dans l'action russe, et de l'utiliser comme suprême moyen de résistance contre les convoitises occidentales. L'exécution d'un plan aussi audacieusement conçu devait être d'une complexité extrême. Il s'agira de démêler les différentes phases et aspects de cette énorme action, pour arriver à l'entendement complet de la question chinoise.

L'instrument puissant que la Russie a su employer dans cette vaste machination est un facteur de la vie extrême-orientale, dont l'importance a jusqu'à présent totalement échappé aux Occidentaux : ce facteur est le clergé bouddhique.

Les conditions religieuses où se trouve la Chine sont, avec l'absence absolue de toute organisation de la part de l'Etat, tellement complexes qu'on renonce facilement à y découvrir de vastes ensembles qui évoquent le souvenir des grandes communautés indo-européennes. L'imbroglio religieux semble inextricable. La juxtaposition et le multiple enchevêtrement de l'ancien animisme avec

les symbolisations et déifications kongfoutsistes et laotsistes, le tout pétri des innombrables conceptions plus ou moins obscures du culte des ancêtres ; et cet amas de croyances, superstitions, principes et imaginations, recouvert du Bouddhisme tardivement superposé qui, grâce à la souplesse de sa mythologie et à la largesse de ses dogmes, s'infiltrait partout avec une rapidité remarquable : toute cette masse amorphe d'idées religieuses devait faire croire à l'absence de tout système, de toute discipline, de tout ordre, au point de vue ecclésiastique. En ce qui concerne spécialement le Bouddhisme, parvenu en Chine, d'une façon définitive, par le Thibet, il s'était adapté à la psychologie thibétaine avant de subir une seconde transformation par l'esprit populaire chinois ; et il ne ressemble guère au Bouddhisme de l'Inde. Il faut reconnaître que le bouddhiste chinois et même le prêtre bouddhiste en Chine n'ont, à quelques rares exceptions près, aucune connaissance, ni de leur communauté d'idées avec le Thibétain, ni de leur dépendance virtuelle de l'autorité spirituelle suprême du Bouddhisme qui siège au Thibet. Mais c'était une erreur grossière que de conclure, comme on l'a fait d'une manière toute générale, que le clergé bouddhique n'existe pas en Chine, parce qu'en Chine on ne s'en rend pas compte. Il suffit qu'on s'en rende compte dans les hautes sphères de la hiérarchie ecclésiastique thibétaine.

Le fait est qu'avec les distances énormes, les communications lentes, les difficultés de langue, les différences de conceptions et l'ignorance en histoire et géographie, l'influence provenant du Thibet doit, pour arriver aux simples bonzes chinois et à leurs disciples, parcourir un nombre d'instances si considérable, passer par des têtes si différentes, qu'avec la négligence qui caractérise

l'activité mentale en Asie, elle se trouve multiplement transformée, mise à la portée de chacun selon ses vues étroites personnelles, dépourvue enfin de la force autoritaire inhérente aux manifestations des suprêmes chefs.

Ces derniers étant inconnus, leur existence même restant obscure pour les instances inférieures, les idées ou opinions lancées par les hautes sphères arrivent au peuple chinois non pas comme paroles d'autorité, mais comme vagues suggestions qui viennent on ne sait d'où, qui se propagent, tels des produits de l'imagination populaire, qui font leur apparition d'emblée, à l'état d'opinion publique ou de « voix du peuple », et dont l'ascendant est d'autant plus considérable sur l'esprit des foules que leur origine est mystérieuse.

Il est probable, il est même certain que les autorités chinoises elles-mêmes, jusque dans les sphères les plus hautes, ne se rendent que très vaguement compte de la redoutable force et même de l'existence de cette influence cléricale.

L'histoire de la dynastie Ta-Tsing aurait cependant dû leur enseigner cette dangereuse réalité ; malheureusement, c'est la Dynastie en personne qui, dès son avènement, s'est vouée à la politique d'autruche en se cachant, et en cachant aux autres, sa situation précaire en face du clergé bouddhique.

Il se fait ainsi que le titre même du Dalaï-Lama de Lhassa est inconnu en Chine; que le vicaire de ce pape bouddhique à Pékin, le Tchangtchakhoutouktou, y joue un rôle absolument mystérieux pour tout le monde ; et que, par conséquent, tout le monde, sauf peut-être les chefs de la Dynastie et les premiers hommes d'Etat, s'accorde à nier, avec les Européens, renseignés aux sources chinoises, que l'influence du Dalaï-Lama

ait jamais existé dans le domaine de la dynastie Ta-Tsing.

La réalité est à peu près le contraire : voire même que la foule chinoise, surtout dans les provinces du nord et de l'ouest, se laisse inconsciemment guider par les inspirations cléricales, et que la Dynastie dépend lamentablement de l'oligarchie théocratique de Lhassa.

Il sera nécessaire d'établir cet état de choses mal connu, pour faire entendre ensuite le genre de la collaboration russo-thibétaine dans la gestion des affaires de Chine.

XIII

La situation de la Dynastie mandchoue en face du clergé. — L'institution du Dalaï-Lama. — Relations thibéto-chinoises. — Relations thibéto-russes.

L'histoire de la dynastie Ta-Tsing tient tout entière à l'histoire de l'autorité spirituelle de Lhassa.

Le Bouddhisme était déjà constitué depuis plusieurs siècles en une Eglise dominatrice de l'Asie, quand, peu avant l'avènement en Chine de la Dynastie mandchoue, il devint l'arbitre des plus grandes questions soulevées dans le grand continent.

La doctrine de la réincarnation, qui veut que les chefs suprêmes de l'Eglise soient des Bouddhas revenus sur la terre, avait déjà provoqué au Thibet l'institution de deux papes, hommes-dieux, de sainteté égale, dont l'un, le Pantchen-Lama, incarnait la sagesse, l'autre, le r'Gyamtso-Lama, le génie administratif présidant au sort de l'Eglise. Forte d'un tel gouvernement surhumain, et d'un clergé qui était l'élite des nations où le Bouddhisme régnait, l'Eglise avait gagné une influence profonde sur l'âme de centaines de millions d'Asiatiques.

Et voici enfin le fait décisif qui devait entraî-

ner jusqu'aux événements singuliers de l'heure présente : la Dynastie mandchoue n'a pu s'installer et ne pouvait subsister en Chine que par l'influence de l'Eglise. Cette vérité, si nouvelle aux yeux des historiens d'Occident, vaut qu'on l'établisse historiquement.

La dynastie Ming, installée sur le trône impérial de Pékin par la révolution qui avait chassé Toghan-Temour, le dernier des Djinghizkhanides, ne sut maintenir son autorité à l'intérieur au delà du moment où ses principes kongfoutsistes et nationalistes furent en conflit avec ceux de l'Eglise bouddhique, arrivée au pouvoir suprême par la dynastie du grand empereur mongol. De plus, des dissentiments amers s'élevaient au sein de la dynastie Ming, et, à partir du milieu du XVIe siècle, la force gouvernementale se restreignait à la gestion des affaires intérieures.

Cet état de faiblesse souleva aussitôt de nouvelles convoitises des grands princes mongols, descendants de Djinghiz-Khaghan. Le principal représentant de cette illustre famille, Altan-Khaghan des Ordos, avait, par un labeur politique de cinquante ans, réuni sous son sceptre la majorité de la nation mongole ; il rêvait de rétablir sa dynastie sur le trône de Chine. Se souvenant sans doute du parti merveilleux que son aïeul Khoubilaï avait tiré du concours de l'Eglise, et bien au courant de la situation en Chine, il lui parut indispensable de se concilier l'immense autorité du r'Gyamtso-Lama, roi théocratique du Thibet et chef suprême de l'Eglise. Il lui offrit de consacrer politiquement sa dignité spirituelle en le désignant comme seigneur spirituel de tous les fidèles, et demanda en revanche le titre de *Seigneur et Soigneur des Dons de la Religion*, lequel équivaut à peu près à celui d'empereur universel

des bouddhistes. Le r'Gyamtso-Lama de Lhassa acquiesça. Il fut prié à la cour d'Altan-Khaghan. Le neveu de celui-ci, Ssetsen-Khungtaïdji, l'y conduisit avec les plus grands honneurs. Il y eut une fête splendide à laquelle assistaient, dit-on, plus de cent mille personnes. Le Khaghan conféra à son hôte le célèbre titre de Vadjradhara-Dalaï-Lama, Lama-Océan Détenteur des Foudres ; au banquet qui suivit la cérémonie d'investiture, cet événement historique d'importance mondiale fut consacré par un beau discours prononcé par Ssetsen-Khungtaïdji.

Il s'exprima de la sorte :

« En conséquence de bénédictions antérieures, nous voyons ici le Lama comme objet réel de l'Adoration, et le Khaghan comme Seigneur des Dons de la Religion, tels le soleil et la lune quand ils se lèvent ensemble au ciel bleu et pur. Par l'ordre du prince des dieux, Hormouzda, notre aïeul Ssoutou-Bogdo-Djinghiz-Khaghan groupa sous son sceptre les cinq couleurs de son propre peuple et les quatre peuples parents. Ses deux petits-fils, la réincarnation du Bouddha, Godan-Khaghan, et Khoubilaï-Ssetsen-Khaghan qui tourna les milles roues dorées de la domination, mirent à la tête de l'administration spirituelle l'Approfondisseur des Abîmes du Savoir, Ssaskya-Pandita, et le Flambeau de la Foi des Etres respirants, le Roi de la Doctrine, Phagspa-Lama; et, en suivant leur exemple, les princes croyants des Mongols invitèrent les Lamas des Ssaskya, et donnèrent aux êtres respirants la félicité par la gestion loyale des deux administrations. Plus tard, depuis l'époque de Toghan-Temour-Oukhaghatou-Ssetsen-Khaghan jusqu'à présent, il y eut des vissicitudes religieuses et politiques. Les péchés et les crimes augmentèrent; nous versâmes

le sang; nous jouîmes de la chair d'êtres viables. Mais, à partir de ce jour, où, par la réversibilité de la roue des temps, nous voyons, dans la splendeur du soleil, le Sakya-Mouni dans la personne du Bogdo-Lama, et le seigneur de la terre Hormouzda dans la personne du puissant Khaghan : à partir de cette grande journée féconde, l'immense fleuve de sang qui délirait en vagues affreuses se mue en un océan lacté, profond et calme. Confiant dans le Khaghan et le Dalaï-Lama, suivons de nouveau la voie lumineuse tracée par nos aïeux : c'est la voie du bonheur. »

Le Dalaï-Lama fut ainsi créé en 1576.

L'événement eut une influence énorme sur la marche de l'histoire orientale. Altan-Khaghan profita de sa nouvelle dignité comme seigneur des dons de la religion, d'abord pour faire codifier le droit canon et mondain, et puis pour préparer le grand coup contre la dynastie Ming. La renommée du Dalaï-Lama s'accrut tellement, même chez les Chinois, que l'empereur se vit obligé d'envoyer en 1587, neuf ans seulement après l'institution du nouveau Pape, des ambassades à Lhassa, pour reconnaître officiellement sa dignité suprême, et pour gagner par là un peu de la bienveillance du clergé qui avait si bien profité au rival qui l'avait distancé. Mais il devait bien sembler aux grands dignitaires de l'Eglise que les successeurs de ce dernier régneraient un jour sur la Chine. Quand, en 1588, le Dalaï-Lama rentra dans le Nirvana, il se réincarna aussitôt dans le corps d'un prince nouveau-né appartenant à la famille d'Altan-Khaghan...

Ce jeune prince reçut naturellement son éducation ecclésiastique à Lhassa ; et le haut clergé thibétain sut fort bien faire de lui le chef de l'Eglise, qui oublie son origine et ses relations fa-

miliales dans l'intérêt de sa dignité. Cependant Altan-Khaghan mourut, et la rivalité de ses successeurs dégénéra en entreprises guerrières qui entraînèrent la désorganisation complète de l'empire. Le haut clergé, qui avait intérêt à rester toujours du côté du plus fort, résolut donc de ne plus appuyer ces princes maladroits, et quand les Khaghan d'Ourga invitèrent leur frère, le jeune Dalaï-Lama, à résider près d'eux (dans l'espoir de pouvoir utiliser son autorité pour leurs petites affaires personnelles), ce dernier refusa catégoriquement de quitter le Thibet. Mais, pour ne pas soulever la colère de gens qui pouvaient, par leurs allures guerrières, mettre le Thibet à feu et à sang, il leur dora la pilule d'une façon fort ingénieuse. Grâce à son tout-savoir, il découvrit dans la personne d'un jeune moine thibétain la réincarnation du Bouddha-Maitréya (qui joue un peu le rôle du Messie dans la mythologie bouddhique), et il envoya cet homme-dieu, qui en rang spirituel lui est à peu près égal, à Ourga comme vicaire général ou vice-pape. On l'appela chez les Mongols Maïdari-Khoutouktou; il se réincarna sans cesse à Ourga, où il vécut en suprême autorité de l'Eglise mongole ; plus tard, on l'appela communément Bogdo-Guiguen-Khoutouktou et, comme tel, il exerce toujours un pouvoir énorme sur l'état d'esprit des Mongols. (Parmi les nombreux hauts dignitaires qui dépendent encore actuellement du Guiguen, il faut citer avant tout le Bandido-Khamba, le chef spirituel de la grande tribu des Bouriates russes.) L'institution du Maïdari-Khoutouktou eut lieu en 1604.

Peu confiant dorénavant en l'étoile des princes mongols, le pape lhasséen dirigea toute la force cléricale sur la Chine, bouddhique depuis long-

temps, mais où il importait, pour rester en tout cas l'arbitre de la situation, d'inculquer à l'esprit populaire des conceptions papistes assez fortes pour contre-balancer toute influence séculière. L'impuissance de la dynastie Ming, qui, d'ailleurs, avait toujours négligé l'Eglise, lui facilita cette tâche. Enfin, vers 1640, les circonstances étaient telles que la population se sentait plus soumise à la volonté du Dalaï-Lama qu'à celle de l'Empereur. Le Dalaï-Lama disposait virtuellement du trône de Pékin.

A ce moment était apparu, à l'est des monts Tchin-gan, chez les Tongouses, un conquérant qui, en plus petit, répéta la carrière grandiose de Djinghiz-Khaghan. Ce fut Taïtsong-Khungtaïdji. Son élan fut irrésistible. Le Dalaï-Lama l'obligea par deux fois. Usant du prestige de son autorité sprituelle, il amena pacifiquement les princes mongols à se soumettre à lui : puis, quelques années plus tard, il lui dénonça à temps une grande révolte de ces mêmes princes (qui venaient d'attaquer le Dalaï-Lama pour se venger).

Taïtsong entreprit de renverser la dynastie Ming, ce qui était facile. Mais consolider sa propre dynastie sur le trône de Pékin était plus ardu. Il comprit que, sans l'appui de l'autorité de l'homme-dieu de Lhassa, tout gouvernement pacifique en Chine serait impossible. Il saisit donc l'occasion d'obliger à son tour celui qui disposait des âmes de cent millions de croyants : il dompta la révolte mongole et se résigna à l'influence cléricale.

Dès lors, son grand rêve dynastique était réalisable. Le renversement de la dynastie Ming n'était plus qu'une question de temps. Mais ce temps devait logiquement être employé, d'un côté par le Dalaï-Lama pour s'assurer la direction spiri-

tuelle de l'empereur présomptif, de l'autre côté par le Khaghan, pour s'assurer le concours pacifique du clergé et, si possible, la suzeraineté politique du Thibet, comme l'avait eue Khoubilaï, le grand empereur mongol.

C'est le Dalaï-Lama qui prit l'initiative de ce jeu diplomatique. Il envoya à Moukden, la résidence du Khaghan, le meilleur de ses diplomates, Gouyouçri-Tsordji, auquel il avait conféré le titre honorifique d'Ilaghouksan-Khoutouktou. Celui-ci arriva à Moukden en 1642 et remit au Khaghan ce message du Dalaï-Lama b'Lo-b'Dsang :

« Si l'on contemple la multitude d'autres créatures sujettes à la révolution des naissances dans les trois mondes, on constate que le bonheur d'obtenir le noble corps humain est encore plus rare que l'apparition d'une étoile en plein jour. Parmi ces apparitions rares, cependant, celle d'un monarque qui dompte l'univers est aussi rare que la découverte de la pierre philosophale qui remplit tous les désirs. Maintenant que tu es devenu le grand et puissant monarque dont la destinée se trouve être de remédier aux malheurs de ce temps troublé, tu ne te rendras digne de ce nom que si tu gouvernes d'après les préceptes de la religion la totalité des peuples qui t'obéissent. Donc, sois protecteur de la religion du Transfiguré, et assume les devoirs de Seigneur et Soigneur des Dons de la Religion. »

Le message portait les sceaux du Pantchen et du Dalaï. Il y eut pendant quelques mois des négociations secrètes entre Tsordji et Taïtsong. Enfin le Khaghan envoya la réponse que voici :

« Je ne suis plus loin, à présent, d'occuper la capitale Taï-Tou des Ta-Mings ; dès que j'aurai achevé ma besogne séculière, j'inviterai les deux

divins Lamas : à leurs pieds j'adorerai ; et je maintiendrai la religion du Bouddha. »

Dès ce moment, la situation respective de la dynastie mandchoue des Ta-Tsing, qui règne encore, et du Dalaï-Lama était fixée.

Taïtsong lui-même, il est vrai, n'eut pas l'occasion de tenir sa promesse. Il mourut dès 1643. Et, son fils étant mineur, il semblait un moment que tout fût de nouveau en question. Mais une nouvelle révolution de palais à Pékin donna aux grands généraux mandchous un prétexte d'intervention. En 1644, ils occupèrent, presque sans résistance, la ville impériale, et installèrent sur le trône le fils de Taïtsong, Eyébère Sassaktchi.

La Dynastie mandchoue eut bientôt honte de dépendre des deux hommes-dieux du Thibet. Mais il fallait être en bons termes avec eux, ou renoncer au gouvernement pacifique de la Chine. En 1651, le Pantchen-Lama et le Dalaï-Lama furent invités à Pékin. Les historiographes mandchous-chinois sont sobres de détails sur cet événement pourtant gros de conséquences : les chroniques mongoles et thibétaines sont singulièrement plus explicites. Et pour cause.

On conclut à ce moment une espèce de concordat qui stipulait, d'une part, la suprématie spirituelle du Dalaï-Lama sur tous les bouddhistes, y compris l'Empereur en tant qu'il est bouddhiste, l'indépendance intérieure du Thibet, dont le Dalaï-Lama resterait le roi politique, et le monopole clérical du commerce au Thibet. (Ce monopole, exigé pour sauvegarder l'intérêt du clergé contre les dangereuses facultés commerciales des Chinois, implique l'interdiction du Thibet aux étrangers ; c'est cette interdiction légale à laquelle on déroge uniquement dans l'intérêt du clergé, et non pas une barbarie imputée aux Thibétains, qui

empêche les voyageurs européens d'atteindre Lhassa.) D'autre part, le concordat stipulait l'obligation pour l'Empereur de maintenir l'intégrité territoriale du Thibet. Ce fut, en fait, la victoire absolue des Lamas sur l'Empereur. Comme indice formal de sa vague vassalité, le Dalaï-Lama voulut bien s'engager à envoyer de cinq en cinq ans des présents à l'Empereur : ce fut, une fois, une dizaine de chameaux blancs, d'autres fois une pelisse de lynx, quelques tigres en cage, une icone incrustée de pierreries, des éléphants, une relique, une Ecriture-Sainte en lettres dorées, ou tout autre tribut qui ne pouvait que très illusoirement dédommager l'Empereur de ce qu'avait d'incertain la faveur cléricale, seule garantie pourtant du sort de la Dynastie.

C'est qu'à mesure que le régime mandchou s'infiltrait dans les provinces méridionales de l'Empire, il perdait de sa popularité ; il était regardé comme un régime étranger. Là, l'influence du clergé bouddhique était faible, et il n'y avait même pas, comme dans les provinces septentrionales et occidentales, le lien d'une commune religion entre la dynastie et ses sujets.

L'empereur Khang-hsi, qui monta sur le trône en 1662, épuisa pendant soixante ans les ressources de son remarquable talent administratif à remédier aux tares qui entachaient la base sociale de la Dynastie. Il n'y réussit pas, quoi qu'en disent les panégyristes officiels.

L'extraordinaire impudence cléricale ne lui offrit une prise qu'au moment où éclatèrent, vers 1712, des rivalités intérieures au Thibet. Au milieu de ses multiples affaires difficultueuses, il osa envoyer une vigoureuse expédition militaire à Lhassa. L'effet de cette entreprise ne fut que temporaire. On put croire un moment que le pouvoir

impérial était absolu à Lhassa, et que la Dynastie garderait l'influence si ardemment souhaitée sur la nomination du Dalaï ou du Pantchen. Mais, les rivalités épiscopales une fois éteintes, l'Eglise était plus forte que jamais.

Quand, en 1720, Lhassa et Pékin procédèrent à un nouvel arrangement des relations officielles, rien au fond ne fut changé. Le monopole commercial du clergé, la condition la plus dure pour la Chine, subsistait. L'autorité spirituelle des Lamas demeurait nécessairement intacte. Après comme avant, la Dynastie avait à compter avec l'influence du clergé sur ses sujets bouddhistes. Enfin, quant à la suzeraineté que l'histoire chinoise voudrait bien caractériser, à partir de ce moment-là, comme souveraineté, elle aussi était restée à peu près ce qu'elle avait été. Seule différence : il y avait désormais à Lhassa et dans trois autres localités une garnison chinoise ; ces troupes, de faible effectif, étaient commandées par un officier mandchou et un officier chinois, qui devaient résider à Lhassa et avaient pour supérieur le gouverneur général du Sze-tchouen ; il était, du reste, expressément stipulé que ces officiers n'étaient autorisés à intervenir à aucun titre dans les affaires intérieures du Thibet.

Or le concordat de 1720 est, de droit, en vigueur jusqu'à ce jour.

Les vicissitudes diplomatiques que les relations officielles entre Pékin et Lhassa ont subies depuis 1720 sont très peu intéressantes au point de vue de l'histoire universelle. Les trois faits matériels permanents qui déterminent la situation des Ta-Tsing en face du Dalaï-Lama sont les suivants :

La Dynastie mandchoue ne jouit de quelque popularité que dans les provinces septentrionales, Tchi-li, Chan-si, Chen-si, Kan-sou, et dans cer-

tains districts du Ho-nan et du Sze-tchouen, c'est-à-dire là où le lamaïsme règne en maître sur l'esprit populaire ; dans le reste de l'immense empire, la Dynastie a toujours été regardée comme étrangère : les grandes sociétés secrètes, qui toutes sont empreintes d'un caractère nettement nationaliste, et les innombrables tentatives de révolution, depuis les Miao-tse (vers 1740) jusqu'aux Boxers, qui toutes avaient pour but primordial de renverser le trône mandchou, en disent assez long. La Dynastie a donc nécessairement besoin du concours clérical pour s'assurer la fidélité des seules provinces où son autorité possède une autre base que la simple force brutale. Mais, tout en ayant besoin du clergé, la Dynastie (et c'est là sa tare) n'a aucun moyen d'imposer ses vues touchant la gestion des affaires cléricales.

La Dynastie mandchoue, en effet, n'a aucune influence sur la nomination du Dalaï-Lama et du Pantchen-Lama. Il a été exposé que ces deux maîtres de l'Eglise sont immortels, en ce sens qu'à la mort de leur corps, leur âme se réincarne immédiatement dans un nouveau-né ; il est donc de la plus haute importance de déterminer quel nouveau-né se trouve être le nouveau Grand-Lama. Or cette élection, sur laquelle la Cour de Pékin prétend dans ses annales avoir la haute main, se fait de la façon suivante. A l'entrée dans le Nirvana de l'un des deux lamas, l'état-civil (tenu par le clergé) établit la liste des garçons nés dans le district de Lhassa dans le laps de temps qui s'écoule entre la mort du Lama et le suivant lever du soleil. On recherche ceux de ces enfants à la naissance desquels des phénomènes atmosphériques extraordinaires ont été observés. Parmi eux, on procède à une première sélection en leur exhibant les

ustensiles de culte du défunt, mélangés à d'autres identiques. Ceux des petits enfants qui saisissent les ustensiles vrais participent à la sélection ultérieure. On les inscrit sur une liste qui ne contient que les noms des nouveau-nés, sans indications de la famille ou des parents. Le Grand-Lama qui survit, auquel cette liste est présentée à l'assemblée solennelle des grands dignitaires, marque, les yeux fermés, d'un trait de plume, trois des noms. Le conclave, composé des chefs des grands monastères de Lhassa et d'autres grands dignitaires ayant le rang de Khoutouktou et qui se trouvent à Lhassa, se constitue aussitôt. Le De-çri, grand chancelier du Dalaï-Lama et véritable directeur de la politique lhasséenne, procède à la confection de trois fiches égales portant les noms désignés. Il les met, aux yeux de l'assemblée, dans la célèbre urne d'or, présent, dit-on, de Khoubilaï. Le couvercle remis sur le ciboire, le Grand-Lama fait son entrée. De la main gauche, il soulève le couvercle, de la main droite, il retire une des fiches, et il prononce le nom à haute voix. L'assemblée se prosterne et murmure, pour la première fois, à l'adresse du jeune homme-dieu, les saintes syllabes : Om-mani-pad-mé-hoûm... Dès ce moment, l'enfant désigné est la propriété du haut clergé; il habite, les premières années avec sa mère, le grandiose palais de Bras-bong à Potala près Lhassa, servi, élevé, instruit par des prêtres éminents ; son éducation, s'il est permis de la comparer à celles d'autres réincarnations, plus faciles à observer, doit être de premier ordre. Mais avant même d'atteindre l'âge d'adolescent, cet être extraordinaire est devenu, non pas l'incarnation du Bouddha, mais celle de l'esprit collectif qui régit l'oligarchie monacale de Lhassa. L'Empereur mandchou n'y est

pour rien ; l'intérêt de la puissance cléricale, le même de Lhassa à Rome et de Pétersbourg à Bénarès, est seul directeur de l'action du Grand-Lama. Et le Grand-Lama, théoriquement, est directeur spirituel des successeurs de Taïtsong... Le Tchangtcha Khoutouktou, vicaire du Dalaï-Lama à Pékin, personnage que n'ont jamais remarqué les diplomates occidentaux, est, au point de vue bouddhique, le confesseur de l'Empereur. (On sait que la confession auriculaire est une vieille invention bouddhique.) Il serait bien audacieux d'affirmer que l'Empereur lui permet de remplir en fait cette extraordinaire fonction, mais peu importe : le monde bouddhique, surtout le clergé, est convaincu qu'il la remplit. Ce fait montre le degré de dépendance où se trouve la Dynastie par rapport à l'Eglise. Mais cette dépendance devenait d'autant plus embarrassante que la Dynastie mandchoue était toujours garante de l'intégrité du territoire thibétain, sans avoir, pour cela, la moindre influence sur son administration intérieure. Et il était évident que la Dynastie mandchoue ne pouvait plus se conformer à cette condition dès que le Thibet se trouvait en contact avec des puissances l'entamant, soit du sud, soit de l'ouest. Dans ce cas, la situation de la Dynastie devait nécessairement prendre un aspect de gravité extrême.

Mais avant que ce cas se présentât, Lhassa vit s'avancer, du nord (comme tous les conquérants de la Chine), un nouveau et puissant chef de peuple : le Tsar.

L'Empire des Tsars entra en communication avec le monde bouddhique du moment où ses frontières touchèrent à celles de l'Empire des Mandchous. Cela eut lieu d'abord en Transbaïkalie, quand, à cheval sur la frontière, se fonda le

célèbre bourg de Kiakhta en plein pays bouriate. Les Bouriates sont probablement la tribu qui a donné naissance à Djinghiz-Khaghan. Ce fut et c'est encore un peuple de pure civilisation mongole et, naturellement, bouddhique.

Ayant senti, dès le premier contact, l'extraordinaire grandeur de la Chine en général, et la formidable puissance du Bouddhisme en particulier, la Russie traita la Dynastie mandchoue en égale, tint la civilisation chinoise pour équivalente à celle de l'Europe, respecta les nationalités et la foi des peuples vivant sur le territoire politiquement russe, bref imita en petit ce que les dynasties chinoises avaient dû faire en grand.

De cette façon, il était inévitable que de très bonnes relations s'établissent avec le clergé bouddhique. La Russie, en introduisant dans les contrées en question l'ordre social cosaque qui est une organisation essentiellement militaire, héritage des tribus mongoles qui avaient dominé en Russie, ne changea pas grand'chose aux habitudes de ces peuples. Le gouvernement eut l'idée ingénieuse d'appuyer officiellement le Bouddhisme chez ses nouveaux sujets, et ce fut cette idée qui lui valut, en fin de compte, la suprématie en Asie. L'organisation de l'Eglise fut officiellement reconnue ; et le chef de l'Eglise bouriate, le Bandido-Khamba, dont le supérieur direct est le Maïdari-Khoutouktou d'Ourga, lequel n'est que le vicaire du Dalaï-Lama, reçut une double investiture, d'abord spirituelle de Lhassa, puis politique de Saint-Pétersbourg. Ainsi s'ouvrirent, il y a près d'un siècle, les relations directes entre le Tsar et les Grands-Lamas. Le Khamba-Lama bouriate, sujet russe, fonctionnaire lhasséen, réside, aux frais du Tsar, dans le magnifique palais du Lac des Oies, à mi-chemin, à peu près, entre le Baïkal

et Kiakhta ; c'est lui la véritable autorité ecclésiastique du pays. La majorité des soldats cosaques du pays étant bouddhiste, ce sont les Lamas qui font prêter le serment de fidélité, eux que les soldats consultent, eux qui bénissent les drapeaux du Tsar, et ces drapeaux, en temps de paix, sont gardés dans le propre palais du Khamba-Lama ; on laisse les médecins bouddhiques exercer librement, non pas seulement parce que, en général, ils sont supérieurs aux produits hybrides des universités russes, mais pour conserver l'amitié du clergé et, par suite, celle, plus importante, de Lhassa.

XIV

Intérêt commun du Tsar et du Dalaï-Lama par rapport à la Chine.

Ces relations mutuellement bienveillantes entre le Tsar, qui faisait abstraction de son autorité de pape orthodoxe, et le Dalaï-Lama, qui faisait abstraction de son autorité de roi théocratique, ne pouvaient que porter des fruits magnifiques. Chacun des deux poursuivait naturellement ses propres projets dans l'espoir de les voir se réaliser par le concours plus ou moins inconscient de l'autre. Ces projets étaient à gagner ou à perdre en Chine. Le Dalaï-Lama avait bien encore en Chine une influence effective incalculable, mais, comme il a été dit, il ne pouvait guère en profiter, parce que l'action qui émanait de Lhassa paraissait aux Chinois émaner simplement d'un courant populaire mystérieux. Et, d'une façon générale, l'action effective ne suffit pas aux grandes organisations ecclésiastiques ; ce n'est pas leur force, c'est leur splendeur, leur force reconnue, qui dénotent leur grandeur. Le clergé bouddhique, représenté par les scribes chinois depuis deux siècles comme serviteur, sinon dévoué, du moins obéis-

sant de la Dynastie mandchoue, éprouvait cette fausse interprétation universellement acceptée comme un affront continuel, et tout son désir ne pouvait être que de montrer une fois de plus au monde bouddhique que ce n'était pas l'empereur, mais le pape qui détient la suprême autorité. Ce désir était cependant assez difficile à réaliser : il impliquait la défaite de la Dynastie mandchoue. Une telle défaite en elle-même n'était peut-être pas très difficile à infliger à la Dynastie qui, depuis cinquante ans, ne subissait que des échecs. Toutefois ce n'était pas le triomphe des Occidentaux chrétiens qu'il fallait provoquer, mais bien le triomphe du Bouddhisme, et comme bouddhistes, ou amis des bouddhistes, capables d'appuyer le Dalaï-Lama contre les Ta-Tsing, il n'y avait que les Russes.

Ces derniers se trouvaient dans une situation à peu près identique. En vue du but économico-politique lointain, qui était, dans un avenir prochain, totalement irréalisable à cause de l'antagonisme de l'Occident et du manque de moyens d'organisation et d'exploitation, il fallait établir un état de choses qui garantirait à la Russie sa liberté d'action dans un avenir plus éloigné. Cet état de choses impliquait la nécessité d'exercer un ascendant irrésistible sur la Dynastie mandchoue, qui permît de lui faire accomplir contre des rivaux à craindre les actions que la Russie ne pouvait entreprendre elle-même, et d'utiliser la xénophobie populaire en Chine contre les Occidentaux et au profit de la Russie.

On sent, dès maintenant, quelle communauté d'intérêts pouvait unir le tsar et le Dalaï-Lama. L'humiliation des Ta-Tsing les amènerait à exercer une prépondérance et tous deux durent entre-

voir vaguement la possibilité d'utiliser la xénophobie pour arriver à leurs fins. Le clergé bouddhique pouvait la stimuler, rendre la Dynastie une fois de plus responsable du fléau européen et la mettre en très mauvaise posture devant son peuple et l'étranger; et la Russie pouvait, au moment opportun, sauver la Dynastie et laisser la xénophobie assaillir ses rivaux.

Il est peu probable qu'un plan aussi complexe ait pu être sérieusement envisagé sans d'autres motifs. Mais il s'est formé peu à peu avec les événements.

En tout cas, son exécution devint tout d'un coup réalisable vers 1892.

Les relations officielles entre Pékin et Lhassa furent, en effet, rompues en 1892.

Ç'avait été la conséquence d'une grave maladresse du gouvernement anglais. Il y a longtemps déjà, quand le gouvernement britannique de l'Inde avait annexé le district de Lhadak, indubitablement thibétain, le Dalaï-Lama avait sommé l'Empereur d'intervenir. La Cour de Pékin, qui venait d'être mise en échec par les puissances occidentales, en était absolument incapable. Le district en question se trouvant fort loin de Lhassa, le Dalaï-Lama se résigna. Mais, d'un côté, l'harmonie mandchoue-thibétaine avait reçu le premier choc ; et d'autre part, l'Angleterre s'était fait du Dalaï-Lama, dont elle ne soupçonnait pas la force, un ennemi mortel.

L'oligarchie de Lhassa fit, à partir de ce moment, revivre son activité secrète. Le De-çri, en sa qualité de général *de propaganda fide*, se souvenant du temps qui avait précédé l'avènement des Mandchous, entreprit une vaste campagne pour le rétablissement de l'autorité lhasséenne

dans le monde bouddhique tout entier. Depuis la Mandchourie (peuplée déjà exclusivement de Chinois, les Mandchous ayant été assimilés) jusqu'en Birmanie, depuis le Pendjab jusqu'au Baïkal, se faisait sentir la force de l'idée panbouddhique, incarnée dans la personne du saint Dalaï-Lama ; en Mongolie, en Chine, au Turkestan, au Siam, on chantait des chansons populaires qui parfois étaient d'un caractère nettement subversif du régime politique existant. A peine cette immense propagande préparatoire eut-elle fait espérer à Lhassa la victoire finale de l'Eglise, que l'Angleterre, d'un coup grossier et qui porte le stigmate de la plus désastreuse maladresse, précipita la marche des événements et fit involontairement de son grand ennemi, le Dalaï-Lama, l'arbitre des différends que le souci d'une domination universelle à fait surgir entre l'Angleterre et la Russie.

Le gouvernement de l'Inde annexa, en 1890, le district du Sikkim, qui contient la montagne sainte du Kantchindjinga, et s'étend loin au nord de la chaîne principale de l'Himalaya, frontière thibétaine. Cette nouvelle incursion sur son territoire, à une distance relativement petite de Lhassa, acheva d'indigner le Dalaï-Lama. Et... la constellation des forces qui gouvernent l'Asie en fut profondément affectée.

Le Dalaï-Lama somma l'Empereur de se conformer strictement au concordat et de maintenir l'intégrité territoriale de son domaine : il menaça, en cas de refus, de considérer l'ancien traité comme nul, de ne plus envoyer de cadeaux, de renoncer à la présence des troupes chinoises à Lhassa, et de reprendre son entière liberté d'action tant politique que spirituelle. L'Empereur,

dans l'impossibilité de faire droit à la demande, n'osa même pas répondre.

Les présents que le Dalaï-Lama aurait dû envoyer en 1892 ne furent pas expédiés. Le concordat de 1720 avait cessé d'exister et le Tchang-tcha-Khoutouktou à Pékin, tout en restant à la Cour comme simple et redoutable observateur, ne prit plus aucune part aux actions officielles du gouvernement.

C'est alors que les relations amicales qui régnaient entre le Bandido-Khamba, suprême lama des Bouriates et le gouvernement du Tsar, portèrent leurs fruits. Lhassa, s'étant virtuellement affranchi de la suzeraineté mandchoue, avait à craindre maintenant et la brutalité chinoise, et la grossièreté anglaise. Malgré la dépendance où se trouvait la Dynastie mandchoue par rapport à Lhassa, le danger chinois n'était pas à dédaigner, car il fallait au Dalaï-Lama plus de temps pour miner l'autorité et renverser le trône, qu'au gouvernement pour envoyer une expédition militaire au Thibet. D'un autre côté, il était bien connu à Lhassa que l'Angleterre ne désirait rien tant que mettre le Sze-tchouen en rapport direct avec l'Assam par la route de Batang, ce qui serait en même temps la ruine du Thibet, l'agonie du lamaïsme en Chine, et la suprématie anglaise en Extrême Orient. Lhassa avait donc besoin d'un protecteur.

Mais si la Dynastie mandchoue montrait sa capacité d'exister, sans et même contre l'autorité lhasséenne, la Russie devait perdre tout espoir de prendre de sitôt sur la Dynastie l'ascendant qui lui était nécessaire pour s'assurer une influence prépondérante dans les pays tributaires du nord, tels que la Mandchourie et la Mongolie, et surtout pour faire évincer, sans engager sa propre

responsabilité, ses rivaux européens de la Chine septentrionale. Et, d'un autre côté, si l'Angleterre poursuivait ses buts en traitant le Dalaï-Lama comme un simple vassal de la Chine, le prestige anglais gagnait de façon à contre-balancer du coup les laborieux résultats de la diplomatie russe en Perse, en Afghanistan et en Chine. La Russie avait donc besoin d'un Dalaï-Lama puissant.

Le danger commun, quoique de nature différente, devait rapprocher le Dalaï-Lama et le Tsar. Et la conspiration de ces deux papes-rois, qui, à eux deux, disposent peut-être du tiers de l'humanité, ne pouvait qu'engendrer une action de monstrueuse envergure. La voie de communication naturelle, et à l'abri de toute indiscrétion, passait évidemment par le lac des Oies ; le Khamba-Lama des Bouriates fut l'intermédiaire donné par les circonstances. Les relations, ténébreusement établies, eurent bientôt pour conséquences des démarches officielles non moins secrètes. La Russie, qui voyait s'approcher, qui contribuait même à créer une grande crise chinoise, fit le premier pas. Un prétendu étudiant, sujet russe, de nationalité bouriate, élève distingué de l'académie lamaïste du Lac des Oies, fut envoyé à Lhassa, non pas comme les autorités russes le racontaient, pour achever ses études à la source même de la sagesse, mais comme porteur d'un message impérial, dont le contenu, du reste, n'a jamais été divulgué. Quand, après une absence d'une année, juste le temps d'accomplir cette mission, le jeune Lama revint, le Khamba-Lama Tchoigyin Iroltieff lui-même partit aussitôt pour Pétersbourg.

Ce ne fut que quatre ans plus tard que l'on put percer le secret des relations ainsi inaugurées entre Lhassa et Saint-Pétersbourg.

XV

La constellation des Puissances en Extrême Orient avant 1900.

A moins d'impossibles hasards qui livreraient à la publicité les archives et les correspondances secrètes des ministères russes de l'Extérieur et des Finances, on ne saura sans doute jamais les détails des préparatifs et des conséquences immédiates qu'ont certainement comportés les différentes démarches de personnages officieux, et l'échange suivi de documents diplomatiques par la voie du Lac des Oies. Le développement ultérieur des événements permet, comme on le verra, de supposer avec une certitude à peu près absolue qu'à ce moment-là la communauté d'intérêt entre les deux papes-rois avait déjà permis d'escompter une communauté d'action, du moins dans un certain domaine.

Il est évident que Lhassa n'a jamais fait part à Pétersbourg de ses inquiétudes intimes concernant l'invasion anglaise ; et il est non moins clair que le gouvernement russe n'a jamais exposé au gouvernement thibétain son angoisse de voir la Dynastie mandchoue, soit trop puissante pour lui imposer son amitié encombrante, soit trop soumise à l'influence occidentale pour l'utiliser comme tampon contre les convoitises des Puissances maritimes. Mais la simple réalité des rela-

tions amicales russo-thibétaines suffisait à ce moment pour sauvegarder les buts poursuivis par l'un et l'autre théocrate. La position était prise.

Il ne fallait plus qu'attendre un événement qui mît l'un dans une posture le contraignant de montrer ses intentions, pour que l'autre, en l'appuyant de son autorité morale, sinon de sa force effective, en tirât profit, en tout état de cause, soit aux dépens de la Dynastie mandchoue, soit aux dépens des Occidentaux. Le hasard, le meilleur serviteur des politiciens audacieux, se chargea aussitôt de produire des événements qui devaient profiter aux deux à la fois dans leur action contre la Dynastie mandchoue et dans celle contre les puissances maritimes : ce fut la guerre sino-japonaise.

Cet incident curieux n'a jamais eu, au point de vue général, l'importance d'une guerre entre deux grands Etats d'Extrême Orient, mais uniquement celle d'un épisode, considérable il est vrai, de la guerre diplomatique que l'Angleterre doit mener contre la Russie depuis que cette dernière cherche en Orient les mers libres que l'Occident lui a fermées. Au commencement de cet intermède, qui en lui-même n'a eu aucune importance pour le développement de la question chinoise en général, la constellation des forces qui dominaient le continent asiatique oriental était donc la suivante :

La Dynastie mandchoue, sans cesse tracassée par l'Occident, avait confié le soin de son salut à la finesse sans pareille du grand Li-hong-tchang. Elle ne pensait travailler qu'à sa propre conservation ; ses intérêts coïncidaient cependant avec ceux des Chinois, en ce sens que l'amitié, même encombrante, de la Russie, était la seule garantie stable de l'existence de la Dynastie et de la liberté relative du peuple chinois. Li, Chinois au service des Mandchous, n'a cessé de mener les

deux intérêts ensemble, aussi longtemps que cela a été possible. A ce moment-là, les deux puissances, peuple et Dynastie, n'étaient que forces passives. La Dynastie était inquiétée par le silence inamical du Dalaï-Lama ; inquiétée aussi par la Russie amie, qui embrassait déjà ses provinces ancestrales, la Mandchourie, depuis la Corée jusqu'en Transbaïkalie ; inquiétée encore plus par l'Occident insolent, dont les appétits grandissants faisaient entrevoir le moment où il faudrait, coûte que coûte, résister et refuser; inquiétée enfin par les prétentions des petits Japonais, élèves ou plutôt singes des Anglais, qui, à l'aide de l'argent de leurs professeurs en barbarie, s'étaient avisés, non seulement d'introduire chez eux toutes les grossièretés et bassesses de l'Occident pour pouvoir abandonner leur culture nationale qu'ils ne méritaient décidément pas, mais encore d'imiter les horreurs et les stupidités de l'impérialisme guerrier qui caractérise notre décadence intellectuelle et sentimentale. La Dynastie mandchoue, régnant sur le peuple qui a tout donné au Japon, depuis les fondements de son organisation sociale jusqu'aux idées générales qui président à sa psychologie, depuis la poésie jusqu'à la religion, et l'écriture, et tous les arts et métiers... la Dynastie mandchoue devait tout d'un coup voir, à son énorme surprise, que ce rejeton dégénéré de son peuple, appuyé par les artifices des Occidentaux, acquérait une importance occidentale qui ne correspondait en rien à sa valeur intrinsèque.

La Dynastie mandchoue ne fut plus, dans le système des forces s'entre-choquant en Extrême Orient, que le point d'application général.

Le peuple chinois exposé, par l'impuissance de la Dynastie mandchoue, à tout l'arbitraire et à

toutes les vilenies des méthodes soi-disant colonisatrices de l'Europe, était en proie à la xénophobie la plus exaspérée. Cette xénophobie, occidentophobie plutôt, ne l'empêchait cependant pas d'observer une tranquillité relativement appréciable. A l'intérieur, le fléau étranger était encore supporté avec un fatalisme commode, qui englobait la Dynastie mandchoue elle-même dans le nombre de ceux qui sont impuissants à résister à l'invasion des Occidentaux. Il y avait un peuple xénophobe, mais résigné et quelque peu fidèle à la Dynastie.

Les Occidentaux, avec leur imitateur japonais, ne figuraient point, comme on serait tenté de le croire, comme adversaires de la Dynastie mandchoue, ni même du peuple chinois. Ce dernier ne leur apparaissait que comme un immense instrument de travail à acquérir au plus bas prix. Ils ne comptaient ni avec le peuple, ni avec la Dynastie; ils ne comptaient qu'avec leurs rivaux respectifs ; et la Dynastie ne les intéressait que par le fait que c'était uniquement en l'impressionnant, elle, l'impuissante, par les artifices de leur diplomatie inepte, qu'ils pouvaient espérer battre leurs rivaux.

La Russie se trouvait déjà, par suite de sa politique excellente, avoir la partie belle. Indispensable à la Dynastie mandchoue et indispensable aussi au Dalaï-Lama, elle était sûre de l'appui de ce dernier, comme de la docilité de la première, dans toute conflagration possible avec l'Occident. Inconnue à la masse du peuple chinois, mais amicalement saluée dans les contrées où un contact entre Russes et Chinois avait eu lieu, elle avait pour elle, contre l'Occident, les bouddhistes du nord ; et la xénophobie, point capital, ne frappait que les quelques Russes des ports qui pouvaient être identifiés aux occidentaux. Outre cela, la

Russie pouvait du moins légitimement s'attendre à ce que le mouvement panbouddhique, s'il se dirigeait un jour contre la Dynastie mandchoue, lui offrit l'occasion, et de sauver la Dynastie (donc de la dominer), et de voir, si le même mouvement pouvait s'identifier à un mouvement xénophobe, ses rivaux mis en mauvaise posture, sans aucun effort de son côté.

Le Thibet occupait de nouveau pour la première fois depuis plus de deux siècles, la place que l'oligarchie de Lhassa croyait devoir souhaiter. Il pouvait, par les fils invisibles de ses intrigues, influencer, soulever, faire marcher les bouddhistes, et aussi les innombrables pseudo-bouddhistes, mystiques, ésotéromanes, bref, tout l'immense troupeau de ceux qui, en Chine, sont sujets à l'hystérie religieuse. Il pouvait par là ébranler le trône des Mandchous. Il pouvait aussi bien provoquer un éclat formidable de cette force mystique dans une autre direction, par exemple, contre les Anglais détestés. Il disposait, en tout cas, n'ayant avec l'amitié russe aucune suite politique fâcheuse à craindre, de toutes les âmes accessibles aux artifices des prêtres et aux idées mystérieusement mises en circulation. Il disposait de ce qu'on appelle le *courant populaire*, en Chine, et particulièrement dans la Chine septentrionale, en Mandchourie et en Mongolie.

Voici donc quatre forces à l'œuvre : Russie, Thibet, Chine et Occident ; toutes les quatre évoluent autour d'un cinquième élément, la Dynastie mandchoue, qui forme le seul point où toutes les quatre à la fois puissent se montrer et se rencontrer.

La constellation et la valeur de ces cinq éléments une fois établies, leur conflagration finale, telle qu'elle a commencé, en 1894, par la guerre sino-japonaise pour ne finir sans doute que dans

un avenir assez éloigné, prennent un aspect totalement différent de celui sous lequel des observateurs intéressés l'ont présenté au public dans leurs pays respectifs.

Les événements eux-mêmes étant connus à satiété, ce ne sont que les grandes lignes, les mobiles secrets, les actions secrètes et les buts secrets qui se sont fait jour pendant cette conflagration, qui soient d'un intérêt général. C'est de cette façon que l'aspect véritable de la question à son stade actuel ressortira spontanément. Ce ne sera pas l'histoire des événements contemporains, mais leur histologie...

XVI

L'action diplomatique russe en Chine depuis la guerre sino-japonaise. — La convention Cassini. — La Banque russo-chinoise et ses buts. — La concession de l'or en Mongolie.

La curieuse histoire de l'ultimatum de Matsouchima, par lequel, en 1894, la Russie empêcha astucieusement le Japon de prendre place sur le continent asiatique, et par lequel elle gagna l'entière sympathie de l'Empereur mandchou, fut en réalité le point de départ de la mêlée générale de ces cinq éléments. Elle montra subitement à l'Angleterre et à son instrument, le Japon, le danger fatal qui menaçait le rêve de suprématie en Chine, sur lequel ces deux puissances avaient cru pouvoir construire l'édifice fantastique de leur grandeur future. Mais comme personne n'avait pensé à ce danger; comme, par conséquent, on n'était pas préparé à faire face à ce nouveau et terrible adversaire qui se dressait derrière la Chine, en face des Maritimes avides à l'exploiter, il fallut bien se résigner à subir les volontés, peu amicales pour les procédés occidentaux, de ce nouvel intéressé.

Pour la première fois, une différence foncière entre la Russie et l'Occident se montra à cette

occasion. L'Europe entière, séduite par les perspectives d'une exploitation lucrative de la Chine par l'application imposée de méthodes modernes, applaudissait à son porte-paroles, le Japon, qui faisait le gros travail pour ses bienveillants protecteurs. Et voilà que la Russie détruirait toutes ces belles espérances par un retour au point de vue barbare, chinois, asiatique, qui semblait impossible à expliquer !

Dès la ridicule fin de cette guerre ridicule, on aurait pu voir clair cependant. Le traité de Shimonosaki ratifiait simplement les paroles consolatrices que le ministre russe à Pékin, le comte Cassini, avait portées à la Dynastie mandchoue. La conclusion rapide de la paix imposée par la Russie avait deux raisons : d'une part, elle remettait le Japon à sa place et montrait, en même temps, la nécessité inéluctable où se trouve la Russie d'intervenir dans chaque incident d'Extrême Orient ; d'autre part, elle empêchait le peuple chinois d'avoir connaissance de cette guerre et offrait de cette façon à la Dynastie l'occasion de se manifester, sinon comme victorieuse, du moins comme ayant su mener à bien des entreprises lointaines, ignorées du public.

L'exemple d'incontestable faiblesse militaire dont, cependant, la Dynastie mandchoue avait fait preuve, ne pouvait que réveiller dans une forme encore plus véhémente les convoitises de différentes natures des Puissances maritimes. Ce fut alors le temps où la trop fameuse théorie du partage de la Chine prit naissance dans les cerveaux mal équilibrés des impérialistes européens. Et sans nul doute, on aurait essayé de mettre cette théorie en pratique, si la rivalité entre les grandes Puissances n'avait fait envisager la possibilité d'une conflagration européenne.

La théorie des sphères d'influence — forme diplomatique de la théorie du partage — pouvait, avec moins de danger pour l'Europe, être mise en avant dans les relations avec la Dynastie mandchoue. Et cette théorie, qui par définition maintenait et l'intégrité de la Chine, et la Dynastie mandchoue, pouvait être habilement adoptée par la Russie pour faire semblant d'être un simple élément constituant du concert européen. L'application de cette théorie eut pour conséquence les différentes concessions à bail de territoires, que la Dynastie mandchoue payait à l'Europe comme rançon d'une tutelle trop encombrante. Ces concessions furent cependant la source des difficultés les plus redoutables des deux côtés.

La Dynastie mandchoue disposait ici de terrains dont elle avait usurpé autrefois l'administration, et dont, aux yeux des Chinois, elle ne saurait disposer ; elle risquait donc de perdre le peu de sympathie qu'elle avait dans le peuple. Et, en même temps, elle ne se débarrassait pas du tout des diplomates européens : le fait des concessions lui-même, avec les inévitables chocs fâcheux entre les Européens et les Chinois des environs, amenait d'interminables séries de plaintes, de contestations, de menaces et de réclamations, qui, sans exception, se résolvaient tout naturellement au profit des étrangers.

D'un autre côté, les Européens avaient fait le pas décisif dans la voie absolument fausse où les avait entraînés cette double erreur : que les Chinois sont un peuple non civilisé, partant colonisable, et que la Dynastie mandchoue dispose souverainement des ressources et des produits du pays. De cette façon, ils organisaient leur activité exploitatrice d'après une méthode qui ne pouvait qu'accroître la résistance du peuple, exal-

ter la xénophobie, créer un nationalisme chinois, phénomène inconnu depuis des siècles, exaspérer l'esprit populaire, et enfin, par ricochet, ébranler l'autorité de la Dynastie qui pourtant seule offrait aux envahisseurs d'Occident une prise sur la nation.

La Russie, bien entendu, prenait encore, quoique impliquée elle-même dans la politique des sphères d'influence, une place totalement différente de celle des Puissances maritimes. L'établissement des ports de Dalny et Port-Arthur était en première ligne, au point de vue chinois, un acte stratégique qui n'avait pour ainsi dire aucune influence sur la vie populaire et économique en Chine. Et pendant que l'Occident aveugle se laissait convaincre que l'amitié russo-chinoise, au moment de la guerre sino-japonaise, n'avait été qu'un hasard de l'heure habilement appliqué par la Russie pour dépouiller son ami protégé, qui, sans doute se repentait déjà amèrement de sa confiance, on travaillait d'une façon aussi amicale qu'utile entre Saint-Pétersbourg et Pékin.

Le comte Cassini, dont la tâche principale — celle de montrer à la Dynastie mandchoue que pour elle le seul salut était une Russie forte — était achevée, quitta Pékin, et traversa dans un long triomphe l'immense route qui reliait seule jusqu'alors les domaines russes et chinois. Il traversa la Mongolie, resta quelques jours à Ourga, le siège du Grand-Khan mongol et du Guiguen-Khoutouktou, vicaire du Dalaï-Lama, et rentra à Saint-Pétersbourg par la Sibérie. Le prince Oukhtomsky, envoyé en Chine en mission spéciale à titre non officiel, répéta ce voyage triomphal l'année suivante. Ces petits incidents extérieurs, qui cachent des événements diplomatiques dont on ne saura jamais les détails, ne semblaient pas signi-

fier grand'chose à côté d'un autre événement qu'on ne pouvait cacher, au moins en grande partie : ce fut la soi-disant mystérieuse convention Cassini, signée par Li-hong-tchang à Moscou, espèce de cadeau chinois pour le couronnement du Tsar. C'est cette convention qui stipulait la fondation de la Banque russo-chinoise et la construction du Transmandchourien. Tandis que la construction de cette ligne stratégique ne pouvait avoir qu'une importance temporaire pour la Russie, la fondation de la banque avait une signification autrement considérable. Le Transmandchourien devait, dans l'esprit du gouvernement mandchou, être en réalité d'une utilité autrement grande pour la Dynastie pékinoise que pour la Russie. D'une façon indirecte, bien entendu : c'est en ayant à sa disposition ce moyen de transport relativement puissant, que la Russie pourrait s'opposer avec succès aux tentatives éventuelles de nouvelles invasions japonaises ou occidentales sur le continent asiatique ; et, d'autre part, la prospérité des trois provinces mandchouriennes ne pouvait que s'accroître, d'autant que la construction des chemins de fer à exécuter par les Russes comportait l'annihilation préalable des Khonkhouses, qui avaient établi en ce pays un véritable Etat dans l'Etat (dont il sera question plus loin). Le gouvernement chinois voulait d'ailleurs bien payer une partie des frais d'établissement... avec de l'argent emprunté en Europe.

Ne s'est-on pas rendu compte, à Pékin, que l'établissement du chemin de fer équivalait à une annexion russe ? C'est douteux. En tout cas, il fallait l'amitié russe, et, d'un autre côté, on pouvait toujours espérer que la rivalité des Occidentaux et des Japonais empêcherait un aussi audacieux coup de main. Bien mieux, il résulte

d'entretiens avec le fils de Li-hong-tchang que cet homme remarquable pensait, en laissant aux Russes, l'initiative et la responsabilité des travaux en Mandchourie, mettre directement aux prises la Russie et le Japon qui, en s'affaiblissant mutuellement, relèveraient le prestige de la Dynastie indispensable à l'un ou à l'autre pour venir à bout de l'adversaire.

La Russie, d'autre part, voyait dans la construction du Transmandchourien un acte stratégique que l'on ne pouvait encore soupçonner à Pékin, mais qui entraînerait la mainmise sur les destins de la dynastie Ta-Tsing.

La Banque russo-chinoise était censée fournir les fonds nécessaires à la construction du Transmandchourien ; elle devait, d'après ses statuts, favoriser en même temps et par tous les moyens le commerce russo-chinois. Ces moyens, on le verra plus tard, ont été à l'occasion extrêmement curieux. Elle devait en outre, mais ses statuts sont muets sur ce point, agir comme succursale clandestine du ministère des Finances et, partant, de la politique impériale russe. Sa fondation fut l'essai le plus audacieux pour engager des capitaux juifs, cosmopolites, gouvernementaux, impériaux, dans des entreprises qui, pour paraître privées, n'en étaient pas moins l'expression immédiate de l'action russe. Les intérêts multiples de tous les membres de l'occulte gouvernement qui, pardessus la tête du Tsar, dirige la politique russe, se trouvaient mêlés à cette affaire énorme qui, sous la couverture d'un simple appel officiel aux capitaux privés, ne tendait à rien moins qu'à gagner un ascendant décisif sur tout ce qui touche à l'Extrême Orient, et, par ricochet, sur la disposition de tous les marchés financiers d'Occident.

La belle et ingénieuse épouse du ministre des Finances donna, à la place de son mari, constitutionnellement empêché de prendre part à cette affaire gigantesque, et son nom, et ses capitaux et ses grâces. Le prince Ouchtomsky, éternel émissaire confidentiel, homme de presse habile, ami personnel du Tsar et, par-dessus tout, connaisseur excellent de la Chine, confident transparent de Li, maître de l'intrigue, et charmeur des serpents de la ténébreuse réaction intègre et envieuse de Saint-Pétersbourg, fournit l'éclat de son nom, la simplicité de son âme, son astuce de journaliste et sa splendide insolence d'homme au-dessus de tous les soupçons. MM. Rothstein et Spitzer secondaient ces premiers rôles avec les inépuisables trésors de la haute finance juive de Paris, Berlin, Londres et New York. Enfin Li-hong-tchang et plusieurs syndicats chinois représentaient dignement le légendaire esprit commercial chinois dans cette combinaison d'envergure mondiale.

Deux hommes extraordinaires furent trouvés pour constituer l'exécutive de ce corps, bientôt législatif en matière extrême-orientale. L'un d'eux, un Russe pur, dont l'esprit diplomatique et l'astuce financière ne trouvent d'égales que chez les grands boursiers chinois, eut l'occasion de montrer sa supériorité à Pékin. M. Pokolitoff organisa l'établissement pékinois de la Banque russo-chinoise, voire l'agence économique occulte du gouvernement russe auprès des Ta-Tsing. L'autre organisateur, M. von Grot, véritable génie administratif et linguistique, se targuant de nationalités multiples (russe, américaine, chinoise) et de hautes charges gouvernementales et autres non moins multiples, figurait en Extrême Orient partout où il y avait quelque chose à faire. Homme à

transformations, il fut tantôt directeur de banque, tantôt concessionnaire de chemin de fer, tantôt inspecteur, tantôt entrepreneur de constructions militaires, tantôt propriétaire de mines, résident général, ministre, gouverneur, consul ou maître de poste. Il incarnait, à tour de rôle, véritable homme de paille du gouvernement Witte, toutes les fonctions difficiles et complexes qui, pour des raisons de discrétion ou simplement de capacités, ne souffraient pas l'application du principe de la division du travail.

En dehors du rôle officiel de constructrice du Transmandchourien et organisatrice, à titre privé, du commerce russo-chinois, et en dehors aussi du rôle occulte d'agent clandestin de la politique souterraine de la Russie, la Banque avait une autre tâche, en contradiction formelle non seulement avec ses statuts, mais encore avec les lois fondamentales de la Chine : elle avait la mission de chercher et d'exploiter les gisements aurifères qui, selon toute probalité, devaient exister dans les Etats tributaires septentrionaux de la Chine.

L'exécution de cette tâche, extrêmement délicate évidemment, mais non moins effective, n'a été possible (et c'est ici un point extrêmement important pour la caractéristique des relations russo-chinoises à ce moment-là, 1896-1897) que par une dérogation formelle des Ta-Tsing à une de leurs prérogatives les plus jalousement défendues. La concession de chercher et d'exploiter des mines d'or dans la Mongolie septentrionale, que M. von Grot obtint en 1897 (à titre personnel naturellement, le ministère des Finances ne pouvant procéder à l'étranger à des exploitations de ce genre), est en vérité un événement bien plus considérable que la concession du Transmandchourien ; car c'était la tradition annihilée et, ce qui est presque

plus grave encore, la loi divine du Bouddhisme thibétain renversée.

La loi chinoise qui défend, « sous peine de mort, de fouiller la terre en vue de lever des trésors, » remonte aux grands empereurs mongols du XIIIe siècle.

Le Bouddhisme thibétain, imposé en Extrême Orient par ces empereurs mongols, enseigne l'indifférence à l'endroit des conditions de la vie. Les vœux de pauvreté et de chasteté que le Christianisme adopta ont été une règle acceptée par le clergé bouddhique, et il la fit subir au peuple. L'or étant stigmatisé comme une source éternelle du Mal, la charité voulait qu'on en interdît l'approche. Seuls les princes de l'Eglise, réincarnations de Bouddha, comme tels supérieurs au Mal et aux passions, pouvaient produire et manier le redoutable métal.

D'autre part, on assimile bien le gouvernement à une grande famille, mais une famille qui, n'ayant pas de pair, ne reconnaît aucun contrôle. Ainsi l'individu est forcé à l'altruisme, mais l'égoïsme de l'Etat est illimité. Des raisons de morale individuelle font interdire la production de l'or aux particuliers, mais la raison d'Etat confère hardiment le monopole de l'or à l'Etat. Ce monopole, pendant cinq siècles, a été accepté par le tiers de l'humanité. Il est en vigueur aujourd'hui comme au temps du grand Koubilaï-Khaghan, et il faut reconnaître qu'il a puissamment contribué au progrès du crédit, qui sans doute fera disparaître l'inutile monnaie.

XVII

Importance politique de la concession de l'exploitation de l'or. — Les princes mongols. — L'étalon d'or en Russie.

Pour quelles raisons la Dynastie mandchoue a-t-elle accordé les concessions d'or à M. de Cassini ou à son successeur M. de Giers, ou plutôt à MM. de Grot, d'Oukhtomsky et Pokolitoff ?

Il est permis d'y voir le premier ricochet de la politique lhasséenne. C'était de la part de la Dynastie une réponse assez habile au clergé thibétain qui avait rompu les liens officiels avec la Cour de Pékin.

Mais il y avait autre chose. La Dynastie, en accordant des concessions minières en Mongolie, usurpait un droit, et elle savait, sans doute, que sa gracieuseté apparente envers la Russie ne pouvait qu'engendrer des contestations et des difficultés sans fin entre les concessionnaires russes et les princes mongols. Elle espérait, peut-être, dans le cas où, véritablement, des conflits russo-mongols armés se seraient produits, pouvoir prouver qu'elle avait donné la concession, non pas volontairement, mais sous une pression irrésistible, et, par suite, gagner du temps. Cela

est même probable, car elle évitait soigneusement d'étendre ses concessions sur les provinces mandchouriennes où son autorité est immédiate, et où, par conséquent, une concession minière aurait été exploitée sans délai.

C'est que la Dynastie mandchoue n'est pas souveraine en Mongolie, elle n'y est que suzeraine. Les princes mongols ont virtuellement chez eux les mêmes droits que l'Empereur mandchou en Mandchourie. L'unique prérogative du suzerain consiste en la perception d'un certain impôt, et en la juridiction dans les colonies commerciales chinoises qui constituent de véritables villes étrangères en Mongolie. Par contre, le suzerain ne dispose directement ni du terrain, ni des produits, ni des organisations militaires ou civiles du pays. La concession minière que l'Empereur mandchou aurait pu accorder chez lui, en Mandchourie, n'avait aucun sens en Mongolie ; c'étaient seuls les princes mongols qui étaient libres de l'accorder ou de la refuser. L'acte ou plutôt l'abus de pouvoir dont la Dynastie se rendait coupable, eut d'ailleurs plus tard des conséquences qui trompèrent toutes les attentes de la Cour de Pékin : il détruisait la séculaire fidélité des princes mongols et les poussait, guidés par le clergé, dans les bras de la Russie.

Cette dernière était parfaitement au courant de la situation constitutionnelle en Mongolie. Elle risquait sciemment de soulever contre elle les princes mongols : événement qui, dans le cas d'une conflagration, pouvait avoir des suites funestes pour la politique russe, la ligne de communication entre le Pacifique et la Russie pouvant être très facilement et très efficacement interrompue dans la vallée de la Selenga. Mais la Russie avait, pour agir quand même, de puis-

santes raisons. D'abord elle flattait la suffisance de la Dynastie mandchoue en feignant de croire que son pouvoir était absolu jusqu'à la frontière russe. La construction russe du Transmandchourien qui aurait pu être interprétée dans l'entourage de la Cour comme une humiliation, y trouvait en quelque sorte un contre-poids. Et, d'autre part, il fallait absolument, coûte que coûte, intensifier l'industrie de l'or russe en Asie.

Abstraction faite des bénéfices à réaliser immédiatement par les entrepreneurs de la Banque russo-chinoise, la situation financière même de l'Empire demandait péremptoirement des démarches dans ce sens, et des démarches rapides. L'introduction en Russie de l'étalon d'or, au beau milieu d'une période d'épouvantable déchéance économique, et la création de la nouvelle unité monétaire, en prenant comme telle simplement l'ancienne unité tombée à un cours désastreux ; ces audacieux artifices financiers qui étaient bien pour relever le prestige économique du pays à l'extérieur, mais qui demandaient, en même temps, de nouveaux et énormes efforts à l'intérieur pour les faire accepter comme vraisemblables ; les surcharges nouvelles d'impôts, des monopoles nouveaux, les incessantes famines engendrées par la nouvelle politique financière demandant l'exportation du blé à tout prix, la désorganisation complète de l'administration autonome des campagnes, en un mot l'inextricable situation intérieure ne pouvait être cachée, ne pouvait être acceptée, sans nuire à l'immense poids de la Russie dans le concert des Puissances, qu'en la faisant apparaître comme une des grandes périodes de transition qui caractérisent le développement rapide de la puissance économique. On créa donc de toutes pièces des industries dont le besoin ne

s'était nullement fait sentir, on construisit des chemins de fer dont aucun trafic ne justifiait l'établissement, on emprunta des capitaux énormes pour améliorer l'organisation militaire ; en un mot on prépara tout en vue de l'influence extérieure, et l'on était forcé de négliger, de détruire même ce qui restait de force économique dans le peuple.

Le nouvel étalon monétaire, cependant, qui était si digne de confiance sur le papier, menait, pendant ce temps, une existence extrêmement précaire. Ce qui manquait, c'était l'or, et, sous peine d'un épouvantable cataclysme, il fallait maintenir le nouvel étalon, au moins devant l'étranger. Il est difficile de savoir, du moins exactement, à combien s'élevait la quantité d'or manquant pour rendre stable le nouvel étalon. De source officieuse, mais dont l'autorité est hors de doute, il ressort que la quantité d'or que le Ministère cherche à se procurer annuellement depuis 1896 est de 350 pouds, soit plus de 5,600 kilogrammes, représentant une valeur de 20 millions de francs au pair. Les conditions d'achat de l'or sont, maintenant, toutes différentes en Russie de celles existant dans les autres pays. L'Etat a le monopole de l'achat de l'or. Il a, de cette façon, un avantage énorme à acheter le métal à l'intérieur où il ne lui coûte en réalité que des assignats qu'il imprime souverainement. L'exploitation des mines d'or en Russie est, pour la majeure partie, dans les mains d'entrepreneurs privés qui, grâce au monopole de l'Etat, sont forcés de vendre le rendement de leurs établissements non pas au cours des bourses à l'extérieur, mais à un taux fixé et imposé par le gouvernement lui-même. Ce taux est naturellement de beaucoup au-dessous du pair. Si l'on suppose le pair de 3 fr. 44 par gramme d'or pur, on voit l'énorme bénéfice

que réalise le Ministère si l'on constate qu'il paie rarement aux propriétaires des mines d'or plus de 2 fr. 50.

Ce prix se paie en monnaie fiduciaire non couverte. Dans ces conditions, les achats à l'étranger seraient une folie, et si l'on avait dû y recourir, l'étalon d'or n'aurait jamais pu être établi, pas même sur le papier... Mais bien que l'Empire russe figure dans la liste des pays productifs d'or en septième place, avec un rendement annuel moyen, pour les seize dernières années, d'environ 2,200 pouds, soit 35,200 kilogrammes, la production devrait augmenter d'au moins 14 0/0, pour ne garantir que la possibilité de maintenir dans l'échange international l'apparence d'un étalon stable à base d'or. Où trouver ces 14 0/0 ? Sans nul doute ils existent en Sibérie. Les immenses districts septentrionaux de Verkhoyansk et Kolumsk ne figurent point dans les statistiques d'or, et la province de la côte pacifique, fabuleusement riche, n'y contribue presque pas.

L'immense pays septentrional, deux fois plus grand que le territoire des nations civilisées de l'Europe n'est qu'un poids mort attaché aux ailes de l'aigle bicéphale des Tsars. L'or ne lui viendra pas du Nord, car l'homme n'y peut vivre.

En présence de cette amère impossibilité, l'instance avec laquelle on demanda à la Dynastie mandchoue la concession mongole, est explicable, et l'on pourrait presque s'étonner de ce que la Mandchourie ne fasse pas encore partie des concessions convoitées par la Banque : mais c'eût été une exaction que la Dynastie n'aurait pu accepter sans porter une trop grave atteinte à son prestige à l'intérieur.

XVIII

Le mouvement nationaliste en Chine. — Hystérie patriotique. Mouvement d'abord antidynastique.

La Convention Cassini semblait, dans ses conséquences immédiates, aussi favorable à la Chine qu'à la Russie. Elle construisait et sanctionnait, en même temps, l'étroite communauté d'intérêts tique russe. Elle offrait à la Dynastie la protection qui devait dorénavent relier les Ta-Tsing à la polirusse, et à la Russie la possibilité de diriger dans les coulisses toutes négociations diplomatiques avec les Occidentaux. Et la méfiance mutuelle ne se trouvait exprimée, pour le moment, que par la situation irrégulière que chacune des deux Puissances avait adoptée à l'égard des princes mongols. Cependant, à l'époque même où la convention de Moscou se manifestait comme premier contre-coup de la politique agressive des Occidentaux, un autre ricochet non moins grave de la folie impérialiste européenne commençait à se faire sentir. Les vexations des étrangers provoquaient un mouvement nationaliste, ou plus exactement, d'abord, un mécontentement profond, de la population chinoise en contact avec les Européens. Ce mécontentement, accumulé dans l'esprit des

foules depuis de longues années, effet des procédés commerciaux et religieux caractérisés plus haut, se fit jour avec une rapidité remarquable partout où des agitateurs résolus et habiles s'étaient établis. Ces agitateurs étaient les membres des piètres restes d'anciennes sociétés secrètes révolutionnaires, et c'est en appliquant les anciennes méthodes de séduction populaire qu'ils réussissaient à organiser une nouvelle et vaste association politique. Elle se donna au commencement, et c'est fort caractéristique, comme société de gymnastique.

Celles-ci sont, en effet, dans le monde entier et chez tous les peuples, les champions et les gardiens de l'activité nationale. Et c'est naturel. On s'y prépare en réalité à la guerre. On se fait la main à l'emploi des armes, on s'assouplit le corps, on s'entraîne à vaincre les fatigues corporelles, on exalte, par les mouvements techniques en commun, l'esprit de corps et la faculté d'obéir, bref on s'exerce à l'accomplissement d'une activité qui, dans la paix, n'a pas de sens pratique, et, le sport pour lui-même étant le produit d'un état d'esprit trop raffiné pour être compris des foules, on suppose la possibilité d'une application de la gymnastique : on suppose la guerre, et, par contre-coup on exalte la nation dont on fait partie. C'est partout la même chose. En France, les gymnastes sont patriotards, en Angleterre jingoes, en Amérique jaunes, en Allemagne militaristes et impérialistes, en Bohême nationalistes jusqu'au crime, en Hongrie insupportablement patriotiques. Rien de moins étonnant donc qu'en Chine un phénomène analogue se soit produit. Il importe d'y ajouter que tous les gymnastes sont jeunes. Et s'ils sont déjà faciles à enthousiasmer, à entraîner, à emballer, à séduire en Europe où l'on cul-

tive de préférence le raisonnement indépendant, il est forcé qu'en Chine, où ce n'est pas le raisonnement individuel mais la suggestion du milieu qui dirige la plupart du temps les décisions des individus, la jeunesse embrigadée ait fait montre de l'obéissance enthousiaste et de la passion aveugle qui la met, telle un instrument, à la merci des dirigeants forts et habiles.

Or, contrairement à ce qu'on a supposé en Europe d'après les sources officielles, ce n'étaient point les anciennes sociétés secrètes antidynastiques de la Chine centrale et méridionale qui avaient fomenté le mouvement dit des Boxers, mais les nationalistes, et, en première ligne, les instituteurs dans les contrées les plus contaminées de la barbarie européenne. Le recrutement de cette vaste société de gymnastique eut lieu par l'entremise d'agitateurs ambulants, gens lettrés pour la plupart, qui, par leur connaissance, si superficielle qu'elle fût, des classiques qu'ils venaient citer au bon moment, eurent, naturellement, un ascendant considérable sur l'esprit facilement exaltable des écoliers. Parmi ces derniers, du reste, il se trouve, en Chine beaucoup plus fréquemment qu'en Europe, des nerveux, des hystériques, des inspirés. Comme, chez nous, on voit des surhommes nietzschéens de quinze ans qui vaticinent dans leurs compositions françaises tandis que d'autres atteignent au sublime enthousiasme de la folie patriotique, en étudiant et en imitant Périclès, Démosthène, Hugo ou... Déroulède. On voit aussi en Chine, mais en nombre infiniment plus considérable, des prophètes imberbes qui, avec Confucius, rêvent de réorganiser le monde. D'autres, disciples de Lao-tse, se sentent l'incarnation immédiate de l'énergie primordiale; quelques-uns, enfin, nourris des glorieuses chro-

niques de l'antiquité, se croient prédestinés à jouer le rôle fabuleux de libérateurs, de réformateurs, de révolutionnaires, comme ce paysan inspiré qui réussit en provoquant la grande révolte des foules laborieuses, non seulement à renverser et à chasser la dynastie mongole étrangère, mais encore à s'élever au rang impérial, et à préparer pour la Chine, l'ère heureuse qu'elle traversa sous la dynastie des Ming, ses successeurs. Les veillées d'héroïsme ne pouvaient se diriger, dans ce présent malheureux, que contre deux adversaires : d'abord l'envahisseur criminel de l'Occident, et en seconde ligne, la dynastie Tsing, mandchoue, étrangère, comme celle des Mongols...

L'Occidental fut l'adversaire le plus immédiat, surtout pour les étudiants, enclins à respecter l'Etat qui offre des places et des honneurs, et généralement (en Chine comme ailleurs), peu au courant de la situation politique intérieure de l'Empire. Le mal européen, palpable, visible à tous les yeux, exaspéra maintes fois l'esprit si facilement suggestible de l'adolescent chinois. Comme le maître d'école allemand prêchait longtemps la haine de l'ennemi héréditaire français, comme l'instituteur français croyait pendant non moins longtemps devoir travailler à la formation d'un esprit bien français en inculquant, et l'on sait avec quel succès, la haine ou le mépris de l'Allemand dans l'âme des jeunes Français, ainsi le lettré chinois enseigne aux élèves, et présente aux adultes, la bassesse européenne et le désastre de l'invasion occidentale, en suscitant dans ce sol empreint de guerres, de haines et de fureurs sourdes, une éclosion abondante de sentiments de mépris contre les étrangers, et d'enthousiasme pour les vénérables institutions nationales outrageusement violentées.

Les jeunes gens exaltés étaient tout naturelle-

ment les meilleurs aides des agitateurs. Comme les foules croyantes se laissent impressionner chez nous par d'apparents signes et miracles, ainsi la foule chinoise, plus suggestible encore, est entraînée sans difficulté dans le courant d'idées qui semble présider à la conduite déraisonnable d'un individu agissant sous l'empire d'influences inexplicables pour la logique inexpérimentée du peuple. Et la foule, une fois entraînée, voit, dans la suite, la preuve de la grandeur des aspirations auxquelles elle sacrifie maintenant, dans la soudaineté et l'inexplicabilité de sa séduction même. Etant donné ces prédispositions psychiques, rien ne saurait étonner moins que l'éruption instantanée de l'enthousiasme nationaliste changeant, dans l'espace de quelques heures, l'état d'esprit de populations entières. Voici d'ailleurs, en un exemple précis, les traits caractéristiques de la conversion d'une petite ville au mouvement xénophobe.

Ce fut à Hsiang-ning dans le Chan-si. A cet endroit, un Suédois américanisé faisait depuis peu de temps office de missionnaire baptiste. C'était d'ailleurs un pauvre jeune homme enthousiaste que ses supérieurs avaient envoyé préparer le terrain pour installer plus tard une mission fixe avec toute l'organisation commerciale qu'elle comporte. Aucun grief ne pouvait être soulevé contre cet homme par la population. Arrive, un jour, un agitateur nationaliste de la société de gymnastique. Celui-ci fait, le matin, un discours devant l'école, parlant des étrangers qui rongent la Chine et de la nécessité de se soulever contre eux. Il dit, en outre, en citant force phrases classiques, que celui qui se joint à la Grande-Société sera invulnérable et doué, par l'Esprit, de forces supérieures. En chinois littéraire ce n'est qu'un couplet sur la force

de l'enthousiasme ; mais ces locutions habilement débitées devant le peuple devaient être prises au pied de la lettre. La spéculation de l'agitateur ne fut point trompée. L'extraordinaire eut lieu. Un jeune garçon frêle s'approche, et avec des gestes extatiques, en prononçant des vers d'un ton dramatique, demande à être membre de la Société. A peine l'orateur lui a-t-il assuré qu'il le serait, que le jeune homme tombe en catalepsie, et, quelques instants après, se soulève, les yeux fixes et grands ouverts, vaticinant avec ardeur, retombant après, et se réveillant à la fin ; et la foule, à son respectueux ébahissement, constate que l'inspiré n'a aucune conscience de ce qu'il a dit et fait. Cette preuve de l'action supraterrestre qui s'exerce sur les membres de la Société, bouleverse le peuple. On observe et l'on suit le jouvenceau hystérique. Il rencontre le missionnaire suédois qui se tient sur la porte de la maison qu'il habite. Le jeune homme l'aborde en lui demandant s'il est un instituteur étranger. Le missionnaire répond imprudemment qu'il instruit les enfants des rues. Le jeune hystérique est pris aussitôt d'une crise de xénophobie, roule les yeux, bave, et, les poings crispés et levés, reste immobile devant l'étranger. Celui-ci se retire tranquillement dans la maison; le fou le suit immédiatement, et la foule stupide commence à prendre une attitude menaçante. L'hystérique avise, à l'entrée, un énorme bahut en bois et, tout frêle et petit qu'il paraît, le soulève menaçant au-dessus de sa tête. Il y a, en présence de ce miracle, une explosion de cris dans le peuple. Le missionnaire se retire dans une chambre. L'hystérique repose le bahut et tombe en catalepsie. Un groupe de soldats, envoyé probablement par le chef de la ville inquiet d'encourir la responsabilité d'un assassinat éven-

tuel, arrive alors, mais la population leur crie de ne pas toucher à l'inspiré. Ce dernier se réveille, mais retombe aussitôt dans l'état hypnotique premier, parcourt la maison, saisit un énorme couteau, et commence, les yeux toujours fermés, à faire des moulinets comme avec un sabre. Dans cette attitude, il se met en face du missionnaire, qui se croit perdu. Cependant, un des soldats intervient, saisit le fou par derrière, lui arrache l'arme et la jette violemment par terre. Ses camarades retiennent la foule curieuse à l'entrée de la cour. Pendant ce temps, on fait passer le missionnaire par-dessus murs et jardins, on lui donne un cheval et on le fait sauver, tandis que la foule attend toujours devant la maison. Quand, huit jours après, on envoya, de So-ping, voir ce qui s'était passé, on trouva toute la ville embrigadée au mouvement xénophobe.

On voit, par cet exemple, de quelle façon la simple propagande nationaliste a pu influer sur l'état d'esprit de foules immenses. Mais on voit aussi avec quelle facilité des agitateurs habiles peuvent diriger l'affection ou la haine des foules vers des buts qui les intéressent personnellement. Le caractère et les noms des agitateurs étaient donc l'élément principal dans le mouvement populaire.

Or, tandis qu'au commencement les agitateurs n'étaient que des patriotes superficiels et braillards et que la propagande, dans son ensemble, manquait d'une direction unique, le mouvement prit un caractère tout différent dès le commencement de l'année 1898. Il est certain que les agitateurs et organisateurs qui travaillent directement la foule, ne s'en sont pas rendu compte d'une façon précise. Ils ne faisaient que subir eux-mêmes la suggestion du milieu. Le branle avait été

donné dans des sphères en dehors de leur influence. Deux causes contribuaient, en ce moment, à changer l'aspect et le but du mouvement xénophobe, deux causes qui cependant eurent le même effet : faire du mouvement anti-étranger un mouvement antidynastique. Ces deux causes se trouvaient incarnées dans deux groupes d'individus qui s'emparaient de l'agitation. L'un était le clergé bouddhique, l'autre les restes de la réaction chinoise qui, habituée à imputer les malheurs du peuple à l'indignité de la Dynastie étrangère, recommençait à voir, dans la mauvaise marche des affaires du pays, une manifestation de la colère divine contre un peuple oublieux de la sainte doctrine de Confucius qui proclame que c'est le devoir de tous de déposséder une dynastie incapable de gouverner.

Les restes de la société des *Grands Couteaux*, du *Lotus Blanc* et d'autres associations secrètes qui, au commencement du XIXe siècle, avaient cherché à mettre en pratique la doctrine révolutionnaire et avaient inscrit sur leurs drapeaux la séculaire devise de la réaction : *sé Tsing, tza Ming*, « renverser les Tsing, instituer les Ming », tous ceux qui, vivant en marge de la société, se croyaient injustement condamnés à la pauvreté et au malheur, tous ceux qui, dans le Mandarinat, se supposaient victimes de ténébreuses intrigues; enfin tous ceux qui, dans certaines parties de l'Empire, étaient mécontents, ne demandaient pas mieux que de rendre les Mandchous responsables des maux du pays.

Dans les provinces intérieures du Yang-tse, ce mouvement restait forcément nul; ces pays sont si loin, si tranquilles, si industrieux, si riches, si peu influencés par le gouvernement central, et si peu en contact avec les Européens, que toutes con-

sidérations en dehors de celles économiques y sont heureusement impossibles. Et ainsi que dans ces contrées on n'a jamais eu connaissance de la guerre sino-japonaise dont le souvenir était le premier agent du nationalisme chinois, de même la politique toute négative des concessions et celle immédiatement nuisible d'une certaine européophilie à la cour, politique qui se traduisait uniquement par de nouvelles vexations européennes à l'égard des Chinois, n'était pas pour bouleverser, ni même pour émouvoir les innombrables populations des provinces centrales.

Partout au contraire où l'influence haïssable de la Dynastie en faveur des Occidentaux se faisait sentir, rien n'était plus facile que de soulever contre les Ta-Tsing le soupçon de trahison, et logiquement, au point de vue chinois, c'était un grief bien fondé. La Dynastie n'avait-elle pas disposé de territoires dont elle avait usurpé l'administration ! N'avait-elle pas accordé les concessions aux étrangers pour se maintenir elle-même sur le trône ! N'avait-elle pas, dans toutes ses relations avec les puissances occidentales, sacrifié continuellement les intérêts du peuple chinois à ses intérêts personnels ! Et il y avait autre chose. Le prince Kang-you-oueï, traître stipendié par l'Angleterre, préconisateur de méthodes occidentales, ne voulut-il pas à la fois livrer les Chinois à l'exploitation anglaise et semer le désordre en intriguant contre sa propre Dynastie, et cette Dynastie ne le laissait-elle pas faire, sous la pression de l'influence anglaise, sans doute ! Et, en fin de compte, avait-on jamais entendu parler de cette Dynastie mandchoue, sauf quand il s'agissait de payer pour elle ou de subir les contrecoups de ses bêtises ! Les propagandistes des anciennes sociétés eurent beau jeu.

L'étranger était bien l'ennemi, seulement cet ennemi ne pouvait rien, sans la complicité au moins tacite de la Dynastie. Il eût été du devoir de cette dernière d'enrayer le développement de l'influence étrangère en Chine. Elle n'en fit rien, soit qu'elle n'en eût pas le pouvoir — et alors il fallait la remplacer, suivant l'enseignement classique, — soit qu'elle fût réellement criminelle et antichinoise, et son origine étrangère, les mœurs nouvelles introduites par elle dans l'empire — la question si grave du port de la queue, entre autres — rendaient cette hypothèse plausible ; mais alors il fallait la punir, la chasser, la détruire.

Tel fut, dans ses grandes lignes, le sens des innombrables discours, pamphlets, affiches et autres manifestations de propagande des anciennes sociétés antidynastiques. Elles reprirent, d'ailleurs, les anciens rites, elles répétèrent les anciennes invocations, portèrent de nouveau les anciens emblèmes, sûrs que la force suggestive de ces à-côtés mystérieux ne manquerait pas son effet sur l'esprit si facile à entraîner de la foule chinoise.

XIX

Intervention du clergé bouddhique dans le mouvement. — Documents et preuves. — Le clergé travaille pour la Russie.

Cependant, et c'est ici un point de la plus haute importance, bien qu'on l'ait systématiquement exclu de toute discussion par suite du manque de documents, il se manifestait concurremment, ou plutôt en-dessous de la propagande des sociétés secrètes en train d'englober les gymnastes, une autre influence, qui, tout d'abord, donna au mouvement, son caractère véritable, sa cohésion, son champ de culture et de manœuvre. Ce fut le mouvement panbouddhique qui s'adapta aux circonstances.

Depuis la rupture survenue en 1892, entre le Saint-Siège de Lhassa et la Dynastie mandchoue, la principale préoccupation du clergé (en dehors de celle d'assurer le concours d'un monarque mondain plus fort) ne pouvait être que de démontrer aux Ta-Tsing la puissance du Bouddhisme, et de tirer autant de profit matériel ou moral que possible de l'embarras où l'on aurait mis cette dynastie égoïste et faible. Lui prouver la nécessité du concordat qui se trouvait rompu, en la mettant dans l'impossibilité de se mainte-

nir sur le trône, ce devait être le plus beau et le plus astucieux triomphe de la religion sur la politique. Il s'agissait simplement de répéter les épisodes tragiques qui avaient précédé la chute des Yuan et des Ming, abandonnés par le clergé au moment où ils auraient eu le plus besoin de son appui moral, jetés en pâture, en punition de leur orgueil, aux fureurs du peuple mécontent et d'un envahisseur manifestement supérieur.

Les Ming avaient été renversés parce que Lhassa s'était rallié à la cause des Mandchous. Ne pouvait-on pas renverser les Tsing en prenant sous les vastes ailes protectrices de l'Eglise la dynastie russe ? Il était indispensable de l'essayer. Les circonstances, en effet, avaient mis Lhassa dans l'alternative, ou de rester isolé entre l'ennemi chinois, l'ennemi anglais et l'inquiétant indifférent russe, et de se laisser peu à peu anéantir dans les inévitables chocs entre ces trois colosses, ou bien de prendre résolument le parti d'appuyer l'un des trois contre les autres, pour mériter sa reconnaissance, pour se rendre indispensable, et pour ériger une fois de plus la toute-puissance spirituelle du Grand-Lama en un dogme appuyé sur des réalités. L'influence effective sur la vie chinoise (quelque mystérieuse que cette influence restât aux yeux des Chinois eux-mêmes) devait rester la pierre de touche de la grandeur de l'Eglise, et cette influence, en face de l'affront impardonnable que la Dynastie mandchoue avait infligé au Thibet dans l'affaire du Sikkim, ne pouvait se manifester que par une agitation conséquente et impitoyable contre l'autorité des Ta-Tsing en Chine.

On n'était pas assez imprudent, bien entendu, pour afficher, dès le commencement, l'ingérence cléricale dans le mouvement anti-dynastique qui

existait déjà par les soins des anciennes sociétés secrètes, maîtresses maintenant des gymnastes xénophobes. Ce n'était pas ces révolutionnaires qui se convertissaient à la doctrine de Fô, c'étaient les bonzes de Fô, qui adhéraient aux associations révolutionnaires. C'était aussi l'extrême bienveillance des directeurs de couvents, l'assentiment des moines, et les prières des fidèles, qui assuraient, aux yeux des foules, un prestige moral de plus en plus considérable au mouvement antidynastique.

Il serait téméraire de prétendre que la multitude du clergé subalterne ait accompli cette volte-face contre la Dynastie et pour le radicalisme militant en pleine connaissance de cause et par esprit de discipline ou de déférence envers l'oligarchie de Lhassa.

La discipline cléricale n'existe que pour les couvents bouddhiques ; l'immense majorité du clergé obéit exclusivement aux incontrôlables inspirations qui se font jour dans son milieu ; mais il ne faut pas oublier que l'hospitalité mutuelle des bonzes est grande, et que, tout naturellement les nouvelles rapportées par un prêtre en voyage à titre de renseignements peuvent puissamment influer sur les décisions de ses confrères.

Ces prêtres en voyage ou en pèlerinage sont en tous temps fort nombreux dans le nord et le centre de la Chine ; mais au moment précis où le mouvement antidynastique prit son essor, ils pullullaient au point de soulever l'étonnement de la population. Dès lors, rien de plus naturel que de penser qu'il y avait, à cette époque, parmi eux de nombreux émissaires de grands dignitaires.

« Dans la province Chan-Si, par exemple, raconte un négociant établi depuis lors à Ourga, ce furent

de véritables processions de bonzes mendiants. Il ne restait pas une maison qui ne fût visitée par eux à différentes reprises. Ils disaient venir de différents endroits et se rendre aussi dans des contrées différentes. On n'eut pas l'impression que ce fussent des gens se rendant tous à une même localité dans un but religieux. Ils séjournaient volontiers, et aimaient à bavarder. Ils racontaient aux paysans et aux citoyens qui les accueillaient, comment, dans la province d'où ils venaient, le peuple se soulevait, et que sous peu de gros événements auraient lieu. Ils priaient aussi pour le salut du peuple et prononçaient des malédictions contre les grands qui faisaient souffrir la nation. Ils jetaient ainsi l'inquiétude dans les âmes, les préparant à recevoir tous les ferments révolutionnaires... »

Ils n'ont jamais parlé, à la population, des grands bonzes, ni, à plus forte raison, de Lhassa. On peut même supposer, avec beaucoup de probabilité, qu'ils n'avaient jamais entendu parler du Tchangtcha-Khoutouktou, du De-çri, ou du Dalaï-Lama. Mais ils étaient de merveilleux propagateurs de nouvelles idées politiques dans le clergé, à cause même de leur ignorance. En se faisant recueillir pour une nuit — ou pour un repas seulement — par un bonze ou un directeur de couvent, ils n'ont certes jamais manqué à leur devoir d'acquitter leur dette de reconnaissance, par le récit méticuleux de ce qu'ils avaient vu, entendu et fait chez un autre bonze ou dans un autre couvent. Et comme ils ont toujours eu soin d'exagérer la situation de ce bonze et le renom de ce couvent, dans le simple but de rehausser leur propre condition, ils ont, sans s'en douter, énormément contribué à créer à l'endroit précis où ils séjournaient, l'état d'esprit qu'ils préten-

daient avoir rencontré à des endroits connus ou chez des personnages de haut rang.

« Tu serais étonné, ô impeccable Lama — écrit un bonze de nationalité mongole, membre d'un couvent à Ning-hsia sur le Hoang-ho, en janvier 1900, à Alacha-Khamba, grand-prêtre à Ourga — si tu entendais raconter ce qui se passe chez les personnages les plus haut placés de l'Empire. Les lamas qui, en pèlerinage, visitent notre couvent, rapportent des nouvelles capables d'inquiéter les plus confiants. Nous avons su par ces témoins oculaires que, dans les grandes villes de l'Empire, les lamas eux-mêmes ont abandonné leurs austères occupations et cherchent à sauver le peuple de la détresse. L'Empire est mal gouverné. Les étrangers oppressent le peuple. Et le Grand-Khan est incapable de protéger ses sujets. Ainsi disent-ils. Et ils racontent ce que tel ou tel lama a fait, et comment tel ou tel lama maintient la religion et prêche la résistance, pour le bien-être des créatures qui respirent. A Lan-tchéou, les fidèles se sont réunis et ont juré sur les six syllabes qu'ils sauveraient le peuple. Ils portent des bannières sur lesquelles ils ont inscrit les six syllabes en caractères chinois. Et à d'autres endroits on a fait de même. Les lamas ne doivent pas se tenir écartés de ce schisme protégé par les saintes syllabes, et les grands lamas le favorisent. Le Grand-Khan sera renversé et les Ming seront restaurés, car ils ont gouverné le peuple pour son bonheur et dans la voie de la religion... »

Cette épître naïve et prétentieuse peint admirablement l'état d'esprit du clergé et le caractère final du mouvement antidynastique. On y voit avant tout démontrés deux faits qui sont évidents par le développement général des événements,

mais qu'il est fort intéressant de voir ingénûment exposés par un rapporteur ignorant des courants généraux de l'opinion.

C'est d'abord le serment révolutionnaire par les « six syllabes » saintes, et leur utilisation comme inscription des drapeaux séditieux. On sait que ces syllabes, tabernacles du Bouddhisme thibétain sont les suivantes : *Om-ma-ni-pad-mé-houm!* qui sont du sanscrit monosyllabisé et qui signifient : *O bijou dans le lotus!*

Seul le fait qu'au Thibet on n'a jamais compris ce sens, a pu le faire adopter comme expression suprême de la foi bouddhique; car le « bijou dans le lotus » est le phallus, et ce symbole a été, au moment où le Bouddhisme s'est développé au Thibet, le signe distinctif d'une secte indienne, brahmanique, démoniaque, qui était la juste contrepartie de l'austère doctrine du Bouddha.

Enfin *Om-ma-ni-pad-mé-houm* est l'alpha et l'oméga du Bouddhisme ; les syllabes se trouvent, en caractères thibétains gigantesques, gravées sur le flanc rocheux des montagnes; elles se trouvent, imperceptiblement petites, sur les bagues et les médaillons ; elles sont inscrites sur le tambour des moulins à prières et sur les bandes de papier dont on marque les objets mis sous la protection spéciale de la divinité ; elles sont prononcées à haute voix, à voix basse, ou murmurées, dans les multiples circonstances de la vie, par d'innombrables bouddhistes. Adoptées comme point de ralliement par un ensemble d'hommes poursuivant un même but, elles sanctifient ce but, encouragent les partisans, séduisent les hésitants, intimident les adversaires, et garantissent, aux yeux des fidèles, la réussite finale.

Inscrites sur les drapeaux révolutionnaires, elles donnaient au mouvement antidynastique le

caractère d'une croisade. Combien des membres de la société I-khé-touan, appelée plus tard en Europe société des Boxers, ont vraiment compris ce symbole bouddhique, c'est une question aussi oiseuse que difficile à résoudre. On est obligé de convenir que les nombreux Chinois de la côte (d'ailleurs non initiés) que l'on a interrogés sur la nature du mouvement, ne s'en sont jamais rendu compte ; mais on a constaté aussi que le fait d'avoir à prêter un serment d'initiation mystérieux et de vénérer des inscriptions en caractères et de sens incompréhensibles, ajoutait beaucoup au prestige de la société révolutionnaire. Les anciennes grandes sociétés secrètes avaient aussi utilisé des formules et des inscriptions mystérieuses, et c'est ainsi qu'on a pu facilement croire que les I-khé-touan n'étaient qu'une résurrection des Grands-Couteaux.

Les principaux emblêmes des I-khé-touans diffèrent radicalement de ceux de ces anciens révolutionnaires. De nombreux spécimens de drapeaux, d'amulettes et d'affiches montrent que ces emblêmes, quand ils portent des caractères chinois, déroutent sciemment les idées des Chinois car ces caractères constituent un non-sens, mais un non-sens qui devient un mot d'ordre mystérieux et formidable. Il est rédigé en hiéroglyphes qui se prononcent comme les « six syllabes », mais qui symbolisent des idées hétérogènes. Il en existe dont le sens est : *tranquille*, *chaussette*, *toi*, *huit*, *splendeur*, *trafic*, idées représentées par des caractères qui se lisent : *an*, *ma*, *ni*, *pa*, *ming*, *hong*, mauvaise orthographe, évidemment d' *om-ma-ni-pad-mé-houm*. Il en existe d'autres emblêmes qui paraissent au peuple d'autant plus singuliers qu'ils ne portent que des hiéroglyphes inconnus en chinois : or la plupart de ceux-là sont

simplement ornés de la sainte formule en écriture thibétaine, quadrangulaire, multiplement stylisée.

Ces faits montrent, avec toute la clarté désirable, qu'à un moment donné, le clergé bouddhique a accaparé le mouvement antidynastique. Et il est impossible que, dans les milieux cléricaux du moins, on ne se soit pas réjoui que la religion ait manifesté une fois de plus sa force vitale en patronisant et en organisant cette vaste agitation dont le but était la renaissance des temps du concordat.

Cependant, les paroles citées plus haut du moine de Ning-hsia, font ressortir encore un autre trait fort significatif. C'est que le haut clergé s'est fait, avec les Grands-Couteaux, non seulement l'adversaire des Tsing, mais encore l'avocat des Ming. C'est un de ces coups de maître qui sont la spécialité des Eglises : faire du nationalisme dans chacun des pays où l'Eglise possède de l'influence, et mettre ainsi la passion chauvine au service du clergé... Dans ce but, les falsifications de l'Histoire importent peu. Les Ming, que le moine de Ning-hsia, et sans doute ses supérieurs, voudraient voir restaurer, ont bien gouverné la Chine dans la voie du bonheur, mais ils ont été les irréductibles contempteurs du clergé bouddhique. Et le simple fait que le clergé a su flatter le nationalisme chinois dans cette question, d'ailleurs toute platonique (la race des Ming étant éteinte depuis longtemps), dénote que ce n'est pas dans les sphères inférieures de l'Eglise que se sont trouvés les inspirateurs de cette surprenante volte-face diplomatique.

Si donc il est, somme toute, incontestable que là où le clergé a de l'influence, il s'est rendu sinon le maître, du moins l'incontrôlable ressort du mouvement i-khé-touan, le rôle étrange de

l'Eglise semble caractérisé encore plus nettement par le fait que là où le clergé bouddhique n'a pas d'influence, dans le bassin du Yang-tsze inférieur et dans le Sud, les I-khé-touan n'ont jamais existé. C'est une véritable preuve *a contrario* que les I-khé-touan ont, finalement, travaillé pour le clergé. Les anciennes sociétés secrètes, Lotus-Blanc, Grands-Couteaux et autres, ont toujours eu le centre de leurs forces dans les provinces centrales. La grande révolution des Taï-ping, qui n'a jamais pu gagner les provinces du Nord, en fait foi. Et il est vraiment surprenant que la résurrection des restes des Taï-ping soit restée sans effet à l'endroit précis où ils ont fêté leurs plus grands triomphes, tandis que chez les populations autrefois indifférentes, leur agitation semble avoir provoqué un véritable paroxysme révolutionnaire. On remarque qu'il y a eu une ligne de démarcation très nette de la sphère où les I-khé-touan ont agi; et n'étaient d'autres preuves, cette ligne ferait voir que le domaine des I-khé-touan coïncide à peu près exactement avec celui du Bouddhisme en Chine. Que les révolutionnaires du Tchi-li, et à plus forte raison les Européens établis dans les concessions, n'en aient rien su, cela s'explique facilement. Les premiers obéissaient au courant d'opinion créé et alimenté d'une façon dont on aura une idée d'après les exemples donnés plus haut. Quant aux Européens, se fiant à leurs diplomates, ils n'ont eu vent de l'immense mouvement qu'à un moment où le clergé s'était effacé pour laisser les événements préparés prendre leur libre cours, à un moment où les sphères diplomatiques furent directement influencées de la façon la plus inattendue par le ricochet de l'agitation révolutionnaire sur la Dynastie mandchoue. Les seules autorités euro-

péennes qui aient été au courant de ce qui se passait derrière le voile de grossière ignorance et de stupide prétention des cercles diplomatiques, étaient naturellement les Russes, et pour cause. On travaillait pour l'Empire des Tsars, et ses dirigeants en étaient instruits.

Il est naturellement difficile à établir, dès maintenant, de quelle façon cette communauté d'action s'est fait sentir, à l'époque en question, dans l'accaparement du mouvement antidynastique par le clergé. Mais voici une preuve absolue qu'elle a existé. Après le voyage du Khamba-Lama bouriate à Saint-Pétersbourg, on envoya un autre étudiant de l'académie du Lac-des-Oies à la cour de Lhassa. Ainsi que le premier émissaire, il s'y rendit, officiellement, pour compléter ses études de théologie. Cet étudiant bouriate, qui, comme son nom, Daltieff, l'indique, est sujet russe, s'était fait remarquer par son intense culture d'esprit, son extrême habileté au point de vue diplomatique, et par une liberté intellectuelle telle que ni la question nationale, ni la question religieuse, qui pourtant se posaient dans une forme très complexe, n'ont jamais pu avoir prise sur lui. Cet homme véritablement hors ligne quitta le Lac-des-Oies au commencement de l'année 1898. A peine arrivé à Lhassa, où il remit au De-çri des messages du Bandido-Khamba et du Bogdo-Guiguen, il se défit de son humble apparence d'étudiant pour prendre en main la fonction la plus difficultueuse et la plus importante de l'état-major de l'oligarchie lhasséenne. Il prit la charge de secrétaire général du De-çri, le directeur mondain des affaires de l'Eglise, c'est-à-dire qu'il dirigea la politique extérieure de l'empire du Dalaï-Lama...

Au fur et à mesure, d'ailleurs, que les nouvelles du progrès de l'agitation arrivaient à Ourga, chez

le chancelier du Bogdo-Guiguen, et chez le consul russe, on eut soin de hâter les travaux du Transmandchourien et de renforcer les troupes destinées à veiller à la sécurité des districts riverains.

La cause des Tsars et la cause des Lamas se développaient ainsi dans la bonne voie.

XX

Accaparement du mouvement par la Dynastie. — Dérivation contre les étrangers. — Le Coup d'État de Tsou-Hsi. — Le mouvement national devient brigandage populacier.

La situation de la Dynastie mandchoue fut à ce moment-là des moins enviables. Le mouvement révolutionnaire mettait son existence même en question. D'un autre côté, l'ingérence prétentieuse des Occidentaux prit des allures de plus en plus insupportables. Entre la révolution, xénophobe de fond, mais antidynastique de fait, et la menace étrangère qui réclamait la suppression de la xénophobie, la situation de la Cour était intenable ; car dans le cas d'une conflagration, elle n'avait même plus, comme autrefois, la suprême ressource de se retirer, en attendant de meilleurs jours, dans ses provinces d'origine, en Mandchourie. Une telle retraite eut signifié une soumission simple et honteuse à l'amitié encombrante de la Russie, ou elle eut déterminé une guerre ridicule et désastreuse contre les Khonkhouses, brigands qui régnaient en maîtres incontestés en Mandchourie, partout où les troupes russes ne s'étaient pas encore établies sous prétexte de garder la voie ferrée et de pacifier les campagnes.

Les liens avec Lhassa rompus, ceux avec les

Occidentaux extrêmement tendus, ceux avec le peuple coupés, ceux avec la Russie n'accusant que l'apparence d'une bonne entente désintéressée, les membres les plus clairvoyants de la Dynastie s'aperçurent enfin qu'il fallait prendre un parti pour sauver la situation. Se soumettre aux exigences européennes, c'était, d'abord, matériellement impossible, la disposition xénophobe du peuple étant plus forte que l'autorité persuasive du gouvernement ; c'était aussi se sacrifier inutilement aux rancunes du peuple et des envahisseurs; c'était abdiquer sans même tenter la fortune. Implorer Lhassa, pour calmer et faire disparaître le mouvement populaire, c'était s'humilier en pure perte, car Lhassa, bien capable de provoquer un mouvement par insinuation, était incapable de l'enrayer, l'organisation et partant la discipline faisant défaut. S'appuyer exclusivement sur la Russie qui, dans l'esprit des princes chinois, devait connaître à fond la situation des Tsing, c'était invoquer l'étranger contre le peuple et, dans le cas d'un secours effectif éventuel, rendre toute tranquillité ultérieure dans le peuple dépendante de la force russe implantée en Chine ; c'était livrer la nation chinoise à l'administration russe ; c'était se déclarer superflu, et se faire écraser entre le mépris populaire et le mépris du suzerain. Les conseillers de la Dynastie n'étaient pas assez fins pour voir qu'on pouvait s'appuyer sur la Russie, tout en se posant devant l'Occident comme victime de ce redoutable voisin dont l'ingérence trop ouverte devait nécessairement le mettre aux prises avec l'Occident. Li-hong-tchang, le seul qui entrevît cette possibilité, se trouvait, en disgrâce, à Canton.

La Dynastie ne pouvait non plus penser à se retirer dans les provinces du centre où, pour le

moment, aucun mouvement antidynastique ne s'était fait voir, car elle savait trop bien qu'elle y était pour ainsi dire inconnue, qu'elle n'y rencontrait aucune sympathie, et que les gouverneurs généraux de ces provinces protesteraient de toutes leurs forces contre la présence encombrante et désorganisatrice d'une Cour en fuite. Le seul fait, en effet, de s'être retirée des contrées où son autorité était immédiate, montrerait au peuple que cette autorité était factice ou détestable, de sorte que la seule présence de la Cour pouvait avoir pour effet de préparer le terrain à l'extension de la révolte.

Il restait un expédient unique : accaparer le mouvement antidynastique, le faire dévier, et gagner le peuple en reconnaissant ses revendications comme justifiées.

Mais, accaparer le mouvement populaire, c'était résister aux exigences européennes, c'était provoquer la guerre, et une guerre nécessairement malheureuse. Et dans ces perspectives désagréables, le point le plus noir était que la Dynastie ne pouvait utilement accomplir cette volte-face en cachette, peu à peu, sans inquiéter les Occidentaux, et sans appuyer ouvertement la fureur populaire contre l'Etranger. Il fallait agir au grand jour devant le peuple pour qu'il vît la sincérité des intentions nationalistes de la Cour et sa ferme volonté de s'opposer aux Occidentaux.

La Tsou-hsi, c'est-à-dire l'impératrice douairière, trouva, avec Touan, le prince de la famille le plus résolu, le plus intelligent et le plus aimé des troupes, le juste moyen pour la mise en scène d'un coup de théâtre aussi considérable. On déposerait virtuellement le jeune empereur Kouang-sou, tuberculeux et faible, qui était l'autocrate seul responsable des malheurs du peuple. Pour

les foules, c'était son manque personnel de clairvoyance et d'énergie qui avait rendu toutes-puissantes les coteries anglophiles favorables aux menées traîtreuses de Kang-yu-oueï, coteries qui avaient triomphé en faisant reléguer à Canton le seul homme à la hauteur des événements, mais russophile, Li-hong-tchang. L'impératrice douairière, tutrice de l'Empereur, gouvernerait personnellement. Le fils du prince Touan serait proclamé héritier du trône, moyen infaillible d'assurer la fidélité de Touan et d'en faire le champion enthousiaste de l'ordre existant. La *Triade des Tigres*, l'élément le plus puissant du gouvernement, composée du ministre de la Cour Li-lien-ying, du chancelier de l'Empire Lou-tchouan-li et du généralissime Yong-lou, était naturellement acquise à cette révolution de palais qui leur permettrait, non seulement de consolider leur situation, mais encore de procéder aux grandes réformes. Ces réformes seraient basées sur une nouvelle rédaction des dispositions organiques des Six Tablettes de Kang-hsi. Elles auraient un caractère nettement chinois, excluant les vues occidentales qui ne sont pas appropriées à l'esprit chinois. La promulgation ultérieure de ces mesures réorganisatrices (dont l'énumération nous mènerait trop loin) était la condition pour l'assentiment de la *Triade des Tigres*.

Le coup d'Etat eut lieu le 6 janvier 1900.

Aussitôt, la situation intérieure de la Chine changea du tout au tout. Les Occidentaux s'aperçurent enfin qu'il y avait des complications intérieures chinoises à redouter. Ils apprirent que, depuis des années, d'immenses courants populaires avaient été créés, et peut-être même d'énormes intrigues ourdies. Ils constatèrent que les I-khé-touan (dont ils n'avaient jamais

entendu le nom), étaient non seulement une association immense, mais encore une foule sinon militarisée, du moins armée, dont les tendances xénophobes étaient manifestes. Et ils voyaient avec une stupeur mêlée d'inquiétude que, malgré toutes les assurances et explications du gouvernement chinois, le mouvement prenait un caractère de plus en plus agressif contre les étrangers. On recourut à la source d'information ordinaire dans les circonstances difficiles : on se fit renseigner par les missionnaires, aucun membre du corps plus ou moins diplomatique de Pékin n'ayant été capable d'étudier les Chinois de façon suffisante pour se faire une idée personnelle sur les affaires qu'il était censé diriger. (L'excellent connaisseur de la Chine, M. Rockhill, croyait plus utile, et à juste titre, d'enrichir la science de précieuses données ethnologiques que de se livrer aux platitudes d'un service diplomatique qui ne pouvait que nuire au commerce et à la politique américaine). Les missionnaires dictaient aux ambassades leur opinion, laquelle était que la situation était critique pour eux, et que la Dynastie semblait impuissante à l'améliorer. Les diplomates pékinois, en présence d'aussi graves nouvelles, résolurent vaillamment de ne rien faire, incapables qu'ils étaient de donner des conseils à leurs gouvernements respectifs. Ils attendirent donc les événements avec la sérénité des ruminants qui refusent de quitter l'étable qui brûle.

A la vérité, du reste, la situation était bien plus grave que ne l'avaient représentée les missionnaires consultés comme experts. La Dynastie n'était pas seulement incapable d'enrayer le mouvement, elle était impuissante même à le diriger. Elle devait se laisser emporter par le torrent des bas instincts de la populace.

Un mouvement populaire est plus facile à accaparer qu'à diriger. La Cour avait peut-être espéré pouvoir le faire avorter en un ensemble de manifestations plus ou moins platoniques contre les Occidentaux ; elle a peut-être même eu l'idée de vouloir intimider l'Europe et d'en profiter pour conclure des arrangements pacifiques favorables à son prestige. Mais il y eut désormais un nouvel élément dans l'agitation : on ne voulait plus seulement la défaite des Européens, on voulait avant toute chose le désordre, la guerre, la bataille, la violence, le brigandage.

Le mouvement politique s'était doublé d'un mouvement criminel. D'innombrables ouvriers agricoles en détresse, des populations entières acculées à la misère par suite de mauvaises récoltes, une armée de vagabonds, de va-nu-pieds, et enfin l'immense meute de ceux qui aiment mieux vivre du crime que du travail, donnèrent un caractère inquiétant à l'activité des I-khé-touan. Des troubles étaient inévitables. Fallait-il employer l'armée au plus grand profit des étrangers contre les révoltés qui, en grande partie, prétendaient incarner la cause nationale ? Ne valait-il pas mieux diriger ces troubles contre les étrangers et observer soi-même, autant que possible, la neutralité ? ou, si ce n'était pas possible, laisser l'armée libre de son action, en arguant de l'impuissance du haut commandement ?

Cependant, les premières violences xénophobes eurent lieu, et montrèrent que la Dynastie s'était trompée une fois de plus en favorisant le nationalisme. On s'aperçut que les nationalistes avaient été pratiquement de simples bourgeois, fâchés, non pas de voir le peuple souffrir et l'Etat péricliter, mais de voir leurs affaires privées compromises. Ils avaient bien voulu faire partie de la société

I-khé-touan, subir les épreuves mystérieuses d'initiation, se mirer dans la splendeur de leurs nobles intentions, jurer, promettre, sacrifier tout, en théorie, dans le but de sauver la nation, et par là même, la possibilité de vaquer tranquillement à leurs affaires ; mais au moment précis où la dure réalité politique se mettait à la place des discours, ce dernier idéal devint irréalisable : le travail pacifique n'existait plus, et, ce qui était pis, on constata avec terreur que ceux qui commettaient les violences, ne respectaient pas du tout le travail et l'avoir des autres.

Les I-khé-touan militants étaient nécessairement tous ceux qui n'avaient pas, ou ne voulaient pas avoir de travail régulier; ceux qui, dans les péripéties brutales, n'avaient rien à perdre et tout à gagner; ceux aux yeux desquels tout bourgeois établi et travailleur semblait déjà un riche, digne d'être pillé dans la guerre, comme il les peut opprimer en temps de paix. Ainsi, il arriva qu'après les premiers faits révolutionnaires, dans un espace de temps extrêmement court, l'ardeur des populations i-khé-touanisées par les insinuations cléricales et par le snobisme nationaliste des bien-pensants, tomba complètement ; la peur des I-khé-touan militants et militarisés remplaça les anathèmes lancés contre les Ta-Tsing traîtres et les Si-yang-jen ennemis ; et, par endroits, l'on finit par invoquer la protection des autorités contre les violences de ceux que la Dynastie elle-même avait reconnus comme les vrais défenseurs de la Chine.

Le mouvement populaire se trouva remplacé par un mouvement de la populace. Le phénomène qui s'est produit au cours de toute grande révolution, devait, par une nécessité psychologique, se reproduire en Chine : l'idéalisme de Mirabeau ne survit que dans l'esprit muet des bourgeois,

pendant que dehors, portée par la populace, règne la Terreur, folie des déshérités. Le nationalisme, le patriotisme, la religion, la morale, tout fut prétexte à des violences, dirigées non pas seulement contre les étrangers, mais souvent aussi contre des Chinois accusés d'européophilie, et dont le seul crime était de détenir des biens convoités par la canaille.

L'insécurité considérée en elle-même, en dehors de toute idée de guerre ou de révolution, apparut alors à la population industrieuse, paisible, comme beaucoup plus insupportable que toutes les exactions et injustices endurées autrefois dans la paix. On s'était laissé superficiellement influencer par la propagande cléricale et nationaliste, mais on l'avait accueillie parce qu'on avait quelque chose à défendre contre les traîtres et les ennemis. Maintenant on s'apercevait que, quoi qu'il arrivât, que l'on suivît les révoltés, ou qu'on observât le calme, on avait tout à perdre et rien à gagner. Les révoltés n'étaient plus des révolutionnaires : ils prétendaient bien traduire, dans la pratique, la théorie des vrais I-khé-touan, mais ils écoutaient les instigations venues de la Cour; ils faisaient bien la croisade anti-étrangère, mais, faute d'étrangers, ils assouvissaient leurs fureurs sur les Chinois aisés. Le gouvernement central les croyait bien animés du souffle patriotique, et prêts à risquer tout pour le bien national, mais ils n'étaient en réalité que des gens sans aveu, des bandits affolés, des prétoriens à la manque.

Ainsi, l'immense majorité de la population fut en proie à un état d'âme qui se caractérisait par une haine profonde mais platonique contre l'étranger, source du mal, une terrible incertitude pour l'avenir qui dépendait de l'issue de la lutte entre l'ennemi intérieur et l'ennemi extérieur, et

une angoisse invincible qui la rendait la victime de toute suggestion quelque futile qu'elle fût. Le peuple disparut en tant qu'acteur du drame. Il ne restait tout d'un coup que la populace et l'aristocratie ; et l'on assiste ainsi à ce spectacle unique de la Dynastie impériale préconisatrice et appui des revendications de la plèbe. Le sort de la Cour fut celui de la lie du peuple. Les Ta-Tsing devinrent les chefs d'une ochlocratie immonde...

L'armée, naturellement, fraternisa avec la populace. Tout mercenaire cèle un brigand, comme, d'après le principe bouddhique, tout officier cèle un assassin professionnel. La Dynastie ne pouvait plus se raviser.

Les violences des Boxers (I-khé-touans militants) avaient exaspéré les étrangers qui demandaient satisfaction et dommages-intérêts. La Cour ne pouvait céder : la moindre concession aurait suscité même les fureurs des I-khé-touan bourgeois qui se plaignaient des Boxers, mais qui haïssaient encore plus les Occidentaux. Il fallut jouer le tout pour le tout : utiliser Boxers et armée contre les étrangers.

Devant cette perspective d'apparence sinistre, la dynastie des Ta-Tsing, contrairement à l'opinion universellement adoptée, ne risquait rien, ni dans le cas improbable d'une victoire définitive, ni dans celui trop certain d'une défaite lamentable. Li-hong-tchang, de son poste élevé, loin des intrigues et mesquineries dynastiques, y avait pourvu, depuis Canton, avec le concours du gouvernement russe.

XXI

La Russie sauve la Dynastie à toute extrémité. — L'intégrité de la Chine garantie. — Les pays tributaires abandonnés à la Russie. — La convention de Canton. — Documents-vestiges de cette convention secrète. — Le Boxisme, épisode de l'action russo-bouddhique.

La Russie était maintenant arrivée à ses fins. Elle avait, indirectement, mais avec d'autant plus de succès, amené la dynastie Ta-Tsing dans une situation d'où elle ne pouvait sortir par ses propres forces. Dans la lutte pour son existence, elle s'était, depuis quelques années, si constamment trompée de moyens qu'elle était à la merci de celui qui voulait bien la sauver. La Russie, seule, avait intérêt à la maintenir. Sa chute aurait eu pour résultat un protectorat européen qui aurait, sans nul doute, frustré la Russie des fruits de sa politique. Une Chine indépendante, d'apparence au moins, était la seule possibilité d'empêcher une invasion économique du hinterland chinois. Une dynastie entièrement acquise à la Russie, soit par reconnaissance, soit par prudence, qui aurait toujours son autorité administrative dans le pays, et qui pourrait toujours s'opposer par son admirable force d'inertie aux empiètements occidentaux gênants

pour la Russie : c'était mille fois plus avantageux que même une annexion ou le protectorat reconnu de la Chine septentrionale ; car cela ne comportait guère de débours, et cela faisait paraître les jalousies des Puissances comme mal fondées.

Mais si la Russie avait intérêt à maintenir l'intégrité et l'indépendance de l'Empire des Ta-Tsing en ce qui concernait les contrées dont elle ne pouvait, utilement, prendre en main l'administration et où elle n'aurait pu défendre sa domination contre des rivaux, il n'en était plus de même dès qu'il s'agissait des parties dites extérieures de la Chine qui, situées en dehors des compétitions européennes, formaient la route indispensable à la Russie pour la poursuite de ses projets. La Mandchourie, déjà traversée par le chemin de fer, la Mongolie qui serait traversée par la ligne la plus importante du monde, la Dzongarie, ancienne route entre l'Occident et l'Orient, tous ces pays immenses, soumis au contrôle russe, devaient sans nul doute se développer de façon à préparer l'avènement de l'ère moscovite dans tout l'Extrême-Orient.

Au point de vue final de la politique russe, il était nécessaire de mettre la main sur ces contrées aussitôt que possible. Il fallait envisager la Mandchourie, non comme un territoire plus du double de la France, hébergeant douze millions de Chinois difficiles à gouverner, et produisant des quantités de marchandises difficiles à écouler, mais comme une unité géographique qui boucherait la lacune fatale, administrativement et stratégiquement, qui se trouvait entre le Pacifique et le Baïkal, comme pont de réunion entre le Tchi-li et la Sibérie, comme base d'un échelonnement de forces destinées à pouvoir surveiller la résidence de la Dynastie et... des diplomates européens. De

même, il fallait concevoir la Mongolie comme une mer de sable qui environne les provinces septentrionales de la Chine, et dont le maître incontesté serait aussi, dès qu'il le voudrait, maître de ces provinces ; la Mongolie a, de tout temps, été la route stratégique vers la Chine, et l'histoire enseigne que, disposer de cette étape pour la domination de la Chine, c'est virtuellement disposer de l'Empire même. Et de façon analogue, on devait regarder la Dzongarie ou le Turkestan chinois comme un objet qui, malgré son ancienne splendeur, ne valait, pour le moment, rien en lui-même, mais qui, avec le développement des projets russes, devait acquérir une importance considérable.

Sans la Russie, la Dynastie était perdue. Toute condition que poserait la Russie pour son secours effectif était, par conséquent, agréée d'avance. L'occasion était unique. La Russie pouvait aller aussi loin que le permettrait la jalousie de ses rivales sans provoquer de conflit. Le gouvernement russe cherchait alors à organiser avec le chinois, une action commune *in extremis* pour prendre position en face des événements à venir qui échappaient à leur influence immédiate.

Li-hong-tchang avait observé le développement de la situation. Etant plus acquis à la Russie qu'à l'Occident, plus acquis aux Ta-Tsing, cependant, qu'à la Russie, mais plus encore à la cause chinoise qu'au sort des princes mandchous, il envisagea la possibilité d'être utile à la fois à ces quatre facteurs, tout en échelonnant les avantages à accorder à chacun, selon l'intensité de ses sympathies. Il s'efforça de choisir le moindre des multiples maux que la conflagration générale pouvait entraîner.

Par la bouche de son fils adoptif, lord Li, il avait

vainement protesté contre l'approbation donnée aux premiers troubles xénophobes. Il avait, aussitôt après le coup d'Etat du 6 janvier, fait exposer à l'Impératrice que l'impunité des brigands aurait pour suite un soulèvement de la populace qui compromettrait irrémédiablement l'armée et la Cour avec la lie du peuple. On ne l'avait pas écouté. D'ailleurs, il aurait probablement été trop tard.

Li avait l'intention d'invoquer de suite, sans susciter des complications avec l'Europe, l'appui de la Russie, de conclure avec elle une alliance officielle, de lui concéder des privilèges considérables dans les provinces extérieures, de faire réorganiser l'armée chinoise par les Russes et d'opposer, de cette façon, un formidable bloc asiatique aux convoitises des Puissances maritimes. Son fils ne put même pas exposer ce plan habile et salutaire. Le parti mandchou militaire, dynastique à outrance, dominait de façon à rendre toute discussion oiseuse.

Li n'en restait pas moins en communication constante avec le gouvernement russe. Pour la Chine, c'était le seul homme à la hauteur des circonstances ; pour la Russie, c'était le seul homme avec lequel il y avait lieu de négocier en prévision d'événements futurs. Seul, sans appui efficace de la Cour, voyant de plus en plus distinctement le gouffre où devait sombrer la Dynastie et avec elle le bien-être économique du peuple, il résolut enfin de sauver la Dynastie malgré elle, et de consolider l'existence de la Chine en jetant des concessions en pâture à ses ennemis et à ses encombrants amis.

Il fallait sauvegarder l'indépendance de la Chine proprement dite pour calmer la xénophobie et relever le moral du peuple; maintenir la Dynastie

pour montrer au peuple sa viabilité, principal élément de résistance contre l'Occident ; garder pour la Chine la porte ouverte à la concurrence des Occidentaux, et introduire des réformes pour apaiser la fureur civilisatrice et pour fortifier en même temps l'administration chinoise ; acheter l'amitié de la Russie en lui laissant main libre dans les Etats tributaires du Nord, qui n'étaient pas originairement chinois, mais constituaient le domaine particulier de la Dynastie. C'était dur pour la Cour, mais du moins était-elle punie de sa maladresse dans ses possessions propres ; c'était en même temps excellent pour la Chine qui était, avec l'amitié russe, protégée contre l'Occident, et qui avait sa liberté assurée du côté russe pour toute la période énorme qui s'écoulerait avant que la Russie fût économiquement à même de risquer sa conglomération avec la Chine septentrionale.

Les désirs de la Russie, quoique étant radicalement différents de ceux de Li, coïncidaient curieusement, quant à leur but immédiat, avec le nouveau plan du grand homme d'Etat chinois. Ce à quoi la Russie n'aurait probablement pas osé prétendre, si la Cour se fût dès le commencement mise de son côté pour réprimer les révoltes, elle pouvait se le faire offrir maintenant comme prix d'une bienveillance compromettante, qui se traduirait non seulement par une politique asiatique amicale pour la Chine, mais par une politique générale hostile au concert européo-américano-japonais, laquelle était, à cause de son caractère équivoque, extrêmement difficile à mener à bien.

Li était-il autorisé par la Cour à sauver coûte que coûte la situation, en faisant des ouvertures à la Russie? Etait-il assez audacieux pour engager de sa propre responsabilité le sort de l'Empire ? Avait-il espéré encore pouvoir supprimer à temps

les révoltes des I-khé-touan, et a-t-il changé d'opinion au dernier moment, en présence de la position de plus en plus compromise de la Dynastie ?

Son fils lui-même ne le sait. C'est le grand secret que cet homme formidable a tenu à emporter dans la tombe. Que ce soit d'ailleurs l'une ou l'autre hypothèse qui se trouve être la juste, Li pouvait, grâce à l'autorité énorme dont il jouissait en Russie comme en Chine, agir personnellement et sans autorisation comme représentant de l'Empire : ce qu'il faisait, devait nécessairement être ratifié par la Dynastie, pourvu que son intervention fût regardée comme valable par les autres traitants.

Ce fut dans ces conditions extraordinaires qu'au mois de mars 1900, il mena à Canton des négociations, ou qu'il eut des entrevues confidentielles, avec un émissaire russe dont la qualité ne semble pas devoir être divulguée encore. Ces entrevues furent décisives pour la gestion ultérieure des affaires qui intéressaient la Russie et les Ta-Tsing.

Aussitôt, du reste, qu'elles furent arrivées à une fin, la Russie procéda à une série d'opérations diplomatiques et militaires qui ont bouleversé la constellation des forces en Extrême-Orient, tandis que la Dynastie, mise devant le fait accompli, laissa apathiquement les événements suivre leur cours, en essayant tout au plus de les retarder autant que possible, dans un intérêt commun.

Les entrevues de Canton ont heureusement laissé quelques vestiges fort intéressants qui déterminent bien le caractère des événements qui se sont produits dans la suite.

Ces vestiges écrits montrent à travers les nombreuses allusions, les multiples sous-entendus, et le laconisme de leurs constatations, la grandeur des conceptions politiques, l'envergure merveil-

leuse de l'action russe, aussi bien que la finesse stupéfiante, la sensibilité politique sans pareille, l'intuition infaillible et le surhumain génie de l'homme qui, dans cette circonstance, incarnait la civilisation millénaire de sa race. Ils sont l'expression directe et la conséquence immédiate de l'histoire des trente dernières années de relations russo-chinoises, telle qu'elle vient d'être racontée.

Ces vestiges consistent en trois documents, ou plutôt communications confidentielles, envoyées, après les entrevues de Canton, aux organes du gouvernement russe sur la frontière sibéro-chinoise. La première communication est une dépêche en langue convenue qui annonce la réussite des négociations et conseille de pousser « l'action en Mandchourie et en Mongolie » (action qui sera exposée plus loin). La seconde est une lettre en chinois du plus haut fonctionnaire cantonais à son fils, directeur des télégraphes sur la frontière russe, donnant des détails sur l'opinion de Li et contenant la troisième, un rapport en russe non signé, énumérant les résultats des entrevues.

Voici la traduction de ces écrits :

Dépêche :

« Douzième jour du deuxième mois.

« De Canton, par Pékin et Tchang-tzia-kou, au chef de télégraphe Maï-maï-tcheng.

« Le vice-roi est arrivé à un arrangement avec le dignitaire Ou au sujet de l'agitation de Fo, sur la base déjà spécifiée. Informez Kou et Sou qu'ils doivent marcher pour l'affaire des concessions des mines d'or. On demande que Yi se rende à Saint-

Pétersbourg. J'envoie une lettre avec détails de l'arrangement. Informez Sou que la situation à l'égard des I-khé-touan est très critique. »

Lettre :

« Mon fils,

« Tu trouveras ici la note concernant les négociations d'hier entre le dignitaire Ou et le vice-roi. Quand tu recevras cette lettre, j'espère que toutes les mesures nécessaires auront été prises dans le but de prévenir un conflit éventuel avec les Puissances occidentales. J'ajoute cependant ce qui suit :

« Le vice-roi est maintenant très sûr que Tsou-hsi ne peut plus contenir l'action des I-khé-touan. Il n'a pu encore découvrir comment ce mouvement a pris naissance contre les Ta-Tsing; mais il est à peu près convaincu que la politique russe a, par l'intermédiaire de Yi, stimulé les prêtres de Fo à conspirer contre la Dynastie. En tout cas, la Russie est maintenant, d'après son opinion, le seul Etat qui puisse et qui veuille tirer Tsou-hsi de ses embarras. Très probablement la Dynastie a l'intention d'autoriser le mouvement des I-khé-touan contre les étrangers pour gagner ainsi de nouveau la sympathie du peuple. Dans ce cas, Tsou-hsi aura nécessairement besoin d'appui pour résister aux représailles probables des Etats occidentaux.

« Le dignitaire Ou offre, pour ce cas, la sympathie russe sous les conditions énumérées dans le rapport ci-joint. Le vice-roi a enfin accepté, pensant que la dignité de l'Empire du Milieu doit être sauvegardée, même par l'abandon de territoires exté-

rieurs sans utilité. Monsieur Kou recevra immédiatement des instructions pour les affaires d'Ourga. Toutes les mesures pour protéger la Dynastie seront prises, s'il est nécessaire, à temps et directement. Le vice-roi vous demande seulement de remettre à Monsieur Sou la note ci-jointe.

« Du reste, je souhaite que ton activité soit utile à la Dynastie et au peuple. Le chemin du Ciel est droit. Je pense à ton bien-être. »

Rapport :

« Les suivants sont les résultats des négociations avec Li. Je constate qu'ils sont d'accord avec les désirs et les prévisions des ministres.

« En ce qui concerne nos obligations envers le Bogdo-Khan, nous aurons, en tout cas, et en face de toute éventualité possible, à garantir l'existence de la Dynastie et la domination incontestée du territoire chinois proprement dit. Tout spécialement, nous nous opposerions à toute concession territoriale ultérieure, soit demandée par négociation pacifique, soit réclamée après un conflit armé. D'autre part, nous appuyerions la Dynastie contre toute intervention occidentale et aussi contre les I-khé-touan, si cela devenait nécessaire. Dans le cas où la Dynastie se trouverait, par suite de la révolte qui paraît inévitable, dans une situation embarrassée, nous l'aiderions, si nécessaire, par l'envoi de fonds. Cela pourrait se faire par la voie d'Ourga.

« En compensation, nous disposerions des provinces extérieures.

« En premier lieu, en ce qui concerne la Mandchourie, la convention de 1896 sur la Banque russo-chinoise sera officiellement prolongée pour une

période indéfinie, de façon que le chemin de fer de l'Est chinois se trouve officiellement reconnu comme propriété russe. Si la situation le demande, nous pourrons occuper la Mandchourie militairement. Mais il sera prudent de laisser l'administration aux fonctionnaires chinois sous le contrôle russe.

« Quant à l'organisation éventuelle du pays, il faudra y procéder de façon à prévenir les suspicions des Puissances contre la Chine et exclure toute possibilité d'un conflit armé avec le Japon ou les Puissances occidentales. Il sera utile, en tout cas, si des garnisons militaires sont indispensables, d'employer autant que possible des troupes chinoises.

« Le gouvernement du Bogdo-Khan abandonnera le rendement des impôts, mais nous aurons à administrer le pays à nos frais. Le Bogdo-Khan continuera de citer le nom des trois provinces (mandchouriennes) dans la liste de ses possessions.

« Nous aurons naturellement toute liberté en matière de concessions commerciales ou minières, aucune n'ayant été, jusqu'à présent, accordée à quelqu'un.

« En second lieu, en ce qui concerne Setsen-Khan et Touchet-Khan (la Mongolie), nous pourrons, si nous voulons, y établir un protectorat, mais Li décline toute responsabilité, les princes mongols étant, constitutionnellement, libres de refuser s'ils veulent. Des opérations militaires resteraient sans effet. Le mieux serait de laisser cette affaire aux soins de G.... et de l'arranger au moyen de l'affaire de l'or. Il sera sans doute nécessaire d'avoir pour nous Guiguen-Khoutouktou dans ce but. Nous pouvons construire le chemin de fer. Les Khans gouverneront les tribus comme avant.

« En ce qui concerne Tian-chan-pé-lou, il faut laisser l'administration chinoise, pour éviter d'énormes frais. Les troupes seront renvoyées, sauf pour le service de police.

« Il n'a pas été question du Dalaï-Lama. On ignore les détails de nos relations avec lui.

« En cas de difficultés diplomatiques, Li sera chargé de la gestion générale des affaires. Il craint que l'affaire des I-khé-touan ne provoque plus de difficultés que nous ne le croyons.

« Dans ces conditions, il serait très utile de hâter le développement de l'affaire avec Touchet-Khan et de consolider l'administration de la ligne mandchourienne. On décline toute responsabilité au sujet de révoltes ou autres difficultés possibles dans les contrées dont il s'agit dans nos négociations.

« Ceci seulement comme rapport écrit. Comme je ne sais rien sur les I-khé-touan, je pense que notre mission est remplie. L'exécution de nos stipulations ne deviendra possible qu'après qu'il se sera passé quelque chose à Pékin.

« Chez nous et à Pékin, ils sont mis au courant dans le temps voulu. »

Il est inutile de commenter ces écrits ou de compromettre des personnages politiques et administratifs russes et chinois, en tâchant de fournir la traduction des noms monosyllabisés qui s'y trouvent indiqués. Ils ne sont en vérité que la confirmation officieuse et probante des événements qui, depuis la rupture entre Lhassa et Pékin, se sont déroulés en Extrême-Orient à l'abri d'indiscrétions qui auraient été inévitablement fatales si l'une des Puissances parlementaires y avait été impliquée... C'est du reste uniquement le fait qu'on ait su garder le secret, qui

pourrait les faire paraître invraisemblables aux yeux des Occidentaux. Le vrai supporte cependant avec grâce l'apparence de l'invraisemblable. La valeur documentaire de ces notes n'est donc que purement symptômatique.

Il ne servirait de rien, d'autre part, de se refuser à reconnaître que l'état des choses tel qu'il ressort avec une si étrange précision de ces écrits, et tel qu'il s'est manifesté palpable à l'observateur sur place, doive faire envisager les troubles de Chine de 1900 et leurs suites immédiates pour la Chine et l'Occident, à un point de vue qui diffère considérablement de celui que le public occidental a été forcé d'adopter sur la foi des renseignements qu'on lui a présentés.

Tout ce qui se rattache à la révolution dynasto-ochlocratique de Pékin se trouve, en effet, dans l'ensemble de l'histoire russo-chinoise qui vient d'être exposée, réduit à un épisode secondaire. Certes cet incident a été tragique et propre à exciter et à bouleverser l'imagination des Occidentaux mal renseignés, mais il n'est pas non plus dépourvu du ridicule qui s'attache aux luttes donquichottesques inutilement sanglantes. Les gouvernements des Etats dits civilisés ont, en considérant cet épisode lamentable comme une épopée historique de premier ordre, donné la mesure de leur incapacité diplomatique et de la barbarie de leurs prétendues méthodes civilisatrices. Avec le système de forces qui avait résulté tout naturellement des actions réciproques russe, thibétaine, mandchoue et chinoise, la révolution pékinoise était devenue un non-sens que chacune de ces quatre puissances occultes avait intérêt à empêcher. Et c'est une ironie historique vraiment digne de méditation qu'à l'instant précis ou ce cata-

clysme prévu et escompté devenait inutile, il devint inévitable...

Ce furent, comme on le sait, les récriminations occidentales contre la Dynastie impuissante à contenir le mouvement, qui ont occasionné les événements guerriers de 1900. L'histoire de cette campagne et des négociations qui l'ont accompagnée, ont été, en tant qu'elles concernent l'Occident, si souvent racontées qu'il serait ennuyeux, sinon inutile, de les récapituler d'une façon plus objective. Il est cependant indispensable de se demander quelle a été l'influence de ces événements sur la marche générale de l'entreprise russo-chinoise.

La réponse est simple. L'affaire des Boxers a été entièrement en faveur de la Russie et, malgré l'apparence du contraire, au détriment des Puissances occidentales. Elle n'a servi, au point de vue de la question d'influence civilisatrice, qu'à nuire au prestige occidental, à faire accepter la pseudo-civilisation russe en Chine comme l'adversaire divin de la civilisation occidentale diabolique, et à préparer ainsi, par la haine de l'Occident et l'admiration de la Russie, la formation du bloc asiatique qui sera un jour le péril fatal pour l'Europe, le péril russo-chinois.

Il faut avouer que cette tournure prise par la campagne chinoise est imputable plutôt au hasard qu'à l'habileté diplomatique des gouvernants russes. Les combinaisons en effet semblent faciles aux Russes, mais la précision administrative, on ne peut plus difficile.

Ayant évalué assez bien la durée de temps nécessaire pour une concentration de troupes en Extrême-Orient, le ministère de la guerre russe commença, dès le mois de mars 1900, c'est-à-dire deux mois avant les premiers grands troubles en Chine,

à mobiliser les régiments faisant partie des circonscriptions sibériennes. Nulle assertion au monde, basée sur l'ukase tardif de mobilisation du 9 juillet, ne fera disparaître cette réalité désagréable aux Occidentaux; seulement, cette mobilisation partielle était, comme des bruits habilement mis en circulation le disaient, dirigée non pas contre la Chine, à laquelle on ne semblait même pas penser, mais contre le Japon, ce qui explique d'ailleurs la concentration de forces énormes dans la province du Pacifique, et ce qui dénote aussi la ferme volonté de la Russie de se garer, non contre la Chine, mais contre les rivaux qui pourraient nuire au prestige russe en Chine.

Le Ministère des Affaires étrangères russe était moins adroit ou moins heureux que celui de la guerre. Les calculs de temps pour l'éclat probable des grandes révoltes se manifestaient comme erronnés. Les troubles éclatèrent deux mois trop tôt pour la Russie. Rien n'était prêt. Le trésor qui était en train de se remplir, par suite d'une excellente affaire, se trouvait encore insuffisamment alimenté. Etant donnée l'excitation maladive qui s'était emparée de toute l'Europe et, ce qui était plus inquiétant pour la Russie, même de l'Amérique et du Japon, il était à craindre qu'une intervention de la part des Puissances maritimes, mieux organisées au point de vue militaire, ne réussît à en imposer à la Cour chinoise de façon à rendre l'exécution de la Convention de Canton impossible, ou à forcer la Russie d'intervenir ouvertement contre les Occidentaux, en faveur de la Chine, ce qui aurait pu avoir une guerre mondiale pour conséquence. Si, par contre, la Russie était intervenue la première et qu'elle eût rendu la mobilisation des forces militaires de l'Occident inutile, elle aurait pu, dès le commencement,

jouer le rôle de courtier honnête entre la Cour chinoise et l'Europe courroucée. L'erreur du ministre des Affaires étrangères, Mouravieff, semblait fatale et irrémédiable. Violemment apostrophé par le Tsar et par son vieil ennemi Witte, l'âme de l'affaire, le malheureux homme d'Etat s'empoisonna.

XXII

Les horreurs guerrières imputées aux Allemands. — Le rôle du baron Ketteler. — Les « Huns ». — Documents chinois. — Le Tsar nouveau Messie.

Ce fut à ce moment critique, alors que les plans russes semblaient devoir échouer *in extremis*, que se présenta le hasard salutaire qui devait changer la situation embarrassée du Tsar en une apothéose de Messie. L'ambassadeur allemand à Pékin, le baron Ketteler, fut exécuté par le peuple, ce qui souleva l'indignation hypocrite et mal fondée de l'Europe.

Ce personnage détient la gloire posthume d'avoir ruiné la politique de son pays et consolidé la puissance russe en Extrême-Orient.

Il était, aux yeux des Chinois, l'incarnation horrible de l'esprit malfaisant des étrangers. L'expédition, entreprise, comme on devait le croire, pour venger la mort de cet homme, ne pouvait qu'apparaître comme une persévérance dans le crime, destinée à discréditer ses auteurs et à représenter, par contre-coup, ceux qui n'insistaient pas, comme relativement sympathiques. Car Ketteler n'était qu'un de ces vulgaires déséquilibrés qui, forcés dans leur milieu européen ordinaire, de contenir

leurs instincts barbares, leur laissent libre cours, dès que, mis en dehors de la civilisation occidentale, ils n'ont plus à craindre le jugement de leurs concitoyens. Abstraction faite de cette ignominie formidable (dix fois plus exécrable que le meurtre d'un ambassadeur en pays étranger), qui consiste à faire appréhender, en pays étranger, des citoyens pour les faire mettre à mort, de sa propre autorité, sur le sol inviolable de l'ambassade ; abstraction faite aussi de la suprême maladresse qui caractérise nécessairement un officier prussien arrogant, en relation avec les diplomates les plus fins et les plus courtois du monde, il y eut, pour l'exécution de cet homme par le peuple indigné, des raisons plus générales. Il mettait son orgueil ridicule à insulter aux mœurs chinoises. Il poussait même si loin cette manie que ses collègues, et jusqu'aux missionnaires, pourtant peu suspects de bienveillance pour les Chinois, finirent, après lui avoir donné de discrets conseils, par le rendre responsable du subit soulèvement de la populace pékinoise. Le grief populaire qui a amené sa regrettable fin mérite d'être raconté.

Les grands fonctionnaires chinois, pour circuler aisément par les rues souvent encombrées, se font accompagner d'un certain nombre de domestiques qui, en formules consacrées, crient aux passants d'avoir à faire place, au besoin ils bousculent un peu les gens du commun; ces licteurs portent la massue. Ketteler avait imaginé de simplifier le procédé. Il se faisait accompagner de quelques soldats qui, ne parlant pas chinois, remplaçaient les formules par de vigoureux coups de massue. Les personnes qui ont été les témoins oculaires de ces faits affirment qu'à chaque promenade du baron de Ketteler, il y avait une vingtaine de passants contusionnés gravement. Au

jour du danger, au lieu de rester prudemment au logis comme ses collègues, il voulut, dans sa manie d'ostentation, user de ses procédés habituels; mais, depuis trop longtemps il abusait de la longanimité de la foule. Cette fois elle l'écharpa.

Pour la Russie, quelle heureuse fortune !

Le peuple, ou le mercenaire pékinois, avait naturellement prétendu frapper en Ketteler non pas le personnage diplomatique et inviolable que couvrait l'exterritorialité, mais un ennemi détesté, dangereux pour la sécurité publique. Cependant cette suppression toute fortuite était représentée au public occidental comme l'assassinat délibéré et officiel d'un ambassadeur, comme une insulte à l'honneur non seulement de l'Allemagne, mais de toutes les Puissances représentées à Pékin, et solidaires en face d'une proie avidement convoitée. La ridicule vanité nationale, qui est la fine fleur de la civilisation européenne, y trouva une occasion de s'épancher librement. L'opinion publique en Europe bavait de rage. Or... le gouvernement russe se rappelait les conceptions bouddhiques de la guerre.

Il se souvenait que la puissance guerrière est tenue par les Chinois pour méprisable ; elle sème la haine, disent-ils, et elle récolte la honte. L'envahisseur est assimilé aux bêtes féroces et le militaire professionnel, assassin par choix, renaît dans une autre vie animal carnassier. Bref, il savait que l'expédition militaire de l'Europe en Chine, qui était apparemment inévitable, extirperait le reste d'estime que les Chinois avaient pour les Européens. La Russie n'avait donc qu'à faire assumer la responsabilité des horreurs guerrières imminentes par un autre, pour jouer le rôle d'un modérateur, et pour se faire aimer d'autant plus que l'Européen envahisseur se ferait détester. Et

cet autre devait être justement son seul rival sérieux dans la Chine septentrionale. Le meurtre du baron de Ketteler tournait à son plus grand profit, et déjà on regrettait à Saint-Pétersbourg d'avoir imputé à l'impéritie de ce pauvre Mouravieff un concours de circonstances qui avaient amené un incident si favorable aux plans russes.

Affichant une noble fureur, se posant grotesquement en nouvel Attila, l'empereur d'Allemagne donna avec vigueur dans le piège. Guillaume, Waldersee et leurs subalternes devinrent l'épouvantail des Chinois. Ce peuple naïf, ne sachant guère différencier l'une des nations occidentales coalisées des autres, ne pouvait qu'imputer toutes les horreurs que la guerre comporte, à celle qui était manifestement l'inspiratrice et la directrice des entreprises guerrières : l'Allemagne.

Peu importe si l'une ou l'autre partie des ignominies perpétrées sur de paisibles populations par des troupes en rut sanguinaire, sont à mettre au compte de l'une ou l'autre nation alliée. Elles se valent toutes. Et les horreurs des tueries et brigandages en Chine ne sont probablement pas plus monstrueuses que celles qu'on a vues quand deux hordes de Blancs, organisées en ce qu'on appelle Puissances européennes, s'entr'égorgeaient en Occident. L'horreur particulière qu'inspire la guerre de Chine tient uniquement à la triste hypocrisie européenne qui dénomme *vertu patriotique* les instincts brutaux des foules militarisées et *action civilisatrice* la lâcheté qui représente l'orgie du meurtre d'adversaires sans défense.

Chaque nouvel exploit militaire européen fut un succès par retour pour la politique russe. Le préjugé militaire occidental s'est longtemps refusé à le reconnaître, mais le fait n'en demeure pas

moins vrai. Si l'on en veut la preuve, d'ailleurs, et si l'on désire bien se convaincre que cette guerre peu glorieuse a eu pour unique effet de faire détester l'Allemand, résumant l'Occidental, et de faire aimer le Russe, dans les pays précisément où le Russe cherche un nouvel empire, il suffit de lire les lettres suivantes. Jamais documents plus lamentables pour la prétentieuse et mesquine Europe n'ont été rédigés...

Lettre personnelle expédiée de la ville de Tchang-tzia-kou (Kalgan), le 10 décembre 1900, à Monsieur Ou-sse-kong, représentant de la maison Pao-tchouan-chang au Maï-maï-tcheng d'Ourga.

« Vénérable beau-père!

« Pendant plus de six mois, toute communication postale à travers la Mer de Sable qui nous sépare, a été impossible parce que, comme vous savez, les barbares de l'océan occidental ont fait une invasion belliqueuse dans l'Empire du Milieu. Ils ont forcé l'Empereur à quitter la Résidence, et ils ont culbuté le gouvernement; ainsi aucun département administratif n'a pu continuer à fonctionner. Puis, ils ont, en assassinant et pillant, envahi le pays non défendu. Ces infernaux criminels déclarent qu'ils sont en négociations de paix avec l'Empereur, mais, en même temps, ils continuent à torturer le peuple d'une façon inouïe, avec une cruauté terrible et une joie diabolique. En comparaison avec ces hordes avides de chiens enragés, ils étaient vraiment encore humains, ces renards de missionnaires qui n'ont provoqué tous ces malheurs que parce que leur commerce infâme allait mal. Il n'est pas un, parmi ces barbares, qui n'ait mérité « les huit peines » à la fois. Ce ne sont pas des militaires, comme les Tatars russes, ce

sont des brigands, des pillards, des voleurs, des aigrefins, des assassins, des bourreaux, des tueurs de vieillards et d'enfants, des violateurs de femmes et de filles, des menteurs, des tourmenteurs d'esclaves, bref de diaboliques chrétiens. J'ai voulu vous dire cela avant d'oser vous communiquer les horribles nouvelles que vous allez lire. Car la rage vaut mieux que le désespoir.

« Aucune horreur n'a été épargnée à cette ville et à notre maison. Et je me suis demandé longtemps s'il ne vaudrait pas mieux que j'éteignisse volontairement ma vie... Vénérable beau-père, que le ciel vous protège, et conserve votre vie et votre force ! Je reste seul ici de toute ma famille. Votre excellente fille, ma femme, a été, presque devant mes yeux, violentée par les bandes bestiales, qui l'ont ensuite assassinée et lui ont ouvert le ventre. Votre lumineux petit-fils, mon pauvre fils, a été tué d'un coup de revolver, parce qu'il pleurait trop. Et le nourrisson dont je vous ai fait savoir la naissance dans ma dernière lettre, a dû, pendant que je restais lié, grelotter seul, il a pris froid et il est mort après. Votre excellente fille, sœur de ma femme, a été, de même, violentée dans sa maison, mais elle échappa à la mort, ainsi que ses enfants. Son époux est en danger, car il a été traîné par les barbares à la Résidence, et gardé comme conducteur de chariots de butin. Moi-même, j'ai été cruellement maltraité, parce que je m'opposai au pillage du magasin de soieries (j'avais déjà porté chez le préfet la presque totalité de l'argent que je possédais). Je ne sais pas pourquoi c'est moi justement qui ai dû échapper à la mort, tant d'autres ayant été assassinés!

« Le désastre n'a pas été moins grand pour la propriété que pour la vie. Voici comment le pillage s'est effectué :

« Des fugitifs arrivèrent de Hsiouen-hoa, disant que les barbares s'avançaient, en pillant et en assassinant. On ferma les magasins. Une partie des habitants se réfugia chez le préfet, les autres s'enfermèrent dans leurs maisons. Bientôt les barbares arrivèrent. On disait à la Résidence que c'étaient des *Pous* (1). Le préfet ne s'opposa à rien. Le commandant des barbares, un homme beaucoup trop jeune, portant la barbe, et dont la figure était empreinte d'arrogance et de cruauté moqueuse, se fit montrer la maison du préfet, et entra sans se faire annoncer. Les soldats se répandirent, par groupes, dans les rues et pénétrèrent dans les maisons qui leur semblaient riches. Qui voulait s'y opposer était tué à coups de revolver ou à coups de sabre. Nulle part ils ne respectaient le seuil de l'habitation intérieure. Tous les domestiques, employés et autres, qui le pouvaient, fuyaient. Souvent on leur criait quelque chose, et, quand ils ne revenaient pas, on tirait sur eux.

« Notre quartier fut le dernier envahi, mais on ne pouvait quitter la ville sans tomber entre les mains des soldats.

« Le commandant avait demandé au préfet vingt mille onces d'argent. La caisse était vide. Alors on le menaça, lui, ainsi que tous les gens riches, de mort et d'un pillage complet. Le préfet envoya chercher de l'argent chez tous les négociants ; mortellement effrayés, tous en donnèrent. J'ai donné deux cent cinquante onces des trois cent cinquante que j'avais en caisse. Bientôt le préfet en avait reçu plus de vingt mille; mais le commandant des barbares empocha tout. Nous étions plus tranquilles ; nous nous croyions libérés par le don d'argent. Erreur fatale !

(1) Voir la note page 158.

« Des milliers de soldats n'avaient pas encore leur part. Ils trouvèrent des magasins d'eau-de-vie qu'ils pillèrent. Beaucoup d'entre eux étaient complètement ivres. On pénétra dans toutes les maisons. Il fallait indiquer où se trouvaient des marchandises ou objets précieux, ou bien on vous maltraitait d'une façon horrible. Un grand nombre de gens qui s'opposaient au pillage, furent tués dans leur propre maison. Tous les objets de valeur furent portés dans la rue. On garrottait les hommes.

« Le mari de votre fille, sœur de ma femme, voulut défendre à ces démons l'entrée de l'appartement intérieur, on le battit avec des fusils et on l'attacha à un poteau. Quatre de ces chiens entrèrent. Les servantes cherchèrent à s'enfuir, mais furent appréhendées dans la cour par huit autres brigands qui, en riant, les violèrent. Votre fille, épouvantée, semble heureusement avoir vite perdu connaissance ; on la trouva plus tard, évanouie, manifestement à la suite d'infâmes outrages. Dans ma maison ce fut bien pis encore. On y pénétra, on me terrassa, et on me garrotta. Tout fut saccagé. J'étais furieux; car j'avais déjà donné mon argent.

« J'ai payé! j'ai payé! criai-je en anglais. Vous n'avez pas le droit de prendre ceci !

« L'un des pillards me comprit, et me dit quelque chose, en ricanant affreusement. J'ai compris qu'ils avaient l'ordre de leur empereur d'assassiner tout le monde et de tout voler. Je me tordais dans les cordes, tandis que cinq brigands pénétraient dans l'appartement intérieur. J'entendis les cris des femmes, et des rires affreux. Désespéré, j'appelai ma femme. Elle répondit en criant au secours. Et je ne pouvais me dégager. Je vociférai :

« C'est un ignoble brigand, votre empereur, un massacreur, un sale violateur de femmes, un porc puant !

« On tira un coup de fusil. Ma femme poussa un cri horrible. Je perdis connaissance.

« Quand je me réveillai, il faisait nuit. Je criai : Au secours! M. Ou m'entendit, il arriva avec une lampe. Il me détacha. Les assassins étaient partis. Mais, horreur! dans l'appartement intérieur gisaient ma femme morte, le ventre ouvert, après d'horribles violences, mon fils, le crâne fracassé, et les deux femmes de chambre, tuées à coup de sabre, violées elles aussi, et le nourrisson malade. Je ne pouvais pleurer. J'étais fou de rage. Je criai vengeance. Jamais des innocents n'ont été aussi horriblement torturés...

« M. Ou m'entraîna et me cacha dans son magasin, maintenant vide. Là, je tombai malade. Mais je fis le vœu de torturer et de tuer lentement autant de ces barbares qu'il me serait possible. Et, comme pour moi il n'y a pas possibilité de le faire, j'implorai le ciel d'envoyer sur la terre un homme noble qui abatte l'empereur de ces barbares, comme une bête malfaisante — ce serait justice — et le précipite dans l'enfer pour qu'il y soit jugé par le suprême juge...

« D'ailleurs tout mon bien est perdu. Les brigands ont chargé deux cent trente chariots de tous les objets volés, et les gens volés ont dû eux-mêmes conduire les chariots à la Résidence. Mon beau-frère aussi a été emmené de cette façon.

« Plus d'un millier d'assassinats ont été commis. Pourquoi le ciel permet-il cela ?

« Quant à votre honorable fils, je ne sais où il est, ni même s'il vit encore. Après avoir battu le missionnaire usurier de Pao-ting, comme il l'avait juré, il s'est enfui. Cet été, il était à Taï-

yuan. Depuis que l'empereur s'est rendu à Taï-yuan et puis à Hsi-ngan, je n'ai plus eu de ses nouvelles.

« Mais mon vénérable père, permettez-moi de souhaiter pour vous, que vous ayez de la patience et de la force d'âme. La loi du Ciel dirige tout.

« Dans cinq jours, par le prochain courrier, je vous enverrai encore des nouvelles. Qu'elles soient meilleures !

« Je prie pour votre bien-être.

« TSIEN-LAO-KONG. »

Lettre personnelle expédiée de la ville de Tchang-tzia-kou (Kalgan), le 15 décembre 1900, à Monsieur Ou-sse-kong, représentant de la maison Pao-tchouan-chang au Maï-maï-tcheng d'Ourga.

« Vénérable beau-père !

« J'ai sacrifié aux ancêtres de votre sublime fille, ma femme, assassinée, pour qu'ils vengent les horreurs perpétrées sur votre famille et pour qu'ils vous donnent la force de supporter votre douleur. Notre famille est détruite, le foyer familial éteint à jamais, et des quatre relations sociales, il n'en existe plus pour moi que deux. Pourquoi tout ce mal?

« Cependant, ce qui a été épargné de notre famille va mieux. Votre excellente fille, sœur de ma femme, était malade de honte et de douleur. Elle aurait peut-être attenté à ses jours, si ses servantes et son amour maternel ne l'avaient retenue. Notre angoisse au sujet de son mari, qui avait été emmené à la Résidence, était heureusement mal fondée. Il est rentré hier soir, sans ses chevaux et ses voitures cependant, que les barbares lui ont pris. Il a, en vérité, échappé à la mort

uniquement parce que son destin l'a voulu ainsi. Et son voyage et ce qu'il a vu à la Résidence, pendant une journée, nous ont appris quel sort épouvantable frappe le peuple chinois et quelle est la turpitude à jamais mémorable des ignobles barbares et de leurs empereurs.

« Seuls les *Ous* (Russes) ressemblent à des êtres humains ; les *Pous* (Allemands), qui sont le plus grand nombre, se conduisent d'une façon abominable; rien de si atroce n'est rapporté dans les annales des dynasties Kin et Yuan, touchant l'invasion des Tatars. Et alors, les Chinois savaient qu'ils étaient en guerre et pouvaient se défendre, tandis que, maintenant, le gouvernement dit que nous ne devons pas bouger, et l'on nous assassine lâchement. Tous les Chinois que les Pous trouvent hors de la Résidence sont tués.

« Mon honorable beau-frère n'a presque rien pu manger pendant tout le voyage jusqu'à la Résidence. On l'a beaucoup battu, et les barbares, véritables animaux carnassiers qui ne savent même pas manger comme il faut, l'ont employé comme esclave et l'ont traité comme jamais maître chinois ne traiterait ses domestiques. On n'a pas voulu lui permettre de satisfaire ses besoins naturels, et quand, dans la nuit, il fut malade, les soldats qui gardaient les prisonniers, prirent ses excréments et les lui étalèrent sur la figure en l'interpellant avec d'abominables rires. Quelques-uns de ses compagnons ont essayé de s'enfuir; on les a tués à coups de fusil.

« A la Résidence, il règne un désordre lamentable. Le maître de la ville est le général des Pous, un voleur, une bête féroce et malfaisante, de l'avis de tous, qui, à lui seul, a fait plus de mal que tous les criminels détenus dans les prisons d'Etat. Toute la population est en danger de

mort. Jamais anarchie plus complète n'a existé, depuis le commencement de l'Empire.

« Avec le contenu des deux cent trente chariots d'objets volés, on a fait une grande criée sur la place de la Résidence. Mon beau-frère, ayant tout perdu, n'a pu y prendre part. Le tout a été acheté par d'ignobles officiers barbares et des marchands. Trois pièces de soie brodée qui lui appartenaient, et qu'il avait voulu vendre trente onces chacune, ont été achetées par un prêtre pour une bouteille d'eau-de-vie ! Les deux dragons de bronze de valeur inestimable, qui lui sont venus de ses aïeux de la quatrième génération, et qui ornaient le salon intérieur, ont été achetés par un officier Ying (Anglais), contre deux bouteilles de champagne. Et ainsi de suite. Un commerce pire que celui des missionnaires !

« A la Résidence, le palais impérial a été souillé, les ambassadeurs et leurs femmes mêmes ont volé les inestimables objets d'art des appartements intérieurs. Ces ignobles contempteurs des sciences ont brûlé en partie la grande bibliothèque ; et, comme des chiens pour un os, ils se sont, dit-on, battus entre eux pour les célèbres instruments de l'observatoire impérial.

« Quand mon beau-frère a voulu retourner ici, les habitants lui ont dit de rester ; car, dans la ville, sa vie était à peu près sûre, mais dans la campagne il serait certainement pris et tué. Le général des barbares, infernal bourreau qu'on appelle Oua-ta-sze, a ordonné à ses Pous, avides de sang, de prendre tous les Chinois, de faire des battues pour en prendre, et de les tuer comme des rebelles. Il est cruel à ce point, que les Ous s'en montrent horrifiés ; et si c'est vrai, comme on dit ici, que l'empereur des Ous veuille proté-

ger les Chinois et que les cosaques arriveront ici par la Mer de Sable pour nous libérer des brigands, que le Ciel lui donne le bonheur d'exterminer ces diaboliques Pous ! Il sera béni de tous les Chinois.

« Les Pous, en effet, comme pour une chasse au cerf, battent les champs pendant deux ou trois jours et prennent toutes les personnes qu'ils trouvent ; quand ils en ont deux ou trois cents, ils les emmènent au bord du Hon-ho. Là, ils les mettent en ligne, au bord, le dos vers l'eau. Puis à quelque distance, ils forment une autre ligne. Et alors ils se ruent, baïonnette en avant, sur les victimes qui périssent ou bien percées ou bien précipitées dans l'eau ; ceux qui se jettent à l'eau pour se sauver à la nage, servent de cible aux fusils de ces lâches assassins.

« Non seulement les Chinois le racontent, mais même les Ous. Mon honorable beau-frère rencontra heureusement un officier Ou qu'il osa aborder en utilisant sa connaissance de la langue russe du Maï-maï-tcheng. Il lui raconta son malheur et demanda comment il pouvait faire pour retourner chez lui. L'officier semblait indigné des ignominies des Pous ; et il lui dit que le chef des dévaliseurs de notre ville était mort. Nous tous remercions le Ciel d'avoir exterminé ce crapaud venimeux. L'officier le fit attendre à la porte du palais impérial; car tout le monde entre maintenant dans la ville impériale. Et en sortant, l'officier lui donna une fiche qui le faisait conducteur d'un chariot de thé pour notre ville, et ajouta deux onces d'argent pour la route ; car il faut, hélas ! prendre des provisions comme si l'on traversait le désert. Le transport de thé arriva bien ici ; c'était en grande partie le même thé qu'on avait volé ici, que l'on avait vendu pour rien à la

criée, et qu'on a dû racheter cher. On est deux fois volé ainsi.

« Quand verra-t-on la fin de tous ces désastres? Quand l'empereur égorgeur sera-t-il frappé du Ciel comme le saccageur de notre ville?

« De mes propres affaires je ne veux plus rien écrire. Mais soyez content encore que de vos excellentes filles, l'une au moins soit sauve avec toute sa famille. Car être déshonorée par la force bestiale serait-ce plus déshonorant que d'être mordue par un chien enragé? C'est un malheur, non pas une honte. Que le Ciel vous donne la tranquillité d'âme !

« J'élève un autel à la sublime mémoire de votre vertueuse fille, mon épouse, assassinée pour sa vertu. Et je prie pour notre vengeance et pour votre bien-être.

« TSIEN-LAO-KONG. »

Lettre personnelle expédiée de Tching-ting, le 19 décembre 1900, à Monsieur I-tsaï-ming, à Erdeni-Tsiou.

« Mon honorable frère aîné !

« Le Ciel soit loué. Vous ne séjournez pas, par ces temps troublés, à l'intérieur de la Grande Muraille. Car nos malheurs sont extrêmes. Je vous écris cette lettre pour que vous sachiez où il vous faudra adresser le courrier ayant trait à la société Ko-loun. Et j'écris en hâte. La communication avec la direction centrale est impossible. Depuis ma dernière lettre, le pays a subi l'invasion des Transocéaniens qui se sont conduits (hélas ! les peuples nomades et brutaux qui tombent sur notre nation pacifique ont toujours montré le même caractère)

plus odieusement presque que ces Mongols dont parlent les annales de la dynastie des Ming.

« Car ces Transocéaniens ne se contentent pas de tuer et de piller tout simplement, mais ils arrivent en amis, et une fois tout arrangé, ils commettent, en ne tenant plus compte des engagements qu'ils viennent de prendre, les pires outrages de l'humanité.

« Donc, comme vous voyez, je me trouve à Tching-ting et je demeure chez notre ami d'affaires Ou-ting-yuan. Ceci revient à dire que Pao-ting a été saccagé par les Pous, et que j'ai dû fuir. De mon avoir, je n'ai pu emporter que très peu de chose. Car, comme en fervent serviteur de Fò, je m'étais laissé introduire dans la société des Grands-Poings et j'avais prêté serment sur les six syllabes, et comme les Transocéaniens, partout, tuent ou torturent les Grands-Poings, j'ai dû me sauver en toute hâte.

« Et il est vraiment heureux que mon mariage avec Mlle Tchou au lys d'or n'ait pas encore eu lieu. Le stock en magasin appartenant à la société, je n'ai donc ni perte d'êtres chéris, ni perte de fortune à déplorer. Ma fuite de Pao-ting a été motivée par les faits suivants :

« Les Transocéaniens arrivèrent un soir devant la ville. C'étaient ceux qui s'appellent Fat (Français) et qui se distinguent par des drapeaux composés de trois bandes verticales de couleur différente. Leur général envoya sa carte de visite au préfet, et ajouta certainement des observations rassurantes. Bref, ordre fut donné d'ouvrir les portes de la ville.

« Les Fats entrèrent et occupèrent les maisons de la rue de l'Est, où ils s'installèrent ; ils demandèrent à manger et le reste. On leur donna ce qu'ils demandaient. Et ils ne commirent guère

de méfaits. Le préfet eut à payer une assez forte contribution. Et les Fats hissèrent leur drapeau sur les portes de la ville. On ne fit mal à personne. Et le préfet afficha une proclamation disant que personne n'avait à craindre ni pour sa vie, ni pour ses biens. Le général Fat lui en avait donné garantie. Mais voici comment tout cela tourna en désastre.

« Les Fats étaient arrivés depuis trois jours, quand surgit une immense troupe d'autres Transocéaniens. C'étaient les terribles Pous, dont le carnassier empereur, qui, à ce qu'il paraît, commande aussi aux Fats, extermine sauvagement le peuple Han.

« Il y eut une panique d'abord ; surtout quand on vit que ces Pous avaient ravagé tout le pays par eux parcouru, détruit la moisson, brûlé les villes et tué tout le monde. Il y eut, à la porte du Nord, dit-on, une vive altercation entre le général Pou et le général Fat, et les soldats Fats se préparèrent au combat contre les Pous. Mais les Pous sont les maîtres des Fats, malheureusement. Le général Pou, envoya un de ses interprètes chez le préfet, et celui-ci, aussitôt, envoya crier par les rues, que tous ceux, et surtout les Grands-Poings, qui, pour une raison ou pour une autre, avaient à craindre les Pous, devaient se sauver, la ville passant aux mains des Pous.

« La fuite fut terrible. Mais enfin, je suis en sûreté. Si j'avais habité la rue du Milieu, j'aurais été perdu. Les immondes Pous, ne tenant aucun compte de la promesse des Fats, pillèrent et incendièrent notre grande ville. Ils assassinèrent le préfet et deux cents honorables marchands pour leur prendre de l'argent. C'est tout ce que j'en sais jusqu'à présent. Personne n'ose bouger. Et je resterai ici aussi longtemps que possible.

« Quel bonheur pour vous d'être là-bas, à l'abri des déboires! car on sait que les cosaques vous protègent. Si, bien vite, ils voulaient seulement avancer, rejeter à la mer ces infernaux Pous et rétablir l'ordre ! Les affaires sont naturellement totalement arrêtées.

« Enfin, tout provient du Ciel, tout rentre au Ciel. Ecrivez-moi bientôt, vous me ferez plaisir. Je vous dis mes souhaits de bien-être et de réussite.

« Je suis votre bien petit et stupide frère cadet. »

Lettre de Monsieur T.... haut fonctionnaire du Hou-pou (ministère des finances), à Monsieur S..., secrétaire à Ourga.

« ...Je suis bien aise, mon vénérable oncle, que vous vous trouviez au maï-maï-tcheng nord, que vous soyez donc sous la protection sûre des Ous. Vous vous trouvez donc déjà dans une situation que nous, moins favorisés, ne pouvons qu'espérer. Les nouvelles concernant les dévastations occasionnées par les Pous, malgré le cours des négociations de paix, sont affreuses.

« Le gouvernement ne peut protéger la vie des habitants du pays. Mon vénérable ancien maître, M. Ou..., membre des Han-lin (académicien), et membre de la Cour de cassation, m'a cependant dit que le gouvernement compte enfin sur l'assistance effective de l'empereur des Ous, lequel se trouve maintenant en profond antagonisme avec ce criminel empereur des Pous, qui fait perpétrer d'extraordinaires sévices sur des populations entières qui ignoraient jusqu'à son existence.

« Mais vous devez être mieux au courant de la marche de l'action russe que moi, et à cette heure

vous avez peut-être déjà vu avancer les Tatars russes vers le Sud, pour, au profit de tous, libérer ce pays des envahisseurs transocéaniens.

« On espère que peut-être le général Pou sera assez imprudent pour mettre en colère l'empereur des Ous en occupant des territoires que l'empereur des Ous ne peut pas laisser dans les mains d'un rival; ou que, d'une autre façon, l'inévitable conflit entre Pous et Ous sera précipité. Car les Ous sont les amis des Hans.

« Il est à souhaiter que l'affaire de l'argent soit bien vite réglée. Et je vous écris cette lettre surtout pour que vous insistiez auprès d'Oross-Amban (le consul russe à Ourga) sur la nécessité absolue de dédoubler le service. Nous sommes dans l'embarras, parce qu'il est impossible de percevoir les impôts nécessaires pour subvenir à nos besoins. »

« *signé :* T... »

Le chemin de la puissance est boueux de sang. Et, au point de vue de l'histoire, il semblerait oiseux, sinon inutile, d'insister sur les preuves accablantes de brutalité barbare que ces documents produisent contre les peuples qui se disent chrétiens et civilisés. Que, d'ailleurs, les faits cités soient impartialement observés ou non (d'après l'origine de ces documents, on ne peut guère en douter), la chose essentielle est l'état d'esprit qui en ressort : la distinction absolue établie entre l'Occidental malfaisant et le Russe protecteur et libérateur.

Cet état d'esprit dans les provinces qui intéressent le plus la Russie, est le garant le plus sûr de la réussite finale de ses grands projets économiques. Il est aussi, dans les inévitables complications de l'avenir, le danger fatal pour les Occi-

dentaux. Toute la sollicitude de la Russie a dû servir à l'entretenir.

Pendant l'occupation de Pékin, où les Occidentaux se firent détester, à tort ou à raison, le gouvernement russe distribuait, presque sous les yeux de ses aveugles rivaux, vingt mille portions de riz par jour aux nécessiteux. De formidables quantités de pelisses de mouton et autres vêtements, généreusement gaspillés, faisaient apparaître le Tsar comme un sauveur.

Et l'arrivée triomphale du premier courrier transmongolien, à Pékin, en février 1901, fut si significatif que, de Pékin, on crut utile d'envoyer au Tsar une dépêche de félicitations, disant l'amour qu'éprouvait le peuple chinois pour les Russes...

Et pendant que les Occidentaux instrumentaient ridiculement, comme des huissiers dans une demeure où il n'y a rien à prendre, pour arriver à des notes diplomatiques, la Russie conquérait, en conformité avec la convention de Canton, et organisait en nouvelles provinces ou protectorats, les immenses pays de Mongolie, de Mandchourie et du Thibet.

XXIII

L'annexion de la Mandchourie. — Amitié russo-chinoise. — Histoire et destruction des Khonkhouses. — Les noyades de Blagovestchensk. — L'organisation fiscale russe de la Mandchourie. — Les colons russes.

Un simple fait montre de quelle façon on s'est conformé aux stipulations de la Convention de Canton. Dans toute la Mandchourie, ainsi que, d'ailleurs, en Mongolie, on était parfaitement au courant d'événements qui ne s'étaient pas encore produits; et, ce qui plus est, on en était officiellement informé.

Ainsi, pour ne donner qu'un exemple, au mois de juillet 1900, un haut fonctionnaire chinois en Mongolie était en mesure de discuter, dans tous les détails, les raisons qui avaient amené le gouvernement à faire occuper Pékin par les... Russes; et la circulaire où cet homme avait puisé ces renseignements, stupéfiants surtout dans un pays où l'on ne savait rien des événements qui se développaient en Tchi-li, contenait nombre de prescriptions édifiantes sur la situation des provinces septentrionales vis-à-vis de la Russie.

Quand enfin la situation à Pékin fut assez embrouillée pour excuser l'adoption de mesures mili-

taires; quand, en d'autres mots, il devint possible d'occuper, aux yeux de l'Europe entière, les pays que la Russie avait déjà le droit de considérer comme siens, on rédigea une proclamation qui fut répandue, à un très grand nombre d'exemplaires, par toute la Mandchourie et la Mongolie.

Ce manifeste de grande importance contenait, dans sa version chinoise (la seule qu'il a été possible de trouver), les paragraphes suivants :

Manifeste.

« Le gouverneur général Grodékoff publie et affiche un manifeste de la teneur suivante :

« La vieille tradition d'inaltérable amitié entre le Tsar et le Hoang-ti existe aussi bien que toujours. L'esprit de quelques-uns de nos sujets a été troublé par suite d'une révolte en Chine. La fraternelle amitié entre les Seigneurs russe et chinois n'ayant jamais été aussi étroite qu'à présent, et la Dynastie chinoise se trouvant dans une situation embarrassée, le Tsar, en continuant les vieilles traditions amicales qui lui enjoignent de lui prêter assistance, vient aider le gouvernement chinois au rétablissement de l'ordre, et met dans ce but des troupes à sa disposition.

« Il n'existe donc point d'état de guerre. Les sujets des deux Etats doivent, par conséquent, observer des relations aussi amicales que les gouvernements. Des querelles et des insultes entre eux seront donc sévèrement punies. Tout obstacle au commerce paisible, sauf en ce qui concerne les troupes russes, sera considéré comme brigandage. Il est à espérer ainsi que les gouvernements alliés rétabliront sous peu le calme absolu. »

L'impression excellente, décisive même, que ce manifeste avait faite sur la population, fut malheureusement contrebalancée trois semaines après par la nouvelle des horribles noyades de Blagovestchensk. Cet acte criminel, qui devait en réalité offrir à la Russie le prétexte d'occuper la Mandchourie, était, au fond, un malentendu fatal de la part du général Gribski, gouverneur du district de l'Amour, sous le haut commandement du gouverneur général Grodékoff. Pour le gouvernement russe, la véritable difficulté était, dans ce moment, de trouver une raison convaincante pour faire accepter par l'Europe son intervention militaire en Mandchourie. Or, la vérité embarrassante était que, malgré tous les télégrammes et toutes les assertions officiels, la plus profonde paix ne cessait de régner là où la Russie avait besoin de la guerre.

La révolte des I-khé-touans qui, à ce moment, bouleversait le Tchi-li, ne s'étendait décidément pas sur la Mandchourie. Il fallait donc, coûte que coûte, en créer au moins l'apparence. Il n'y avait jamais eu d'I-khé-touans militants en Mandchourie, et depuis la guerre sino-japonaise les troupes chinoises régulières brillaient par leur absence. Heureusement pour la Russie, il y avait la possibilité de trouver quand même un ennemi qui attaquât l'Empire, et que l'on pouvait facilement faire passer en Europe pour Chinois ou Boxer.

Cet ennemi curieux n'est pas seulement intéressant par le fait d'avoir rendu possible la mise à exécution de la Convention de Canton, mais encore par certains phénomènes sociologiques dont il offre un spectacle unique. C'étaient les Khonkhouses (du chinois *Khong-khou-tse*, brigands).

Ces Khonkhouses étaient d'anciens ouvriers des

mines d'or que le gouvernement chinois exploitait dans la Mandchourie septentrionale. Il s'était produit dans l'administration de ces mines des complications dont l'existence et l'histoire des Khonkhouses était une conséquence aussi insoupçonnée que grave dans son développement. Cette histoire est trop typique pour ne pas être rapportée.

La nature du pays où se trouvent les gisements aurifères mandchouriens demandait pour les mines une organisation spéciale, qui se trouvait d'ailleurs fort habilement instituée par le gouvernement chinois.

De très bonnes mesures gouvernementales assurèrent d'abord l'existence des ouvriers : les Russes les adoptèrent, quand ils eurent fondé les mines sibériennes. On établit des entrepôts de provisions et de vêtements, on créa des voies de communication, on bâtit des habitations-casernes, on arrêta le plan général des travaux, et, enfin, on chercha des mineurs. Les salaires étaient relativement élevés, pour la Chine, près de quatre sous par jour, l'Etat fournissant, outre le logement et l'entretien, tout l'outillage.

Mais c'était trop peu pour faire oublier le climat et le paysage trop semblables à ceux de l'Extrême-Nord. En hiver, le froid élimine de l'atmosphère toute humidité pour en faire un brouillard d'aiguilles de glace qui opprime la poitrine et cause de terribles hémorrhagies pulmonaires. De froid, les corbeaux et les engoulevents tombent inanimés. Des journées, des semaines entières, il faut rester enfermé, supplice pour le Chinois qui aime la propreté. En été, ni nuages, ni pluies ne protègent du soleil implacable ; des millions de moustiques empêchent de lever, fût-ce une seconde, le voile qui protège le visage. Ajoutez la difficulté

du travail, l'éloignement, l'absence de nouvelles. L'embauchage devint de plus en plus difficile et il fallut se contenter, à la fin, de la lie du peuple. D'où l'on en vint à déporter aux mines les condamnés de droit commun.

Ouvriers louches, mal payés et mal traités, déportés sans salaires, les mineurs pensèrent — c'est le cas de tout salarié trop peu payé et maniant des objets précieux — que les ingénieurs et les chefs, jeunes pour la plupart, ne servaient à rien. Mais, au lieu de se révolter, ils désertaient. Le pays montagneux était inhabité, la forêt, *taïga* en langue sibérienne, impraticable.

On pouvait éluder la terrible loi de l'or. Des dizaines de milliers d'ouvriers et de déportés se mirent à extraire de l'or pour leur compte et les marchands russes et chinois en firent un commerce clandestin.

Impuissant contre les déserteurs, mais ne voulant pas renoncer au produit de ses mines, le gouvernement n'en continua pas moins d'y expédier des vagabonds ou des malfaiteurs qui imitaient leurs prédécesseurs, de sorte que ce désert s'emplit d'une population hors la loi. Ces chercheurs d'or étaient, du fait de l'évasion, punis sévèrement, et, de par leur industrie, passibles de la peine capitale.

Cette existence de centaines de milliers de proscrits dans l'Etat, même en un désert, était d'autant plus prodigieuse en Chine, que les instincts sociaux, fortifiés au cours de dizaines de siècles de vie sociale, y ont rendu impossible jusqu'à la conception d'une vie individuelle. Logiquement, les Khonkhouses n'avaient pas plutôt déserté qu'ils ne songeaient qu'à recréer de nouvelles unités sociales. Il est remarquable que cet amas amorphe de criminels, agrégat d'instincts anti-

sociaux, se soit organisé en multiples, mais très stables républiques fédérées. C'est vers 1870 que ce phénomène se produisit sur plusieurs points à la fois.

Une seule organisation qui eût englobé tous les Khonkhouses était déjà irréalisable. Le territoire de la Mandchourie est double à peu près de celui de la France. Les différents districts où s'étaient établis les proscrits étaient distants parfois de mille kilomètres, et séparés par les provinces, cultivées et peuplées, du centre et du sud-est. De plus il n'existait plus entre eux de communauté d'intérêt qui pût les unir tous.

Le nombre des nouveaux venus croissait. Cependant toutes les vallées aurifères avaient fini par être occupées. A cette surpopulation, l'or vint à manquer. Des dizaines de milliers d'individus se trouvèrent sans ressources, proscrits, exposés aux rigueurs d'un climat atroce, et outillés à peine pour la chasse la plus primitive.

Des Européens, en pareil cas, se fussent entretués. Mais cette vérité, qu'il faut un groupe organisé pour triompher de la misère individuelle, à peine reconnue en Occident, est si ancienne pour les Chinois que, redevenue inconsciente, elle mena ceux-ci merveilleusement. Avec une facilité, une rapidité surprenante, ces criminels, arrivés au bas de l'échelle sociale, mais incapables de renier l'incomparable splendeur de leur génie national, s'organisèrent en groupes. Avec l'inconscience peut-être de la plante se tournant vers le soleil, ils s'adaptèrent aux conditions d'existence que le milieu leur présentait.

Ceux qui étaient établis au moment de la crise, furent les premiers à s'organiser. D'abord, ils contractèrent des alliances défensives contre les nouveaux mineurs. Ces alliances, comprenant de

plus en plus d'adhérents, devinrent des fédérations qui n'eurent pour limite que la sphère des intérêts communs. Puis ces fédérations défensives, unies par le besoin de protéger en commun la vie et les biens de tous, se constituèrent tout bonnement en coopératives de production, sur le modèle de ce qui se passe en Chine, avec cette différence, qu'outre la production commune, le groupe devait encore avoir en commun tout ce à quoi l'Etat pourvoit, et suppléer à son absence. La coopérative, réduite à ses propres ressources, devint bientôt, de coopérative de production ou coopérative économique, coopérative sociale et enfin véritable république communiste, avec ses organes législatifs, administratifs et exécutifs.

Une évolution analogue se produisit même parmi ceux qui ne trouvaient plus de gisements aurifères à exploiter.

Ce qui est vraiment prodigieux, c'est que l'antagonisme fatal entre les deux groupes de groupes n'ait jamais amené de lutte ouverte, même au début. Rien n'est plus sain ni plus admirable que la vigueur d'esprit logique de ces criminels, dégénérés au dire d'une théorie simpliste, qui, dans cette période d'alternatives implacables, réfléchissaient.

Les uns comme les autres, en effet, étaient proscrits. Les considérations morales ordinaires, bien et mal, droit et iniquité, avaient nécessairement perdu leur vertu parmi des individus réduits à l'isolement.

L'autorité demeurait à la seule logique. Ce qui fait qu'elle l'emporta sur les inspirations de la force, c'est qu'aucun ne pouvait escompter un résultat entièrement favorable.

Nous tenons ici une vérification de cette hypothèse émise par Nietzsche que le droit n'est en soi

qu'un compromis entre individus, ou groupes d'individus, de force sensiblement égale.

Dans l'espèce, le compromis ne fut même pas, comme Nietzsche le supposait, tacite. L'engagement verbal étant absolu pour le Chinois, ces compromis formèrent un code implicite, et, chose admirable, dès le début, le groupe se constituait, pour ainsi dire naturellement, en tribunal pour juger et punir le crime de manquer à sa parole. Du même coup, la façon de faire et de vivre de ces hommes qu'on pourrait prétendre antisociaux et pareils aux cannibales de Fidji, nous ramène au système cher à Jean-Jacques.

Mais il y a mieux. Outre ce contrat social, plus ou moins tacite, il y en eut un en vigueur de groupe à groupe. Il y eut de véritables conférences entre délégués de groupes de chercheurs d'or établis, et groupes de nouveaux venus.

On discuta, avant de les fixer, les relations entre ces groupes.

Il est sûr que c'est la peur, d'une part, et, de l'autre, les conditions économiques qui ont tout fait. Mais il est à remarquer qu'on ne trouve pas là l'individu malheureux des socialistes, qui prétend sortir d'un ordre social pour entrer dans un autre qu'il croit meilleur. Nous avons affaire à un individu vigoureux, qui affronte courageusement la société et s'en libère, au vrai sens du mot, et puis après, s'efface pour redevenir, de propos délibéré, le rouage d'une machine qui marche d'elle-même.

Se trouvant définitivement en dehors de l'ordre social chinois, mais empêchés, par la surpopulation, de vivre tranquillement, les Khonkhouses se constituèrent, selon une nécessité logique qui arrive à devenir plaisante, en ennemis de cet ordre, et formèrent une organisation de brigands.

L'histoire de ces curieuses évolutions sociales n'est pas seulement une interprétation tardive de faits impossibles à vérifier. Il existe encore des individus qui ont assisté aux assemblées où se formulèrent ces étonnants droits du proscrit. De plus, on peut trouver encore des renseignements sûrs touchant les congrès suivants où se rencontraient les délégués de plusieurs bandes de Khonkhouses.

Dans les différents groupes, l'organisation devait sans doute varier avec les conditions locales. Pourtant, deux principes étaient adoptés et rigoureusement appliqués partout : la communauté des moyens de production et des produits, et l'élection au suffrage universel des dirigeants, chez les brigands comme chez les chercheurs d'or. La vie de ceux-ci étant plus régulière, leur organisation est mieux connue. Le plus célèbre d'entre ces groupes, dont pendant dix ans la vie fut aussi paisible, que criminelle aux yeux du gouvernement, est la république fondée sur la Jeltouga, affluent de l'Amour, dans l'Extrême-Nord de la Mandchourie.

Cette république, issue du néant, se trouve avoir institué une expérience du collectivisme d'une envergure telle que les socialistes d'Europe, même en émigrant, et en dépit de théories plus ou moins scientifiques, n'ont jamais pu en réaliser une semblable. Sa prospérité relative, le développement surprenant de sa vie économique, et cela sans appui du dehors, sous un climat réputé meurtrier, dans un pays stérile, attestent d'abord le génie merveilleux, d'ailleurs encore inconnu en Occident, dont sont doués les Chinois, même les moins cultivés, pour s'organiser et obéir à l'organisation librement consentie. Mais la simplicité de sa législation, le bon fonctionnement

des services administratifs surtout, et, ce qu'il y avait de plus intéressant, l'administration de la propriété commune, semblent prouver que, dans un cercle restreint, on peut, par le communisme, réaliser, avec le minimum de lois précises et d'organes officiels, le maximum d'intensité de production et de sûreté dans les relations privées. Mais il est vrai qu'il y faut, de toute nécessité, le respect strictement gardé des principes de solidarité, d'honnêteté et de dignité, qui fournissent en Chine un fondement essentiel aux relations économiques, et pour l'observation desquels l'Europe barbare et inconsciente n'est malheureusement pas mûre.

Le peuple n'a jamais dépassé, pour son bonheur, le nombre de vingt-cinq mille têtes. Il nommait, au suffrage universel, et à une sorte de scrutin de liste, une corporation législative de trente membres. Celle-ci, loin de discuter des textes, quand elle avait adopté certains principes généraux de droit, ne faisait plus que contrôler le comité exécutif, nommé par le parlement, et comprenant deux présidents, deux juges, un maître de provision, un maître de production et un maître de vente.

Le droit pénal appliqué par les juges, après consultation de comités de district, assez semblables à nos conseils de prud'hommes, était extrêmement sévère. Etait-ce un effet de la peur qu'avaient ces anciens insurgés, rebelles contre toute société, de retomber dans le crime? Toujours est-il que le meurtre était puni de mort : le vol, de mort: l'agression, de peines corporelles: la révolte contre la constitution, d'exclusion immédiate, entraînant nécessairement la mort. Le vol était le crime le plus grave; il signifiait en effet la négation de l'organisation même. Les moyens de

production, comme les produits étant à tous, le vol était logiquement impossible et l'apparition de cette tentative de propriété motivait la suppression pure et simple du renégat, à titre de mesure de protection collective.

D'ailleurs, le collectivisme était presque nécessité par la nature du pays. L'individu n'aurait pu exister en produisant ou consommant par soi-même. La stérilité du sol et la difficulté des communications avec les contrées productives ne permettaient pas, surtout à un proscrit, de se procurer sa subsistance. L'institution du maître de provisions était donc nécessaire. Il pourvoyait à l'horticulture, à la pêche et aux transports. Or, il est merveilleux, sur un sol d'où le Russe ne parvient à rien tirer, de voir surgir des choux-fleurs, des concombres, de la laitue et jusqu'à des hortensias. La technique de la pêche ne semble l'avoir cédé en rien à celle de l'Europe. Quant aux caravanes, elles procédaient certes avec plus de sécurité que celles des bourgeois chinois. Toutes les marchandises étaient à l'abri dans des entrepôts officiels.

Le maître de vente assumait la lourde tâche d'écouler, en Chine ou en Sibérie, la totalité de l'or produit. L'habileté avec laquelle il y parvenait, et l'influence qu'il arrivait à exercer, on les a vues en jeu dans certaines scandaleuses affaires criminelles où se sont trouvés compromis les plus hauts fonctionnaires russes, des financiers sibériens et jusqu'aux gouvernements russe et chinois eux-mêmes.

Le maître de production surveillait le travail des mines au point de vue technique. Il avait fini par introduire des procédés américains. Il semble, fait curieux, que la division du travail se soit effectuée presque spontanément.

Les artisans continuaient leur métier et étaient employés par les dirigeants aux travaux qu'on leur désignait. La masse était occupée à produire de l'or. Les employés d'Etat chargés de besognes administratives étaient élus par les comités de prud'hommes. Tous, des présidents aux plus grossiers des mineurs, recevaient la même paie en billets de crédit, et chacun pouvait l'employer à sa guise, mais sans avoir licence de l'économiser pendant plus d'une année. On ne pouvait acheter de marchandises non usagées qu'aux magasins de l'Etat. L'excédent des bénéfices demeurait dans la caisse de l'Etat, et l'on ne distribuait que des parts égales en assignats non réalisables. Cette mesure visait assurément le cas de sortie d'un citoyen; pourtant ce cas ne semble pas s'être produit. D'ailleurs, la fin prématurée et violente de la république n'a pas permis de régler la question des excédents de recettes.

Les femmes étaient en fort petit nombre. Libres comme les hommes, elles vivaient avec l'homme de leur choix. Elles s'occupaient à l'horticulture et à la pêche. Les enfants étaient peu nombreux. La rapide annihilation du groupe a empêché la formation d'un droit de famille.

Il est clair que les conditions économiques ou primitives de la vie des proscrits de la Jeltouga prouve peu pour ou contre les théories socialistes d'Europe. Du moins, il est réjouissant d'observer un groupe d'humains des plus misérables se créer, de toutes pièces, un bonheur social. Au point de vue scientifique, la destruction de ce centre d'expériences socialistes spontanées est des plus regrettables.

La république de la Jeltouga périt victime des mesures d'ordre du gouvernement chinois. Dès

l'origine de leur organisation, le gouvernement s'était ému de l'existence de ces Khonkhouses, et surtout de ceux qui, constitués en républiques de brigands, exerçaient des déprédations sur les domaines chinois. La puissance des Khonkhouses brigands, grâce à leur organisation semblable à celle qui a été décrite, s'était accrue de telle sorte que, non contents d'occuper toutes les routes de la Mandchourie, ils venaient lever encore de fortes contributions dans les capitales des provinces. On ne pouvait voyager que sous leur protection et celle-ci se payait suivant un tarif progressif. Les généraux, et jusqu'aux gouverneurs chinois, subissaient cet impôt irrégulier, et exhibaient hardiment des sortes de drapeaux-quittances, qui leur garantissaient la sécurité absolue. Pourtant le scandale, à la fin, devint tel que le gouvernement central prit des mesures militaires énergiques. Néanmoins, on ne détruisit que très peu de bandes de brigands, car elles étaient trop mobiles pour se laisser prendre. En revanche, les colonies stables furent complètement anéanties. Le gouvernement russe gardait l'Amour et empêchait la fuite des communards. Tous furent horriblement massacrés. Les deux gouvernements s'entendirent pour prohiber l'introduction des armes, établirent des garnisons et la situation des brigands devint de plus en plus misérable. Au moment de la guerre sino-japonaise, les troupes régulières chinoises évacuèrent le pays, mais ce furent les cosaques qui vinrent protéger la construction du chemin de fer qui commençait.

Les Khonkhouses gagnèrent le Nord. Enfermés dans les sinistres vallées du Kheïchan, torturés par le froid et la faim ils y attendirent leur agonie.

Cette tragédie devait tourner à la farce. Il fallait à l'empire russe, sur le point d'englober la

Mandchourie, un ennemi qui fit croire en Europe à l'existence d'une guerre. C'est alors qu'on se souvint des Khonkhouses.

Cet ennemi chétif qu'on pouvait toujours avoir à sa disposition pour quelques roubles, devait servir à sauver la politique mondiale de l'Empire. Forts de deux cents hommes environ, les Khonkhouses franchirent, sous la gueule silencieuse et complice des canons russes, l'Amour, frontière de la Chine, et pillèrent deux ou trois huttes de paysans (d'ailleurs chinois) sur le territoire russe. C'est cet acte de médiocre importance qu'on a pompeusement qualifié : l'attaque chinoise contre la Russie.

L'événement eut lieu le 1er juillet (russe) près de Blagovestchensk. C'était l'occasion longtemps cherchée pour mobiliser officiellement l'armée sibérienne qui se trouvait depuis le mois de mars sur pied de guerre. C'était en même temps l'indice sérieux sur lequel on pouvait s'appuyer pour convaincre l'Europe de la gravité de la situation pour la Russie, et faire excuser, tant bien que mal, la mobilisation partielle et discrète du gouvernement général de Varsovie. Les effets de cette mobilisation se firent bientôt sentir en Sibérie où l'on put assister à l'arrivée d'énormes convois de troupes absolument inutiles s'il n'avait été question que du prétendu péril chinois.

Avant que les 182,000 hommes de cette armée ne fussent échelonnés d'après les plans de mobilisation que les officiers d'état-major montraient et expliquaient dans leur joie de pouvoir maintenant écraser le... Japon, la dignité russe, en face de l'invasion chinoise, fut vigoureusement défendue.

Une dépêche officielle, destinée surtout à mon-

trer à l'Occident la mâle énergie du Tsar vis-à-vis de l'angoissante marée des Jaunes, fut envoyée avec ostentation de Saint-Pétersbourg au gouverneur général Grodékoff et au général commandant à Blagovestchensk, Gribski. Cette dépêche disait simplement :

« Rejetez les Chinois de l'autre côté de l'Amour. »

Cette fanfaronnade diplomatique fut cependant prise au pied de la lettre par Gribski et ses cosaques qui ne rêvaient que meurtre et pillage. Gribski donna l'ordre de chasser, non pas les Khonkhouses, qui s'étaient esquivés aussitôt leur coup de main accompli, mais toute la population chinoise pacifique, qui est, parmi les Russes à demi sauvages du pays, le seul élément civilisateur, sans lequel l'existence serait à peine possible, les Chinois étant les seuls agriculteurs, horticulteurs et artisans du district. Les cosaques pillèrent donc toutes les habitations chinoises, dévalisèrent les malheureux et les rejetèrent littéralement dans l'Amour où 4.800 personnes périrent ; les cadavres, repêchés plus loin, furent ignoblement fouillés et volés.

Seule la sévère punition de Gribski a sauvé l'alliance russo-chinoise à ce moment critique. Il fut destitué incontinent.

L'affaire fut considérée comme si grave qu'on pensait déjà devoir immoler la compétence de Grodékoff à l'humeur chinoise. On le rappela en effet, mais il avait à peine quitté sa résidence qu'un contre-ordre arriva qui lui annonça l'envoi d'un sabre d'honneur : sans Grodékoff, seul au courant de tout, l'affaire était compromise. Son successeur déjà désigné et affublé du titre de lieutenant-général, devait rester à son poste de simple

gouverneur de Transbaïkalie; il eut d'ailleurs assez vite un dédommagement sérieux en Mongolie.

Tandis qu'en Europe les événements de Pékin étouffaient tout l'intérêt qui aurait pu se porter sur les opérations russes, Grodékoff traversa paisiblement la Mandchourie. Les quelques bandes de Khonkhouses, survivants de l'ancienne splendeur des brigands, fournirent, bon gré mal gré, le sujet d'innombrables dépêches de victoire. L'Occident accueillait avec satisfaction les nouvelles de cette guerre acharnée et généreuse. C'était le temps où tous les snobs, tous les journalistes et tous les autres imbéciles peureux de l'Occident, hurlaient à la vengeance. En réalité, les cosaques, dont la plupart étaient de race bouriate ou mongole et de religion bouddhique, furent reçus par la population non pas en Européens détestés, mais en frères et amis, et fort souvent en libérateurs de la tyrannie des Khonkhouses. Au commencement du mois d'octobre 1900, l'œuvre d'occupation était accomplie dans ses grandes lignes.

Le général Grodékoff pouvait justement célébrer ce résultat considérable en organisant dans tout son rayon de splendides et joyeuses revues où les officiers lurent aux troupes enthousiasmées un ordre du jour de remerciements pour avoir conquis à l'Empire russe l'ancienne province chinoise de Mandchourie, la province de « la rive droite de l'Amour ».

Le nettoyage de ce nouveau joyau inavoué de la couronne des Tsars continua. La majorité des Khonkhouses s'était retirée vers le Sud. En route, ils avaient eu l'occasion de détruire en partie la ligne transmandchourienne et ses dépôts de matériel. Ce méfait méritait d'être puni. Son pre-

mier effet fut cependant l'organisation de nombreux *Te Deum* où s'exhalait la profonde joie des ingénieurs qui avaient engagé les Khonkhouses à leur action destructive pour voir ainsi paralysés les efforts de la commission d'enquête nommée dès le mois de mai pour constater et évaluer les fraudes énormes qui étaient la principale source de richesse des constructeurs de la ligne.

D'autre part, les dispositions amicales de la population, laquelle est entièrement chinoise, ne pouvaient qu'augmenter à mesure que les Khonkhouses et leur tyrannie disparaissaient. C'était assez de raisons pour envoyer contre les rares bandes de ces brigands qui restaient, des expéditions faciles qui remplissaient l'Europe de la renommée guerrière du général Grodékoff.

Pendant ce temps, des relations de plus en plus intimes se développaient entre les Russes et les Chinois. Et des deux côtés, on perdit assez vite la sensation qu'on se trouvait en présence d'un prétendu ennemi et en pays étranger. C'est que, du côté russe, on mettait ironiquement en avant le principe qui valait à ce moment à la Russie toutes les sympathies des Chinois opprimés par les Occidentaux en Tchi-li : on se conformait aux habitudes chinoises et cherchait à établir un état d'esprit populaire favorable au développement de la puissance russe, non en montrant aux Chinois la supériorité militaire des Russes, mais leur supériorité administrative, qui garantissait le calme et le travail pacifique mieux que l'ancien régime.

C'est que les dirigeants russes savent ce que la fatuité des commis-voyageurs diplomatiques d'Occident n'a jamais pu comprendre : que la manifestation d'une supériorité militaire ne fait pas

la moindre impression sur le Chinois, et surtout sur le Chinois bouddhiste. Au lieu de créer le respect ou l'estime, les horreurs guerrières jettent sur le vainqueur le stigmate de l'infériorité morale, partant le mépris. L'armée et la guerre sont, dans la morale chinoise et aussi dans la pensée populaire, des institutions criminelles et même bestiales. Le soldat, et à plus forte raison l'officier, en leur qualité d'assassins professionnels, se mueront en bêtes féroces dans une existence ultérieure, et la gloire sanglante d'un Waldersee, par exemple, excite, comme on le constate facilement, du mépris et, chez les Chinois plus raffinés, tout au plus de la pitié. Cet état d'esprit, habilement mis à profit par la Russie, a servi en Mandchourie, comme d'ailleurs en Chine même, à faire paraître les Russes d'autant plus amis des Chinois que les Occidentaux se montraient leurs ennemis.

Les gouvernants russes savaient fort bien que la seule force qui en impose aux Chinois est la force économique. Pour s'assurer la paisible possession du pays acquis par traité et occupé sans résistance, il y avait ainsi à pourvoir à trois nécessités essentielles : l'annihilation des Khonkhouses, la création d'une vie économique plus vaste par l'introduction de colons russes, et l'institution du régime fiscal en vigueur dans l'Asie russe.

Ces trois tâches, dont l'accomplissement avait été préparé de longue main, se trouvaient remplies à un moment où les alliés européens menaient encore une guerre de vengeance et de haine, préjudiciable à leurs propres intérêts, contre le peuple innocent des provinces de la côte. Avant l'expiration de l'année 1900, la Mandchourie était organisée en dépendance russe.

En ce qui concerne les Khonkhouses, on les éloigna sans beaucoup de peine des contrées habitées, pour les rejeter vers le désert mongol. On jugea en effet imprudent de les annihiler de suite, leur existence ultérieure pouvant, le cas échéant, servir de prétexte devant l'Europe pour accomplir de nouveaux exploits militaires qui excuseraient la présence de troupes russes dans ce pays pseudo-chinois. La plus dure nécessité devait attirer périodiquement ces bandes de brigands vers les endroits gardés par la troupe russe, absolument comme en hiver les loups se rapprochent des villages. Il y avait là une source de gloire périodique qu'il aurait été maladroit de faire tarir du coup. Mais en attendant la pacification complète de la Mandchourie qui tardera aussi longtemps qu'il sera dans l'intérêt de la Russie d'y laisser subsister des éléments insoumis, il importe de constater qu'à tous les endroits où existe une population pacifique nomade, agricole ou industrielle, toute cause de troubles se trouve extirpée depuis la fin de l'année 1900, et que, depuis lors, un peuple extrêmement industrieux et doux y a mené sans interruption, une vie paisible.

Les colons russes commencèrent à s'établir dans le pays dès le mois de novembre 1900 sur la plus vaste échelle imaginable. Il se trouvait, en effet, dans l'été de 1900, environ 80,000 émigrants russes à Strétensk, le terminus du Transsibérien sur l'Amour, et la presse européenne ne cessait de parler des extraordinaires souffrances que ces malheureux avaient à endurer. Ils étaient bloqués à Strétensk, non seulement par suite du manque de moyens de communication aggravé par le manque de vivres, mais aussi parce que les districts qu'ils devaient coloniser n'étaient pas encore

disponibles. Ils n'étaient pas destinés, en effet, à rester dans ce pays stérile où tous leurs efforts seraient demeurés vains; ils étaient appelés à coloniser les plus importants districts de la Mandchourie, et, dans ce but, on les avait fait partir de Russie dès le mois d'avril, preuve absolue que le gouvernement russe connaissait l'issue des troubles chinois, avant même qu'on eût idée de leur gravité en Occident.

Au mois de novembre 1900, les colons furent transportés de Strétensk à Kharbine en Mandchourie, d'où on les a, peu à peu, envoyés dans leurs concessions gratuites, d'étendue et de valeur relativement considérables. On a eu soin de les établir surtout le long du fleuve Argoun qui est la véritable artère économique du pays. Les localités habitées par ces pionniers de la civilisation russe (laquelle est, hélas ! toujours inférieure à la civilisation chinoise) ont reçu des désignations russes, et forment ainsi, au centre de la Mandchourie, un noyau important pour une russification future.

Le gouvernement russe se trouvait maintenant en présence d'une grave difficulté. Il importait d'établir dans le pays un régime fiscal qui convaincrait la population du caractère pacifique et définitif de l'occupation ; mais il était à craindre que cette création d'une administration civile attirât enfin l'attention de l'Europe sur la vraie nature des intentions russes. La Russie sut, d'ailleurs, tourner habilement la difficulté en utilisant la Banque russo-chinoise. Cette institution hybride est, comme il a déjà été établi, l'adroit et insaisissable agent de la Russie pour toutes les choses qui sont permises à des particuliers, mais défendues aux Etats. La Banque avait, depuis sa fondation, organisé un système merveil-

leux de puissance économique. Ses nombreuses agences inavouées, ses ressources aussi énormes que mystérieuses, et la rapidité inusitée avec laquelle elle assurait son service d'escompte et de virements, lui créaient, en peu de temps, une influence considérable et une sympathie générale. Et chez les Chinois, où l'organisation économique tient en même temps lieu de politique, de patriotisme et de religion, la Banque ne pouvait manquer de devenir un agent politique de la plus haute importance.

Le régime fiscal russe se caractérise pour le peuple, et spécialement pour les Asiatiques par l'existence des *kaznatcheïstvo* ou caisses gouvernementales, qui sont pratiquement le symbole de la domination russe. Ces établissements encaissent les impôts, paient les appointements et représentent, en même temps, la Banque de l'Empire et la Caisse d'épargne. Ses employés sont naturellement des fonctionnaires attachés au ministère des finances. De telles caisses gouvernementales, qui sont pour les Chinois le signe d'une administration stable et pacifique par opposition au régime militaire, lequel semble particulier aux invasions guerrières de courte durée, furent organisées en Mandchourie dès le mois de décembre 1900. Ce fut fait d'une façon fort habile. Le personnel de chaque agence de la Banque russo-chinoise fut simplement augmenté d'un certain nombre de fonctionnaires du ministère des finances, de sorte que chacun de ces établissements nominalement privés pouvait servir en même temps de *kaznatcheïstvo*. Une école d'interprètes qui existait déjà, depuis cinq ans à Ourga en Mongolie, à l'insu de tout le monde avait suffisamment initié de jeunes fonctionnaires aux secrets des langues mongole, mandchoue et chinoise.

Ceux-ci prenaient, à de gros appointements, les places où l'on est en contact avec la population. Des fonctionnaires supérieurs, du département des Impôts, de la Banque de l'Empire et de la Caisse d'épargne, des inspecteurs des Finances qui étudiaient l'introduction des contributions russes, et des géomètres qui procédaient à l'établissement d'un cadastre des endroits peuplés, complétaient le cadre de cette administration civile, improvisée dans un pays deux fois plus vaste que la France, et dont la conquête était encore un profond mystère pour l'aveugle et prétentieuse diplomatie occidentale! Bientôt les billets russes étaient la monnaie courante. On préférait, en cas de contestations, la procédure des juges de paix russes, importés à la hâte, aux tribunaux chinois désorganisés, et l'on payait les impôts habituels aux agences de la Banque au lieu de les livrer au mandarin.

Ainsi, la Mandchourie fut russe. Et bien vite, les industrieux Chinois se sont habitués au nouveau régime. Souvent on a pu les entendre dire :

« Nous autres, Chinois, avons presque toujours eu des dynasties étrangères. Un empereur russe ou un empereur mandchou, c'est la même chose. Pourvu que nous nous trouvions bien... »

On peut affirmer sans crainte qu'un plébiscite en Mandchourie, qui déciderait entre les Tsars et les Hoang-ti, se prononcerait nettement en faveur de la Russie. Et ce serait une preuve à ajouter aux autres, de ce que l'intervention guerrière est un non-sens en Chine. La Russie a réussi, au détriment de l'Occident, par une politique pacifique, là où les Puissances maritimes ont ridiculement échoué malgré, ou à cause de leurs efforts militaires.

Cette même vérité ressort encore mieux, si c'est possible, de l'histoire de l'annexion de la Mongolie, préparée depuis l'affaire des concessions minières et autorisée par la Chine dans la Convention de Canton.

XXIV

L'annexion de la Mongolie. — La concession de l'or comme levier de l'action russe. — Le Kouriltaï. — La défection des princes mongols de la Dynastie mandchoue. — L'occupation russe d'Ourga. — Le chemin de fer transmongolien. — A la passe de Hsi-Ouan-Tsze.

Au moment de la Convention de Canton, qui prévoyait un protectorat russe sur la Mongolie, les hauts fonctionnaires russes appelés, dans la missive citée, Kou et Sou, avaient été avisés d'avoir à pousser le développement de la situation en reprenant l'affaire des concessions de mines d'or. Cette affaire avait, comme il a été exposé, créé une position fausse à la fois à la Dynastie mandchoue, suzeraine des Khans mongols, à ces Khans eux-mêmes, et au gouvernement russe dont l'homme de paille, l'agent de la Banque russo-chinoise, s'était, en dépit de la loi constitutionnelle mongole, procuré ces concessions.

Il a été exposé aussi que l'exploitation des mines est, depuis le XIIIe siècle, un monopole d'Etat chez les peuples bouddhistes, que cette loi de l'or n'a jamais été abolie, que la juridiction mongole dépend exclusivement de la tradition nationale et de la volonté des Khans, et que, par

conséquent, l'Empereur mandchou n'a aucun droit d'accorder en Mongolie des concessions à des étrangers. Ce droit appartenait uniquement aux Grands-Khans mongols, et pour le cas spécial des contrées où les Tsing avaient par abus de pouvoir autorisé la Banque à établir des mines, au suprême Khan des Khalkhas, Touchet-Khan, qui réside à Ourga, la vraie Rome mongole, où séjourne en même temps le divin vicaire du Dalaï-Lama, Bogdo-Guiguen-Khoutouktou.

Le Khan, seul personnage important dans la question des concessions, en ignorait le premier mot. Le résident chinois, appelé Mandchou-Amban par les Mongols, et qui représentait l'Empereur, n'en savait pas davantage. Bogdo-Guiguen, dont l'autorité morale est énorme, n'avait pas été mis au courant. Les deux seules personnes qui, à Ourga, fussent initiées, étaient le concessionnaire nominal « Kou » et le consul russe Chichmarieff.

Aussitôt le moment d'agir venu, Kou procéda prétentieusement, sans même en avertir Touchet-Khan, à l'organisation d'un lavage d'or à une distance de moins de cent cinquante kilomètres de la capitale. Touchet-Khan lança des protestations indignées.

Le moment décisif pour la politique russe était ainsi amené. Il dépendait de l'issue de cette intrigue bien plus qu'on ne pouvait le croire. Il s'agissait d'accomplir maintenant l'étape nécessaire en vue de la future domination de la Chine septentrionale. Il fallait trouver moyen de détacher les Khans de la Dynastie mandchoue, de les gagner à la politique russe, et d'assurer ainsi la suprématie sur le pays, la possession des gisements aurifères et des grandes routes commerciales à la Russie ; et cela en secret, sans éveiller les suspicions de l'Europe, et, avant tout, par des

procédés pacifiques. La tâche d'escamoter de cette façon des territoires six fois plus vastes que la France ne laissait pas de paraître difficultueuse. Ce n'était pas la même question que celle qui se posait pour la Mandchourie. Ce dernier pays, propriété personnelle de l'Empereur mandchou, pouvait être cédé au Tsar par un simple acte de résignation.

La Mongolie, au contraire, ne pouvait pas être transmise à la Russie par la simple volonté de la Dynastie mandchoue. Dans le cas d'une résignation de la Dynastie, les Khans pouvaient former une communauté indépendante, et alors la Russie se serait vue dans l'impossibilité de réaliser ses autres projets : la Mongolie aurait formé un tampon désastreux entre la Russie et la Chine; elle aurait été, le cas échéant, un redoutable ennemi dans le flanc des forces russes opérant à l'Est; elle serait devenue pour la Russie dix fois plus terrible que le Transvaal pour l'Angleterre.

Cependant, l'affaire des mines d'or fut si habilement menée par Kou et par le consul Chichmarieff que, dans l'espace d'un mois, la réussite de l'immense aventure était assurée.

Touchet-Khan défendit, pour commencer, l'établissement du lavage d'or et déclara vouloir se baser sur la vieille loi de l'or. Kou, alors, produisit, à l'extrême stupeur du Khan, sa concession pékinoise, et continua triomphalement de faire monter ses machines, qui depuis longtemps avaient attendu à Kiakhta, sur la frontière. Le Khan, exaspéré, donna aussitôt un ordre qui, en Mongolie, équivaut à peu près à une condamnation à mort : il défendit à ses sujets de vendre n'importe quelles denrées alimentaires ou matériel de chauffage aux étrangers et aux ouvriers de la mine.

Ce coup porta. La situation devint critique.

Kou et le consul sollicitèrent une audience auprès de Bogdo-Guiguen, dont les ordres sont souvent mieux obéis que ceux du Khan ; le dignitaire spirituel les reçut amicalement et accepta une offrande de quinze mille roubles. On espérait donc que le pape annulerait l'ordre du roi. Quand il eut cependant fait intégrer l'offrande dans son trésor, il émit un édit encore plus sévère si possible que le Khan !... Guiguen n'avait pas encore reçu d'instructions de Lhassa. Plus tard son attitude changea complètement.

Kou se plaignit officiellement au consul, et ce dernier, comme c'était convenu, s'adressa au Mandchou-Amban, le commissaire impérial. Ce haut fonctionnaire, qui n'avait jamais reçu les plus sommaires instructions au sujet de cette affaire, mit longtemps à comprendre seulement de quoi il s'agissait; ayant cependant remarqué le sceau impérial apposé à la concession détenue par Kou, il ne pouvait guère que désapprouver la conduite du Khan et lui demander de se soumettre à la décision de la Cour.

Ce dernier, fort de son droit, appuyé de reste par une force respectable, s'y refusa absolument, et eut même l'esprit de sommer Mandchou-Amban, reconventionnellement, d'intervenir comme défenseur du *statu quo* politique, en sa faveur, contre l'ingérence russe. Mandchou-Amban se trouvait ainsi dans une situation plus que ridicule, qui ne pouvait que révéler sa complète impuissance. Furieux de la négligence de ses supérieurs, qui l'avaient laissé aux prises avec des adversaires dont il ignorait tout, il se résolut à se désintéresser totalement de l'affaire. Il fit, de fort méchante humeur, avertir le Khan d'avoir à

s'arranger comme il l'entendait, avec le consul russe.

Pour imaginer un cas analogue en Europe, il faudrait supposer que des Parisiens se plaignent, auprès du préfet, d'une bande de cambrioleurs, et que le préfet leur conseille de s'adresser à l'ambassade d'Allemagne.

Par cette décision de Mandchou-Amban, le gouvernement chinois renonçait virtuellement à la suzeraineté sur la Mongolie. Et dans la lutte ridicule entre les trois Ambans, l'esprit des Mongols fut mis en une perplexité fort curieuse. Il y en avait qui venaient demander conseil à des étrangers en leur adressant des questions de ce genre :

— Nous avons trois Ambans, Mandchou-Amban, Mongol-Amban (le Khan), et Oross-Amban (le consul), lesquels donnent, chacun de son côté, des instructions différentes, et en dehors d'eux Bogdo-Guiguen, qui se tait. A qui faut-il obéir ?

— A Bogdo-Guiguen, était la réponse la plus judicieuse à leur faire...

Le pape en effet retira son édit et attendit.

Le Khan ne pouvait faire de même, ses intérêts politiques étant engagés. Il fit alors la démarche audacieuse que la Russie avait certainement espérée. Il se mit en dehors de la sphère d'autorité de la Dynastie mandchoue, et convoqua le Grand-Kouriltaï, l'assemblée générale de la noblesse mongole, dernière instance dans toutes les affaires d'Etat.

La première séance fut extrêmement tumultueuse. L'assemblée décida de mobiliser la totalité des combattants mongols, dans le but de défendre la propriété des Khans contre les prétentions étrangères. On ne disait pas, si ces prétentions étaient celles du Tsar ou celles de l'Empereur mandchou.

En présence de cette situation critique, la Russie se résolut enfin à montrer son jeu. Le consul russe, M. Chichmarieff, dont le nom mérite de passer à la postérité pour le tour de force qu'il accomplit, bien préparé à sa tâche énorme, s'adressa au Kouriltaï et entreprit, pour parer à de grands désastres, d'expliquer la situation à cette assemblée surexcitée.

Il expliqua à ces nobles, dans leur langue maternelle naturellement, de quelle façon les complications de l'heure présente étaient une suite non d'une conduite inamicale du Tsar, mais d'une conduite perfide de la Dynastie mandchoue. Le Tsar s'était simplement fié à la bonne foi de l'Empereur. Dans l'affaire des concessions, eux, Russes, n'étaient vraiment pas obligés de connaître tous les détails de la législation chinoise et de la loi d'Etat mongole. L'Empereur s'était toujours fait considérer comme le seigneur absolu de la Mongolie ; et en présence de cet état de choses, la Banque n'avait pu faire autrement que de s'adresser à la Cour de Pékin pour les concessions d'or. Le Tsar, par conséquent, n'avait jamais eu l'intention de s'opposer à la volonté des Khans ou de la mépriser, au contraire, il avouait qu'il était dans son tort, et il insistait seulement sur le fait que l'auteur responsable de toute cette malheureuse affaire était non pas lui, mais l'Empereur lui-même. Cette vérité était une preuve nouvelle et extrêmement déplorable du manque de considération que la Cour mandchoue avait coutume de montrer à l'égard des princes mongols. Mais, il fallait bien avouer qu'il n'y avait rien d'étonnant à cette détestable manière de gérer les intérêts politiques des princes ; en réalité, ce n'était que le corrélatif des désastreuses relations économiques qui régnaient entre la Mongolie et la Chine. Le commerce usu-

raire par lequel les négociants chinois exploitaient les Mongols, portait les mêmes signes de malveillance égoïste que la politique du gouvernement chinois, qui tendait à frustrer les princes de leur avoir et de leur pouvoir. Les intentions du Tsar étaient juste le contraire de cette politique néfaste. De même que les relations commerciales russo-mongoles, basées sur la confiance mutuelle et l'esprit d'équité, avaient pour résultat de servir en même temps les Russes et les Mongols, et que l'amitié naissait de ce commerce intime et pacifique, le Tsar n'avait voulu, par l'établissement des mines d'or, que faire prospérer le pays, le peuple et les princes, en créant des liens pacifiques et utiles entre les princes et lui. Le commerce chinois avait eu pour résultat final que des tribus mongoles entières, avec tout ce qu'elles possédaient, s'étaient engagées chez les Chinois comme garantie de leurs dettes. C'était la fin de la Mongolie, économiquement et politiquement; et cette décadence lamentable était à imputer à la désastreuse négligence du suzerain mandchou. Le Tsar, au contraire, voulait sortir les princes de cette intenable situation. Les Khans seraient sans doute assez politiques pour tirer de cet état de choses les conclusions qui s'imposaient? L'opinion du Tsar était que l'établissement des mines d'or ne pouvait que comporter des résultats splendides pour les Khans. La prospérité du pays augmenterait dans des proportions inconnues jusqu'alors, une vie intense et riche naîtrait à des endroits solitaires de la steppe où résidaient maintenant l'ours et la panthère. Mais pour faire naître cette époque nouvelle, la coopération russe était indispensable : les Khans ne pouvaient exploiter les mines, n'ayant ni ingénieurs ni machines. En dehors des mines d'or

cependant, la plus grande source de richesses pour les Mongols serait, si les Khans consentaient à être les « neveux » du Tsar, la construction du grand chemin de fer de Kiakhta à Kalgan, dont les plans étaient prêts et pouvaient être montrés aux Khans, et qui les rendrait un jour les maîtres opulents du transit gigantesque entre l'Occident et la Chine...

Cet exposé magistral était fort plausible, sinon absolument conforme à la réalité. Le côté économique de la question, le seul important pour les Asiatiques, avait été excessivement bien présenté; toute critique impartiale était impossible. L'exaspération des Khans contre leur suzerain mandchou ne connut plus de bornes. Cent mille roubles judicieusement distribués aux princes, à titre d'indemnité, firent le reste. Les Khans, enchantés en même temps de la sagesse d'Oross-Amban et de sa libéralité, s'en allèrent contents chez eux, non sans avoir révoqué leur ordre de mobilisation et autorisé de leur côté l'exploitation des concessions indûment accordées par la cour de Pékin.

Pratiquement, c'en était fait de la domination mandchoue en Mongolie... et aussi de l'indépendance des Khans mongols à l'égard de la Russie.

Ce succès diplomatique immense, qui est un coup de maître qu'en dehors de la diplomatie russe, extra-parlementaire, aucun homme d'Etat actuel n'aurait pu accomplir, eut lieu à un moment où les grands troubles boxers commençaient à faire parler d'eux, sans toutefois inquiéter encore outre mesure les somnolents représentants pékinois des Puissances. Etait-on mieux renseigné qu'à Pékin au milieu du désert mongol, au sujet des événements qui se passaient et qui étaient sur le point de se passer dans les provinces sep-

tentrionales chinoises ? Toujours est-il sûr qu'une panique fort curieuse terrorisa soudainement tout l'immense pays qui sépare la Sibérie de la frontière de la Chine proprement dite. D'où venait cet état d'âme angoissé qui changea dans l'espace de quinze jours toutes les conditions de la vie ? Le télégraphe transmongolien de Kiakhta à Pékin, tout aux mains des administrations russe et chinoise, cessait de fonctionner, du moins pour les personnes privées. D'où venaient alors les sinistres nouvelles d'insurrections, révoltes, révolutions et guerres, qui couraient parmi les Mongols et surtout parmi les nombreux Russes établis en Mongolie ?

Le gouvernement russe, créateur de cet état d'esprit inquiet, s'empressa d'en tirer les conséquences qu'il avait prévues. Il s'efforçait à épurer toute la Mongolie de tous les éléments qui pouvaient à la rigueur être soupçonnés d'entretenir des relations lointaines par la voie desquelles des nouvelles exactes, mais non moins indiscrètes, sur la situation du pays auraient pu parvenir aux rivaux de la Russie.

On conseilla à tous les étrangers, Russes et autres, de quitter la Mongolie et de se rendre de l'autre côté de la frontière russe. Ce fut en apparence une mesure propre à faire croire à une sollicitude que le gouvernement russe montre rarement à ses protégés. Vu l'état de guerre imminent, on exagéra cette sollicitude jusqu'à empêcher les voyageurs de s'avancer vers le Sud, vers la Chine, en leur coupant avec la connivence du Khan les vivres et le matériel de chauffage. On arrêta la circulation commerciale. Peu à peu, tous les Russes occupés en Mongolie arrivaient en Sibérie, sur les instances des consuls russes, et

profondément convaincus, par conséquent, que des événements formidables se préparaient.

En vérité, jamais une paix plus profonde n'avait régné dans ce pays. Et pas un Mongol n'a jamais pu savoir ce que cet extraordinaire remue-ménage signifiait. Enfin, une dépêche, mystérieusement colportée par les fonctionnaires russes, apporta la terrible nouvelle que l'armée chinoise révolutionnaire s'approchait de Kalgan en semant la mort et l'horreur et qu'on redoutait qu'elle n'envahît la Mongolie ; puis, le télégraphe se trouva interrompu, aux dires des fonctionnaires, qui devaient bien le savoir.

Horrible incertitude ! Que se passait-il ? Le peuple mongol serait-il englouti par la marée de sang qui se levait? Et l'armée n'était pas mobilisée ! Le pays serait-il à brève échéance le théâtre d'une guerre énorme de la Chine contre l'Empereur du Nord, comme du temps du divin Djinghiz-Khaghan ? Si c'était le cas, que fallait-il faire ?

Les Russes étaient bons, d'un commerce agréable; les Bouriates, frères des Mongols, se trouvaient bien sous leur administration. Les soldats russes étaient disciplinés. De leur part, si on les recevait en amis, on n'avait à craindre ni exactions inutiles ni les horreurs de la guerre. Les troupes chinoises, au contraire, et surtout les révolutionnaires, pilleraient et tueraient tout : pas de plus grand malheur que de se trouver, même en amis, même en partisans, sur leur chemin... L'angoisse fut mortelle à Ourga.

Alors, Oross-Amban, généreux et magnifique, offrit la protection militaire du Tsar contre le fabuleux ennemi chinois, que la diplomatie russe, à coups d'insinuations, avait su faire passer pour une réalité tangible. L'offre fut acceptée avec en-

thousiasme. Oross-Amban télégraphia d'Ourga à Kiakhta, où, fort judicieusement, quatre sotnies de cosaques bouriates étaient consignées depuis un mois en attendant l'occasion qui se révélait à présent. Ces cosaques, bouddhistes en majorité, comme les Mongols, parlant une langue que les Mongols comprennent, firent un glorieux raid pacifique de 400 kilomètres. Trois jours après l'envoi du télégramme, ils arrivèrent à Ourga. Ce fut, semble-t-il, le 5 mai 1900. Les Mongols furent émerveillés de leur allure splendide et de la rapidité de leur voyage. Ils furent reçus en triomphateurs.

En réalité, ils l'étaient. Leur arrivée suffit d'ailleurs à faire disparaître les bruits d'une invasion chinoise...

La grande cause était gagnée, sans doute. L'armée mongole n'existait pas, l'armée russe occupait la capitale mongole, et la paix n'avait point été troublée. Des relations politiques et populaires d'une grande intimité se trouvaient miraculeusement établies. Mais il y avait encore loin de là à l'organisation du protectorat effectif et utile que le gouvernement russe devait chercher à établir. Il n'y avait pas que les affaires mongoles à diriger dans ce moment. Il fallait avant tout mener celles de la Dynastie mandchoue; et pour cela la Mongolie était l'instrument le plus précieux, comme voie de communication occulte entre le Tsar et la Cour, et aussi comme coulisses de la scène tragicomique des expéditions occidentales.

Ce fut dans ces conditions que le gouvernement russe put, sans craindre de fatales indiscrétions, exécuter la partie de la Convention de Canton qui concernait la situation de la Dynastie mandchoue. Il était, bien entendu, impossible d'influer sur l'action occidentale par la voie mon-

gole, mais on pouvait appuyer la Cour qui, empêtrée dans des embarras financiers, voyait s'affaiblir son autorité. Les envois de fonds, prévus dans la Convention, pouvaient maintenant se faire sans aucune difficulté. En conséquence, d'immenses quantités d'argent en lingots furent expédiées, pendant l'été 1900 et jusqu'au mois de mars 1901, de Saint-Pétersbourg, à destination de la Chine, par Kiakhta. Nulle précaution n'avait été négligée d'ailleurs pour ne pas éveiller les soupçons des Russes en Sibérie. C'était la Banque russo-chinoise qui, ayant besoin d'une certaine quantité du précieux métal, le transportait de Russie à ses succursales de Kiakhta et Ourga. Le point délicat était le transfert de la marchandise de Kiakhta à Maimatchine, le faubourg chinois. Et c'est en effet à cet endroit qu'on a pu constater la véritable nature du trafic mystérieux. Le bureau de poste de Kiakhta regorgea pendant des mois d'énormes tas de lingots d'argent. Le bureau de la Banque en était également encombré. La voiture de la poste chinoise de Maimatchine faisait sans cesse la navette pour transporter, peu à peu, les lourds colis chez le préfet de cette ville; les adresses que portaient les colis étaient fictives certainement pour dérouter l'imagination des fonctionnaires russes. Il avait été malheureusement indispensable, dans l'intérêt de la comptabilité de la Banque et de la poste, de faire le relevé des paquets, et de dresser une liste où étaient inscrites les dates de réception et les quantités reçues. Cette liste, comme c'est l'habitude en Russie pour tous les documents confidentiels, faisait les délices des gens qui s'y intéressaient ; elle était un peu à la disposition de tout le monde. Et c'est ainsi qu'on a pu constater que, depuis août 1900 jusqu'en février 1901, une somme

de plus de vingt millions de roubles a passé par la poste et la Banque de Kiakhta.

Où allait cet argent ? D'abord, tout le monde pouvait le constater, à Ourga. Les deux services postaux, russe et chinois, qui à l'ordinaire pourvoyaient à tour de rôle au transport des voyageurs et des paquets à travers le désert, et qui, depuis le mois d'avril 1900, n'avaient plus, d'après l'annonce officielle, la possibilité d'assurer le transit de Kiakhta à Kalgan, étaient exclusivement occupés maintenant au transport d'argent : pour cette marchandise précieuse il n'y avait pas d'obstacle. Il paraît toutefois que ce trafic curieux et significatif ne s'accomplissait pas encore avec l'intensité et la rapidité que le... gouvernement chinois semblait désirer, car, au mois de novembre, arrivait à Ourga une lettre (reproduite à la page 275) de Hsi-ngan, où la Cour venait de s'installer, lettre qui montre à la fois l'effectivité de la Convention de Canton, la nature et la destination des envois d'argent, la situation embarrassée de la Cour, et aussi une fois de plus le caractère amical des relations russo-chinoises : l'Empereur de Russie dans le rôle du Messie et du libérateur des Chinois souffrant de la brutalité des Occidentaux.

A côté des préoccupations que la Cour chinoise créait aux directeurs de la politique russe en Mongolie, on ne négligea cependant point d'établir dans le pays une organisation administrative qui rendît la Russie pratiquement maîtresse de la Mongolie.

Des énormes sommes envoyées à Ourga, à peine deux millions de roubles étaient retenus dans cette ville par le consul russe. On les uti-

lisa intelligemment à construire de respectables fortifications autour du Consulat et de la Banque ; elles étaient en tout cas suffisantes pour rendre toute révolte éventuelle des Mongols impossible. Les Mongols croyaient qu'elles serviraient à les défendre contre les hordes chinoises. La construction procurait à de nombreuses personnes dont le métier d'ouvriers dans le transport des thés était sans objet depuis des mois, un travail fort rémunérateur qui achevait de gagner aux Russes la sympathie populaire. Les fortifications achevées, on procéda à l'érection de casernes et de baraquements suffisants pour héberger une garnison permanente composée d'un régiment d'infanterie, de quatre sotnies de cosaques, et de trois batteries de campagne.

L'administration civile fut en même temps organisée d'après le système qui réussissait si bien en Mandchourie. La Banque russo-chinoise se chargea des affaires financières, et prit résolument en main l'exploitation de la mine d'or désormais historique. On n'avait guère osé penser jusqu'alors au couronnement de l'œuvre, c'est-à-dire à la mise sous protectorat ou à l'annexion de la Mongolie. Car ce qui est juste pour la Mandchourie l'est, à plus forte raison, pour la Mongolie : l'administration d'un pays si démesurément vaste et pauvre, nécessite des débours que le trésor russe ne peut en aucune façon assumer. Or, depuis le mois de septembre 1900, la mine commença à donner des rendements si extraordinaires, et les recherches à d'autres endroits furent couronnés d'un tel succès que l'hésitation disparaissait. On avait eu l'attention de présenter comme cadeau au Tsar le rendement de la meilleure semaine du mois de novembre, environ cent mille roubles d'or pur.

D'ailleurs, le gouvernement russe eut soin de laisser aux Khans, nominalement, tous les privilèges politiques et économiques qu'ils avaient eus sous le régime mandchou. De cette façon, l'administration civile, en tant qu'elle concernait autre chose que les moyens de communication et le régime financier, ne coûtait pas un sou au gouvernement. L'organisation fiscale russe elle-même était beaucoup plus représentative que réelle. Le régime russe à Ourga fut en quelque sorte une répétition de celui qui a assuré la possession pacifique de Boukhara.

Dès le mois de décembre 1900, on procéda enfin à l'exécution du grand projet qui avait motivé l'occupation du pays. On releva le tracé du futur chemin de fer transmongolien de Kiakhta à Kalgan. Deux énormes automobiles, importées d'Amérique sous prétexte de transports de matériel pour le Transsibérien, servirent dans ce but. De construction fort ingénieuse, appropriés à la nature sableuse du sol, chauffés au bois, ce qui nécessitait des chaudières monstrueuses, ces engins firent d'abord la terreur, et plus tard l'admiration du peuple. Ils constituaient d'ailleurs avec les vingt lourds trucks que chacun d'eux traînait, une expérience gigantesque de chemin de fer sans rails pour le désert. Les deux trains extraordinaires faisaient en terrain plat (mais naturellement sans routes), environ six kilomètres par heure. Le relevé du tracé a dû être achevé dès le mois de juin 1901. Au mois de décembre de la même année, on commençait à poser les rails.

Pendant que les alliés occidentaux de la Russie marchaient en Tchi-Li, triomphalement, d'un échec diplomatique à l'autre, le Tsar voyait s'annexer pacifiquement à son empire d'immenses territoires. La résidence russe à Ourga (fortifications,

casernes et maisons de fonctionnaires) était, dès décembre 1900, si bien établie, que l'on pouvait finalement organiser une solennité symbolique qui devait laisser une impression profonde sur le peuple. On hisserait le drapeau impérial sur les fortifications nouvelles. Le gouverneur de Transbaïkalie, le général Matsieffski, y trouverait une compensation pour ne pas avoir remplacé Grodékoff après les noyades de Blagovestchensk.

C'est donc lui qui fut chargé de prendre officiellement possession de la Mongolie, protectorat russe. Il quitta Kiakhta le 22 décembre (style géorgien) 1900 ; le 26, il procéda à l'inauguration des nouvelles constructions militaires et civiles. Et le soir de cette même journée, il donna, au consulat russe, un grand banquet à la fin duquel il prononça une allocution courte mais importante, où il se déclarait heureux de présider à cette « fête de réunion », et de pouvoir annoncer que, avant un an, les limites de l'Empire seraient encore avancées vers le Sud d'une distance considérable. .

Cette prédiction se réalisa bientôt. Peu de temps après le retour du général Matsieffski en Transbaïkalie, on apprit à Kiakhta et à Ourga, d'une source restée inconnue, que la tribu mongole des Tsakhars, qui réside à proximité de la Grande Muraille, dans l'Extrême-Sud mongol, s'était, en profitant de la panique de 1900, approprié d'énormes quantités de thé que l'on avait expédiées de Kalgan et qui n'étaient jamais parvenues à Ourga. Il s'agissait de plus de quarante mille kilogrammes, ce qui représentait une somme d'argent respectable. Les grandes maisons russes et chinoises de Kiakhta réclamaient auprès des autorités. Et quoiqu'il fût vraiment étrange que ce vol fantastique qui faisait disparaître, outre le

thé, trois cents voitures, quatre cents bœufs, cent chevaux et... cent hommes, ait pu être perpétré par trois cents brigands mal armés et réputés lâches, le gouvernement voulut bien déclarer cet état de choses intolérable, et promettre magnanimement aux marchands, et aux milliers de Mongols qui vivaient du transit, de rétablir la libre communication de Kalgan à Kiakhta et d'assurer, pour l'avenir, un trafic ininterrompu, par une surveillance constante et efficace de toute l'étendue du tracé.

Dans ce but, il fallait évidemment s'établir, avant tout, au terminus de la route. Or, le gouvernement avait préparé ce coup de force à un instant où la légende des Tsakhars n'avait pas encore pris naissance. Il avait fait accomplir, depuis Tsitsikhar en Mandchourie, où se trouvait le quartier général du général Grodékoff, un raid audacieux jusqu'à Kalgan. Cette expédition figure dans le relevé des mouvements de l'armée d'occupation comme simple reconnaissance entreprise vers le 15 janvier 1901. Son véritable but n'était même pas connu des officiers russes. N'était la proverbiale impossibilité de garder des secrets, qui caractérise le Russe, il n'aurait jamais été divulgué. Des participants au raid eux-mêmes, on n'a pu savoir que ces détails, fort intéressants d'ailleurs, qu'ils sont arrivés au couvent de Si-ouan-tse, sur la passe entre Kalgan et le plateau mongol, vers le 15 février, et que chacun (ils étaient plus de cinquante) emmenait comme bagage des lingots d'argent. Les bruits concernant le coup de main des Tsakhars, coïncidaient étrangement, quant à la date, avec la réussite du « raid de reconnaissance. »

Dans ces conditions, on n'avait plus aucun échec à craindre pour une expédition qui, de

Kiakhta, traverserait toute la Mongolie, pour châtier les Tsakhars et pour établir le contrôle russe le long du tracé des caravanes. Le projet fut aussitôt exécuté. La sotnie de cosaques qui eut l'honneur d'accomplir ce voyage, sans dangers mais important, emmena l'ingénieur qui avait érigé le fort à Ourga. Il avait mission de construire sur la passe de Si-ouan-tse quelques baraques fortifiées, permettant à la troupe de garder le terminus sud de la grande route qui, de cette façon, serait entièrement aux mains du gouvernement russe.

La passe de Si-ouan-tsze a cependant encore une autre importance que celle d'un point essentiel de la route. Elle domine la descente vers Kalgan, vers Hsiouen-hoa, vers Pékin. Elle domine, comme base stratégique, tout le pays entre la Muraille et la mer Jaune. Le tout est de savoir, si elle peut devenir une base stratégique pratique. La construction du Transmongolien est la réponse à cette question. Et il est utile de rappeler ce mot de Taïtsong-Khungtaïdji, fondateur de la Dynastie mandchoue, qu'il prononça en 1638, après s'être rendu maître de ce défilé :

« Le maître de cette passe est le maître de la Chine. »

Au moment où l'expédition à Kalgan se préparait, on jugea enfin opportun de déclarer officiellement aux Khans et au peuple mongol, l'existence du protectorat russe sur le pays. On choisit pour cet événement joyeux la fête de nouvel an, la plus grande que les Mongols connaissent. Et le 19 février 1901, l'histoire de la conquête pacifique de la Mongolie se trouvait ainsi définitivement scellée.

Sauf l'incommensurable ignorance de la diplo-

matie occidentale, rien, depuis la dépêche d'Ems, n'égale en grandeur l'accomplissement secret, mais complet de cette tâche formidable qui a consisté en la conquête d'un empire sans répandre de sang, et sans soulever la haine de personne. Cecil Rhodes lui-même se trouve dépassé par ce coup de maître presque anonyme...

XXV

Le protectorat du Thibet. — Le Tsar empereur bouddhique — Les ambassades de Lhassa. — Le traité russo-chinois concernant le Thibet. — Yong-Lou et le sort de la Dynastie mandchoue.

A la réussite merveilleuse de toutes ces entreprises d'envergure colossale, il y avait eu cependant une condition préalable sans laquelle tous les efforts et tout le génie dépensés auraient été vains. C'était l'appui du clergé bouddhique, l'amitié de l'oligarchie lhasséenne.

Il est impossible de savoir à quelles occasions et de quelle façon le Saint-Siège de Lhassa, dans la personne du secrétaire du De-çri, Daltieff, est directement intervenu dans le cours de la crise de 1900. Mais il est certain que l'activité de ce haut fonctionnaire lhasséen de nationalité russe, n'a pas été sans conséquences...

Il a, dès 1899, préparé le protectorat russe en Mongolie. Au mois de novembre de cette année, il manda à Lhassa le Khoubilghan d'Erdéni-Tsiou, le directeur du plus grand monastère mongol, qui vient en rang immédiatement après le Bogdo-Guiguen d'Ourga, et qui est le plus souvent chargé des missions politiques que le pape d'Ourga ne saurait accomplir à cause de sa position au-dessus

des affaires mondaines. On remit à ce dignitaire, à Lhassa, des lettres pour le Bogdo-Guiguen qui lui furent spécialement recommandées.

« Songe, ô impeccable Lama, lui dit le chancelier Daltieff, que tu portes sur toi la paix et le bien-être des êtres respirants de l'Empire neigeux du Nord. »

Sur son chemin de retour, le haut Lama rapporte avoir remarqué à trois journées de Lhassa, au milieu des yourtes (tentes de feutre) mongoles de la colonie thibétaine des Mongols Datsag, une maison *oross* habitée par deux étrangers qui lui souhaitaient bon voyage. Il existait donc, dès ce moment, une espèce d'ambassade russe à Lhassa, « l'impénétrable » ville mystérieuse.

Quand, au mois d'avril 1900, les lettres de Lhassa eurent été remises au Bogdo-Guiguen d'Ourga, il y eut de fréquentes communications entre lui, Touchet-Khan et le Grand-Noyan, généralissime des milices mongoles, lequel était le frère du Koubilghan d'Erdéni-Tsiu. L'effet de ces communications était l'adoption immédiate des propositions du consul russe, et la dissolution de l'armée mongole, sur laquelle le Noyan s'exprima, en bon bouddhiste, en ces termes :

« Pour le bien-être des êtres respirants, je peux désormais garder mon titre sans jamais être contraint d'assumer ma charge... »

D'autres démarches du Saint-Siège ont, sans doute, appuyé l'action russe dans les différentes contrées de l'Asie où elle était engagée. Sans doute aussi, elles ont réussi toutes. Car enfin, on eut soin de montrer dans quel sens les relations russo-thibétaines demandaient à être interprétées. Et cet acte en quelque sorte définitif, et qui résume tout le vaste ensemble d'événements en question, fut d'une émouvante grandeur symbolique.

Quand la Cour mandchoue se fut rendue à Hsingan pour y attendre son sort incertain ; quand, réduits à l'impuissance, les malheureux héritiers du grand Taï-tsong préférèrent la protection du Tsar à l'anéantissement par ses rivaux d'Occident, et le calme du cléricalisme bouddhique à la turbulente hypocrisie des missions chrétiennes ; quand, enfin, il fut manifeste que nulle puissance au monde ne régnerait en Chine sinon le bouddhisme et son protecteur, le siège de Lhassa, en signe du commencement d'une nouvelle phase de l'Histoire, procéda à la vieille et vénérable cérémonie qui, à travers des périodes séculaires, avait consacré les pouvoirs suprêmes de l'Asie.

Le chancelier de Lhassa, chargé de présents, symboles de la circonstance, se rendit à Livadia. Le Tsar, à peine convalescent d'une grave maladie, le reçut avec l'éclat, mitigé par l'intimité, que comportait le moment. L'ambassadeur s'en retourna, porteur d'une missive impériale et de cadeaux significatifs.

Le soir d'hiver où, à la splendeur blanche de la lune, il franchit, entre Kiakhta et Maïmatchin, la ligne qui avait séparé les deux plus grands empires du monde ; au moment où cet homme extraordinaire qui portait sur lui le mystère du péril russo-chinois, alla rejoindre au galop de son cheval la caravane déjà loin, enfin il rompit son secret :

« Oui, je retourne à Lhassa, le nombril du monde. Regarde : tout tourne autour de ce nombril. Encore une fois, la toute-puissance de Sakya-Mouni, incarné dans mon Seigneur divin le Dalaï-Lama se manifeste pour le bonheur des êtres respirants... »

Il fit un geste d'une grandeur saisissante vers l'immensité du désert.

« Oui, l'univers embrassera la Foi et sera rédimé. Oui, dans ce but, j'ai travaillé. Oui, de Lhassa, éternellement, émaneront force et puissance : Bouddha est le centre. Oui, par la vertu du Flambeau de la Foi, le Pantchen-Lama, j'ai accompli ma tâche. Oui, Bouddha a transplanté Pékin de la mer Jaune à la mer Blanche. Et l'Empereur Blanc est, à partir de ce temps, le Seigneur et dispensateur des Dons de la Religion... »

Il tendit sa main, et son regard semblait, étrangement calme, scruter les pensées de son interlocuteur. Enfin, il sourit.

« Bonheur sur toi. Viens à Lhassa. »

Il retourna son cheval. Et à mesure qu'il s'éloignait, la lueur bleuâtre et glaciale de la lune, reflétée dans la soie d'or de son manteau, semblait agrandir, et finalement résoudre son corps dans une vaste auréole argentée.

La vision énigmatique de cet étrange messager ne pouvait évidemment suffire pour faire valoir dans la configuration des Puissances asiatiques, l'énorme révolution du monde bouddhique qu'elle symbolisait. Les Ta-Tsing avaient perdu la direction séculière des bouddhistes. Les Tsars se l'étaient appropriée. C'était un fait accompli. Mais ce fait restait à être reconnu, du moins en Asie, pour pouvoir servir la politique russe.

Il fallait un nouveau coup de maître diplomatique; il fallait amener la Dynastie mandchoue à convenir de l'indépendance du Thibet et à abandonner à son puissant ami, dorénavant, le soin de protéger ce pays lointain qui ne causait que des déboires à ses protecteurs. Il fallait faire ratifier, par la Chine elle-même, l'accord effectif russo-thibétain et, de cette façon, acquérir officiellement le

droit de tirer les conséquences pratiques du changement intervenu.

Une telle résignation — laquelle devait, pour comble de difficulté, être tenue secrète devant les Puissances maritimes rivales — n'aurait jamais été réalisable sans le secours des hommes les plus puissants à la Cour de Pékin. Mais ces hommes furent trouvés.

Ne démentant point la règle historique qui constate que les dynasties en décadence précipitent leur ruine par d'incessantes rivalités familiales, les Ta-Tsing se trouvaient, depuis des années, en butte aux ambitions de princes qui, non sans raison peut-être, se croyaient plus aptes à régner que l'Empereur légitime. L'atmosphère du coup d'Etat ne cessa (et ne cesse) de régner à Pékin. La déconfiture complète des I-khé-touan avait éliminé celui des princes prétendants, qui, père de l'héritier présomptif du trône, et pressé de gouverner lui-même par son fils, s'en était fait un instrument qui avait fini par se tourner contre lui : le prince Touan se vit relégué. Mais un autre neveu de l'Impératrice douairière avait repris le projet de Touan.

Yong-lou, ami ultra-intime de l'Impératrice et chancelier de l'Empire, maria sa fille au prince Tchoun, frère de l'Empereur, et sa nièce à l'héritier du trône Phou-loun. Et il attendit le moment de procéder, avec la connivence de l'Impératrice, à un nouveau coup d'Etat, déposant l'Empereur Kouang-Sou, et installant sur le trône le jeune mari de sa nièce. Il disposait bien, dans ce but, de l'influence immense qu'exerce son camarade Li-lien-ying, le chef des eunuques, sur tous les hauts fonctionnaires civils de l'Empire, tandis que lui-même pouvait, comme ancien généralissime compter sur la sympathie des hauts militaires.

Son plan de réformes sur base nationale signifiait, cependant, la ruine complète du parti européophile, dont la tête la plus forte est le gouverneur général Yuan-chi-kai, lequel, de son côté, se trouve appuyé par les Puissances maritimes. Il ne pouvait donc agir qu'après avoir paralysé préalablement toute intervention toujours redoutable de ces Puissances. Il devait, par conséquent, se garantir la neutralité bienveillante, sinon l'appui, de leur adversaire : la Russie. C'est ainsi que, dans la perspective d'une révolution de palais, en somme peu intéressante, la Cour de Pékin, et notamment le parti national ont pu, par un marchandage habilement mené des deux côtés, gagner une platonique bienveillance russe qui leur semble importante, en échange d'une platonique reconnaissance d'un fait accompli qui semble importante à la Russie.

Or, tandis que le coup d'Etat pékinois tarde à se manifester, — probablement parce que la Russie demande de nouvelles concessions amicales, — l'arrangement définitif au sujet du Thibet, s'est réalisé dès le mois de juillet 1902.

Le traité confidentiel russo-chinois relatif aux conditions de suprématie dans le monde bouddhique devait, une fois adopté, être signifié d'urgence aux grands dignitaires de l'Eglise ; et c'est de ce côté qu'il y a eu possibilité de connaître le texte de cet instrument diplomatique, en trois langues à la fois, russe, chinoise et japonaise.

Ce texte est le suivant :

Art. 1er. — Le Thibet constituant un territoire situé entre la Sibérie occidentale et la Chine centrale, la Russie et la Chine sont obligées mutuellement de travailler à la conservation de la paix dans ce pays. En cas de naissance de troubles au Thibet, la Chine pour se garantir ce district, et

la Russie pour protéger ses frontières, auront à y envoyer des troupes, après s'en être averties réciproquement.

Art. 2. — En cas de crainte qu'une tierce Puissance ne cherche à fomenter, directement ou indirectement, des troubles au Thibet, la Russie et la Chine s'engagent à prendre d'un commun accord les mesures qui paraîtront nécessaires pour réprimer de tels désordres.

Art. 3. — La liberté absolue d'exercer le culte orthodoxe russe et le culte lamaïste sera introduite au Thibet ; mais toutes les autres doctrines religieuses seront rigoureusement interdites. Dans ce but, le Grand-Lama et le Chef de la Mission orthodoxe à Pékin sont tenus d'agir amicalement, et d'un commun accord, dans le sens voulu, pour assurer l'extension des deux religions et prévoir toutes les mesures indispensables pour éviter des disputes religieuses.

Art. 4. — Le Thibet sera doté, graduellement, d'une administration autonome ; dans ce but, la Russie et la Chine se partageront la besogne. La Russie se charge de procéder à l'organisation des forces militaires du pays d'après le modèle européen, et s'engage à le faire avec bienveillance et sans encourir des reproches. La Chine, de son côté, s'occupera du développement économique du Thibet, et spécialement de celui de son commerce extérieur.

Dans les milieux cantonais qui s'étaient trouvés mêlés à la négociation de la Convention de Canton, on crut prudent d'expliquer aux Chinois, vaguement inquiétés par les bruits se rattachant à cette révolution extraordinaire, les points les plus intéressants pour eux, qui découlent de ce texte non destiné à la publicité. Le commentaire sui-

vant fut donc, sans le texte, communiqué à la presse chinoise, comme si c'était le texte lui-même.

1. La Chine, à cause de sa faiblesse et de son désir de maintenir la paix, cède à la Russie ses droits concernant le Thibet.

2. La Russie garantit à la Chine l'intégrité des « Provinces » (de la Chine proprement dite).

3. Si, cependant, en cas de guerre ou de révolte, la Chine se trouve hors d'état d'accomplir le rétablissement de l'ordre dans le pays, la Russie peut intervenir pour rétablir l'ordre troublé.

4. La Russie se charge du Thibet et le fait administrer par ses agents.

5. La Chine conservera au Thibet des consulats.

6. La Russie prend sous sa protection les commerçants chinois.

7. Si, au Thibet, se montrent des réfugiés chinois, la Russie les extradera.

8. La Russie ne percevra pas au Thibet des droits d'entrée sur les marchandises chinoises.

9. La Russie traitera les indigènes amicalement.

10. La Russie n'imposera pas sa religion à la population.

11. La Russie aura le monopole de l'exploitation du Thibet en ce qui concerne la construction de chemins de fer et l'industrie minière ; mais les Chinois devront avoir toute facilité pour acquérir des actions de telles entreprises.

12. La construction de chemins de fer et de fortifications n'occasionnera pas la destruction de sanctuaires bouddhiques.

Les relations économiques, seules importantes au point de vue chinois, sont seules mentionnées explicitement dans ce manifeste.

Il est vrai qu'au point de vue politique, il y a les seules Puissances coloniales qui y soient intéressées.

L'énorme bloc russo-bouddhique pèsera dorénavant sur l'Asie méridionale, et tâchera d'intercepter les routes d'expansion française et anglaise. D'autre part, il embrasse, il serre, il écrase la Chine. Et l'on peut craindre que sa constitution, envisagée comme épisode dans l'ensemble de la marche silencieuse et effrayante de l'expansion russe, ne signifie le pas décisif vers l'hégémonie russe et la consolidation d'un empire mondial russo-chinois.

XXVI

Projets occidentaux et russes en Chine. — Le péril russo-chinois.

Voilà donc les faits dont l'ensemble constitue l'état actuel de ce qu'on appelle la Question d'Extrême-Orient. A première vue, ils semblent paradoxaux et même invraisemblables. Mais le lien logique qui les rattache tous au gigantesque plan d'expansion russe, est si fort qu'il est désormais impossible de voir, dans cet épisode de l'histoire, autre chose que les phases successives de la réalisation d'un projet préconçu. Et c'est là comme une consolation dans cette époque où les grandes entreprises politiques et les plans aventureux semblent d'un autre âge.

L'affaire d'Extrême-Orient est cohérente, et tout fait nouveau, politique ou autre, s'y rattachant, trouvera forcément sa place, son explication et son sens, dans l'ensemble de faits que coordonne le schéma qui vient d'être dessiné.

Il s'en est produit qui, aux esprits superficiels des diplomates occidentaux désireux de « sauver la face », semblent en contradiction avec ce schéma. On a pu croire à une grande victoire de l'Occident sur la Chine, victoire qui aurait ruiné

les aspirations russes. Le paiement d'une indemnité de guerre, le retour, au moins temporaire, de la Dynastie de l'intérieur du pays à la résidence, Pékin fortifiée par les Occidentaux contre la Dynastie même, enfin, les accords, anglo-allemand concernant le Yang-tsé anglo-japonais, ainsi que la soi-disant convention mandchourienne, à laquelle la diplomatie occidentale se cramponne, croyant se sauver par là du tourbillon de la politique russo-chinoise qui l'engloutit : tout cela peut être interprété comme succès européen et défaite russo-chinoise.

Mais, en ce qui concerne l'indemnité, il est à remarquer que pour la partie fournie par la douane, elle est payée par les importateurs européens eux-mêmes qui s'ouvrent des débouchés, pour se les fermer en augmentant les droits d'entrée; et que, pour l'autre partie, elle ne servira qu'à nourrir et à exaspérer dans le peuple la haine de l'Occident, et à créer un état d'esprit fort précieux dans les contingences politiques ou militaires auxquelles on doit s'attendre.

L'accord anglo-allemand sera probablement la source de conflits intraeuropéens qui affaibliraient l'Occident en faveur de la Russie. Quant à l'alliance anglo-japonaise qui prétend garantir l'intégrité de la Chine sur la même base que la convention secrète de Canton, laquelle prévoit la suprématie nominale des Mandchous sur les pays tributaires où la Russie aurait main libre, elle ne constitue qu'un moyen habile de faire assumer à l'Angleterre la responsabilité des incontrôlables passions impérialistes de ses petits émules d'Extrême-Orient, et l'accord franco-russe qu'un homme d'Etat féroce s'est plu à appeler « France-aux-Russes » a fini, en digne com-

plément de l'abîme de bêtise occidentale, par organiser cet ensemble de forces extraordinaires où, en cas de contestations entre les deux Puissances d'Extrême-Orient, ce sont les deux Puissances occidentales qui devront jouer la partie. Ces succès occidentaux se manifestent en réalité comme une victoire russe presque aussi considérable que la conquête pacifique de ses nouvelles provinces chinoises.

Quant enfin au dernier refuge de la diplomatie affolée, la convention mandchourienne, elle est faite pour tranquilliser les angoisses occidentales, mais elle ne change rien au statu quo créé par l'occupation et l'organisation des provinces. Le retrait des troupes russes des villes mandchouriennes pour garnisonner aux environs des gares, à proximité des villes, ne signifie pas que le pays soit chinois. Même, et ce semblera assez inexplicable aux nationalistes européens, le fait que, sur les cartes géographiques, les pays en question resteront jaunes et ne seront pas assimilés aux énormes taches vertes qui marquent généralement les possessions russes, n'aura pas la moindre importance. La force militaire sera bientôt inutile en Mandchourie ; il y aura les forces de police de la troupe chinoise, mais... commandées par des officiers russes. Et le seul ennemi que ces troupes ou les Russes prêtés à la Mandchourie rencontreront, c'est le Japonais ou l'Européen. Il n'y aura pas de monopole commercial, bien entendu ; en France et en Russie, comme partout ailleurs, cela n'existe pas non plus, mais il faudra des concessions que l'on prendra peut-être à Pékin, mais qui seront accordées à Saint-Pétersbourg. Par contre, le régime fiscal de la Banque russo-chinoise subsiste. La Mandchourie sera donc, une fois la convention exécutée, une province russe sous le

régime civil, comme elle l'a été pendant quelque temps sous le régime militaire.

Par surcroît, on a observé un mutisme absolu sur la Mongolie, et l'on a à peine osé publier le texte et le commentaire du traité réglant la question du Thibet.

La grande victoire de la race blanche sur la race jaune se réduit donc à quelques scènes sanglantes jouées en faveur de la politique russe.

Mais l'affaire extrême-orientale, dans son ensemble, n'est pas politique, elle est économique. La Russie poursuit des buts d'ordre économique. L'Occident a voulu faire de même, et la nation chinoise n'en a jamais poursuivi d'autres. Ainsi la question réintègre son véritable domaine, mais dans des conditions entièrement modifiées, et c'est à les modifier que tendait la politique russo-chinoise.

Il est évident que le rêve des Occidentaux était de créer en Chine une espèce d'Inde. Mais ils s'y sont mal pris. Car il est impossible de contraindre les Chinois à subir l'exploitation européenne sans leur offrir, tout ensemble, les moyens mêmes qui, à brève échéance, leur permettront de la remplacer par une exploitation chinoise.

La Chine, en effet n'est pas une Inde. On pourrait presque dire : au contraire. Et la « mise en valeur », fût-ce d'une partie de la Chine, d'après les principes économiques qui règnent en Europe, serait, pour le peuple qui l'entreprendrait, la ruine certaine.

Encore que le « péril jaune » soit devenu un lieu commun, il importe de redire quelles seraient infailliblement les phases d'une mise en valeur de la Chine.

Dans une première période, on verra les capitaux occidentaux travailler en Chine à l'aide de machines et outils fabriqués en Occident, mais actionnés naturellement par la main-d'œuvre chinoise qui est à bon marché. Durant cette phase, la Chine pourra être un débouché excellent pour l'industrie occidentale. Mais seuls les grands capitaux bénéficieront de cet état de choses.

Dans une deuxième période, le capital européen travaillera en Chine avec l'outillage fabriqué en Chine même, à des prix extrêmement modestes : déjà le ricochet sur le marché et la production occidentale sera terrible. Mais à ce moment encore, le capital employé sera très productif.

Dans une troisième période, ce sera le capital chinois, c'est-à-dire l'inépuisable force économique des immenses coopératives de production, ce sera l'énorme capital des travailleurs eux-mêmes, qui se substituera au capital européen. La lutte du capital contre le travail organisé est vaine : le déclin rapide et désastreux des Etats européens sera alors inévitable.

Dans une quatrième période, enfin, ce seront les pays industriels actuels qui serviront de débouchés à la production chinoise, et la ruine européenne sera définitive.

Croire que le péril jaune consiste exclusivement dans le bon marché de la main-d'œuvre actuelle, c'est faire montre d'ignorance complète des conditions sociales chinoises. Croire que le péril jaune consiste dans la possibilité pour la nation chinoise d'adopter la barbarie militaire européenne afin de noyer l'Occident sous les flots d'une immense et irrésistible invasion brutale, c'est se baser sur une

conception de la vie nationale que les Chinois ont abandonnée depuis vingt siècles. Les quelques essais de militarisation qui s'entreprennent après les horreurs de 1900, sont imputables uniquement à la Dynastie mandchoue qui, appuyée sur l'armée, ne se soutient que par un semblant de force brutale. La Chine elle-même ne se militarisera point. Elle écrasera l'Occident de sa force civilisatrice.

Mais ce n'est pas tout. Ces considérations ne sont pas que d'un intérêt théorique. Elles ont pris place dans la pensée russe. Elles entrent dans le plan de la politique russe. Les événements exposés, la logique inébranlable qui régit l'activité des gouvernants russes, la conception même de cette activité, le démontrent. Elles sont la cheville ouvrière de la politique russo-chinoise. Elles sont désormais le péril russo-chinois, autrement redoutable, parce qu'il est plus immédiat, que le simple péril jaune caractérisé plus haut.

Et voici enfin le schéma de ce péril, fatal pour l'Europe. La Russie, la plus forte puissance militaire sera associée à la plus forte puissance travailleuse. La Russie est le seul pays occidental qui n'ait pas à craindre le ricochet d'une mise en valeur de la Chine. Il lui manque non seulement les moyens matériels de procéder à une telle entreprise, mais encore le mécanisme européen de la civilisation. Le système capitaliste, au sens occidental, comme système social en général, n'existe pas pour le peuple russe. C'est uniquement le besoin où se trouve le gouvernement russe de jouer à l'Etat européen, qui le force à faire du capitalisme à contre cœur, ce qui implique l'Empire dans des difficultés financières d'un caractère fort grave. C'est la base du capitalisme,

l'industrie, qui manque à la Russie. Cette base, le rêve est de la créer en Chine. Et c'est là le péril dans sa grandiose ampleur pour l'Occident : accaparer le péril jaune au profit de la Russie, se prévaloir des révolutions que comportent les quatre phases de ce péril, pour écraser l'Occident, comme aurait fait la Chine ; bref, imiter les grands empereurs mongols qui, eux aussi, savaient gouverner vingt peuples de langues différentes; posséder la Chine septentrionale non pas comme une colonie qu'on exploite, non pas comme un débouché où écouler les produits d'une future Russie industrielle, mais comme partie intégrante de l'Empire, comme centre industriel d'un empire, qui dans ses autres parties ne sera jamais qu'agricole : réaliser ce plan gigantesque, de faire que la Chine soit à la Russie ce que le département du Nord est à la France...

Et même, en incorporant ces éléments à la notion du péril russo-chinois, on omet le point qui donne à ce péril son caractère menaçant. Il faut, en effet, ajouter que ces mêmes idées sont devenues conscientes et effectives chez les Chinois mêmes, et que le Monde jaune sait maintenant qu'il constitue l'inéluctable, l'affreux Péril jaune. Plus que personne, les chefs élus des grands syndicats coopératifs se rendent compte de la véritable situation. Leur politique commerciale, comme d'ailleurs leurs paroles, le prouve...

Et tandis qu'une vile présomption basée sur l'ignorance, voile aux gens de l'Occident l'abîme où ils roulent, là-haut, sur la passe de Si-ouan-tse qui domine Pékin et la Chine, le Tsar qui construit ses forteresses, le Tsar suzerain de la Dynastie mandchoue-chinoise et du Dalaï-Lama,

pourra dire à ses chers alliés, à l'instar du surhumain Djinghiz-Khaghan :

— Jusqu'ici vous m'avez aidé. Je n'ai plus besoin de vous. Je tiens la clef du monde...

On a créé le péril russo-chinois.

XXVII

Les Chinois comme Individus et Nation.

Ce péril, en ce qu'il est incarné par la nation chinoise, combien peu cependant le connaît-on !

Une étude sur la Chine est pour l'Européen la chose du monde la plus difficile. Il lui faut renoncer à un de ses préjugés d'Occidental pour observer avec impartialité. Muni d'une logique différente de celle qu'il va étudier, il doit à chaque instant craindre de se tromper. Décrier ou louanger la Chine d'après des prédispositions personnelles, ce sera toujours facile. Mais pour la juger, il faut une objectivité qui fasse abstraction de la civilisation occidentale. Cette objectivité acquise, on n'a plus besoin de chercher un juste milieu entre les enthousiastes et les dénigreurs superficiels de la Chine, qui pullulent en Europe. Rien n'est facile comme d'être impartial envers la Chine. Car les Chinois ont envers nous le pathos de la distance. Ils ne s'accrochent pas à la jupe (trop courte, hélas !) de la civilisation européenne; nous leur sommes indifférents. Et cette hauteur, ce calme en présence des furieuses ruades de la bête occidentale, est un trait de caractère dominant, qui doit nous les rendre sympathiques.

Les affreux nègres, fainéants, menteurs, ivrognes, inspirent à l'Européen (qui tient aux manifestations psychiques nobles et fortes) un profond dégoût, parce qu'ils peuvent rire pour rien comme des crétins, parce qu'ils peuvent pleurer comme des nouveau-nés, parce qu'ils ont l'ignoble faiblesse caractéristique des chiens, de lécher la main qui les tient en esclavage tout en les soignant, et parce qu'ils montrent la suprême humilité de l'âne qui reconnaît, sans révolte, que le muletier lui est supérieur... Les Chinois, eux, au contraire, n'ont jamais eu la bassesse de penser qu'ils pourraient avoir besoin de nous. Ils nous humilient profondément par la sérénité de leur conception sociale, nous prouvent que, pour être heureux, ils n'ont besoin que d'être laissés tranquilles : tandis que nous autres Occidentaux, nous n'avons manifestement pas la possibilité d'être heureux par le travail pacifique, et nous trouvons acculés à d'horribles nécessités de violence et de meurtre.

Quand nous vantons aux Chinois les fleurs de notre civilisation, le capitalisme, le militarisme, le nationalisme, l'hypocrisie religieuse, et les moyens techniques modernes qui, au fond, servent surtout ces quatre cancers sociaux; quand nous leur vantons ces horreurs comme étant l'état de supériorité auquel ils doivent aspirer, ils nous regardent de leurs petits yeux en virgule (virgule vient de verge), ils plissent leur figure ronde, ils semblent nous dire : « Parle, mon ami, parle. Tu perds ton temps. Malgré tes téléphones et tes chemins de fer, tu n'es qu'une bête féroce et un imbécile. »

Et l'on a beau s'être muni, avant d'arriver là-bas, de tous les préjugés occidentaux, cette affirmation, depuis si longtemps répétée, intrigue, et

vous invite à étudier au lieu de vous vanter, à moins que vos tiroirs cérébraux ne se prètent plus à un dérangement salutaire, mais toujours désagréable.

Voilà pourquoi nous arrivons à aimer les Chinois. Il y a là, avant tout, une question de probité intellectuelle.

Notre histoire qui ne raconte que changements sur changements, catastrophes, contorsions, folies éphémères et furieuses, incohérences, regarde avec une stupéfaction honteuse leur histoire, où il ne se passe rien d'insignifiant et d'extérieur, où, depuis des siècles, le développement ininterrompu de la vie pacifique des foules résume l'histoire nationale, où les épopées prétendues grandioses, qui abêtissent les peuples, ont été évitées, où la devise du progrès européen « par le feu et le fer » se trouve remplacée par cette autre : « par le travail... »

Ce qui constitue l'originalité de la Chine, c'est, non pas, comme on le croit en Europe, la subordination complète de l'homme-individualité à la famille, mais ce fait que l'individu est fixé dans la société par « les trois coordonnées de l'espace social », par les « Trois Relations », père-fils, homme-femme, maître-serviteur.

C'est ce système de relations qui, sans cesse élargi, englobe enfin l'infinité de la race et devient principe d'Etat.

Vous trouverez des peuples où la première de ces « relations » est tout, mais l'Etat à peine soupçonné, comme chez les tribus nomades des Touareg.

Vous trouverez des peuples où l'ensemble des deux premières relations possède des droits portés au plus haut degré de puissance, où le père peut condamner à mort la mère ou l'enfant, mais

où, en dehors de ce système patriarcal, et même en opposition complète avec lui, la troisième « relation » celle entre dirigeant et dirigé, agit sous le masque de l'Etat, gardant une autonomie d'autant plus complète qu'elle jette le désarroi dans le système patriarcal, entrave son fonctionnement, restreint et, au besoin, annule la prérogative paternelle, enfin détruit l'unité de l'organisation sociale et crée des complications psychiques qui empêchent le développement naturel des individus. (Rome.)

Vous trouverez des peuples où cet antagonisme entre l'ensemble des deux premières relations et la troisième devient aigu, l'Etat et la maison familiale luttant pour la possession de la progéniture ; c'est alors l'incohérence du système social, la contradiction constante entre la morale de l'Etat (troisième relation, arrivisme, égoïsme, suppression du sentiment, dirigeant ou dirigé) et la morale naturelle (ensemble des deux relations purement familiales, attachement filial ou amoureux, passion, supra-utilitarisme, mouvements instinctifs) ; les peuples qui usent leurs forces dans cette lutte intérieure inconsciente sont les plus malades, les plus inquiets, les plus près de l'agonie (Occident).

Vous trouverez enfin, non plus des peuples, mais des agglomérations d'individus où les deux premières relations n'ont plus d'efficacité, où la troisième, le principe d'hiérarchie d'Etat, seule, dirige, où la base de la vie en commun est une base politique (monarchique, oligachique, communale, républicaine)...

Vous ne trouverez pas un autre peuple pareil au peuple chinois : les Trois Relations se confondant à titre égal pour former non pas un Etat, qui serait une amplification de la famille, mais

une vaste société coopérative et mutuelle de civilisation, qui n'a pas besoin d'être dirigée dans son ensemble, qui n'a pas besoin d'Etat, qui institue la relativité mutuelle, même dans la catégorie « dirigeant et dirigé » et qui, pour cela, constitue une unité au point de vue civilisation, mais ne connaît même pas le point de vue Etat ou politique.

L'esprit européen est, à ce qu'il semble, encore trop grossier pour savoir faire la distinction, nécessaire et assez palpable déjà aux Chinois, entre « peuple », « nation », « Etat » et « patrie ». Tout cela est, pour le pauvre Occidental, plus ou moins la même chose ; mais ce n'est peut-être pas une raison pour en faire pâtir les Orientaux. Il est absolument nécessaire d'ériger une infranchissable barrière logique au moins entre les groupes « peuple, nation » et « Etat, patrie ». Car si les deux premiers sont considérés comme unités sociales basées sur la coopération des « Trois Relations », voire des groupements qui se distinguent par des atavismes, croyances, mœurs, habitudes, civilisations caractéristiques, les deux derniers sont des unités créées exclusivement sur la base de la troisième relation « dirigeant et dirigé » ; ils n'ont, comme tels, aucune signification pour la vie, la force, la valeur, l'avenir d'un peuple ou d'une nation. Aussi longtemps que la pseudo-science occidentale pataugera dans la confusion (due aux sophismes d'Etat des Romains) entre nation et Etat, entre civilisation et politique, entre vie populaire et artifice de désœuvrés, il sera impossible de sortir des immondices sous lesquelles des écrivains prétentieux et ridicules ont enseveli les données limpides de la simple observation ethnologique.

La Chine donc, comme unité nationale, est bien

réellement un type unique. Et cela constitue en même temps sa grande force et sa petite faiblesse.

Sa faiblesse, parce que la rigidité du système des trois coordonnées sociales maintient une discipline morale et sociale, en la faisant reposer exclusivement sur deux éléments qui la peuvent bien rendre indestructible, mais qui peuvent aussi bien s'écrouler par suite de simples divergences de sentiments individuels : l'amour et le respect. (Et nous voyons ainsi que, ces deux dispositions sentimentales éteintes dans un individu, ce dernier se trouve, aussitôt, hors du système social, être antisocial, criminel.)

Sa force : parce que cette discipline, fortifiée par l'hérédité, la sélection, l'adaptation, devient l'immense canevas qui sert en même temps de champ de manœuvre et de guide dans la vie. Il y a dans cette discipline psychique, dans la création d'une unité psychique (laquelle seule peut être le signe distinctif d'une nation), la colonne vertébrale et le crâne, et la moelle épinière et le cerveau d'un peuple. Ses mouvements réflexes, subconscients, en dépendent comme ses actions conscientes en apparence : il y a là l'appui qui assure son unité ; il y a là aussi le réservoir de son intelligence, le schéma de sa logique, les conduits de sa volonté. L'unité de la conception et du sens de la vie devient ainsi parfaite. La troisième relation, confondue dans cette unité, n'est pas ressentie comme une opposition aux deux autres. La coordonnée « dirigeant-dirigé », c'est-à-dire, dans la forme européenne, l'idée de gouvernement, politique, Etat, régime, disparaît en tant que source de dissentiments. La vie du peuple, psychiquement une et indivisible, résume tout. L'Etat, superflu, inexistant comme organisation différente de celle de la vie populaire, ne saurait être l'objet de rai-

sonnements ou d'actions populaires. Voilà pourquoi en Chine des révolutions, des révoltes, des critiques politiques sont de suite des révoltes contre l'unité civilisatrice du peuple : des crimes.

Seul, l'Occident, barbare, a pu prétendre qu'une nation qui ne se révolte pas, ne progresse pas. Au contraire, ce qui se révolte n'est pas une nation, mais une agglomération d'individus qui n'a pas su s'organiser de façon à ce que la catégorie « dirigeant-dirigé » soit coordonnée aux deux autres.

La nation commence où l'Etat cesse.

Une nation progresse à mesure que son unité psychique s'accentue. Un Etat qui progresse est un Etat qui détruit cette caractéristique de la nation. Un Etat qui progresse, qui accentue la relation « dirigeant-dirigé », va à l'encontre de la tâche qui incombe à la nation, empêche la nation de remplir son premier devoir qui est d'aider au développement intégral de l'individu en lui donnant le moyen de se fixer librement, sincèrement, et en conformité avec ses facultés, donc d'après son droit naturel, la place qui lui convient dans le système des trois coordonnées de l'espace social. Seule une nation qui résume son activité collective à créer une organisation de la vie aussi apte que possible à réaliser ces données, existe.

La Chine, seule, existe comme nation.

Ces principes de la psychologie nationale des Chinois une fois constatés, rien ne saurait se faire aussi logiquement et avec autant de clarté que l'étude des qualités psychiques du Chinois comme individu. A l'encontre de l'âme hybride que montre la moyenne des Européens modernes, et qui, forcément, devient plus énigmatique dans ses manifestations à mesure qu'on l'étudie, il est facile d'analyser ainsi, d'après leurs manifestations extérieures, les énormes supériorités du Chi-

nois, les vigoureuses facultés issues de l'adaptation quasi-parfaite aux circonstances, qui lui assurent une vitalité bien faite pour effrayer l'inconstant Européen.

C'est, avant toutes choses, l'extraordinaire, le sublime raffinement du système nerveux. La mystérieuse supériorité d'avoir une sensibilité merveilleuse pour toutes les voluptés, et une insensibilité stupéfiante pour toutes les douleurs, une patience inlassable dans les entreprises dont la réussite dépend de circonstances en dehors de l'individu, et un élan irrésistible dans les actions issues de mouvements purement individuels, l'indestructible force inconsciente qui fait que les nerfs réagissent toujours au plus grand profit de l'organisme, la suprême perfection dans ces réactions mêmes, enfin la formidable agressivité de l'énergie nerveuse qui, à tout instant, dompte l'extérieur et qu'on a appelée stupidement de l'apathie : c'est l'organisation de vie subconsciente la plus admirable que l'on constate sur la terre chez un ensemble d'individus.

Il se couche et il s'endort n'importe où, sur une marche d'escalier, sur un tas de pierres, et il reste là, sans bouger, comme un tronc d'arbre. Coupez-lui un membre, c'est à peine s'il criera. Mais aussi observez sa volupté extrême à goûter d'imperceptibles nuances, dans le manger, dans le boire, dans l'amour, dans les couleurs et dans les lignes; admirez l'extase où le jettent de savantes et lointaines allusions, des associations d'idées primesautières ; comprenez ses calembours raffinés, ses satires formidables basées sur d'infinitésimales ridiculités, ses ironies déroutantes, son acuité tranchante qui est du Nietzsche cent fois nietzschisé.

Il est admirablement organisé pour vivre, pour jouir et souffrir, pour mourir. Persévérant robuste, travailleur acharné, économe, industrieux,

le côté extérieur de la vie ne l'opprime pas. Et la vie lui est indifférente. A la moindre contrariété, il est capable de s'ouvrir le ventre et de mourir stoïquement, parce que lui-même il en décide ainsi. De maladie, il meurt sans regret, calme, stoïque, parce qu'il se voit dans l'enchaînement fatal et continu de la marche du monde. Dans la guerre, il fuit la mort : car la guerre, immorale, interrompt le cours de la nature ; se laisser tuer à la guerre, c'est le crime, c'est prêter assistance aux bêtes féroces qui, en tuant, s'insurgent contre l'éternelle continuité de la vie de l'univers.

Ah ! la clarté, la sublime clarté de ces... lâches !

Même clarté encore dans ce que les Européens s'obstinent à vouloir appeler la religion des Chinois.

Le Chinois est-il monothéiste, polythéiste, athée? Il n'a rien de tout cela, et, résultat splendide, il est religieux. Les idées animistes millénaires, qui n'étaient que l'anthropomorphisation simpliste des phénomènes naturels, furent subtilisées par la philosophie sociale de Kong-tse et Lao-tse au point de ne plus constituer que des symboles à l'usage des foules. Et si, plus tard, les foules populaires ont montré ce trait caractéristique de toutes les foules, qui consiste à reconstruire, derrière les symboles, des réalités, c'est un fait qui relève du folklore et non de la religion, de même que cela se présente chez tous les autres peuples.

Les superstitions populaires que les Chinois ont créées ne sont, au fond, que la concrétisation de symboles qui étaient à la philosophie sociale ce que l'art grec était à la morale chrétienne. Mais ce qui est admirable, c'est que ces superstitions se soient, sous les coups de la philosophie, mises en dehors du flux de la vie sociale, enkystées dans la rigidité du rite, et que le système des trois coor-

données, relations, ou dimensions sociales, soit devenu en même temps croyance religieuse, théorie philosophique et pratique sociale.

Dans ces conditions, il n'est que naturel qu'une nouvelle croyance, plutôt un nouveau système de superstitions, le Bouddhisme déchu du Yogatchara et le Bouddhisme transformé du Thibet, n'ait point changé les conceptions raisonnées qui dominaient déjà en Chine. Le peuple chinois en a pris certains symboles pittoresques et mystiques, tout en les modelant à son image.

Ce sont des emprunts, c'est une superposition d'extériorités qui n'a jamais rien eu à faire ni avec le fond du Bouddhisme, ni avec le fond de la socialité chinoise ; et cela d'autant moins que les principes de la morale bouddhique, en tant qu'ils sont réalisables dans la vie, sont identiques aux principes de la philosophie chinoise.

Ainsi, à un moment où les autres peuples se construisaient de monstrueux échafaudages de croyances pour appuyer les règles de conduite indispensables dans la vie en commun, les Chinois basaient déjà ces mêmes règles sur le savoir. D'emblée, il n'y eut chez eux ni mythologie toute-puissante, ni anthropomorphisation des prémisses primordiales, mais une métaphysique éblouissante, une recherche sagace, enthousiaste et victorieuse des principes premiers.

Le Chinois est positiviste. Il ne se contente pas des platitudes ataviques et vagues qui règnent sur l'esprit occidental encore de nos jours. Quand Lao-tse, le plus grand penseur de l'humanité, le merveilleux métaphysicien dont Kong-tse prit le principe pour en déduire sa sociologie, il y a vingt-cinq siècles, formula dans toute sa splendeur l'axiome de l'évolution (contesté en Europe encore de nos jours!) la laborieuse, fantastique et roman-

tiquement inutile histoire philosophique de l'Occident se trouvait devancée avant même son commencement.

Les propositions de la nature de Dieu, spectres de l'enfantillage anthropomorphisateur indo-européen, qui hantaient jusqu'à Voltaire et Comte, et que Nietzsche lui-même était encore forcé de conjurer ; le théorème de l'immortalité de l'âme, manifestation d'un esprit rudimentaire qui ne sait encore différencier l'homme et le milieu; tout cela avait déjà été banni du cercle de la logique : c'était déjà illogique, et l'esprit se trouvait délivré d'innombrables préoccupations inutiles, sinon nuisibles, qui pèsent encore sur l'intellectualité moyenne de l'Occident.

Jamais ils n'ont eu besoin d'une critique de la raison pure ou pratique.

Ah! les rires qu'on entend, quand, à des savants chinois, on lit en chinois les platitudes éhontées et astucieuses, par lesquelles Kant arrive de son impératif catégorique illusoire à la reconstruction de tout un théisme insipide et populacier !

Le Chinois, depuis vingt-cinq siècles, n'a pas varié... quant au fond de son intellectualité, car la critique était faite, donc inutile. Morale, conscience, caractère, les trois phénomènes psychiques les plus intéressants au point de vue social, tout est intact, parce qu'inébranlable, parce que fondé sur une logique débarrassée de tout ce qui n'est pas conforme à la stricte réalité.

Les vieux sages nationaux, ceux qui sont la fin de « la lutte pour la logique » antérieure, mais non plus connue de nous, le Chinois les écoute encore : car ils lui donnent la base stable sur laquelle il érigera sa vie.

Point n'est besoin de citer les sublimes constatations de Lao-tse, les conclusions délayées, po-

pularisées et d'autant plus efficaces de Kong-tse, les théorèmes sociologiques de Meng-tse et les innombrables traités de philosophie appliquée que nous montre la bibliographie chinoise.

Piété filiale, harmonie familiale, aspiration sociale : tenu en équilibre par les liens également forts de ces trois coordonnées, on se trouve dans l'immuable milieu. Voilà l'idéal.

Non la famille, non le respect, non l'égoïsme : aucune de ces trois choses n'est apothéosée dans la sociologie chinoise.

Le Chinois est soumis à son père, à tous ses ancêtres, à tous ses morts ; mais il est aussi bien soumis (et avec la même nécessité) à tous ses amours, à toutes ses préférences, à toutes ses sympathies ; et de même, à toutes ses ambitions, à toutes ses prévoyances, et à tous ses buts.

Il vit comme ses morts, dans la logique ; il vit comme ses aimés, dans le sentiment ; il vit comme seul lui-même, dans sa volonté.

Et plus il va, et plus il perfectionne sa faculté d'équilibrer ces trois forces psychiques vitales.

Et plus il va, et plus le mépris de tout notre appareil scientifique qui ne lui semble avoir pour conséquence que de remplacer l'humain par le matériel, le travail par l'immobilité désindividualisatrice, s'affirme sur sa face dure et placide.

Mais ne changera-t-il pas d'avis, un jour ? Il est des gens, en Europe, qui se l'imaginent. Déjà ces prophètes bornés, qui ne voient l'action d'un peuple que dans sa férocité guerrière, le voient créer une armée, couvrir son sol d'usines à matériel de meurtre ; ils le voient devenu par sa formidable masse la grande horde conquérante du nouveau Djinghiz qui engloutira l'Occident.

Ces prédictions effraient peu, basées qu'elles sont sur une ignorance absolue du caractère chi-

nois. Mais la prédiction qui devrait effrayer n'est faite que rarement : pour la voir se réaliser, point n'est besoin que le Chinois change.

La nation chinoise, si vieille, est toujours également jeune. Depuis le titan Pouan-kou, fils du Chaos, qui sculpta l'écorce du globe et, son œuvre achevée, se fondit dans la nature ne laissant sur la terre que la vermine qui couvrait son corps, c'est-à-dire les premiers êtres..., depuis Fou-hsi, le premier roi, et le grand Yu, le fondateur de la dynastie qui régna avant la naissance d'Abraham..., depuis Hoang-ti qui refoula les Tatars et bâtit la Grande Muraille, les Jaunes ont vécu des milliers et des milliers d'années sans voir leur vitalité diminuer. Ils sont aussi frais que jamais.

Les peuples ne s'usent pas comme les individus qui les composent : les Etats s'usent comme les hommes ; car ils dépendent des hommes. Les peuples, et, avant tout, les peuples dont l'unité n'est basée ni sur la politique, ni sur l'intérêt commun, mais sur une disposition psychique caractéristique et créatrice d'une civilisation, ces peuples (mais où sont-ils en dehors des Chinois ?) non seulement ne meurent pas, mais se fortifient indéfiniment, car la sélection fera survivre toujours les dispositions caractéristiques les plus fortes, partant les éléments les plus utiles à cette unité nationale psychique.

L'Egypte est morte, basée sur la politique ; la Perse est morte, de même ; l'Inde est morte, basée sur une logique disparate ; la Mongolie est morte, basée sur l'intérêt commun mais s'affaiblissant... et c'est pour cela que la Chine à son tour, finirait! Par quelle dérogation à la loi de l'évolution?

La Chine, basée sur une unité psychique ; la Chine, incarnation de la suprême force humaine, le travail, stabilisé par cette unité ; la Chine, im-

mense et merveilleux réceptacle de la plus forte, de la plus juste, de la plus psychologique, de la plus logique des organisations ; la Chine, inébranlable société coopérative et mutuelle...

L'épopée gigantesque et bouffonne qui vient d'inaugurer la lutte décisive entre l'Asie et l'Occident, enseigne un fait capital que l'Europe devrait bien méditer.

C'est que, même après le siège de Tien-Tsin et de Pékin, qui ne montre que la plus grande puissance destructive au service de la barbarie occidentale, même après les maladresses de la Dynastie mandchoue, qui ne prouve rien pour la mentalité chinoise, même après l'action magistrale de la diplomatie russe et la fondation virtuelle d'un colossal Empire russo-chinois, il faut ouvrir les yeux et reconnaître que le résultat de l'invasion en Chine est néfaste pour l'Occident, et utile uniquement à la nation chinoise, qui travaille et qui travaillera.

Et il faut enfin renoncer à croire que, dans la vie des civilisations, les engins de destruction donnent la supériorité : non, c'est l'énergie patiente qui l'emporte, le travail tranquille et acharné, la force de pouvoir supporter la paix...

La Chine-Russe pacifique, Europe guerroyante, voilà le péril !

TABLE

Préface : Lettre à M. Georges Clemenceau, sur « l'expansion intellectuelle ». 1

Introduction 21

I. — Origines et développement des relations russo-chinoises jusqu'au traité d'Aïgoun (1860) 25

II. — Caractère économique de l'expansion russe. — Sa perspective finale. — Gravitation de l'Empire vers la Chine. — Les chemins de fer transasiatiques. 35

III. — Raisons de l'intimité russo-chinoise. — Intimité populaire aux frontières : atavisme, commerce. — Intimité politique : situation intérieure difficile de la Dynastie mandchoue. — L'ennemi commun : l'Occident.. 47

IV. — Les principes de la civilisation chinoise. — Production coopérative. — Le système créditaire. — Syndicats d'ouvriers. — L'empire comme coopérative des coopératives. 61

V. — La xénophobie en Chine. — Contact des deux civilisations. 100

VI. — Bases et difficultés du commerce entre la Chine et l'Occident. — L'exterritorialité judiciaire, et ses suites funestes. — La justice chinoise 108

VII. — Exploitation criminelle du privilège d'exterritorialité par le commerce occidental . 119

VIII. — Les missions chrétiennes comme agents religieux. — La tolérance religieuse chez les Chinois. — Les morales chrétienne et chinoise. — Impossibilité du dogme chrétien en Chine. — Chinésisation des cultes chrétiens. — Rivalités entre les sectes chrétiennes 126

IX. — Les missions chrétiennes comme agents du commerce européen. — La lutte pour les convertis. — Les communautés comme sociétés secrètes. — Avantages illégaux des convertis. — La lie du peuple, chrétienne.. 141

X. — Deux documents sur les agissements des missions 152

XI. — Les missions comme principales provocatrices de la xénophobie. 162

XII. — L'instrument russe en Chine : le clergé bouddhique. 169

XIII. — La situation de la Dynastie mandchoue en face du clergé. — L'institution du Dalaï-Lama. — Relations thibéto-chinoises. — Relations thibéto-russes. 174

XIV. — Intérêt commun du Tsar et du Dalaï-Lama par rapport à la Chine. 189

XV. — La constellation des Puissances en Extrême-Orient avant 1900. 195

XVI. — L'action diplomatique russe en Chine depuis la guerre sino-japonaise. — La convention Cassini. — La Banque russo-chinoise et ses buts. — La concession de l'or en Mongolie. 201

XVII. — Importance politique de cette concession. — Les princes mongols. — L'étalon d'or en Russie. 210

XVIII. — Le mouvement nationaliste en Chine. — Hystérie patriotique. — Mouvement d'abord antidynastique. 215

XIX. — Intervention du clergé bouddhique dans le mouvement. — Documents et preuves. — Le clergé travaille pour la Russie 225

XX. — Accaparement du mouvement par la Dynastie. — Dérivation contre les étrangers. — Le coup d'État de Tsou-Hsi. — Le mouvement national devient brigandage populacier 236

XXI. — La Russie sauve la Dynastie à toute extrémité. — L'intégrité de la Chine garantie. — Les pays tributaires abandonnés à la Russie. — La convention de Canton. — Documents-vestiges de cette convention secrète. — Le Boxisme, épisode de l'action russo-bouddhique. 245

XXII. — Les horreurs guerrières imputées aux Allemands. — Le rôle du baron Ketteler. — Les « Huns ». — Documents chinois. — Le Tsar comme Messie 260

XXIII. — L'annexion de la Mandchourie. — Amitié russo-chinoise. — Histoire et destruction des Khonkhouses. — Les noyades de Blagovestchensk. — L'organisation fiscale russe de la Mandchourie. — Les colons russes 279

XXIV. — L'annexion de la Mongolie. — La concession de l'or comme levier de l'action russe. — Le Kouriltaï. — La défection des princes mongols de la Dynastie mandchoue. — L'occupation russe d'Ourga. — Le chemin de fer transmongolien. — A la passe de Si-ouan-tse. 302

XXV. — Le protectorat du Thibet. — Le Tsar Empereur bouddhique. — Les ambassades de Lhassa. — Le traité russo-chinois concernant le Thibet. — Yong-Lou et le sort de la Dynastie mandchoue 321

XXVI. — Projets occidentaux et russes en Chine. — Le péril russo-chinois 330

XXVII. — Les Chinois comme Individus et Nation. . 338

Imp. Paul Dupont. — Paris, 1er Arr. — 55.8.1902 (Cl.).

Bibliothèques
Université d'Ottawa
Echéance

Libraries
University of Ottawa
Date Due

NOV 23 1995
13 FEV. 1997
FEV 01 1997
MAR 08 2004
APR AVR 14 2000
UU30 NOV 2005

CE

a39003 002714748b

CE DS 0740 . 5
.R8U5 1902
COO ULAR, ALEXAN EMPIRE RUS
ACC# 1375897

U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 01 07 11 08 16 4